104e ANNÉE
VOL. 104

N° 22
4337

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 3 juin 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC
REÇU LE
19 JUIN 1972

Québec, Saturday, June 3, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi,** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday,** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Adco Automotive Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 1535, d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697, d'Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Adco Automotive Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720169

Airomek Consultants Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Stanley Howard Segal, Loretta Segal, épouse dudit Stanley Howard Segal, tous deux gérants, de 123, des Érables, Saint-Sauveur-des-Monts, et Harry Schneider, gérant de bureau, 1189, Maria Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Agir à titre de consultants, gérants, administrateurs et actionnaires dans tout domaine commercial et industriel, sous le nom de « Airomek Consultants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 123, des Érables, Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 3736-1971

Allied Welding Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Ronald Shufelt, homme d'affaires, 247, Sexton, Greenfield Park, Mervin Young, surveillant de l'entretien, 11459, Edgar, Montréal-Nord, et Bernard Laurin, contremaître, 5852, Cadillac, Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Adco Automotive Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lefebvre, 1535 d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697 d'Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of automobile parts and accessories, under the name of "Adco Automotive Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720169

Airomek Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Howard Segal, Loretta Segal, wife of the said Stanley Howard Segal, both managers, of 123 des Érables, Saint-Sauveur-des-Monts, and Harry Schneider, office manager, 1189 Maria Crescent, Laval, for the following purposes:

To act as consultants, managers, administrators and investors in all commercial and industrial fields, under the name of "Airomek Consultants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 123 des Érables, Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 3736-1971

Allied Welding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Shufelt, businessman, 247 Sexton, Greenfield Park, Mervin Young, maintenance supervisor, 11459 Edgar, Montreal North, and Bernard Laurin, foreman, 5852 Cadillac, Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce de soudure de tous genres de métaux, sous le nom de « Allied Welding Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4314, Hogan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720980

Aménagements Transima inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Renée Poulin, ménagère, épouse de Jean Demers, Saint-Nicolas, Solange Chatigny, secrétaire, épouse de Michel Boivin, 3414, Maricourt, Sainte-Foy, et Jacques Boivin, commerçant, 260, 69e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Aménagements Transima inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 260, 69e Rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721045

Les Amis de l'Art de Trois-Pistoles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jeannine Morency, commerçante, épouse de Gilles Morency, 21, Notre-Dame, Louise Morency, institutrice, 144, Notre-Dame, et Louise Dumas, ménagère, ces deux dernières filles majeures, toutes trois de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Promouvoir la peinture, poterie, les émaux sur cuivre et sculpture et les arts plastiques, sous le nom de « Les Amis de l'Art de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 716933

Antilles Automobiles Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Henri Cassius Delinval, 298, St-Lambert, Roger Daigneault, 296, St-Lambert, et Yvon Parent, tous trois professeurs, de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

To carry on the business of welding of all types of metal, under the name of "Allied Welding Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4314 Hogan, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720980

Aménagements Transima inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renée Poulin, housewife, wife of Jean Demers, St. Nicolas, Solange Chatigny, secretary, wife of Michel Boivin, 3414 Maricourt, Ste. Foy, and Jacques Boivin, merchant, 260, 69th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Aménagements Transima inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 260, 69th Street East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721045

Les Amis de l'Art de Trois-Pistoles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeannine Morency, merchant, wife of Gilles Morency, 21 Notre-Dame, Louise Morency, teacher, 144 Notre-Dame, and Louise Dumas, housewife, the latter two spinsters, all three of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To promote painting, pottery, copper enamelling, sculpture and plastic arts, under the name of "Les Amis de l'Art de Trois-Pistoles inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 716933

Antilles Automobiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Cassius Delinval, 298 St. Lambert, Roger Daigneault, 296 St. Lambert, and Yvon Parent, all three teachers, of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et vendeurs d'automobiles neuves et usagées, et de camions et autres véhicules du même genre, sous le nom de « Antilles Automobiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 649, chemin Larocque, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721256

Ascenseur Abec inc.
Abec Elevator Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Riopel, avocat, 641, Stuart, Outremont, Huguette Bouchard, 145, Galt, Verdun, et Diane Poitras, 8780, de Reims, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des monte-charges, des ascenseurs, monte-plants, chaises de rampe, tapis roulants, escaliers roulants et des monte-pentes, sous le nom de « Ascenseur Abec inc.— Abec Elevator Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1842, rue Laurier est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721151

Association des propriétaires des lacs B.B.R.
B.B.R. Lakes Owners Association

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Donald-Arthur Morin, administrateur, 50, chemin Arnold, John Davidson Darling, 816, chemin Provost, tous deux d'Ottawa, et Roger Mondoux, 57, Onésime, Pointe-Gatineau, ces deux derniers fonctionnaires, pour les objets suivants:

Prévenir la pollution des eaux des trois lacs (Bob, Breme, Ruthledge), sous le nom de « Association des propriétaires des lacs B.B.R.— B.B.R. Lakes Owners Association ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500.

Le siège social de la corporation est Lac Bob, Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720262

To carry on business as garage operators and deal in new and used cars, trucks and other like vehicles, under the name of "Antilles Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 649 Larocque Road, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721256

Ascenseur Abec inc.
Abec Elevator Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Riopel, lawyer, 641 Stuart, Outremont, Huguette Bouchard, 145 Galt, Verdun, and Diane Poitras, 8780 de Reims, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in hydraulic lifts, elevators, plant lifts, ramp chairs, mobile carpets, escalators and ski-lifts, under the name of "Ascenseur Abec inc.— Abec Elevator Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1842 Laurier Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721151

Association des propriétaires des lacs B.B.R.
B.B.R. Lakes Owners Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Donald-Arthur Morin, administrator, 50 Arnold Road, John Davidson Darling, 816 Provost Road, both of Ottawa, and Roger Mondoux, 57 Onésime, Pointe-Gatineau, the latter two civil servants, for the following purposes:

To prevent the water pollution of three lakes (Bob, Breme, Ruthledge), under the name of "Association des propriétaires des lacs B.B.R.— B.B.R. Lakes Owners Association".

The annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500.

The head office of the corporation is at Lake Bob, Campbell's Bay, judicial district of Pontiac.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720262

Association Dispec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Bourbeau, avocat, 1775, Place Dunant, suite 81, Saint-Bruno, René Letarte, producteur, 10660, Chambord, Montréal, et Robert Salagan, artiste, 192, Lepage, Dorval, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à promouvoir et à aider de jeunes artistes, artistes-interprètes, auteurs-compositeurs et musiciens à réaliser leurs débuts sur scène et sur disque, sous le nom de « Association Dispec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 3214, rue Rouville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721186

Association du hockey mineur de Ste-Foy

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles-H. Bisaillon, administrateur, 758, Sabrevois, J.-Noël Blais, courtier en assurance, 3173, d'Amour, et Bob Chevalier, gérant, 3051, Raudot, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Former et exploiter une association sportive et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Association du hockey mineur de Ste-Foy ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1000, rue de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720621

Association sportive Carcajou inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Côté, technicien en automobiles, 8925, des Forges, Richard Proteau, épicier, et Guy Proteau, étudiant, ces deux derniers de 1836, Notre-Dame, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire connaître davantage les plaisirs de la motoneige, de la motocyclette tout-terrain, du canot-camping, de la chasse et de la pêche, sous le nom de « Association sportive Carcajou inc. ».

Association Dispec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Bourbeau, lawyer, 1775 Place Dunant, Suite 81, St. Bruno, René Letarte, producer, 10660 Chambord, Montreal, and Robert Salagan, artist, 192 Lepage, Dorval, for the following purposes:

To bring together the persons interested in promoting and helping young artists, singers, composers, and musicians make their début on stage and on record, under the name of "Association Dispec inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquired and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at 3214 Rouville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721186

Association du hockey mineur de Ste-Foy

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles-H. Bisaillon, administrator, 758 Sabrevois, J.-Noël Blais, insurance broker, 3173 d'Amour, and Bob Chevalier, manager, 3051 Raudot, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To form and operate a sports association and particularly promote the sport of hockey, under the name of "Association du hockey mineur de Ste. Foy".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at 1000 de l'Église Street, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720621

Association sportive Carcajou inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo Côté, car mechanic, 8925 des Forges, Richard Proteau, grocer, and Guy Proteau, student, the latter two of 1836 Notre-Dame, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote the pleasures of snowmobiling, cross-country motorcycling, canoe camping, hunting and fishing, under the name of "Association sportive Carcajou inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720344

Assurances Lanthier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Yves Lanthier, Roger Lanthier, tous deux courtiers d'assurances, et Lilianne Haché, administratrice, épouse dudit Roger Lanthier, tous trois de 655, chemin Bord de l'Eau, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Lanthier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 655, chemin Bord de l'Eau, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721334

Auto Heck ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gunther Heck, administrateur, 10300, Pie IX, Suzanne Dansereau, secrétaire, fille majeure, 5470, Hutchison, et Daniel Kingstone, avocat, 4985, Iona, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes, et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machinerie, et de tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Auto Heck ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 10300, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721275

Fernand Bachand & fils (St-Hyacinthe) ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Micheline Bégin, fille majeure, 31, Wood, Sherbrooke, et Ginette Talbot,

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720344

Assurances Lanthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Lanthier, Roger Lanthier, both insurance brokers, and Lilianne Haché, administrator, wife of the said Roger Lanthier, all three of 655 Bord de l'Eau Road, St. Lambert, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Lanthier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each, 15,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 15,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 655 Bord de l'Eau Road, St. Lambert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721334

Auto Heck ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gunther Heck, executive, 10300 Pie IX, Suzanne Dansereau, secretary, spinster, 5470 Hutchison, and Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in cars, motors, machinery and all their accessories and parts, under the name of "Auto Heck ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 10300 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721275

Fernand Bachand & fils (St-Hyacinthe) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, Rural Route No. 1, Lennoxville, Micheline Bégin, spinster, 31 Wood, Sherbrooke, and Ginette Talbot, wife of Denis

épouse de Denis Lambert, route rurale numéro 1, Saint-Denis-de-Brompton, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de produits combustibles, huile, charbon, gaz propane ou autres, sous le nom de « Fernand Bachand & fils (St-Hyacinthe) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Damase, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721130

Les bardeaux de cèdre du Québec inc.
Québec Cedar Shingles Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: René Amyot, 1407, Oak, Sillery, Bruno Bernard, 1190, Colbert, et Gilles L'Écuyer, 3040, chemin St-Louis, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les bardeaux de cèdre du Québec inc.— Québec Cedar Shingles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052-o 720916

Benny Weel Alignment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: André Lépine, 11120, Frigon, Montréal, André Desjardins, 10085, Leblanc, Montréal-Nord, tous deux commerçants, et Raymond Lépine, comptable, 1427, Pointe Circle, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Benny Weel Alignment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721075

Michel Benoît Refrigeration Appliance Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Lambert, Rural Route No. 1, St. Denis-de-Brompton, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fuel, oil, coal, propane gas or the like, under the name of "Fernand Bachand & fils (St-Hyacinthe) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Damase, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721130

Les bardeaux de cèdre du Québec inc.
Québec Cedar Shingles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Amyot, 1407 Oak, Sillery, Bruno Bernard, 1190 Colbert, and Gilles L'Écuyer, 3040 St. Louis Road, the latter two of Ste. Foy, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as lumber manufacturers and dealers, under the name of "Les bardeaux de cèdre du Québec inc.— Québec Cedar Shingles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 720916

Benny Weel Alignment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lépine, 11120 Frigon, Montreal, André Desjardins, 10085 Leblanc, Montreal North, both merchants, and Raymond Lépine, accountant, 1427 Pointe Circle, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in cars, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Benny Weel Alignment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721075

Michel Benoît Refrigeration Appliance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March 1972, have been issued by the Minister of Financia'

patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel Benoît, mécanicien, Marie-Thérèse Guenette, maîtresse de maison, épouse dudit Michel Benoît, tous deux de 1140, Versailles, Laval, et Camille Benoît, rentier, 9633, Larose, Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, acquérir, construire, réparer, acheter, échanger, louer, donner à bail, exploiter, administrer, donner en garantie, vendre, aliéner, mettre en valeur des biens, meubles et immeubles, spécialement dans le domaine de la réfrigération et de la climatisation, sous le nom de « Michel Benoît Refrigeration Appliance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1140, rue Versailles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721169

Bercotec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gisèle Leclerc, secrétaire, fille majeure, Robert-J. Bertrand, avocat, tous deux de 5580, Woodbury, et Yvon Renaud, notaire, 5565, Wilderton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux et substances métalliques de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Bercotec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2660, rue Hamery, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721304

Big Valley Livestock Exporters Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jocelyne Prince, secrétaire, fille majeure, 3440, Durocher, app. 506, Mortimer J. Constantine, 5080, avenue Ponsard, tous deux de Montréal, et Michael Marchand, 5714, avenue Davies, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'importateurs, exportateurs et marchands de viande, bestiaux, moutons, lièvres, beurre, poisson et denrées périssables, sous le nom de « Big Valley Livestock Exporters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Benoît, mechanic, Marie-Thérèse Guenette, housewife, wife of the said Michel Benoît, both of 1140 Versailles, Laval, and Camille Benoît, annuitant, 9633 Larose, Montreal, for the following purposes:

To own, acquire, build, repair, purchase, exchange, rent, lease, operate, manage, guarantee, sell, transfer and develop estates, movables and immovables, particularly in the fields of refrigeration and air-conditioning, under the name of "Michel Benoît Refrigeration Appliance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1140 Versailles Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721169

Bercotec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coopratives, incorporating: Gisèle Leclerc, secretary, spinster, Robert-J. Bertrand, lawyer, both of 5580 Woodbury, and Yvon Renaud, notary, 5565 Wilderton, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals and metallic materials of all kinds, their products and by-products, under the name of "Bercotec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2660 Hamery Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721304

Big Valley Livestock Exporters Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyne Prince, secretary, spinster, 3440 Durocher, Apt. 506, Mortimer J. Constantine, 5080 Ponsard Avenue, both of Montreal, and Michael Marchand, 5714 Davies Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of, and dealers in, meat, cattle, sheep, rabbits, butter, fish and all perishable produce, under the name of "Big Valley Livestock Exporters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

Le siège social de la compagnie est au 7373, boulevard Langelier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 717053

Le Bistro Normandie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Louis Robitaille, pompier, 101, avenue Renaud, Québec, Luc Nadeau, organiste, 25, Boucher, Loretteville, et Gaston Rhéaume, restaurateur, 29, boulevard Lapierre, Saint-Émile, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Bistro Normandie inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721332

Chris Boelens Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Chris Boelens, représentant de ventes, 7461, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, Janice Collette, secrétaire, épouse de Donald McGregor, 8692, Viau, Saint-Léonard, et Hendrik Kooiman, avocat, 396, avenue Glengarry, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'articles et marchandises, textiles, lainages, fils de tous genres et produits du textile tels que les tapis et les draperies, en faire le commerce, sous le nom de « Chris Boelens Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7461, chemin Kingsley, suite 702, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720586

Gérald Bougie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gérald Bougie, industriel, Cécile Gervais, ménagère, épouse dudit Gérald Bougie, tous deux de 447, Salaberry, et Yvan Desjean, menuisier, 380A, Danis, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 7373 Langelier Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 717053

Le Bistro Normandie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Robitaille, fireman, 101 Renaud Avenue, Québec, Luc Nadeau, organist, 25 Boucher, Loretteville, and Gaston Rhéaume, restaurateur, 29 Lapierre Boulevard, St. Émile, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Bistro Normandie inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Émile, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721332

Chris Boelens Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Chris Boelens, sales representative, 7461 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, Janice Collette, secretary, wife of Donald McGregor, 8692 Viau, Saint-Léonard, and Hendrik Kooiman, advocate, 396 Glengarry Avenue' Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles and merchandise, textiles, woollens, yarns of all types and textile products such as carpets and drapes, under the name of "Chris Boelens Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7461 Kingsley Road, Suite 702, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720586

Gérald Bougie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Bougie, industrialist, Cécile Gervais, housewife, wife of the said Gérald Bougie, both of 447 Salaberry, and Yvan Desjean, carpenter, 380A, Danis; all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de portes et châssis, sous le nom de « Gérald Bougie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Langlois, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721398

Boulangerie Lajoie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: André Poupart, technicien, 1077, boulevard Couture, app. 3, Neufchatel, Pierre-Paul Lajoie, boulanger, et Marianne Hudon, ménagère, épouse dudit Pierre-Paul Lajoie, ces deux derniers de 4, Taché, Notre-Dame-d'Hébertville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Lajoie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721066

Boutique Karic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1, Place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Boutique Karic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721194

Hans J. Brand A.D. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley,

To manufacture and deal in doors and windows, under the name of "Gérald Bougie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Langlois Boulevard, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721398

Boulangerie Lajoie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Poupart, technician, 1077 Couture Boulevard, Apt. 3, Neufchatel, Pierre-Paul Lajoie, baker, and Marianne Hudon, housewife, wife of the said Pierre-Paul Lajoie, the latter two of 4 Taché, Notre-Dame-d'Hébertville, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit-makers, under the name of "Boulangerie Lajoie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721066

Boutique Karic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, both lawyers, and Sheila Raymond, secretary, spinster, all three of 1 Place Ville-Marie, Montreal, for the following purposes:

To import, export and deal in all kinds of products, commodities and merchandise, under the name of "Boutique Karic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721194

Hans J. Brand A.D. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue,

Mont-Royal, et Michel Cogger, 3940, Côte-des-Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre de dessinateurs et consultants dans le domaine du dessin, sous le nom de « Hans J. Brand A.D. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052 720470

Brooks Fiberglass Products Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Bernard Goodman, comptable, 1, Carleton, Dollard-des-Ormeaux, Anna Laghi, 8016, 10e Avenue, Montréal, et Claudia Cengarle, 7637, Boischâtel, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques et marchandises, matériaux en plastique, métaux, substances chimiques, minéraux, caoutchouc et produits d'icelui, peintures, verre, matériaux de construction et fournitures, briques, blocs, meubles, boiseries, jouets et toutes sortes d'articles de ménage, en faire le commerce, sous le nom de « Brooks Fiberglass Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, Carleton, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720683

Brossard Industrial Estates Inc.
Immeubles industriels Brossard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Traiter le bois de construction, le bois en général et ses produits, fabriquer des charpentes et bâtisses en bois, des matériaux de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Brossard Industrial Estates Inc.— Immeubles industriels Brossard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Mount Royal, and Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as designers and to give advice in the field of design, under the name of "Hans J. Brand A.D. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 1440 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 720470

Brooks Fiberglass Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Goodman, accountant, 1 Carleton, Dollard-des-Ormeaux, Anna Laghi, 8016, 10th Avenue, Montreal, and Claudia Cengarle, 7637 Boischâtel, St. Léonard, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metals, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, woodwork, toys and all kinds of household articles, under the name of "Brooks Fiberglass Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1 Carleton, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720683

Brossard Industrial Estates Inc.
Immeubles industriels Brossard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, wood, wood products, wood structures and buildings and materials of all kinds and descriptions, under the name of "Brossard Industrial Estates Inc.— Immeubles industriels Brossard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720692

Camirand, Gagnon, Goulet, Lefebvre & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy-Daniel Camirand, 2405, Acadie, Brossard, Jean-Claude Gagnon, 299, Allée de la Seigneurie, Boucherville, Michel Goulet, 520, de Gaspé, app. 408, et Guy Lefebvre, 500, de Gaspé, app. 213, ces deux derniers de Verdun, tous quatre conseillers en administration, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration et en informatique, sous le nom de « Camirand, Gagnon, Goulet, Lefebvre & associés inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720753

Camp Valeco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Bouchard, 1185, Jean-Talon ouest, app. 5, Orsainville, Richard Grenier, 874, Brown, tous deux étudiants, et Suzanne Benny, préposée à la réception, épouse de Gaétan Fréchette, 206, Rageot, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une colonie de vacances, sous le nom de « Camp Valeco inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721331

Camping mobile G. & H. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Gauthier, officier de crédit, Andrée Julien, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Gauthier, tous deux de 2304, Robitaille, Fernand Houde, commerçant, et Françoise Julien, ménagère, épouse dudit Fernand Houde, ces deux derniers de 421, Le Caron, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720692

Camirand, Gagnon, Goulet, Lefebvre & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-Daniel Camirand, 2405 Acadie, Brossard, Jean-Claude Gagnon, 299 Allée de la Seigneurie, Boucherville, Michel Goulet, 520 de Gaspé, Apt. 408, and Guy Lefebvre, 500 de Gaspé, Apt. 213, the latter two of Verdun, all four management consultants, for the following purposes:

To act as management and data-processing consultants, under the name of "Camirand, Gagnon, Goulet, Lefebvre & associés inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720753

Camp Valeco inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Bouchard, 1185 Jean-Talon West, Apt. 5, Orsainville, Richard Grenier, 874 Brown, both students, and Suzanne Benny, receptionist, wife of Gaétan Fréchette, 206 Rageot, the latter two of Québec, for the following purposes:

To establish and operate a summer camp, under the name of "Camp Valeco inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $250,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721331

Camping mobile G. & H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Gauthier, credit officer, Andrée Julien, housewife, wife of the said Jean-Guy Gauthier, both of 2304 Robitaille, Fernand Houde, merchant, and Françoise Julien, housewife, wife of the said Fernand Houde, the latter two of 421 Le Caron, all four of Québec, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de maisons-mobiles, roulottes motorisées, roulottes, tentes-roulottes, tentes, neuves ou usagées ainsi que tout autre bien similaire, sous le nom de « Camping mobile G. & H. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $2 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 137, boulevard Central sud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721108

Captec Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: David Zwirek, 543, place Sherwood, Laval, Norman Bercovitch, 5240, avenue Mayfair, Montréal, tous deux entrepreneurs électriciens, Harold Caplan, électricien, et Marilyn J. Caplan, ménagère, épouse dudit Harold Caplan, ces deux derniers de 729, Caven Circle, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer des dispositifs de contrôle de tous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Captec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 12080, boulevard Laurentien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720929

Carmar Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Carmar Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 214, rue Saint-Marc, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720447

Cegelec, céramique architecturale inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in new or used mobile homes, motorized trailers, trailers, trailer-tents, tents and any other related goods, under the name of "Camping mobile G. & H. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $2 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 137 Central Boulevard South, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721108

Captec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, David Zwirek, 543 Sherwood Place, Laval, Norman Bercovitch, 5240 Mayfair Avenue, Montreal, both electrical contractors, Harold Caplan, electrician, and Marilyn J. Caplan, housewife, wife of the said Harold Caplan, the latter two of 729 Caven Circle, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in every kind and description of control systems, under the name of "Captec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 12080 Laurentian Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720929

Carmar Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Carmar Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 214 St-Marc Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720447

Cegelec, céramique architecturale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert-L. Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime W. Dunton, 8, chemin Condover, Pointe Claire, tous deux avocats, et Céline Trudeau, secrétaire, fille majeure, 2132, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de céramique et autres produits fabriqués, en tout ou en partie, de substance provenant du sol ou du sous-sol, sous le nom de « Cegelec, céramique architecturale inc. », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1400, boulevard Industriel, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052-o 720427

Centre d'échange et d'exportation des bovins et chevaux Canadiens inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Réal Sorel, administrateur, 478, Fréchette, Granby, Jean-Paul Côté, cultivateur, 653, route Nationale ouest, Neuville, et Yves Bernatchez, clerc, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes, sous le nom de « Centre d'échange et d'exportation des bovins et chevaux Canadiens inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions classe « A » de $100 chacune et en 500 actions classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 478, Fréchette, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720676

Centre de linguistique de l'entreprise inc. Business Linguistic Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Gratton, 14312, Yates, Dollard-des-Ormeaux, Henri Tremblay, Piedmont, Jacques Villeneuve, 12, avenue Beloeil, Outremont, tous trois administrateurs, Frank P. Brady, avocat, 103, avenue Chestnut, Pointe Claire, Colin C. Young, économiste, 81, Lexington Drive, William J. Ross, 157, Bisley, John Houlding, 61, Gables Court, tous trois de Beaconsfield, Thomas Leth Brock, 360, avenue Chester, tous trois exécutifs, Guy-H. Laurin, administrateur adjoint, 436, avenue Simcoe, et Jean Dessaulles, ingénieur, 78, avenue Highfield, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert-L. Bissonnette, 2 Brynmor Avenue, Montreal West, Jaime W. Dunton, 8 Condover Road, Pointe Claire, both lawyers, and Céline Trudeau, secretary, spinster, 2132 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ceramics and other products made, in whole or in part, of substances coming from the soil or sub-soil, under the name of "Cegelec, céramique architecturale inc.", with a capital stock divided into 50,000 common shares without nominal value and 200,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1400 Industriel Boulevard, La Prairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 720427

Centre d'échange et d'exportation des bovins et chevaux Canadiens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Sorel, administrator, 478 Fréchette, Granby, Jean-Paul Côté, farmer, 653 National Highway West, Neuville, and Yves Bernatchez, clerk, St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To operate farms, under the name of "Centre d'échange et d'exportation des bovins et chevaux Canadiens inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 class "A" shares of $100 each and 500 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 478 Fréchette, Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720676

Centre de linguistique de l'entreprise inc. Business Linguistic Center Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Gratton, 14312 Yates, Dollard-des-Ormeaux, Henri Tremblay, Piedmont, Jacques Villeneuve, 12 Beloeil Avenue, Outremont, all three administrators, Frank P. Brady, lawyer, 103 Chestnut Avenue, Pointe Claire, Colin C. Young, economist, 81 Lexington Drive, William J. Ross, 157 Bisley, John Houlding, 61 Gables Court, all three of Beaconsfield, Thomas Leth Brock, 360 Chester Avenue, all three executives, Guy-H. Laurin, co-administrator, 436 Simcoe Avenue, and Jean Dessaulles, engineer, 78 Highfield Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

Poursuivre des recherches, fournir des renseignements, coordonner les programmes et assister de façon générale les membres dans le domaine linguistique, sous le nom de « Centre de linguistique de l'entreprise inc.— Business Linguistic Center Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 1080, Beaver Hall Hill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720649

Centre de pianos et d'orgues Mauricien inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Raymond, 468, 2e rue, Maurice Grand'Maison, 60, St-Arnaud, tous deux commerçants, et Camille Therreault, comptable, 163, de Grandmont, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments de musique sous toutes ses formes, sous le nom de « Centre de pianos et d'orgues Mauricien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1003, rue St-Maurice, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720394

Cevex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert-P. Ouellette, 40, Prince Philip, Outremont, Joseph-A. Berthiaume, 10895, Frigon, Montréal, et Yvon Dagenais, 5535, Albert Duquesne, Montréal-Nord, tous trois ingénieurs, pour les objets suivants:

Faire l'estimation, l'évaluation, l'appréciation et l'expropriation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations industrielles, commerciales et professionnelles, sous le nom de « Cevex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 6,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 4,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1224, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720794

To carry on research, provide information, co-ordinate programs and help, in a general way, the members in the linguistic field, under the name of "Centre de linguistique de l'entreprise inc.— Business Linguistic Center Inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at 1080, Beaver Hall Hill, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720649

Centre de pianos et d'orgues Mauricien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Raymond, 468, 2nd Street, Maurice Grand'Maison, 60 St. Arnaud, both merchants, and Camille Therreault, accountant, 163 de Grandmont, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on all business related to musical instruments, under the name of "Centre de pianos et d'orgues Mauricien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1003 St. Maurice Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720394

Cevex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert P. Ouellette, 40 Prince Philip, Outremont, Joseph-A. Berthiaume, 10895 Frigon, Montreal, and Yvon Dagenais, 5535 Albert Duquesne, Montreal North, all three engineers, for the following purposes:

To evaluate, appraise and estimate all kinds of goods, property and industrial, commercial and professional operations, under the name of "Cevex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 6,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 4,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1224 Ste. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720794

Chambertin Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Chambertin Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 214, rue Saint-Marc, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720448

Les chaussures Jacandré inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alain Généreux, 222, Lajoie, Joliette, Bernard Landry, tous deux avocats, et Lorraine Landry, stagiaire, épouse dudit Bernard Landry, ces deux derniers de 33, avenue des Sapins, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chaussures, souliers, bottes, bottines, pantouffles, sacoches, gants et tous autres articles en cuir, sous le nom de « Les chaussures Jacandré inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 35, Place Bourget sud, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717191

Les chevrons du Bas St-Laurent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 175, St-Joseph ouest, André-P. Casgrain, 226, Sapinière, et Marcel Crevier, 255, St-Jean-Baptiste est, ces deux derniers avocats, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les chevrons du Bas St-Laurent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Chambertin Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Chambertin Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 214 St-Marc Street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720448

Les chaussures Jacandré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Généreux, 222 Lajoie, Joliette, Bernard Landry, both lawyers, and Lorraine Landry, trainee, wife of the said Bernard Landry, the latter two of 33 des Sapins Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear, shoes, boots, ankle-boots, slippers, purses, gloves and all other leather articles, under the name of "Les chaussures Jacandré inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 35 Place Bourget South, Joliette, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717191

Les chevrons du Bas St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Annette Blais, secretary, spinster, 175 St. Joseph West, André-P. Casgrain, 226 Sapinière, and Marcel Crevier, 255 St. Jean-Baptiste East, the latter two lawyers, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les chevrons du Bas St-Laurent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720411

Club de l'Âge d'Or de Hauterive

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique Audy, soudeur, 484, Place Jean-Trudel, Rosaire Thériault, mécanicien d'outillage, 286, Garnier, et Édouard Hagan, mécanicien, 1384, McCormick, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Répondre aux besoins récréationnels et sociaux des membres, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de Hauterive ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720298

Club de l'amitié des personnes âgées de Rivière des Prairies (C.A.P.A.)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Urbain Ravary, contremaître, 9291, 55e avenue, Joseph Risdon, plombier, 9307, 57e avenue, et Gilles Lévesque, directeur, 11285, Gouin est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club récréatif afin de promouvoir la récréation physique, morale et culturelle des personnes âgées de Rivière-des-Prairies, sous le nom de « Club de l'amitié des personnes âgées de Rivière des Prairies (C.A.P.A.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 11528, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721094

Club de moto-neige de Colombier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Trem-

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720411

Club de l'Âge d'Or de Hauterive

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dominique Audy, welder, 484 Place Jean-Trudel, Rosaire Thériault, tool-maker, 286 Garnier, and Édouard Hagan, mechanic, 1384 McCormick, all three of Hauterive, for the following purposes:

To meet the recreational and social needs of the members, under the name of "Club de l'Âge d'Or de Hauterive".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $20,000.

The head office of the corporation is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720298

Club de l'amitié des personnes âgées de Rivière des Prairies (C.A.P.A.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Urbain Ravary, foreman, 9291, 55th Avenue, Joseph Risdon, plumber, 9307, 57th Avenue, and Gilles Lévesque, director, 11285 Gouin East, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a recreational club in order to promote physical, moral and cultural recreational activities for the elderly people of Rivière-des-Prairies, under the name of "Club de l'amitié des personnes âgées de Rivière des Prairies (C.A.P.A.)".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at 11528 Gouin Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721094

Club de moto-neige de Colombier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles

blay, Paul Hovington, tous deux marchands, et Léo-Paul Tremblay, inspecteur, tous trois de Colombier, pour les objets suivants:

Exploiter un club de moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige de Colombier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Colombier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721004

Club de moto-neige St-Charles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Bibeau, vérificateur, 3539, Gertrude, Verdun, P.-Émile Bergeron, courtier d'assurances, 575, Franchère, Laval, Gilles Beausoleil, opérateur, 511, route rurale 2, Saint-Gabriel-de-Brandon, Rolland Therrien, expéditeur, 71, Paquin, Saint-Charles-de-Mandeville, et Raymond, Bergeron, gérant-adjoint, 2547, St-Émile, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et maintenir un club ou une association de loisirs et sportive, et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige St-Charles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Charles-de-Mandeville, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717141

Club de ski Chicoutimi inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Hébert, professeur, 209, des Ormes, app. 6, Rivière-du-Moulin, Gilles Doré, coiffeur, 100, Briand, Chicoutimi-Nord, et Louis-Charles Fournier, avocat, 83, Notre-Dame, Laterrière, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « Club de ski Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Laterrière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720492

Tremblay, Paul Hovington, both merchants, and Léo-Paul Tremblay, inspector, all three of Colombier, for the following purposes:

To operate a snowmobiling club, under the name of "Club de moto-neige de Colombier inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at Colombier, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721004

Club de moto-neige St-Charles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Bibeau, verifier, 3539 Gertrude, Verdun, P.-Émile Bergeron, insurance broker, 575 Franchère, Laval, Gilles Beausoleil, operator, 511 Rural Road 2, St. Gabriel-de-Brandon, Rolland Therrien, shipper, 71 Paquin, St. Charles-de-Mandeville, and Raymond Bergeron, assistant manager, 2547, St. Émile, Montreal, for the following purposes:

To organize and operate a recreational and sports club or association and promote snowmobiling in particular, under the name of "Club de moto-neige St-Charles inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at St. Charles-de-Mandeville, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717141

Club de ski Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Louis Hébert, teacher, 209 des Ormes, Apt. 6, Rivière-du-Moulin, Gilles Doré, hairdresser, 100 Briand, Chicoutimi North, and Louis-Charles Fournier, lawyer, 83 Notre-Dame, Laterrière, for the following purposes:

To form and manage a sports club and promote skiing, particularly, under the name of "Club de ski Chicoutimi inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $30,000.

The head office of the corporation is at Laterrière, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720492

Club Les Éperviers de Vaudreuil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lambert, plombier, 141, Trudeau, Gilles Bolduc, vendeur, 484, Pie XII, tous deux de Dorion, et Jean-Pierre D'Amour, ferblantier, 22, Buntin, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la raquette, sous le nom de « Club Les Éperviers de Vaudreuil inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 141, rue Trudeau, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720048

Club Lions Lauzon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Paquet, commis de bureau, 16, Barras, Clément Létourneau, comptable, 52, du Vieux Fort, tous deux de Lauzon, et Antonio Lambert, professeur, 14, Monseigneur Gosselin, Lévis, pour les objets suivants:

Créer et développer un esprit de compréhension entre les peuples du monde, sous le nom de « Club Lions Lauzon inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716410

Club Optimiste de Rimouski inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Guay, chiropraticien, 234, de l'Évêché est, Jean-Paul Lavoie, entrepreneur, 108, Sacré-Coeur, Marcel Duchesne, 25, de l'Église, Jean Beaulieu, 361, St-Pierre, tous deux marchands, et Marion Pelletier, avocat, 250, du Coteau, tous cinq de Rimouski, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club Optimiste de Rimouski inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Club Les Éperviers de Vaudreuil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Lambert, plumber, 141 Trudeau, Gilles Bolduc, salesman, 484 Pie XII both of Dorion, and Jean-Pierre D'Amour, tinsmith, 22 Buntin, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To promote the sport of snow-shoeing, under the name of "Club Les Éperviers de Vaudreuil inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at 141 Trudeau Street, Dorion, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720048

Club Lions Lauzon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Arthur Paquet, office clerk, 16 Barras, Clément Létourneau, accountant, 52 du Vieux Fort, both of Lauzon, and Antonio Lambert, teacher, 14 Monseigneur Gosselin, Lévis, for the following purposes:

To create and develop a spirit of understanding among the peoples of the world, under the name of "Club Lions Lauzon inc.".

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at Lauzon, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716410

Club Optimiste de Rimouski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marie Guay, chiropractor, 234 de l'Évêché East, Jean-Paul Lavoie, contractor, 108 Sacré-Coeur, Marcel Duchesne, 25 de l'Église, Jean-Beaulieu, 361 St. Pierre, both merchants, and Marion Pelletier, lawyer, 250 du Coteau, all five of Rimouski, for the following purposes:

To promote optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de Rimouski inc.".

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

Le siège social de la corporation est Centre Civique de Rimouski, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720279

Club récréatif du Lac Maillé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Brunet, mécanicien, 887, boulevard des Hauteurs, Michel Alarie, policier, 870, boulevard des Hauteurs, et André Daigneault, gérant de service, 39, chemin du Lac Bleu, tous trois de Saint-Hippolyte, pour les objets suivants:

Exploiter un club récréatif et sportif, sous le nom de « Club récréatif du Lac Maillé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 39, chemin du Lac Bleu, Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720204

Comaco Maintenance & Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Nancy Dicenso, ménagère, épouse de Paul Ince, 7933, Cadeis, Anjou, Stephen McGuire, gérant, et Richard McGuire, surveillant, ces deux derniers du 17, Saint-Louis, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Fournir la main d'oeuvre nécessaire à la réparation, la construction et l'entretien des outillages et des installations industrielles, sous le nom de « Comaco Maintenance & Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9674, Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720694

La compagnie de placement des Trente Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Massé, contrôleur, 871, Arpin, Emmanuel Longchamps, tavernier, 26, du Rallye, Yvon Guillemette, technologiste, 510, de Touraine,

The head office of the corporation is at the Rimouski Civic Centre, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720279

Club récréatif du Lac Maillé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Brunet, mechanic, 887 des Hauteurs Boulevard, Michel Alarie, policeman, 870 des Hauteurs Boulevard, and André Daigneault, service manager, 39 du Lac Bleu Road, all three of St. Hippolyte, for the following purposes:

To operate a recreational and sports club, under the name of "Club récréatif du Lac Maillé inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at 39 du Lac Bleu Road, St. Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720204

Comaco Maintenance & Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Ac,, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nancy Dicenso, housewife, wife of Paul Ince, 7933 Cadeis, Anjou, Stephen McGuire, manager, and Richard McGuire, supervisor, the latter two of 17 St-Louis, Beaconsfield, for the following purposes:

To supply labour, repair, build and maintain equipment and industrial plants, under the name of "Comaco Maintenance & Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9674 Hochelaga, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720694

La compagnie de placement des Trente Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Massé, comptroller, 871 Arpin, Emmanuel Longchamps, tavern keeper, 26 du Rallye, Yvon Guillemette, technologist, 510 de Touraine, Paul-

Paul-Arthur Gendreau, avocat, 40, des Flandres, Eddy Hins, commis, 236, de l'Évêché ouest, Pierre-P. Bilodeau, agent, 450, St-Yves, Marcel Castonguay, rue de la Sapinière, Raymond Bouchard, 345, Taché, tous huit de Rimouski, et Denis Cassista, 163, St-Paul, Bic, ces trois derniers gérants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « La compagnie de placement des Trente Associés inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de $25 chacune et en 9,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375, boulevard Jessop, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720111

La compagnie de taxi Sergerie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 880, chemin Ste-Foy, Jacqueline Giroux, 2446, Pierre-Boucher, et Huguette Fournel, 554, Latourelle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La compagnie de taxi Sergerie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, rue Montreuil, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721098

Consortium Geogram Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, Bellechasse, Danielle Trudel, 7125, Louis-Hémon, toutes deux de Montréal, et Ginette Buist, 10152, Bruxelles, Montréal-Nord, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire de la photographie aérienne, de la prospection, de la topologie et de la cartographie, sous le nom de « Consortium Geogram Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 2425, de Salaberry, suite 107, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721132

Arthur Gendreau, lawyer, 40 des Flandres, Eddy Hins, clerk, 236 de l'Évêché West, Pierre-P. Bilodeau, agent, 450 St. Yves, Marcel Castonguay, de la Sapinière Street, Raymond Bouchard, 345 Taché, all eight of Rimouski, and Denis Cassista, 163 St. Paul, Bic, the latter three managers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "La compagnie de placement des Trente Associés inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 50 common shares of a nominal value of $25 each and 9,950 preferred shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at 375 Jessop Boulevard, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720111

La compagnie de taxi Sergerie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 880 Ste. Foy Road, Jacqueline Giroux, 2446 Pierre-Boucher, and Huguette Fournel, 554 Latourelle, the latter two secretaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "La compagnie de taxi Sergerie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 31 Montreuil Street, Villeneuve, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721098

Consortium Geogram Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companie sand Cooperatives, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse, Danielle Trudel, 7125 Louis-Hémon, both of Montreal, and Ginette Buist, 10152 Bruxelles, Montreal North, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry out aerial photography, prospecting, topology and cartography, under the name of "Consortium Geogram Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 2425 de Salaberry, Suite 107, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721132

Les constructions Bovar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Varfalvy, surintendant, 170, des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, Pierre Thibault, agent d'affaires, 120, Samson, Vanier, et André Castonguay, commerçant, 992, Louis-Riel, app. 6, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions Bovar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2149, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721674

Corporation du Colisée de Rimouski inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Boucher, vice-président et gérant général, 207, des Érables, Ronaldo Raboin, notaire, 242, Ste-Marie, Hervé Dickner, industriel, 514, Lausanne, Michel Bédard, directeur des loisirs, 670, Gilles, Paul-Arthur Gendreau, avocat, 40, des Flandres, et Placide Plante, restaurateur, 60, de l'Évêché ouest, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, aréna et centre sportif, sous le nom de « Corporation du Colisée de Rimouski inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation est 205, de la Cathédrale, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716778

Patrick Côté inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Patrick Côté, entrepreneur en construction, Yvette Ferland, ménagère, épouse dudit Patrick Côté, tous deux de 9200, des Longchamps, et Pierre Côté, constructeur, 9355, boulevard Henri Bourassa, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Les constructions Bovar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Varfalvy, superintendent, 170 des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, Pierre Thibault, business agent, 120 Samson, Vanier, and André Castonguay, merchant, 992 Louis-Riel, Apt. 6, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions Bovar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2149 Charest Boulevard West, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721674

Corporation du Colisée de Rimouski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Boucher, vice president and general manager, 207 des Érables, Ronaldo Raboin, notary, 242 Ste. Marie, Hervé Dickner, industrialist, 514 Lausanne, Michel Bédard, recreational activities director, 670 Gilles, Paul-Arthur Gendreau, lawyer, 40 des Flandres, and Placide Plante, restaurateur, 60 de l'Évêché West, all of Rimouski, for the following purposes:

To establish and operate a recreational centre, arena and sports centre, under the name of "Corporation du Colisée de Rimouski inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $2,000,000.

The head office of the corporation is at 205 de la Cathédrale, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716778

Patrick Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Côté, building contractor, Yvette Ferland, housewife, wife of the said Patrick Côté, both of 9200 des Longchamps, and Pierre Côté, builder, 9355 Henri Bourassa Boulevard, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Patrick Côté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9200, des Longchamps, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721086

Les courtiers M.P. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Josette Bilodeau, 354, 47e Rue ouest, Charlesbourg, Thérèse Laliberté, 1277 Carswell, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean Gauvin, avocat, 706, de l'Alsace, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en produits alimentaires, sous le nom de « Les courtiers M.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721463

Les crêpes de l'Armorique inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: André Lévesque, Jean-G. Bergeron, tous deux avocats, et Réjeanne Roy, secrétaire, fille majeure, tous trois de 80, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les crêpes de l'Armorique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720977

Da Gianoulias Pizza Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sidney J. Schachter, 5251, Hingston, Julian Kotler, 5806, Hudson, tous deux de Montréal, et Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, salle à dîner, salle de repas légers, casse-croûte, club de nuit, café, salon, salle de danse et club, sous le nom de « Da

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Patrick Côté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 9200 des Longchamps, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 712086

Les courtiers M.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Josette Bilodeau, 354, 47th Street West, Charlesbourg, Thérèse Laliberté, 1277 Carswell, both secretaries, spinsters, and Jean Gauvin, lawyer, 706 de l'Alsace, the latter two of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as food product brokers, under the name of "Les courtiers M.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721463

Les crêpes de l'Armorique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lévesque, Jean-G. Bergeron, both lawyers, and Réjeanne Roy, secretary, spinster, all three of 80 St. Pierre, Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les crêpes de l'Armorique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Boulevard, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720977

Da Gianoulias Pizza Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sidney J. Schachter, 5251 Hingston, Julian Kotler, 5806 Hudson, both of Montreal, and Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, dining-room, lunch room, snack bar, night club, café, lounge, dance hall and club, under the name of "Da Gianoulias Pizza Restau-

Gianoulias Pizza Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 833 est, boulevard Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720923

Liguori Daoust & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Liguori Daoust, rentier, Eva Sirard, ménagère, épouse dudit Liguori Daoust, tous deux de 690, Carré Laurier, et Fernand Daoust, coiffeur, 488, Salaberry, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Liguori Daoust & fils inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 690, Carré Laurier, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721077

De Vimy Test-Lab Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Peter G. Virag, 75, Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Jean-Marie Blais, 327, Després, Laval, tous deux avocats, et Nicole Giroux, secrétaire, fille majeure, 5800, Upper Lachine Road, Montréal, pour les objets suivants:

Louer des outillages électroniques et électriques, en faire le commerce, sous le nom de « De Vimy Test-Lab Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 210 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721095

Guy Décary & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Décary, 79, 58e avenue, Guy Therrien, 3075, de la Malbaie, tous deux agents d'assurances, de Laval, et Gilles St-Pierre, avocat, 230, Guillerm, Longueuil, pour les objets suivants:

rant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 833 Maisonneuve Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720923

Liguori Daoust & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Liguori Daoust, annuitant, Eva Sirard, housewife, wife of the said Liguori Daoust, both of 690 Laurier Square, and Fernand Daoust, hairdresser, 488 Salaberry, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Liguori Daoust & fils inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 690 Laurier Square, Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721077

De Vimy Test-Lab Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter G. Virag, 75 Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Jean-Marie Blais, 327 Després, Laval, both advocates, and Nicole Giroux, secretary, spinster, 5800 Upper Lachine Road, Montreal, for the following purposes:

To lease and deal in all electronics and electrical equipment, under the name of "De Vimy Test-Lab Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 210 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721095

Guy Décary & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Décary, 79, 58th Avenue, Guy Therrien, 3075 de la Malbaie, both insurance agents, of Laval, and Gilles St-Pierre, lawyer, 230 Guillerm, Longueuil, for the following purposes:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Guy Décary & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3730, Métropolitain est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721082

Décor du logis du Vieux Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Rodrigue Bédard, marchand, Colette Flamand, maîtresse de maison, épouse dudit Rodrigue Bédard, tous deux de 8485, Trudelle, Charlesbourg, et Marcel Bédard, comptable, 3228, de Galais, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs-ensembliers, sous le nom de « Décor du logis du Vieux Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, Côte de la Fabrique, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721209

A. Delisle & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Martin Boivin, 93, Père Giroux, André Delisle, 17, Montreuil, tous deux entrepreneurs, de Villeneuve, et Roger Pagé, estimateur, Saint-Gabriel-de-Valcartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, électricité, climatisation et ventilation, sous le nom de « A. Delisle & associés inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, rue Chaumas, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720877

Den Enterprises Inc.
Les entreprises Den inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Harvey Uline, exécuteur, Lili Yaverbaum, ménagère, épouse dudit Harvey Uline, tous deux du 26, boulevard de Nancy, Lorraine, William Adelman,

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Guy Décary & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3730 Métropolitain East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721082

Décor du logis du Vieux Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodrigue Bédard, merchant, Colette Flamand, housewife, wife of the said Rodrigue Bédard, both of 8485 Trudelle, Charlesbourg, and Marcel Bédard, accountant, 3228 de Galais, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as decorative artists, under the name of "Décor du logis du Vieux Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6 Côte de la Fabrique, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721209

A. Delisle & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Boivin, 93 Père Giroux, André Delisle, 17 Montreuil, both contractors, of Villeneuve, and Roger Pagé, appraiser, St. Gabriel-de-Valcartier, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, electrical, air conditioning and ventilation contractors, under the name of "A. Delisle & associés inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 100 Chaumas Street, Villeneuve, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720877

Den Enterprises Inc.
Les entreprises Den inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Uline, executor, Lili Yaverbaum, housewife, wife of the said Harvey Uline, both of 26 de Nancy Boulevard, Lorraine, William Adelman, sales-

vendeur, et Evelyn Freedman, ménagère, épouse dudit William Adelman, ces deux derniers de 4527, Plamondon, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir tous les produits requis par le nettoyage à sec et la confection des vêtements sous le nom de « Den Enterprises Inc.— Les entreprises Den inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4527, avenue Plamondon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721197

Les distributions Cournoyer ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Cournoyer, agent d'affaires, Mireille Champagne, maîtresse de maison, épouse dudit André Cournoyer, tous deux de 11, du Bocage, et Germain Cournoyer, restaurateur, 116, de Grampré, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme distributeurs de billets de loterie ou tout autre organisation de distribution, sous le nom de « Les distributions Cournoyer ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721362

Dufaust Hardware Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Patricia H. Morcombe, 2650, Goyer, app. 19, Ann Palmer, 6321, Mazarin, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Diane du Feu, femme d'affaires, épouse de David Beauregard, 405, Colville, Châteauguay, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles de quincaillerie, accessoires électriques, matériaux de construction, outillages miniers, instruments de bûcherons, équipements de navire, machinerie et outillage de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Dufaust Hardware Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 1734-1971

man, and Evelyn Freedman, housewife, wife of the said William Adelman, the latter two of 4527 Plamondon, Montreal, for the following purposes:

To supply all products to dry cleaners and garment manufacturers, under the name of "Den Enterprises Inc.— Les entreprises Den inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4527 Plamondon Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721197

Les distributions Cournoyer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Cournoyer, business agent, Mireille Champagne, housewife, wife of the said André Cournoyer, both of 11 du Bocage, and Germain Cournoyer, restaurateur, 116 de Grampré, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on business as lotery ticket distributors or any other distributing organization, under the name of "Les distributions Cournoyer ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721362

Dufaust Hardware Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patricia H. Morcombe, 2650 Goyer, Apt. 19, Ann Palmer, 6321 Mazarin, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and Diane du Feu, businesswoman, wife of David Beauregard, 405 Colville, Châteauguay, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, electrical supplies, building supplies, mining supplies, lumbermen's supplies, ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Dufaust Hardware Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 1734-1971

Hervé Dutil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Réjean Dutil, Hervé Dutil, tous deux entrepreneurs, et Odile Poulin, ménagère, épouse dudit Hervé Dutil, tous trois de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Hervé Dutil inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716428

E.J. Publications Ltd.
Les éditions E.J. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marvin Chankowsky, 4559, 9e rue, Laval, Louis Seligson, tous deux administrateurs, et Eunice Seligson, ménagère, épouse dudit Louis Seligson, ces deux derniers de 4854, côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter les commerces d'imprimeurs, graveurs, éditeurs, libraires, relieurs, agents de publicité, critiques d'art, dans toutes leurs spécialités, sous le nom de « E.J. Publications Ltd.— Les éditions E.J. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6999, côté des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720547

Église évangélique de Pointe-St-Charles

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Moreau, ministre du culte, 2351, Saint-Charles, Walter Trépanier, évangéliste, 2370, Saint-Charles, Paul-Émile Forget, opérateur de machine, 2695, rue Rozel, et Claude Forget, constable, 2650, rue Rushbrooke, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer une église et dispenser l'enseignement de l'évangile, sous le nom de « Église évangélique de Pointe-St-Charles ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder est de $300,000.

Hervé Dutil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Dutil, Hervé Dutil, both contractors, and Odile Poulin, housewife, wife of the said Hervé Dutil, all three of St. Georges West, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors, under the name of "Hervé Dutil inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at St. Georges West, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716428

E.J. Publications Ltd.
Les éditions E.J. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marvin Chankowsky, 4559, 9th Street, Laval, Louis Seligson, both executives, and Eunice Seligson, housewife, wife of the said Louis Seligson, the latter two of 4854 Côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, publishers, book and print sellers, bookbinders, advertising agents and art journalists in all their branches, under the name of "E.J. Publications Ltd.— Les éditions E.J. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6999 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720547

Église évangélique de Pointe-St-Charles

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Moreau, minister, 2351 St-Charles, Walter Trépanier, evangelist, 2370 St-Charles, Paul-Émile Forget, machine operator, 2695 Rozel Street, and Claude Forget, constable, 2650 Rushbrooke Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a church and to carry on the teaching of the gospel, under the name of "Église évangélique de Pointe-St-Charles".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $300,000.

Le siège social de la corporation est au 1497, Wellington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 720459

Les entreprises Chambrand inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Christine Tourigny, avocate, fille majeure, 2198, boulevard Laurier, Sillery, Louis Guimont, étudiant en droit, 1017, Duchesneau, app. 25, Sainte-Roy, et Marie-Hélène Michaud, secrétaire, épouse de Gilles Loranger, 250, Sapinière Dorion ouest, app. 405, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs, gérants et agents de publicité d'artistes, orateurs, écrivains et compositeurs, sous le nom de « Les entreprises Chambrand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052-o 721000

Les entreprises forestières du Lac St-Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Fortin, entrepreneur, rang 9, Adrien Lachance, contremaître, tous deux de Notre-Dame-du-Rosaire, et Gisèle Tremblay, ménagère, épouse de André Lachance, 209, Gauthier, Alma, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les entreprises forestières du Lac St-Jean inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, rue Gauthier, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721283

Les entreprises Nudec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation: André Piché, 131, Dequen, Jean-Marc Boulianne, tous deux ingénieurs, et Lise Tremblay, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Boulianne, ces deux derniers de 108, Cartier, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 1497 Wellington, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 720459

Les entreprises Chambrand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christine Tourigny, lawyer, spinster, 2198 Laurier Boulevard, Sillery, Louis Guimont, law student, 1017 Duchesneau, Apt. 25, Ste. Foy, and Marie-Hélène Michaud, secretary, wife of Gilles Loranger, 250 Sapinière Dorion West, Apt. 405, Québec, for the following purposes:

To carry on business as producers, managers and publicity agents for actors, speakers, writers and composers, under the name of "Les entreprises Chambrand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 721000

Les entreprises forestières du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Fortin, contractor, Range 9, Adrien Lachance, foreman, both of Notre-Dame-du-Rosaire, and Gisèle Tremblay, housewife, wife of André Lachance, 209 Gauthier, Alma, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Les entreprises forestières du Lac St-Jean inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 209 Gauthier Street, Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721283

Les entreprises Nudec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Piché, 131 Dequen, Jean-Marc Boulianne, both engineers, and Lise Tremblay, housewife, wife of the said Jean-Marc Boulianne, the latter two of 108 Cartier, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Nudec ltée », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721904

Les entreprises Québec Nippon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Roger Cullen, représentant, 8317, Courval, Saint-Léonard, René Lacoste, comptable, 3775, Jean-Talon est, Montréal, et Jacques Dubois, surintendant, 7432, Champs Chevrier, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, hôtels, motels et clubs de nuit, sous le nom de « Les entreprises Québec Nippon inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720455

Les entreprises R. J. Laforce inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Laforce, 3170, Marlequin, Brossard, Jacques Laforce, 7300, de la Devinière, Anjou, tous deux commerçants, Réal Laforce, vendeur, 5, Carré St-Denis, Châteauguay, et Richard Laforce, boucher, 8138, Dora, Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter des centres de divertissement et de récréation de toute sorte, sous le nom de « Les entreprises R. J. Laforce inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720250

Les entreprises Terrault ltée
Terrault Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Terrault, peintre, 1295,

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Nudec ltée", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721904

Les entreprises Québec Nippon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Cullen, agent, 8317 Courval, St. Léonard, René Lacoste, accountant, 3775 Jean-Talon East, Montreal, and Jacques Dubois, superintendent, 7432 Champs Chevrier, Anjou, for the following purposes:

To operate restaurants, dining rooms, hotels, motels and night clubs, under the name of "Les entreprises Québec Nippon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720455

Les entreprises R. J. Laforce inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Laforce, 3170 Marlequin, Brossard, Jacques Laforce, 7300 de la Devinière, Anjou, both merchants, Réal Laforce, salesman, 5 Carré St. Denis, Châteauguay, and Richard Laforce, butcher, 8138 Dora, Lasalle, for the following purposes:

To operate all kinds of entertainment and recreational centres, under the name of "Les entreprises R. J. Laforce inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 200 common shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720250

Les entreprises Terrault ltée
Terrault Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Terrault, painter, 1295 Richelieu

boulevard Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, Margie May Esselaar, gérante de bureau, fille majeure, 264, rue Crescent, Rosemère, et Georges Terrault, administrateur, 483, rue Prince-Édouard, Otterburn Park, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de peintres en bâtiments, structures, travaux et érections de toutes sortes, sous le nom de « Les entreprises Terrault ltée — Terrault Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721141

Ernest et frères (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Ernest Iarrera, administrateur, 7685, place Ornain, Anjou, Larry Sazant, avocat, 15 Lesage, Dollard-des-Ormeaux, Joanne Doran, 666 ouest, Sherbrooke, Montréal, et Christiane Whyte, 10647, Armand-Lavergne, Montréal-Nord, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Ernest & frères (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720893

Eurocanimpex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Frank F. Hubscher, 6701, chemin Kirwan, Côte Saint-Luc, William G. Morris, tous deux avocats, et Céline Morris, auteur, épouse dudit William G. Morris, ces deux derniers de 115, Westcliffe, Pointe Claire, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de matériaux, substances, produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Eurocanimpex Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721162

Boulevard, Mont-Saint-Hilaire, Margie May Esselaar, office manager, spinster, 264 Crescent Street, Rosemère, and Georges Terrault, executive, 483 Prince Edward Street, Otterburn Park, for the following purposes:

To carry on business as painters of buildings, structures, works and erections of every kind, under the name of "Les entreprises Terrault ltée — Terrault Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721141

Ernest et frères (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Iarrera, executive, 7685 Place Ornain, Anjou, Larry Sazant, advocate, 15 Lesage, Dollard-des-Ormeaux, Joanne Doran, 666 Sherbrooke West, Montreal, and Christiane Whyte, 10647 Armand-Lavergne, Montreal North, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Ernest et frères (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720893

Eurocanimpex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank F. Hubscher, 6701 Kirwan Road, Côte St. Luc, William G. Morris, both lawyers, and Céline Morris, author, wife of the said William G. Morris, the latter two of 115 Westcliffe, Pointe Claire, for the following purposes:

To import, export and deal in materials, substances, products, goods and merchandise of all kinds, under the name of "Eurocanimpex Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721162

Expo Toys Import Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Gary Moscowitz, 2009, Ward, Saint-Paurent, Donald W. Seal, 3435, Drummond, et Paul Nadler, 3450, Drummond, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des jouets, articles de nouveauté, meubles, articles de quincaillerie, toute sorte de spécialités et nouveautés en ferronnerie et en bois, en faire le commerce, sous le nom de « Expo Toys Import Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1912, rue Everett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721149

Raymond Farand inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Raymond Farand, commerçant, Rita Cousineau, ménagère, épouse dudit Raymond Farand, Normand Chartrand, commerçant, et Francine Chevrier, ménagère, épouse dudit Normand Chartrand, tous quatre de Saint-Clet, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules automobiles et autres, appareils à vapeur de toutes sortes, moteurs, engins, appareils électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie, toitures, et des matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Raymond Farand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Clet, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720944

Fastcan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Hébert, journaliste, 320A, St-Raphaël, Gilles Hébert, avocat, 359, Victoria, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, et André Bougie, directeur en informatique, 4, Langevin, Saint-Timothée, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le

Expo Toys Import Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Moscowitz, 2009 Ward, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435 Drummond, and Paul Nadler, 3450 Drummond, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, hardware and wood specialties and novelties of every kind, under the name of "Expo Toys Import Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1912 Everett Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721149

Raymond Farand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Farand, merchant, Rita Cousineau, housewife, wife of the said Raymond Farand, Normand Chartrand, merchant, and Francine Chevrier, housewife, wife of the said Normand Chartrand, all four of St. Clet, for the following purposes:

To manufacture and deal in farming implements, farm machinery, motor vehicles and the like, steam appliances of all kinds, motors, engines, electrical appliances, refrigerators, plumbing and heating accessories, gas appliances, hardware, roofings and building materials of all kinds, under the name of "Raymond Farand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Clet, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720944

Fastcan inc.

Notice is given that under Part of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Hébert, journalist, 320A St. Raphaël, Gilles Hébert, lawyer, 359 Victoria, both of Salaberry-de-Valleyfield, and André Bougie, data processing director, 4 Langevin, St. Timothée, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of

nom de « Fastcan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue Langevin, Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721259

La Fédération des Groupes de Base pour loisirs familiaux du Montréal Métropolitain

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Noël, opérateur, 1217, Wolfe, Hélène Dulude, épouse de Alfred Whiting, 1890, Bennett, Rose-Alma Lapierre, épouse de Bernard Girard, 2398, Coleraine, toutes deux ménagères, Jean-Marc Roussel, agent de planification, 445, St-François-Xavier, et Jean-Guy Brunet, plombier, 838, Carré Richmond, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Regrouper et représenter les comités s'occupant des loisirs familiaux, et fournir l'information et l'aide technique aux nouveaux groupes, sous le nom de « La Fédération des Groupes de Base pour loisirs familiaux du Montréal Métropolitain ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 2461, rue St-Jacques, Montréal, distict judiciaire de Montréal.

Le directeur du serrice des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 716675

Fibre de verre St-Laurent ltée St-Lawrence Fibre Glass Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Raymond Bernard, industriel, 2289, Lajoie, Guy Bernard, employé, 1145, Ste-Angèle, tous deux de Trois-Rivières, et Mario Cloutier, musicien, 202, Gilles, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du fibre de verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Fibre de verre St-Laurent ltée — St-Lawrence Fibre Glass Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 347, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721076

"Fastcan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Langevin Street, St. Timothée, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46052 721259

La Fédération des Groupes de Base pour loisirs familiaux du Montréal Métropolitain

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roméo Noël, operator, 1217 Wolfe, Hélène Dulude, wife of Alfred Whiting, 1890 Bennett, Rose-Alma Lapierre, wife of Bernard Girard, 2398 Coleraine, both housewives, Jean-Marc Roussel, planning agent, 445 St. François-Xavier, and Jean-Guy Brunet, plumber, 838 Carré Richmond, all of Montreal, for the following purposes:

To group together and represent committees involved in family recreational activites, and supply information and technical help to new groups, under the name of "La Fédération des Groupes de Base pour loisirs familiaux du Montréal Métropolitain ».

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at 2461 St. James Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 716675

Fibre de verre St-Laurent ltée St-Lawrance Fibre Glass Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives, incorporating: Raymond Bernard, industrialist, 2289 Lajoie, Guy Bernard, employee, 1145 Ste. Angèle, both of Trois-Rivières, and Mario Cloutier, musician, 202 Gilles, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To manufacture and deal in fiber glass and all its products and by-products, under the name of "Fibre de verre St-Laurent ltée — St-Lawrence Fibre Glass Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 347 Notre-Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721076

Frances-Lee Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1972, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte-Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Arnold Ilovitch, 390, côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Frances-Lee Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1117, ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 717338

Frances-Lee Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Arnold Ilovitch, 390 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Frances-Lee Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 717338

Les Francs Chanteurs de Charlesbourg inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: J.-C.-François Boutin, Rita Lord, épouse dudit J.-C.-François Boutin, et Serge Boutin, tous trois professeurs, de 415, Bélair, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Grouper des personnes qui s'intéressent à la musique sous toutes ses formes de même qu'au théâtre, sous le nom de « Les Francs Chanteurs de Charlesbourg inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 415, rue Bélair, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720914

Les Francs Chanteurs de Charlesbourg inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-C.-François Boutin, Rita Lord, wife of the said J.-C.-François Boutin, and Serge Boutin, all three teachers, of 415 Belair, Charlesbourg, for the following purposes:

To group together persons interested in all kinds of music, as well as the theatre, under the name of "Les Francs Chanteurs de Charlesbourg inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $20,000.

The head office of the corporation is at 415 Bélair Street, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720914

Franjean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: François Fournier, commis, Jeannine Pellerin, ménagère, épouse dudit François Fournier, tous deux de 14735, boulevard Bécancour, Jean-Jacques Hélie, livreur, et Marguerite Roff, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Hélie, ces deux derniers de rue des Jasmins, tous quatre de Bécancour, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Franjean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Franjean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Fournier, clerk, Jeannine Pellerin, housewife, wife of the said François Fournier, both of 14735 Bécancour Boulevard, Jean-Jacques Hélie, deliveryman, and Marguerite Roff, housewife, wife of the said Jean-Jacques Hélie, the latter two of Rue des Jasmins, all four of Bécancour, for the following purposes:

To deal in building material, under the name of "Franjean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 14925, boulevard Bécancour, Bécancour, secteur Sainte-Angèle-de-Laval, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720659

G.O. Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Raymond Bélanger, 618, Athanas, La Plaine, Auguste Bélanger, 589, Joncas, tous deux entrepreneurs, et Lorraine Bélanger, vendeuse, épouse de Raymond Larrivée, 3, Place Belrive, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « G.O. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 618, rue Athanas, La Plaine, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720883

J. René Gallant Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, Stanley J. Wax, 6875, avenue Fielding, app. 10, Montréal, tous deux avocats, et Joseph-René Gallant, entrepreneur, 5390, boulevard Wesley, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « J. René Gallant Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5390, boulevard Wesley, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720781

Gatineau Homes Inc.
Les maisons Gatineau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jack Shayne, 5043, Grosvenor, Montréal, Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willodale, Outremont, et Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Gatineau Homes Inc.— Les maisons Gatineau inc. », avec un capital

The head office of the company is at 14925 Bécancour Boulevard, Bécancour, Ste. Angèle-de-Laval District, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720659

G.O. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Bélanger, 618 Athanas, La Plaine, Auguste Bélanger, 589 Joncas, both contractors, and Lorraine Bélanger, saleswoman, wife of Raymond Larrivée, 3 Place Belrive, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "G.O. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 618 Athanas Street, La Plaine, judicial district of Terrebonne

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720883

J. René Gallant Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, Stanley J. Wax, 6875 Fielding Avenue, Apt. 10, Montreal, both advocates, and Joseph-René Gallant, contractor, 5390 Wesley Boulevard, Saint-Hubert, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "J. René Gallant Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5390 Wesley Boulevard, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720781

Gatineau Homes Inc.
Les maisons Gatineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Shayne, 5043 Grosvenor, Montreal, Françoise Ollivier, spinster, 200 Willodale, Outremont, and Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Gatineau Homes Inc.— Les maisons Gatineau inc.", with a total capital

total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720342

Geohydrotek Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel Brochu, 840, Lauzon, Maurice-L. Duplessis, 1070, Long-Sault, Claude Bécotte, 3167, Marsolet, tous trois avocats, de Sainte-Foy, et Normand Cyr, commerçant, 1390, de Callières, Québec, pour les objets suivants:

Agir comme expert et conseiller en matière d'hydrogéologie et de géothecnique, sous le nom de « Geohydrotek Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2795, Carré Cameron, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720981

Gerus inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Germain Vézina, commis, Raymond Rousseau, et Lorenzo Rousseau, ces deux derniers entrepreneurs, tous trois de Saint-Stanislas, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Gerus inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Stanislas, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721090

Gewurz Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies ci-après nommées: « Gewurz Holdings Ltd. », et « Montee Holdings Inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 6 novembre 1964 et du 6 février 1953, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Gewurz Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720342

Geohydrotek Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Brochu, 840 Lauzon, Maurice-L. Duplessis, 1070 Long-Sault, Claude Bécotte, 3167 Marsolet, all three lawyers, of Ste. Foy, and Normand Cyr, merchant, 1390 de Callières, Québec, for the following purposes:

To act as experts and consultants in hydrogeology and geotechnics, under the name of "Geohydrotek Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $1 each and 36,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2795 Cameron Square, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720981

Gerus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Vézina, clerk, Raymond Rousseau, and Lorenzo Rousseau, the latter two contractors, all three of St. Stanislas, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Gerus inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Stanislas, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721090

Gewurz Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Gewurz Holdings Ltd.", and "Montee Holdings Inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, November 6, 1964, and February 6, 1953, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Gewurz Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000

naires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 1070, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720306

Groovy Manufacturing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, tous deux avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, tous trois du 1, place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs magasins de détail, sous le nom de « Groovy Manufacturing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720853

Le groupe Katimavik inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Yves Letellier, avocat, 16, Tassé, app. 1, Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, 92, Delanaudière, app. 1, tous deux de Hull, et Philippe Arial, comptable, 28, Cavalière, Touraine, pour les objets suivants:

Exploiter des villages de vacances, auberges de jeunesse, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Le groupe Katimavik inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 319, boulevard Riel, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720070

H.C.G. Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Henry Werner, 7498, chemin Wavell, Montréal, Charles Schwarts, 338, Alexis-Nihon, et Joseph Weinberger, 302, Alexis-Nihon, ces deux derniers de Saint-Laurent, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at 1070 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720306

Groovy Manufacturing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, both advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, all three of 1 Place Ville-Marie, Montreal, for the following purposes:

To operate a retail store or stores, under the name of "Groovy Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720853

Le groupe Katimavik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Letellier, lawyer, 16 Tassé, Apt. 1, Lise Cousineau, secretary, spinster, 92 Delanaudière, Apt. 1, both of Hull, and Philippe Arial, accountant, 28 Cavalière, Touraine, for the following purposes:

To operate vacation villages, youth hostels, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Le group Katimavik inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $5 each and 10,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at 319 Riel Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720070

H.C.G. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Werner, 7498 Wavell Road, Montreal, Charles Schwarts, 338 Alexis-Nihon, and Joseph Weinberger, 302 Alexis-Nihon, the latter two of Saint-Laurent, all three businessmen, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de portefeuille et de placements, sous le nom de « H.C.G. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720858

Habitations L.R.F. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denis Richer, 585, boulevard Bourassa, Lucien Foisy, 422, Grande-Allée, et Jean-Paul Légaré, 131, Terrasse Dupras, tous trois commerçants, de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Habitations L.R.F. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717281

Hard Rock Pants Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854, chemin Côte-des-Neiges, et Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e Avenue, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de tous genres d'articles vestimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Hard Rock Pants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720746

Guy Hébert inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Moisan, 55, Laurier, Arthabaska, Jules Bellavance, 1810, St-Calixte, Plessisville, tous deux avocats, et Yvan Moisan, étudiant-stagiaire, Lyster, pour les objets suivants:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "H.C.G. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720858

Habitations L.R.F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Richer, 585 Bourassa Boulevard, Lucien Foisy, 422 Grande-Allée, and Jean-Paul Légaré, 131 Dupras Terrace, all three merchants, of St. Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Habitations L.R.F. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and 370 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717281

Hard Rock Pants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854 Côte des Neiges Road, and Christine Truesdell, spinster, 6747, 10th Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of wearing apparel, under the name of "Hard Rock Pants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720746

Guy Hébert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Moisan, 55 Laurier, Arthabaska, Jules Bellavance, 1810 St. Calixte, Plessisville, both lawyers, and Yvan Moisan, articled student, Lyster, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Guy Hébert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Samuel, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720443

Hôtel Beebe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Roland Nadeau, hôtelier, Warden, Gérard-O. Lemieux, courtier, 650, Boisjoli, et Robert Morin, comptable, 1552, King ouest, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et exploiter des motels, hôtels, tavernes et auberges, sous le nom de « Hôtel Beebe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beebe Plain, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721303

I.K. House of Stationery Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Izak Korc, marchand, Jacob Korc, boulanger, tous deux de 4755, Saint-Kevin, Allan Michaels, vendeur, 5623, Emerald, tous trois de Montréal, et Alyne Freedman, secrétaire, fille majeure, 337, Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, graveurs, lithographes et libraires, sous le nom de « I.K. House of Stationery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720814

Ideal Sport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Vallières, Roméo Vallières,

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Guy Hébert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Samuel, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720443

Hôtel Beebe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Nadeau, hotel keeper, Warden, Gérard-O. Lemieux, broker, 650 Boisjoli, and Robert Morin, accountant, 1552 King West, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a holding company and operate motels, hotels, taverns and inns, under the name of "Hôtel Beebe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Beebe Plain, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721303

I.K. House of Stationery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Izak Korc, merchant, Jacob Korc, baker, both of 4755 St. Kevin, Allan Michaels, salesman, 5623 Emerald, all three of Montreal, and Alyne Freedman, secretary, spinster, 337 Dufferin, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, lithographers and stationers, under the name of "I.K. House of Stationery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares at a par value of $10 each and 3,000 preferred shares at a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720814

Ideal Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Vallières, Roméo Vallières, both

tous deux industriels, et Jeannine Noël, maîtresse de maison, épouse dudit Roméo Vallières, tous trois de Saint-Cajetan-d'Armagh, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sports, sous le nom de « Ideal Sport Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Cajetan-d'Armagh, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720848

Les immeubles Bovar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Varfalvy, surintendant, 170, des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, Pierre Thibault, agent d'affaires, 120, Samson, Vanier, et André Castonguay, commerçant, 992, Louis Riel, app. 6, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les immeubles Bovar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2149, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721675

Immeubles G.T.L. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Norbert Roy, contremaître, 244, route Trans-Canada, Julien Pouliot, 30, Place Vieux-Moulin, Jean-Guy Gauvin, 26, Place Vieux-Moulin, Jean-Guy Lacasse, 25, Place Vieux-Moulin, Clément Lamontagne, 29, Place Vieux-Moulin, tous quatre professeurs, tous cinq de Saint-Romuald-d'Etchemin, et Paul-Henri Lacroix, notaire, 37, St-Omer, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles G.T.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720619

Les installations électriques L. Poirier ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

industrialists, and Jeannine Noël, housewife, wife of the said Roméo Vallières, all three of St. Cajetan-d'Armagh, for the following purposes:

To deal in sports equipment, under the name of "Ideal Sport Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Cajetan-d'Armagh, judicial district of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720848

Les immeubles Bovar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Varfalvy, superintendent, 170 des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, Pierre Thibault, business agent, 120 Samson, Vanier, and André Castonguay, dealer, 992 Louis Riel, Apt. 6, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les immeubles Bovar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2149 Charest Boulevard West, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721675

Immeubles G.T.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norbert Roy, foreman, 244 Trans Canada Highway, Julien Pouliot, 30 Place Vieux-Moulin, Jean-Guy Gauvin, 26 Place Vieux-Moulin, Jean-Guy Lacasse, 25 Place Vieux-Moulin, Clément Lamontagne, 29 Place Vieux-Moulin, all four teachers, all five of St. Romuald-d'Etchemin, and Paul-Henri Lacroix, notary, 37 St. Omer, Lévis, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles G.T.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720619

Les installations électriques L. Poirier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Fi-

patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Léandre Poirier, entrepreneur, 1854, Victoire, Gilbert Poirier, 2016, St-Gilles, et Bertrand Poirier, 750, Lahaie, ces deux derniers électriciens, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens pour tous genres de constructions publiques ou privées, sous le nom de « Les installations électriques L. Poirier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720124

Intercity Readers Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Stanley Trenholm, administrateur en publicité, 455 ouest, Jean-Talon, Conrad Shatner, administrateur, 4725, avenue Fulton, et Francine Langevin, teneuse de livres, fille majeure, 6141, Dagenais, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits, marchandises, articles de propriété personnelle et objets de commerce ou de négoce de tous genres se rapportant à la lecture, en faire le commerce, sous le nom de « Intercity Readers Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720264

Les investissements Fontaine Bleue inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Beaulac, bijoutier, Pierrette Arsenault, éducatrice, épouse dudit André Beaulac, tous deux de 7, boulevard Lévesque, et Jean-Claude Delorme, teneur de livres, 2, boulevard Lévesque, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les investissements Fontaine Bleue inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720290

nancial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre Poirier, contractor, 1854 Victoire, Gilbert Poirier, 2016 St. Gilles, and Bertrand Poirier, 750 Lahaie, the latter two electricians, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors for all kinds of public or private constructions, under the name of "Les installations électriques L. Poirier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720124

Intercity Readers Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Trenholm, advertising executive, 455 Jean Talon West, Conrad Shatner, executive, 4725 Fulton Avenue, and Francine Langevin, bookkeeper, spinster, 6141 Dagenais, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to reading material, under the name of "Intercity Readers Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720264

Les investissements Fontaine Bleue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Beaulac, jeweller, Pierrette Arsenault, educator, wife of the said André Beaulac, both of 7 Lévesque Boulevard, and Jean-Claude Delorme, bookkeeper, 2 Lévesque Boulevard, all three of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les investissements Fontaine Bleue inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Bedford, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720290

Les Jardins de St-Luc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gerald Grossman, homme d'affaires, Judith Gibbs, ménagère, épouse dudit Gerald Grossman, tous deux de 2407, Gold, Saint-Laurent, et Daniel Dupuis, stagiaire, 227, Longueuil, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Jardins de St-Luc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720156

Jered Realties Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des copagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Jered Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720924

Jeune Chambre de Sayabec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Belzile, animateur social, 14, Boulay, Marcel Thériault, agent de sécurité sociale, 60, Boulay, et Danielle Marcoux, commis, fille majeure, 36, de l'Église, tous trois de Sayabec, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « Jeune Chambre de Sayabec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marie-de-Sayabec, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720592

Les Jardins de St-Luc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald Grossman, businessman, Judith Gibbs, housewife, wife of the said Gerald Grossman, both of 2407 Gold, St. Laurent, and Daniel Dupuis, trainee, 227 Longueuil, St. Jean, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les Jardins de St-Luc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Luc, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720156

Jered Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Jered Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720924

Jeune Chambre de Sayabec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Belzile, social group leader, 14 Boulay, Marcel Thériault, social security agent, 60 Boulay, and Danielle Marcoux, clerk, spinster, 36 de l'Église, all three of Sayabec, for the following purposes:

To interest young people in the economic, social and civic progress of their milieu, under the name of "Jeune Chambre de Sayabec inc.".

The amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at Ste. Marie-de-Sayabec, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720592

Jokinen & Associates Co. Limited
Jokinen & associés Cie limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Eric Jokinen, ingénieur, 70, 15e rue, Roxboro, Laszlo Szemenyei, avocat, 4440, Hingston, et Sylvia Ferland, secrétaire, fille majeure, 4601, Paul-Pau, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Jokinen & Associates Co. Limited — Jokinen & associés Cie limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 70, 15e rue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052 720417

Julien & Rivard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Roland Julien, commerçant, Louisette Leboeuf, ménagère, épouse dudit Roland Julien, tous deux de 1625, Hamelin, Trois-Rivières, Guy Rivard, commerçant, et Louise Canuel, ménagère, épouse dudit Guy Rivard, ces deux derniers de 79, St-Arnault, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes d'aliments comestibles fabriqués ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Julien & Rivard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1095, Père-Frédéric, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052-o 720920

Michel Kardouche Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, Seymour Machlovitch, 88, Summit Crescent, Westmount, tous deux avocats, et Elaine Short, secrétaire, fille majeure, 2010, Chomedey, Montréal, pour les objets suivants:

Jokinen & Associates Co. Limited
Jokinen & associés Cie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric Jokinen, engineer, 70, 15th Street, Roxboro, Laszlo Szemenyei, advocate, 4440 Hingston, and Sylvia Ferland, secretary, fille majeure, 4601 Paul-Pau, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Jokinen & Associates Co. Limited — Jokinen & associés Cie limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 70, 15th Street, Roxboro, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 720417

Julien & Rivard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Julien, merchant, Louisette Leboeuf, housewife, wife of the said Roland Julien, both of 1625 Hamelin, Trois-Rivières, Guy Rivard, merchant, and Louise Canuel, housewife, wife of the said Guy Rivard, the latter two of 79 St. Arnault, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables and all kinds of manufactured food products, as well as all soil, vineyard and tree produce, under the name of "Julien & Rivard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1095 Père-Frédéric, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 720920

Michel Kardouche Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, Seymour Machlovitch, 88 Summit Crescent, Westmount, both advocates, and Elaine Short, secretary, spinster, 2010 Chomedey, Montreal, for the following purposes:

Manufacturer des marchandises, produits, articles, denrées et effets, en faire le commerce, sous le nom de « Michel Kardouche Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4839 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720821

L.K. Services Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: Abraham Shuster, 5710, Wolseley, Lawrence Glazer, 5753, Westminster, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Meta White, secrétaire, épouse de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, pour les oojets suivants:

Agir à titre de liquidateurs de marchandises saisies de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « L.K. Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720720

Réal Lallier ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réal Lallier, entrepreneur, Noël-Ange Nault, maîtresse de maison, épouse dudit Réal Lallier, tous deux de Tingwick, et Patricia Besmargian, secrétaire, fille majeure, 180, St-Louis, Warwick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Réal Lallier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 370 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721320

Laplante et Tremblay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in goods, wares, commodities and merchandise of every nature, under the name of "Michel Kardouche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 25,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4839 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720821

L.K. Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Shuster, 5710 Wolseley, Lawrence Glazer, 5753 Westminster, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Meta White, secretary, wife of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To act as liquidators of distressed merchandise of all types and descrption, under the name of "L.K. Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720720

Réal Lallier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Lallier, contractor, Noël-Ange Nault, housewife, wife of the said Réal Lallier, both of Tingwick, and Patricia Besmargian, secretary, spinster, 180 St. Louis, Warwick, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Réal Lallier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 370 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Tingwick, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721320

Laplante et Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Roger-J. Tremblay, 33, Dumoncel, Beauport, Paul-Henri Gagné, 332, Turcotte, Vanier, tous deux industriels, et Thérèse Laplante, opératrice, fille majeure, 2349, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers, tabagies, boutiques et autres établissements de toute nature, sous le nom de « Laplante et Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 651, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721126

Laurentian Hardwood Tiles Ltd.
Les tuiles de bois durs Laurentiennes ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réal Lafrenière, 29, Alain, Notre-Dame-des-Prairies, Raymond Lafrenière, 1341, Notre-Dame, et Jean-Claude Durand, 881, St-Viateur, ces deux derniers de Joliette, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Laurentian Hardwood Tiles Ltd.— Les tuiles de bois durs Laurentiennes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721330

Ludovic Lavoie Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ludovic Lavoie, entrepreneur, Fernande Joncas, ménagère, épouse dudit Ludovic Lavoie, et Florent Lavoie, étudiant, tous trois de 78, St-Benoit, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ludovic Lavoie Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 78, rue St-Benoit, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720392

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger-J. Tremblay, 33 Dumoncel, Beauport, Paul-Henri Gagné, 332 Turcotte, Vanier, both industrialists, and Thérèse Laplante, operator, spinster, 2349 Royale Avenue, Courville, for the following purposes:

To operate stores, workshops, tobacco stores, shops and other establishments of all kinds, under the name of "Laplante et Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 651 Royale Avenue, Beauport, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721126

Laurentian Hardwood Tiles Ltd.
Les tuiles de bois durs Laurentiennes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Lafrenière, 29 Alain, Notre-Dame-des-prairies, Raymond Lafrenière, 1341 Notre-Dame, and Jean-Claude Durand, 881 St. Viateur, the latter two of Joliette, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Laurentian Hardwood Tiles Ltd.— Les tuiles de bois durs Laurentiennes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721330

Ludovic Lavoie Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ludovic Lavoie, contractor, Fernande Joncas, housewife, wife of the said Ludovic Lavoie, and Florent Lavoie, student, all three of 78 St. Benoit, Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Ludovic Lavoie Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 78 St. Benoit Street, Chicoutimi North, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720392

L. Lemay et associés ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Lionel Lemay, courtier d'assurances, 118, St-Étienne, L'Assomption, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « L. Lemay et associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 205, rue Notre-Dame, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720978

Lini inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Denise Paquin, épouse de Paul Moreau, 7462, Vitel, tous deux de Saint-Léonard, et Louise Beaudry, fille majeure, 184, Tailhandier, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de construction, sous le nom de « Lini inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 2,900 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4295, rue Baron, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720697

Location de camions du Cap inc.
Cap Truck Leasing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Chartier, 4587, Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest, Gilles Bergeron, 3275, Provencher, et Jean Ménard, 2380, Desjardins, ces deux derniers de Trois-Rivières, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Location de camions du Cap inc.— Cap Truck Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

L. Lemay et associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Lemay, insurance broker, 118 St. Étienne, L'Assomption, Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "L. Lemay et associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 205 Notre-Dame Street, L'Assomption, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720978

Lini inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Denise Paquin, wife of Paul Moreau, 7462 Vitel, both of St. Léonard, and Louise Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and construction company, under the name of "Lini inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 6,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4295 Baron Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720697

Location de camions du Cap inc.
Cap Truck Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Chartier, 4587 Notre-Dame, Trois-Rivières West, Gilles Bergeron, 3275 Provencher, and Jean Ménard, 2380 Desjardins, the latter two of Trois-Rivières, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Location de camions du Cap inc.— Cap Truck Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720576

Location Gauthier inc.
Gauthier Rental Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Daniel Gauthier, Clément Gauthier, tous deux hommes d'affaires, et Pauline Ménard, ménagère, épouse dudit Clément Gauthier, tous trois de rue Hanson, Cowansville, pour les objets suivants:

Fabriquer, louer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Location Gauthier inc.— Gauthier Rental Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721067

Marcel Loiselle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Loiselle, agent manufacturier, Thérèse Tétreault, commerçante, épouse dudit Marcel Loiselle, tous deux de 209, boulevard Mortagne, Boucherville, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Marcel Loiselle, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, boulevard Mortagne, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721187

Loisirs et Sports de la Grande-Île inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Joannette, distributeur, 308, boulevard du Bord-de-l'Eau, Marcel Deschamps, laitier, 1, Hogue, Jean-Marie Fortin, 75, boulevard Grande-Île, André Simard, 120, Madeleine, tous deux soudeurs, tous quatre de Grande-Île, et Raoul Lanthier, journalier, 308, boulevard Monseigneur Langlois, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720576

Location Gauthier inc.
Gauthier Rental Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Gauthier, Clément Gauthier, both businessmen, and Pauline Ménard, housewife, wife of the said Clément Gauthier, all three of Hanson Street, Cowansville, for the following purposes:

To manufacture, rent and deal in motors, engines, their parts and accessories and other instruments and appliances, under the name of "Location Gauthier inc.— Gauthier Rental Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721067

Marcel Loiselle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Loiselle, manufacturing agent, Thérèse Tétreault, merchant, wife of the said Marcel Loiselle, both of 209 Mortagne Boulevard, Boucherville, and Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Marcel Loiselle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 209 Mortagne Boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721187

Loisirs et Sports de la Grande-Île inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Joannette, agent, 308 du Bord-de-l'Eau Boulevard, Marcel Deschamps, milkman, 1 Hogue, Jean-Marie Fortin, 75 Grande-Île Boulevard, André Simard, 120 Madeleine, both welders, all four of Grande-Île, and Raoul Lanthier, laborer, 308 Monseigneur Langlois Boulevard, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Loisirs et Sports de la Grande-Île inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 473, boulevard Grande-Île, Grande-Île, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720263

Longmore Equipment Limited
Équipement Longmore limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Jon M. Feldman, 250, avenue Clarke, Westmount, Arthur J. Ross, 3250, avenue Forest Hill, Montréal, et Morton Bessner, 2370, rue Noël, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des équipements et machinerie de toutes sortes, matériaux, marchandises, articles ou produits pour constructeurs, véhicules automobiles, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs et pièces d'aéronefs, en faire le commerce, sous le nom de « Longmore Equipment Limited — Équipement Longmore limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 126, Longmore Drive, Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720971

Les Maisons Atco ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert H.E. Walker, 4089, avenue Highland, David W. Salomon, 7925, chemin Kingsley, Richard J.F. Bowie, 181, avenue Morrison, Maurice-A. Forget, 201, Corot Rive, James G. Wright, 3164, Le Boulevard, tous les cinq avocats, de Montréal, et James G. Jutras, commis en Loi, 216, Lawrence, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'automobiles et camions-remorques, comprenant les maisons mobiles, véhicules de plaisance, camps, constructions démontables, constructions préfabriquée, pièces et accessoires, fournitures, appareils et dispositifs s'y rapportant, en faire le commerce, sous le nom de « Les Maisons Atco ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

To establish and operate a social club providing for the mental and physical recreation and relaxation of its members and their guests, under the name of "Loisirs et Sports de la Grande-Île inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at 473 Grande-Île Boulevard, Grande-Île, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720263

Longmore Equipment Limited
Équipement Longmore limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jon M. Feldman, 250 Clarke Avenue, Westmount, Arthur J. Ross, 3250 Forest Hill Avenue, Montreal, and Morton Bessner, 2370 Noël Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in equipment and machinery of all kinds, builders' supplies, goods, wares or merchandise, motor vehicles, motor parts, aircraft, aircraft motors and parts, under the name of "Longmore Equipment Limited — Équipement Longmore limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 126 Longmore Drive, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720971

Les Maisons Atco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert H.E. Walker, 4089 Highland Avenue, David W. Salomon, 7925 Kingsley Road, Richard J.F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Maurice-A. Forget, 201 Corot Rive, James G. Wright, 3164 The Boulevard, all five advocates, of Montreal, and James G. Jutras, law clerk, 216 Lawrence, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobile and truck trailers, including mobile homes, recreational vehicules, camps, portable buildings, prefabricated buildings and accessories, parts, furnishings, appliances and apparatus therefor, under the name of "Les maisons Atco ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des companies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720890

La Maison des enseignants de Salaberry

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Nicole Délisle, épouse de Laurent Tousignant, 407, Salaberry, Wilfrid Laurendeau, 151, Marie-Rose, Thérèse Majeau, épouse de Jean-Yves Collette, 11, Robb, Jean-Paul Lalonde, 211, Bissonnette, Lise Larivière, fille majeure, 163, boulevard du Havre, tous cinq de Salaberry-de-Valleyfield, Jacques Montpetit, 9, 5e avenue, Saint-Timothée, et Florian Leduc, 33, Langevin, Nitro, tous enseignants, pour les objets suivants:

Administrer des services socio-culturels, pédagogiques, économiques, professionnels et de loisirs pour les employés des commissions scolaires, sous le nom de « La Maison des enseignants de Salaberry ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717303

Manufacture de pantalons de Saint-Jérôme ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Peter Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, Billy Mauer, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, tous deux avocats, et Diane De Vito, secrétaire, épouse de Thomas Illing, 7035, Mazarin, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Manufacture de pantalons de Saint-Jérôme ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnies est au 500, place d'Armes, 12e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720928

Matagami Tire Sales Limited
Marchands de pneus Matagami limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, consti-

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720890

La Maison des enseignants de Salaberry

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Nicole Délisle, wife of Laurent Tousignant, 407 Salaberry, Wilfrid Laurendeau, 151 Marie-Rose, Thérèse Majeau, wife of Jean-Yves Collette, 11 Robb, Jean-Paul Lalonde, 211 Bissonnette, Lise Larivière, spinster, 163 du Havre Boulevard, all five of Salaberry-de-Valleyfield, Jacques Montpetit, 9, 5th Avenue, St. Timothée, and Florian Leduc, 33 Langevin, Nitro, all teachers, for the following purposes:

To render socio-cultural, pedagogic, economical, professional and recreational services for school board employees, under the name of "La Maison des enseignants de Salaberry".

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $10,000.

The head office of the corporation is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717303

Manufacture de pantalons de Saint-Jérôme ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, Billy Mauer, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, both advocates, and Diane De Vito, secretary, wife of Thomas Illing, 7035 Mazarin, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Manufacture de pantalons de Saint-Jérôme ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, 12th Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720928

Matagami Tire Sales Limited
Marchands de pneus Matagami limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: François Chrétien, 1255, du Fort, Pierre Rioux, 3644, avenue Ontario, David Doubilet, 5435, avenue Westmore, et Jean Roger, 3470 Stanley, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus, du caoutchouc et de produits synthétiques de tous genres, sous le nom de « Matagami Tire Sales Limited — Marchands de pneus Matagami limitée», avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720775

Mauricie Toyota Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Brouillette, garagiste, Marielle Gauthier, ménagère, épouse dudit Marcel Brouillette, tous deux de 1790, 8e avenue, Grand'Mère, et Denis Vaugeois, comptable, 551, St-Louis, Valmont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Mauricie Toyota Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8353, boulevard des Hêtres, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717002

Mortimer Mines Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et des minéraux, sous le nom de « Mortimer Mines Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721121

incorporating: François Chrétien, 1255 du Fort, Pierre Rioux, 3644 Ontario Avenue, David Doubilet, 5435 Westmore Avenue, and Jean Roger, 3470 Stanley, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in tires and rubber and synthetic products of every nature, under the name of "Matagami Tire Sales Limited — Marchands de pneus Matagami limitée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720775

Mauricie Toyota Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Brouillette, garage operator, Marielle Gauthier, housewife, wife of the said Marcel Brouillette, both of 1790, 8th Avenue, Grand'Mère, and Denis Vaugeois, accountant, 551 St. Louis, Valmont, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Mauricie Toyota Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $1 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 200 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8353 des Hêtres Boulevard, Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717002

Mortimer Mines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Mortimer Mines Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721121

Motel Bromontois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gaétan Ménard, comptable, 442, Radisson, Hubert Grétry, garagiste, 37, Campbell, tous deux de Mont-Saint-Hilaire, Monique Blain, épouse de Jean-Paul Hébert, 549, de Rouville, Nicole Dionne, épouse de Jocelyn Rocheleau, 180, Hubert, toutes deux secrétaires, et Laurent Fréchette, dentiste, 1430, Richelieu, ces trois derniers de Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, bars, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Bromontois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721354

Motel Bromontois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Ménard, accountant, 442 Radisson, Hubert Grétry, garage operator, 37 Campbell, both of Mont St. Hilaire, Monique Blain, wife of Jean-Paul Hébert, 549 de Rouville, Nicole Dionne, wife of Jocelyn Rocheleau, 180 Hubert, both secretaries, and Laurent Fréchette, dentist, 1430 Richelieu, the latter three of Beloeil, for the following purposes:

To operate hotels, motels, bars, inns and restaurants, under the name of "Motel Bromontois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Mont St. Hilaire, judicial district of St. Kyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721354

N.G.P.L. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Lavoie, hôtelier, boulevard Sacré-Coeur, Guy Levesque, gérant, 40, Évêché est, app. 1, et Narcisse Larouche, restaurateur, 58, St-Jean, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et discothèques, sous le nom de « N.G.P.L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717282

N.G.P.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Lavoie, hotel keeper, Sacré-Coeur Boulevard, Guy Levesque, manager, 40 Évêché East, Apt. 1, and Narcisse Larouche, restaurateur, 58 St. Jean, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and discotheques, under the name of "N.G.P.L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717282

National Refuse Collectors Co. Inc.
La Cie Nationale de cueillette de rebuts inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léopold Tremblay, mécanicien, 76, boulevard Guimond, Georges De-Foy, commis, 27, Lafrance, app. 3, tous deux de Longueuil, et Guy Rousseau, administrateur, 4274, 8e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'enlèvement des vidanges et rebuts, sous le nom de « National Refuse Collectors Co. Inc.— La Cie Nationale de cueillette de rebuts inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

National Refuse Collectors Co. Inc.
La Cie Nationale de cueillette de rebuts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léopold Tremblay, mechanic, 76 Guimond Boulevard, Georges De-Foy, clerk, 27 Lafrance, Apt. 3, both of Longueuil, and Guy Rousseau, administrator, 4274, 8th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To collect garbage and refuse, under the name of "National Refuse Collectors Co. Inc.— La Cie Nationale de cueillette de rebuts inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 76, boulevard Guimond, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721378

Neop inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Goethals, relationiste, 6905, Choisy, app. 115, Saint-Léonard, Maurice Auzat, graphiste, 1202, Lajoie, Outremont, Maurice Demers, concepteur, 9270, Papineau, Montréal, et Adeodat Binette, homme d'affaires, 8445, Gravel, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projection publicitaire de toutes sortes, sous le nom de « Neop inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9270, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720787

Nomex Systems Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Jccques Coutellier, homme d'affaires, Manon Lévesque, coiffeuse, épouse dudit Jacques Coutellier, tous deux de 965, de Salaberry, Chambly, et Claude Nadeau, avocat, 420, Strathcona Drive, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer des appareils électroniques, électro-mécaniques, audio-visuels et des systèmes d'acoustique, de communication et d'ordinateur, en faire le commerce, sous le nom de « Nomex Systems Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720299

North & South American Construction Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Nikitas Zaharopoulos, 5301, Esplanade, Demetrius Pappas, 5613, Esplanade, tous deux entrepreneurs, et Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 7327, Fabre, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 76 Guimond Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721378

Neop inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Goethals, public relations officer, 6905 Choisy, Apt. 115, St. Léonard, Maurice Auzat, graphic designer, 1202 Lajoie, Outremont, Maurice Demers, designer, 9270 Papineau, Montreal, and Adéodat Binette, businessman, 8445 Gravel, Laval, for the following purposes:

To carry on business as producers and editors of commercials of all kinds, under the name of "Neop inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9270 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720787

Nomex Systems Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Coutellier, businessman, Manon Lévesque, hair dresser, wife of the said Jacques Coutellier, both of 965 de Salaberry, Chambly, and Claude Nadeau, lawyer, 420 Strathcona Drive, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any elecronic, electro-mechanical, audio-visual, acoustic, communication and computer systems, under the name of "Nomex Systems Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720299

North & South American Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nikitas Zaharopoulos, 5301 Esplanade, Demetrius Pappas, 5613 Esplanade, both contractors, and Diana Kleban, secretary, spinster, 7327 Fabre, all three of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux, d'ébénistes, de rénovateurs dans le domaine de la construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « North & South American Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5301, avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720820

Opron Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Gaétan Raymond, 11781, De Meulles, Alain Létourneau, 11813, de Tracy, tous deux de Montréal, René Roy, 275, Morrison, Mont-Royal, et André Demers, 38, Adelaide, Candiac, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Opron Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720995

P.J. Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrateur, 161, Roussillon, Laval, et Ghyslaine Lévesque, secrétaire, fille majeure, 5310, Mentana, app. 102, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres cuits et autres, simili-pierres, et autres produits semblables, sous le nom de « P.J. Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Racine, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721359

Pagé Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as general contractors, cabinet makers, renovators in the construction and deal in all sorts of building materials, under the name of "North & South American Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 2,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5301 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720820

Opron Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Raymond, 11781 De Meulles, Alain Létourneau, 11813 de Tracy, both of Montreal, René Roy, 275 Morrison, Mount Royal, and André Demers, 38 Adelaide, Candiac, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders for the construction, under the name of "Opron Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720995

P.J. Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Yvon Gouin, lawyer, 790 Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrator, 161 Roussillon, Laval, and Ghyslaine Lévesque, secretary, spinster, 5310 Mentana, Apt. 102, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and its by-products, cement blocs, tiles, lime, limestone, soudstone, burnt gypsum and the like, artificial stones and other similar products, under the name of "P.J. Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Racine, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721359

Pagé Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Fi-

patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Pagé Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 avril 1956, « Régional Asphalte, limitée — Regional Asphalt, Limited », constituée par lettres patentes en date du 26 juillet 1937, et « Carrière St-Maurice incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 13 décembre 1945, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierre, de granit et de tout minerai, des sablières et des sablonnières, sous le nom de « Pagé Construction Inc. », avec un capital total de $99,400 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 844 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au numéro 135, boulevard Normand, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717329

Paquin Builders Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Denis Paquin, gérant général, Lucien Paquin, constructeur, et Alice Schmouth, secrétaire, épouse dudit Lucien Paquin, tous trois de 46, Dumas, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Paquin Builders Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 46, rue Dumas, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721087

Thomas Paré & fils ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Thomas Paré, 9738, avenue Royale, André Paré, 9746, avenue Royale, et Marcel Paré, 9754, avenue Royale, tous trois plombiers, de Sainte-Anne-de-Beaupré, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Thomas Paré & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

nancial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Pagé Construction Inc.", incorporated by letters patents dated April 6, 1956, "Régional Asphalte, limitée — Regional Asphalt, Limited", incorporated by letters patents dated July 26, 1937, and "Carrière St-Maurice incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated", incorporated by letters patent dated December 13, 1945, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To operate stone, granite and all kinds of mineral pits, sand and gravel pits, under the name of "Pagé Construction Inc.", with a total capital stock of $99,400 divided into 3,000 common shares of a par value of $5 each and 844 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 135 Normand Boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717329

Paquin Builders Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Paquin, general manager, Lucien Paquin, builder, and Alice Schmouth, secretary, wife of the said Lucien Paquin, all three of 46 Dumas, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Paquin Builders Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 46 Dumas Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46052 721087

Thomas Paré & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Paré, 9738 Royale Avenue, André Paré, 9746 Royale Avenue, and Marcel Paré, 9754 Royale Avenue, all three plumbers, of Ste. Anne-de-Beaupré, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances or systems, under the name of "Thomas Paré & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 9738, avenue Royale, Sainte-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721046

Les pétroles Raybec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les pétroles Raybec inc. », avec un capital total de 40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 333, rue Craig est, bureau 215, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721101

Photocopie moderne (Québec) ltée
Modern Photocopy (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Marc Delisle, Claude Lambert, tous deux commerçants, de 660, Belvédère, Québec, et Édouard Marquis, courtier en valeurs mobilières, 3040, chemin St-Louis, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de papier, des produits du papier de toutes sortes, des produits du bois et de la pulpe, carton, carton-pâte et papiers de toutes sortes, sous le nom de « Photocopie moderne (Québec) ltée — Modern Photocopy (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721946

Pinto Sports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Bachand, 146, Principale, Lise Mayrand, fille majeure, tous deux de Cowansville, et C. Peter Turner, Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 9738 Royale Avenue, Ste. Anne-de-Beaupré, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721046

Les pétroles Raybec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of St. Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all four lawyers, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in oil, greases, petroleum, all their products and natural gas, under the name of "Les pétroles Raybec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 333 Craig Street East, Room 215, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721101

Photocopie moderne (Québec) ltée
Modern Photocopy (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Delisle, Claude Lambert, both merchants, of 660 Belvédère, Québec, and Édouard Marquis, stock broker, 3040 St. Louis Road, Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products of all kinds, wood and pulp products, cardboard, cardboard paste and papers of all kinds, under the name of "Photocopie moderne (Québec) ltée — Modern Photocopy (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721946

Pinto Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bachand, 146 Principale, Lise Mayrand, spinster, both of Cowansville, and C. Peter Turner, Brome, all three lawyers, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tentes, remorques, roulottes, maisons mobiles de quelque nature qu'ils soient, sous le nom de « Pinto Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciairede Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720536

Les placements Bon Pasteur ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Gratton, vendeur, 222, Bon Pasteur, Gérard Thérien, commis de bureau, et Céline Boucher, ménagère, épouse dudit Gérard Thérien, ces deux derniers de 2089, boulevard McNamara, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Bon Pasteur ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2089, boulevard McNamara, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721329

Les placements Bourgoin ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Abraham Gurman, 80, chemin Holtham, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724, avenue Eldridge, tous deux avocats, et Donna Sommer, secrétaire, fille majeure, 5750, avenue Mapleridge, ces deux derniers de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les placements Bourgoin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720800

Placements Décagone ltée
Decagon Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in tents, trailers and mobile homes of every kind, under the name of "Pinto Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720536

Les placements Bon Pasteur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gratton, salesman, 222 Bon Pasteur, Gérard Thérien, office clerk, and Céline Boucher, housewife, wife of the said Gérard Thérien, the latter two of 2089 McNamara Boulevard, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Bon Pasteur ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2089 McNamara Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721329

Les placements Bourgoin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, Stephen Marcovitch, 5724 Eldridge Avenue, both advocates, and Donna Sommer, secretary, spinster, 5750 Mapleridge Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements Bourgoin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720800

Placements Décagone ltée
Decagon Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gilles-I. Beaupré, 3445, Drummond, Gilles-A. Denis, 170, boulevard Dorchester est, tous deux avocats, et Ginette Desjardins, secrétaire, fille majeure, 5968, 20e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'investissement, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Décagone ltée — Decagon Investments Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721253

Placements Forbec ltée
Forbec Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Bélanger, professeur, 12042, Albert Duquesne, Montréal-Nord, Robert Morissette, gérant, 7060, Cannes, app. 4, Pierre Seccareccia, 6010, des Préaux, tous deux de Saint-Léonard, Créo Vespucci, 8658, 9e avenue, Pierre Robert, 2434, Parthenais, tous deux de Montréal, tous trois comptables, et Yvon Robert, assistant secrétaire-trésorier, 3951, Nicole, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Placements Forbec ltée — Forbec Holdings Ltd. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717385

Les ponçages industriels inc.
Industrial Sanding Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Louis Hébert, manoeuvre spécialisé, 200, Seigneuriale, app. 2, Normand Ashton, 155, Beaumont, tous deux de Saint-Bruno, Charles-E. Lemieux, 131, St-Charles ouest, app. 6, Longueuil, tous deux administrateurs, et Pierre Jobin, représentant, 876, Fort-St-Louis, app. 7, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en décapage au jet de sable, sous le nom de « Les ponçages industriels inc.— Industrial Sanding Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-I. Beaupré, 3445 Drummond, Gilles-A. Denis, 170 Dorchester Boulevard East, both lawyers, and Ginette Desjardins, secretary, spinster, 5968, 20th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, management and holding company, under the name of "Placements Décagone ltée — Decagon Investments Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721253

Placements Forbec ltée
Forbec Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Bélanger, teacher, 12042 Albert Duquesne, Montreal North, Robert Morissette, manager, 7060 Cannes, Apt. 4, Pierre Seccareccia, 6010 des Préaux, both of St. Léonard, Créo Vespucci, 8658, 9th Avenue, Pierre Robert, 2434 Parthenais, both of Montreal, all three accountants. and Yvon Robert, assistant secretary-treasurer, 3951 Nicole, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Placements Forbec ltée — Forbec Holdings Ltd.", with a capital stock divided into 3,000 common shares without nominal value and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717385

Les ponçages industriels inc.
Industrial Sanding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December. 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Hébert, specialized worker, 200 Seigneuriale, Apt. 2, Normand Ashton, 155 Beaumont, both of St. Bruno, Charles-E. Lemieux, 131 St. Charles West, Apt, 6, Longueuil, both administrators, and Pierre Jobin, agent, 876 Fort St. Louis, Apt. 7, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as sand-blasting contractors, under the name of "Les ponçages industriels inc.— Industrial Sanding Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 500, boulevard Laurier, Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 716935

Primactif inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, Lise Morin, fille majeure, 7400, Sherbrooke ouest, toutes deux secrétaires, et Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Primactif inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716795

Provigo (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, autorisant la fusion de « Provigo (Québec) inc. », constituée par lettres patentes (fusion) en date du 10 juillet 1967, et « La Société Provinciale des Épiciers inc. », constituée par lettres patentes en date du 22 février 1939, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, fruits et légumes, viandes et volailles de toutes sortes, sous le nom de « Provigo (Québec) inc. », avec un capital total de $1,500,000 divisé en 1,500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard St-Paul, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720602

Rainbow Management Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Gavin Wyllie, avocat, Joan Wyllie, épouse dudit Gavin Wyllie, tous deux de 218, Berlioz, app. 307, Île des Soeurs, et Nicole Boulanger,

The head office of the company is at 500 Laurier Boulevard, Mont St. Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 716935

Primactif inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles-Falkner, Lise Morin, spinster, 7400 Sherbrooke West, both secretaries, and Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Primactif inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716795

Provigo (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Provigo (Québec) inc.", incorporated by letters patent (amalgamation) dated July 10, 1967, and "La Société Provinciale des Épiciers inc.", incorporated by letters patent dated February 22, 1939, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, groceries, fruit and vegetables, meat and poultry, under the name of "Provigo (Québec) inc.", with a total capital stock of $1,500,000, divided into 1,500,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at St. Paul Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720602

Rainbow Management Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gavin Wyllie, advocate, Joan Wyllie, wife of the said Gavin Wyllie, both of 218 Berlioz, Apt. 307, Nun's Island, and Nicole Boulanger, spinster,

fille majeure, 4465, boulevard Rosemont, app. 17, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Rainbow Management Limited », avec un capital-actions divisé en 350 actions ordinaires sans valeur au pair et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720870

Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Nelson Labbé, technicien en laboratoire, 438, Robinson, Claude Soucy, prêtre, 1213, Notre-Dame nord, Fernand Beauchemin, animateur de pastorale scolaire, 85, Notre-Dame nord, Roch Lamothe, professeur, et Céline Lessard, comptable, épouse dudit Roch Lamothe, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Contribuer à sensibiliser et à informer la population sur les problèmes du Tiers-Monde, sous le nom de « Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720421

Restaurant Bernie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Dickner, commerçant, Bernardine Grégoire, ménagère, épouse dudit Jean Dickner, tous deux de 172, Molières, Châteauguay-Centre, et René Lacoste, administrateur, 3775, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, hôtels, motels et clubs de nuit, sous le nom de « Restaurant Bernie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721216

Restaurants Tarentelle limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

4465 Rosemont Boulevard, Apt. 17, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Rainbow Management Limited", with a capital stock divided into 350 common shares without par value and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720780

Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Nelson Labbé, laboratory technician, 438 Robinson, Claude Soucy, priest, 1213 Notre-Dame North, Fernand Beauchemin, school pastoral promoter, 85 Notre-Dame North, Roch Lamothe, teacher, and Cécile Lessard, accountant, wife of the said Roch Lamothe, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To inform and make the public aware of the problems of underprivileged countries, under the name of "Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines".

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720421

Restaurant Bernie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dickner, merchant, Bernardine Grégoire, housewife, wife of the said Jean Dickner, both of 172 Molières, Châteauguay-Centre, and René Lacoste, administrator, 3775 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, dining rooms, hotels, motels and night-clubs, under the name of "Restaurant Bernie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721216

Restaurants Tarentelle limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Albert Hébert, prêtre, 4910, Victoria Court, Pierrefonds, Donat Paré, entrepreneur plâtrier, et Louise Paré, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 576, Principale, Saint-Roch-de-l'Achigan, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurants Tarentelle limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

46052-o 721179

Jean Rousseau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Rousseau, commerçant, Louise Nichols, ménagère, épouse dudit Jean Rousseau, tous deux de 1375, Choquette, et Léon Nichols, avocat, 2890, Pagé, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, prélarts et couvre-planchers de toutes sortes, sous le nom de « Jean Rousseau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1375, rue Choquette, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

46052-o 717306

Réjean Royer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Réjean Royer, plombier, Gysèle Royer, ménagère, épouse dudit Réjean Royer, tous deux de 65, Lomas, et Marc-Émile Poisson, machiniste, 861, Jardins-Fleuris, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Réjean Royer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Lomas, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721241

1972, have bee issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Hébert, priest, 4910 Victoria Court, Pierrefonds, Donat Paré, plastering contractor, and Louise Paré, secretary, spinster, the latter two of 576 Principale, St. Roch-de-l'Achigan, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurants Tarentelle limitée", with a total capital stock of $40,000. divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721179

Jean Rousseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Rousseau, merchant, Louise Nichols, housewife, wife of the said Jean Rousseau, both of 1375 Choquette, and Léon Nichols, lawyer, 2890 Pagé, all three of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in carpets, linoleum and all kinds of floor coverings, under the name of "Jean Rousseau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1375 Choquette Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 717306

Réjean Royer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Royer, plumber, Gysèle Royer, housewife, wife of the said Réjean Royer, both of 65 Lomas, and Marc-Émile Poisson, machinist, 861 Jardins-Fleuris, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Réjean Royer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 65 Lomas Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721241

S.G. Truckwash Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Rodolphe Séguin, commerçant, 4061, du Souvenir, Jean-Marc Genest, opérateur, 4055, du Souvenir, tous deux de Laval, et Bernard Caron, avocat, 6509, Molson, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service de lavage de camions, autos, véhicules de ferme ou tous autres véhicules de même qu'un service de lavage de bâtiments, sous le nom de « S.G. Truckwash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4061, du Souvenir, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720372

SalBernardi Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: Stanley Tarnofsky, vendeur, Ada Kaplansky, ménagère, épouse dudit Stanley Tarnofsky, tous deux de 2300, Bourgoin, et Gerald Medicoff, agent de voyage, 90, Crépeau, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « SalBernardi Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1199, rue Bleury, suite 1401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721139

Sametal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Davies Samuel, gérant, 6410, Lennox, Montréal, Robert Condoroussis, gérant de crédit, 319, Strasbourg, Dollard-des-Ormeaux, et Melhem Kabalan, contremaître, 2330, Sigouin, app. 2, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Sametal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

S.G. Truckwash Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodolphe Séguin, merchant, 4061 du Souvenir, Jean-Marc Genest, operator, 4055 du Souvenir, both of Laval, and Bernard Caron, lawyer, 6509 Molson, Montreal, for the following purposes:

To operate a wash service for trucks, automobiles, farm vehicles or all other vehicles as well as a building wash service, under the name of "S.G. Truckwash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4061 du Souvenir, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720372

SalBernardi Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Tarnofsky, salesman, Ada Kaplansky, housewife, wife of the said Stanley Tarnofsky, both of 2300 Bourgoin, and Gerald Mediccff, travel agent, 90 Crépeau, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "SalBernardi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1199 Bleury Street, Room 1401, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721139

Sametal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Davies Samuel, manager, 6410 Lennox, Montreal, Robert Condoroussis, credit manager, 319 Strasbourg, Dollard-des-Ormeaux, and Melhem Kabalan, foreman, 2330 Sigouin, Apt. 2, St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Sametal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 799, Avoca, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721381

Semico (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Service Agrochimique inc. », constituée par lettres patentes en date du 10 juillet 1964, et « Semence Champs Pleins Seed Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14 mars 1961, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Semico (Québec) inc. », avec un capital divisé en 11,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 11,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $55,000 et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716814

Senneterre Mini-Golf Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Maurice Pelletier, coiffeur, Roger Boutin, employé de voirie, tous deux de 820, 10e avenue, et Laurier Poirier, serre-frein, route rurale numéro 2, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Senneterre Mini-Golf Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 820, 10e avenue, Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721159

Service d'administration Nord-Laurentien inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marc-André Plante, comptable, 830, Dorion, Raymond Dalcourt, et Claude Bouchard, 590, Charette, app. 7, ces deux derniers professeurs, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 799 Avoca, Dorval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721381

Semico (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Service Agrochimique inc.", incorporated by letters patent dated July 10, 1964, and "Semence Champs Pleins Seed Inc.", incorporated by letters patent dated March 14, 1961, all the aforesaid letters patents, having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in grains, cereals and all kinds of agricultural produce, under the name of "Semico (Québec) inc.", with a capital stock divided into 11,000 common shares without par value; the total consideration for which its 11,000 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of $55,000, and 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Ste. Rosalie, judicial district of St. Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716814

Senneterre Mini-Golf Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Maurice Pelletier, hairdresser, Roger Boutin, Roads employee, both of 820, 10th Avenue, and Laurier Poirier, brakesman, Rural Route No. 2, all three of Senneterre, for the following purposes:

To operate the business of providing amusement for the public, under the name of "Senneterre Mini-Golf Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 820, 10th Avenue, Senneterre, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46052 721159

Service d'administration Nord-Laurentien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc-André Plante, accountant, 830 Dorion, Raymond Dalcourt, and Claude Bouchard, 590 Charette, Apt. 7, the latter two teachers, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

Agir comme conseillers en administration financière, sous le nom de « Service d'administration Nord-Laurentien inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721293

Sherbrooke Pet Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Charles Latour, 2630, Soissons, Marc Valois, 4390, Old Orchard, tous deux avocats, et Jocelyne Bluteau, secrétaire, épouse de Jacques Bluteau, 2695, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce d'animaux domestiques de toutes sortes, sous le nom de « Sherbrooke Pet Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6311, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721208

Société de gestion Batlam inc.
Batlam Holdings Corporation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Nicole Longpré, infirmière, épouse de Renald Beauregard, 420, Marconi, Laval, Marc St-Pierre, avocat, et Françoise Turcotte, traductrice, épouse dudit Marc St-Pierre, ces deux derniers de 8560, de Reims, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et d'immeuble, sous le nom de « Société de gestion Batlam inc. — Batlam Holdings Corporation Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720901

Société de gestion financière G.F.D.L. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To act as financial management consultants, under the name of "Service d'administration Nord-Laurentien inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each, 200 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 20,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721293

Sherbrooke Pet Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent; bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Latour, 2630 Soissons, Marc Valois, 4390 Old Orchard, both lawyers, and Jocelyne Bluteau, secretary, wife of Jacques Bluteau, 2695 St. Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

To breed and deal in domestic animals of all kinds, under the name of "Sherbrooke Pet Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6311 Sherbrooke Street East, Montréal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721208

Société de gestion Batlam inc.
Batlam Holdings Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicole Longpré, nurse, wife of Renald Beauregard, 420 Marconi, Laval, Marc St-Pierre, lawyer, and Françoise Turcotte, translator, wife of the said Marc St-Pierre, the latter two of 8560 de Reims, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and real estate company, under the name of "Société de gestion Batlam inc. — Batlam Holdings Corporation Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720901

Société de gestion financière G.F.D.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of Feb-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, app. 316, Pierre Grégoire, notaire, 450, Deguire, app. 504, tous deux de Saint-Laurent, et Denyse Daoust, secrétaire, fille majeure, 964, Domville, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Société de gestion financière G.F.D.L. ltée », avec un capital divisé en 24,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 1,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 225, rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721009

Société de placement Essort incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Diane McLaughlin, et Micheline Bélanger, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Société de placement Essort incorporée », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 499,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, Place Ville Marie, suite 514, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721080

Starette Sales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Ross Coblentz, 3455, Redpath, Max Coblentz, tous deux avocats, et Marie Cecilia Lyons, ménagère, épouse dudit Max Coblentz, ces deux derniers de 4392, Isabella, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et produits de toutes sortes et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Starette Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720698

ruary, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, lawyer, 350 Côte Vertu, Apt. 316, Pierre Grégoire, notary, 450 Deguire, Apt. 504, both of St. Laurent, and Denyse Daoust, secretary, spinster, 964 Domville, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Société de gestion financière G.F.D.L. ltée », with a capital stock divided into 24,000 class "A" shares without nominal value and 1,000 class "B" shares without nominal value.

The head office of the company is at 255 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721009

Société de placement Essort incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet, lawyer, Diane McLaughlin, and Micheline Bélanger, the latter two secretaries, spinsters, all three of 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société de placement Essort incorporée", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 499,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721080

Starette Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ross Coblentz, 3455 Redpath, Max Coblentz, both advocates, and Marie Cecilia Lyons, housewife, wife of the said Max Coblentz, the latter two of 4392 Isabella, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Starette Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720698

Sudoc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Phaneuf, notaire, 151, Béarn, Jean-Pierre Poirier, 560, Green, Louis Bastien, 150, Béarn, tous deux comptables, Phil Poirier, administrateur, 303, Riverside Drive, Lise Auclair, 281, Riverside, Monique Riopel, 10, Argyle, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous six de Saint-Lambert, et Ernest Langer, gardien, 4, Balzac, Candiac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sudoc inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1104, avenue Cartier, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721258

Supreme Answering Service Ltd.
Service aux abonnés absents Suprême ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Adele Trzonowicz, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, Ruth Glenen, fille majeure, 2921, Beaugrand, tous deux de Montréal, et Elayne Chivers, épouse de Joseph Rabinovitch, 213, avenue Dresdent, Mont-Royal, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Dispenser un service téléphonique aux abonnés absents, un service de courrier et des messagerie, sous le nom de « Supreme Answering Service Ltd.— Service aux abonnés absents Suprême ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720756

Sylvestre Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Sylvestre, commerçant, Rose-Aline Poirier, ménagère, épouse dudit Marcel Sylvestre, tous deux de 105, Michaud, et Robert Mathieu, camionneur, 108, Michaud, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sylvestre Transport Inc. », avec un capital

Sudoc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Phaneuf, notary, 151 Béarn, Jean-Pierre Poirier, 560 Green, Louis Bastien, 150 Béarn, both accountants, Phil Poirier, administrator, 303 Riverside Drive, Lise Auclair, 281 Riverside, Monique Riopel, 10 Argyle, both secretaries, spinsters, all six of St. Lambert, and Ernest Langer, attendant, 4 Balzac, Candiac, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Sudoc inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of $1 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1104 Cartier Avenue, Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721258

Supreme Answering Service Ltd.
Service aux abonnés absents Suprême ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adele Trzonowicz, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, #20, Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand, both of Montreal, and Elayne Chivers, wife of Joseph Rabinovitch, 213 Dresden Avenue, Mount Royal, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a telephone answering, courrier and messenger service, under the name of "Supreme Answering Service Ltd.— Service aux abonnés absents Suprême ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720756

Sylvestre Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Sylvestre, merchant, Rose-Aline Poirier, housewife, wife of the said Marcel Sylvestre, both of 105 Michaud, and Robert Mathieu, trucker, 108 Michaud, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sylvestre Transport Inc.", with a total

total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 105, rue Michaud, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720880

Systeme Pact Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Bernard Lachance, psychologue, 3589, Bois de Chênes, Jacques Turgeon, 916, Pie XII, app. 205, tous deux de Sainte-Foy, et Jacques Lapointe, 577, 27e rue, Charny, ces deux derniers éducateurs, pour les objets suivants:

Appliquer sous différentes formes la technologie et les sciences de l'éducation à des problèmes d'ordre éducatif, sous le nom de « Systeme Pact Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 717097

Tableau indicateur International inc.
International Directory Board Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Leclerc, homme d'affaires, Olivia Leclerc, ménagère, épouse dudit Jean Leclerc, tous deux de 301, Deguire, #934, et Robert Meunier, avocat, 301, Deguire, #633, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tout tableau à craie, tableau indicateur et tableau publicitaire, sous le nom de « Tableau indicateur International inc. — International Directory Board Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, boulevard Deguire, appartement 934, Saint-Laurent, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721420

Taxi Astro Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Yvan Perrault, employé municipal,

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 105 Michaud Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720880

Systeme Pact Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Lachance, psychologist, 3589 Bois de Chênes, Jacques Turgeon, 916, Pie XII, Apt. 205, both of Ste. Foy, and Jacques Lapointe, 577 27th Street, Charny, the latter two educators, for the following purposes:

To apply, through various methods, technology and educational science to problems connected with education, under the name of "Systeme Pact Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 717097

Tableau indicateur International inc.
International Directory Board Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Leclerc, businessman, Olivia Leclerc, housewife, wife of the said Jean Leclerc, both of 301 Deguire, Apt. #934, and Robert Meunier, lawyer, 301 Deguire, Apt. #633, all three of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in blackboards, directory boards and bill-boards, under the name of "Tableau indicateur International inc. — International Directory Board Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 Deguire Boulevard, Apartment 934, St. Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721420

Taxi Astro Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Perrault, municipal employee, 829

829, Pauline, Claude Malo, 983, Booker, et Jacques Plouffe, 1045, Domville, ces deux derniers chauffeurs, tous trois de Notre-Dame, pour les objets suivants:

Exploiter un poste de taxis à Brossard et sur la Rive Sud de Montréal, sous le nom de « Taxi Astro ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6600, rue Plouffe, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720662

Tentes mobiles (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Conrad Lessard, industriel, rue Dodier, Thetford Mines, Diane Gagnon, secrétaire, épouse de Roland Moore, 299, St-Charles, Black Lake, et Nelson Nadeau, comptable, route rurale 1, Thetford partie Sud, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tentes mobiles, tentes ordinaires, roulottes, articles de camping, articles de sports et de loisirs, maison mobile et maison préfabriquée, sous le nom de « Tentes mobiles (1972) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721277

Terrasse Léonard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Wilfrid Léonard, soudeur, 31, Lac Bleu, Raoul Léonard, mécanicien, et Denise Léonard, ménagère, épouse Fernand Lauzon, ces deux derniers de Chemin des Hauteurs, tous trois de Saint-Hippolyte, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Terrasse Léonard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,900 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, Lac Bleu, Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720338

Transport de rebuts Urbain inc.
Urban Waste Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Pauline, Claude Malo, 983 Booker, and Jacques Plouffe, 1045 Domville, the latter two chauffeurs, all three of Notre-Dame, for the following purposes:

To operate a taxi stand in Brossard and on the Montreal South Shore, under the name of "Taxi Astro ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6600 Plouffe Street, Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720662

Tentes mobiles (1972) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Lessard, industrialist, Dodier Street, Thetford Mines, Diane Gagnon, secretary, wife of Roland Moore, 299 St. Charles, Black Lake, and Nelson Nadeau, accountant, Rural Road 1, Thetford South Part, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailer tents, ordinary tents, trailers, camping equipment, sports and recreational equipment and mobile and prefabricated homes, under the name of "Tentes mobiles (1972) inc.", with a total stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721277

Terrasse Léonard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wilfrid Léonard, welder, 31 Lac Bleu, Raoul Léonard, mechanic, and Denise Léonard, housewife, wife of Fernand Lauzon, the latter two of Chemin des Hauteurs, all three of St. Hippolyte, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and holding company, under the name of "Terrasse Léonard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of a nominal value of $1 each and 39,900 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 31 Lac Bleu, St. Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720338

Transport de rebuts Urbain inc.
Urban Waste Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Auclair, 2150, Montée St-François, Gérard Dumas, 465, Marconi, tous deux commerçants, de Laval, et Alain Belzile, comptable agréé, 690, boulevard Iberville, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport de rebuts Urbain inc. — Urban Waste Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2150, Montée St-François, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721207

La traverse Inter-Rive ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 177, Toussaint Cartier, et André Bellavance, imprimeur, 176, Bois Brillant, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La traverse Inter-Rive ltée », avec un capital total de $400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721215

Trebcy Investments Ltd.
Placements Trebcy ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491, Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, Nycole Nadeau, épouse de Marshall Gaudreault, 6132, l'Authion, Anjou, et Suzanne Mandeville, fille majeure, 4050, Rosemont, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, d'immeubles et de construction, sous le nom de « Trebcy Investments Ltd. — Placements Trebcy ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Auclair, 2150 Montée St-François, Gérard Dumas, 465 Marconi, both merchants, of Laval, and Alain Belzile, chartered accountant, 690 Iberville Boulevard, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport de rebuts Urbain inc. — Urban Waste Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,700 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2150 Montée St-François, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721207

La traverse Inter-Rive ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, lawyer, Paulette Gagnon, housewife, wife of the said Michel Tessier, both of 177 Toussaint Cartier, and André Bellavance, printer, 176 Bois Brillant, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "La traverse Inter-Rive ltée", with a total capital stock of $400,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Director of the Companies Service.
PIERRE DESJARDINS.

46052 721215

Trebcy Investments Ltd.
Placements Trebcy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491 Huntington, Pierrefonds, all three advocates, Nycole Nadeau, wife of Marshall Gaudreault, 6132 l'Authion, Anjou, and Suzanne Mandeville, fille majeure, 4050 Rosemont, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, real estate and construction company, under the name of "Trebcy Investments Ltd. — Placements Trebcy ltée », with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 612 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720896

Ulmic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Jean Biron, 3500, Ridgewood, Montréal, et Jean-Pierre Sutto, 135, Deguire, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, pièces et composants, mécaniques et électroniques, sous le nom de « Ulmic inc. », avec un capital divisé en 300,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 714511

Valois Bay Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Gargour, ingénieur, 4965, Édouard-Montpetit, Montréal, Lucien Tadros, constructeur, 2, plaza Alexis-Nihon, app. 2902, Westmount, et Lionel Robillard, restaurateur, 45, chemin Lakeshore, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Agir à titre d'entrepreneurs, constructeurs et experts-conseil pour la compagnie ou pour d'autres entreprises, dans tous genres de projets liés à l'immeuble, sous le nom de « Valois Bay Corporation », avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4965, Édouard-Montpetit, suite 12, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721244

Varennes Hydraulic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: André Couture, technicien hydraulique, Robert Proulx, machiniste, tous deux de Saint-Valérien, et Camille Chagnon, commerçant, Varennes, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 612 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720896

Ulmic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremont, Jean Biron, 3500 Ridgewood, Montreal, and Jean-Pierre Sutto, 135 Deguire, St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in mechanical and electronic machines, parts and components, under the name of "Ulmic inc.", with a capital stock divided into 300,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 714511

Valois Bay Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gargour, engineer, 4965 Édouard Montpetit, Montreal, Lucien Tadros, builder, 2 Alexis Nihon Plaza, Apt. 2902, Westmount, and Lionel Robillard, restaurateur, 45 Lakeshore Road, Pointe Claire, for the following purposes:

To act as contractors, builders and consultants for the company or for others in any type of project involving real estate, under the name of "Valois Bay Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $10 each, 3,000 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 4965 Édouard Montpetit, Suite 12, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721244

Varennes Hydraulic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of Febbuary, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Couture, hydraulic technician, Robert Proulx, machinist, both of St. Valérien, and Camille Chagnon, merchant, Varennes, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, cylindres hydrauliques, unités de pouvoirs hydrauliques, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Varennes Hydraulic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721096

Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc.
Le Club de yacht et marina de Vaudreuil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: David W. Salomon, 7925, chemin Kingsley, Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, tous deux avocats, de Montréal, et James G. Jutras, commis en loi, 216, Lawrence, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs de yatch et des stations balnéaires, sous le nom de « Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc. — Le Club de yacht et marina de Vaudreuil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 80, rue Les Chenaux, Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721163

Visi Québec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Yves Saint-Jacques, 3110, boulevard Neilson, Roland Thivierge, 791, Rockland, tous deux hommes d'affaires, de Sainte-Foy, Louis Dorion, Pierre Bernier, tous deux avocats, et Guy Dubé, stagiaire, ces trois derniers de 80, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et analystes en systèmes et en procédures de bureau et d'administration d'affaires et de commerces, sous le nom de « Visi Québec ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 721019

Visualpak Machinery Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To manufacture and deal in motors, hydraulic cylinders, hydraulic power units, engines, their parts and accessories and other instruments and apparatus, under the name of "Varennes Hydraulic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Varennes, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721096

Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc.
Le Club de yacht et marina de Vaudreuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David W. Salomon, 7925 Kingsley Road, Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, both advocates, of Montreal, and James G. Jutras, law clerk, 216 Lawrence, Greenfield Park, for the following purposes:

To operate yacht clubs and marinas, under the name of "Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc. — Le Club de yacht et marina de Vaudreuil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $10 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 80 Les Chenaux Street, Vaudreuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721163

Visi Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Saint-Jacques, 3110 Neilson Boulevard, Roland Thivierge, 791 Rockland, both businessmen, of Ste. Foy, Louis Dorion, Pierre Bernier, both lawyers, and Guy Dubé, trainee, the latter three of 80 St. Pierre, Québec, for the following purposes:

To act as consultants and analysts in office, business management and business systems and procedures, under the name of "Visi Québec ltée", with a capital stock divided into 40,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 721019

Visualpak Machinery Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte-Saint-Luc, et Bernard Garner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des machines, de la machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, matériel, et outillage, en faire le commerce, sous le nom de « Visualpak Machinery Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 310, avenue Victoria, suite 108, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721040

Westmount Business Services Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Seymour Steinman, 5706, Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, et Jean Lefrançois, 41, avenue Morrison, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de conseillers en finance, industrie et gestion, sous le nom de « Westmount Business Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, carré Westmount, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 721203

Wiremaster MFG Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 81, Highfield, Mont-Royal, Alma Tremblay, fille majeure, 1640 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et Rita Dawson, épouse de Paul Dawson, 120, avenue Abbott, Westmount, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et produits et articles de propriété personnelle de tous genres et toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Wiremaster MFG. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Visualpak Machinery Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 310 Victoria Avenue, Suite 108, Westmount, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 721040

Westmount Business Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Steinman, 5706 Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, and Jean Lefrançois, 41 Morrison Avenue, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as financial, industrial and management consultants, under the name of "Westmount Business Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 1 Westmount Square, Westmount, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46502-o 721203

Wiremaster MFG Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Kujan, advocate, 81 Highfield, Mount Royal, Alma Tremblay, spinster, 1640 Sherbrooke West, Montreal, and Rita Dawson, wife of Paul Dawson, 120 Abbott Avenue, Westmount, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and personal property of every class and description, under the name of "Wiremaster MFG Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 6396 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 716196

Yuso of Canada Ltd.
Yuso du Canada ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 3465, Redpath, Abraham Jacob Rosenstein, 5003, Lacombe, tous deux de Montréal, et Thomas-A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits, articles, effets et marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Yuso of Canada Ltd.— Yuso du Canada ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2095, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 720894

The head office of the company is at 6396 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 716196

Yuso of Canada Ltd.
Yuso du Canada ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 3465 Redpath, Abraham Jacob Rosenstein, 5003 Lacombe, both of Montreal, and Thomas-A. Lavin, Lac Brome, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, commodities, goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Yuso of Canada Ltd.— Yuso du Canada ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2095 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 720894

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

African Safari Park (Québec) Inc.
Parc Safari Africain (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la compagnie « African Safari Park (Québec) Inc. — Parc Safari Africain (Québec) inc. », 1° redésignant 200,000 actions sans valeur au pair en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle lesdites 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émise ne devra pas excéder la somme de $500,000 en montant ou en valeurs; 2° augmentant son capital par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 714140

African Safari Park (Québec) Inc.
Parc Safari Africain (Québec) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "African Safari Park (Québec) Inc. — Parc Safari Africain (Québec) inc.", 1. redesignating 200,000 shares without par value into 200,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said 200,000 common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $500,000; 2. increasing its capital by the creation of 30,000 preferred shares of the par value of $10 each; 3. modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 714140

Arnaud Automobile inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars

Arnaud Automobile inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

1972, à la compagnie « Arnaud Automobile inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 1559-67

Atlific Inns Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1972, à la compagnie « Arnol Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Atlific Inns Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 4962-64

Club de Santé E.P.I.C. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de janvier 1972, à la corporation « Club de Santé E.P.I.C. inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, de $250,000 à $2,000,000.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 2376-69

La Compagnie d'Aménagement Touristique de l'Est du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de février 1972, à « La Compagnie d'Aménagement Touristique de l'Est du Québec inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 3599-68

Les Entreprises C. Taillefer, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mars 1972, à la compagnie « Les Entreprises C. Taillefer, inc.. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 5532-70

Florida Properties Inc.
Les Immeubles Floride inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Cooperatives to "Arnaud Automobile inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 1559-67

Atlific Inns Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives to "Arnol Ltd.", incorporated by letters patent dated 6th day of November, 1964, changing its name to that of "Atlific Inns Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 4962-64

Club de Santé E.P.I.C. inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club de Santé E.P.I.C. inc.", increasing the amount of the immovable property which the corporation may acquire and hold, from $250,000 to $2,000,000.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 2376-69

La Compagnie d'Aménagement Touristique de l'Est du Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Compagnie d'Aménagement Touristique de l'Est du Québec inc.", amending the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 3599-68

Les Entreprises C. Taillefer, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises C. Taillefer, inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 5532-70

Florida Properties Inc.
Les Immeubles Floride inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister

patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1972, à la compagnie « N.D.G. Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1962, 1° changeant son nom en celui de « Florida Properties Inc.— Les Immeubles Floride inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 12181-62

of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "N.D.G. Construction Inc.", incorporated by letters patent dated 1st day of June, 1962, 1. changing its name to that of "Florida Properties Inc.— Les Immeubles Floride inc."; 2. modifying its powers; 3. modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 12181-62

Geoform Designs Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1972, à la compagnie « Geoform Designs Inc. », 1° subdivisant 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $510,000 par la création de 470,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 1651-68

Geoform Designs Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Geoform Designs Inc.", 1. subdividing 3,000 preferred shares of a par value of $10 each into 30,000 preferred shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $510,000 by the creation of 470,000 preferred shares of a par value of $1 each; 3. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 1651-68

Ligue de Baseball Junior Majeur du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de mars 1972, à la corporation « Ligue de Baseball Junior B des Cantons de l'Est inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'août 1968, changeant son nom en celui de « Ligue de Baseball Junior Majeur du Québec inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 3690-68

Ligue de Baseball Junior Majeur du Québec inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ligue de Baseball Junior B des Cantons de l'Est inc.", incorporated by letters patent dated August 22, 1968, changing its name to that of "Ligue de Baseball Junior Majeur du Québec inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 3690-68

Placements Finco ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Placements Finco ltée »,1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° convertissant 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 50,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $5 chacune en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° subdivisant ses 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la comme de $900,000.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 13304-62

Placements Finco ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Placements Finco ltée", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. converting 50,000 common shares of a par value of $5 each and 50,000 class "A" shares of a par value of $5 each into 100,000 common shares without par value; 3. subdividing its 100,000 common shares without par value into 300,000 common shares without par value; the total consideration for which its 300,000 common shares without par value shall be issued shall not exceed the sum of $900,000.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 13304-62

Québec Ontario Freightways Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'avril 1972, à la compagnie « Québec Ontario Freightways Inc. », changeant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées classe « A », « B » et « C ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 716645

The Shoe-In (Montreal) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1972, à la compagnie « Dorothy Solin Shoes Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1956, changeant son nom en celui de « The Shoe-In (Montreal) Ltd.".

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 10503-56

La Société d'Administration et de Relations Professionnelles du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1972, à « La Société d'Administration et de Relations Professionnelles du Québec inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 5396-65

Société Gaspésienne des Boisés (S.G.B.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1972, à la « Société Gaspésienne des Bois (S.G.B.) inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de janvier 1972, 1° changeant son nom en celui de « Société Gaspésienne des Boisés (S.G.B.) inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 720409

Terra-Jet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1972, à la compagnie « Terrajet inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1969, 1° chan-

Québec Ontario Freightways Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québec Ontario Freightways Inc.", changing the privileges and restrictions attached to its class "A", "B" and "C" preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 716645

The Shoe-In (Montreal) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dorothy Solin Shoes Inc.", incorporated by letters patent dated 22nd day of February, 1956, changing its name to that of "The Shoe-In (Montreal) Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 10503-56

La Société d'Administration et de Relations Professionnelles du Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Société d'Administration et de Relations Professionnelles du Québec inc.", amending the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 5396-65

Société Gaspésienne des Boisés (S.G.B.) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société Gaspésienne des Bois (S.G.B.) inc.", incorporated by letters patent dated January 21, 1972, 1. changing its name to that of "Société Gaspésienne des Boisés (S.G.B.) inc."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 720409

Terra-Jet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Terrajet inc.", incorporated by letters patent dated September 22, 1969, 1. changing its name to that of

geant son nom en celui de « Terra-Jet inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 4482-69

Vanbec Mineral Resources Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la compagnie « Chicobi Nickel Mines Ltd. » (No personal liability) — « Les Mines de Nickel Chicobi ltée » (Libre de responsabilité personnelle) constituée par lettres patentes en date du 3e jour de février 1971, changeant son nom en celui de « Vanbec Mineral Resources Ltd. » (No personal liability).

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 574-71

Variétés Mozart inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1972, à la compagnie « Jos. Lipari & Fils, ltée », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Variétés Mozart inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 15218-61

The Visual Arts Centre
Le Centre Arts Visuels

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de mars 1972, à la corporation: « The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 2183-51

"Terra-Jet inc."; 2. amending the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 4482-69

Vanbec Mineral Resources Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chicobi Nickel Mines Ltd." (No personal liability) — "Les Mines de Nickel Chicobi ltée" (Libre de responsabilité personnelle), incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1971, changing its name into that of "Vanbec Mineral Resources Ltd." (No personal liability).

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 574-71

Variétés Mozart inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jos. Lipari & Fils, ltée", incorporated by letters patent dated November 9, 1961, changing its name to that of "Variétés Mozart inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 15218-61

The Visual Arts Centre
Le Centre Arts Visuels

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Visual Arts Centre — Le Centre des Arts Visuels", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 2183-51

Compagnies dissoutes

Roland Bisson inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Roland Bisson inc. », constituée en corporation le 8 avril 1957, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 10963-57

Companies Dissolved

Roland Bisson inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Roland Bisson inc.", incorporated on April 8, 1957.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 10963-57

Bout de l'Isle Development Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bout de l'Isle Development Corp. », constituée en corporation le 25 octobre 1956, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 13274-56

Buffet Versailles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Buffet Versailles inc. », constituée en corporation le 20 mai 1966, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 2114-66

Chagram Investments Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Chagram Investments Incorporated », constituée en corporation le 23 avril 1959, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 14364-58

R. Chance Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « R. Chance Limited », constituée en corporation le 4 janvier 1961, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 10058-61

Clan Investment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Clan Investment Inc. », constituée en corporation le 17 décembre 1959, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 16802-59

Don Development Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Don Development Corp. », constituée en corporation le 14 août 1963, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 3458-63

Bout de l'Isle Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Bout de l'Isle Development Corp.", incorporated on October 25, 1956.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 13274-56

Buffet Versailles inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Buffet Versailles inc.", incorporated on May 20, 1966.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 2114-66

Chagram Investments Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Chagram Investments Incorporated", incorporated on April 23, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 14364-58

R. Chance Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "R. Chance Limited", incorporated on January 4, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 10058-61

Clan Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Clan Investment Inc. », incorporated on December 17, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 16802-59

Don Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Don Development Corp.", incorporated on August 14, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 3458-63

El Rancho Homes Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « El Rancho Homes Ltd. », constituée en corporation le 27 juin 1955, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 11720-55

J. A. Gauthier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. A. Gauthier inc. », constituée en corporation le 8 novembre 1961, à compter du 15 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 14791-61

Institut Stafford inc.
Stafford Institute Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Institut Stafford inc. — Stafford Institute Inc. », constituée en corporation le 20 juin 1961, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 12847-61

Link Films Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Link Films Inc. », constituée en corporation le 24 avril 1968, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 1860-68

The Montreal Film Society

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Montreal Film Society », constituée en corporation le 22 juin 1962, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DEJSARDINS.

46052-o 12609-62

Tivoli Construction inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tivoli Construction inc. », constituée en corporation le 3 mai 1967, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 1984-67

El Rancho Homes Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972 of the charter of "El Rancho Homes Ltd.", incorporated on June 27, 1955.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 11720-55

J. A. Gauthier inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 15, 1972, of the charter of "J. A. Gauthier inc.", incorporated on November 8, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 14791-61

Institut Stafford inc.
Stafford Institute Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Institut Stafford inc. — Stafford Institute Inc.", incorporated on June 20, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 12847-61

Link Films Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Link Films Inc.", incorporated on April 24, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 1860-68

The Montreal Film Society

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "The Montreal Film Society", incorporated on June 22, 1962.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 12609-62

Tivoli Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Tivoli Construction inc. », incorporated on May 3, 1967.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 1984-67

Alice Vandal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Alice Vandal inc. », constituée en corporation le 22 février 1956, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 10157-56

Vézina Automobile ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vézina Automobiles ltée », constituée en corporation le 30 juin 1958, à compter du 31 mai 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 11711-58

Alice Vandal inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Alice Vandal inc.", incorporated on February 22, 1956.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 10157-56

Vézina Automobile ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of May 31, 1972, of the charter of "Vézina Automobiles ltée », incorporated on June 30, 1958.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 11711-58

Ventes pour taxes

Ville d'Anjou

Avis est par la présente donné, que le Conseil municipal, par une résolution en date du 16e jour de mai 1972, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville d'Anjou, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville d'Anjou, 7701 Montée St-Léonard, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1971 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

Permission a été accordée par la Commission municipale de Québec pour autoriser une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus sujets au droit de retrait d'un an, du cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe, dans les limites de la Ville d'Anjou.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la Ville d'Anjou et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale.

Sales for taxes

City of Anjou

Public notice is hereby given, that the City Council by a resolution dated May 16, 1972, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act: to sell the immovables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the corporation of the City of Anjou, with interest and cost, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council room at the City Hall of Anjou, 7701 Montée St-Léonard, City of Anjou, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon, eastern daylight saving time.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special for the year 1971 and previous year, shall have been paid prior to the sale.

The Québec Municipal Commission has authorized the City of Anjou, an abridged form of cadastral numbers.

Immovables hereafter described will be sold, subject to the one-year right of redemption, of official cadastre of the parish of Longue-Pointe, within the limits of the City of Anjou.

They shall be sold with building erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the City of Anjou, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency.

Vente d'immeubles pour non-paiement des taxes — Sale of immovables for non-payment of taxes

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an — Immovables subject to a right of redemption of one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe dans les limites de la Ville d'Anjou — The lots hereafter described are of the official cadastre of the parish of Longue-Pointe in the limits of the City of Anjou).

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
414–0142	Sharand Construction, a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	414–405
414–0144	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	414–429
415–0303	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	415–111
415–0345	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	415–153
415–0352	Mme Wilbrod Grand Maison, Rivière Gagnon, St-Jérôme, Qué	415–160
415–0648	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	415–436
415–0659	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	415–447
415–0660	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	415–448
415–0661	Jack R. Coombs, a/s C. Katz, 6580 MacDonald ave, Montréal 254	

Le lot 415-449 à distraire toutefois la partie servant de rue. Lot 415-449 to withdraw however the part used as a street.

320–1484 Dante Racine, 6794 Choisy, St-Léonard

Un emplacement composé d'une partie du lot 416-490, mesurant 79.04 pieds de largeur par 747.54 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: savoir au nord par une partie du lot 416-489, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 416-490, et à l'est par le lot 416-488.

A site composed of part of lot 416-490 measuring 79.04 feet in width by 747.54 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 416-489, on the south and west by others parts of said lot 416-490, and on the east by lot 416-488.

417–0019	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–15
417–0020	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–16
417–0021	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–17
417–0022	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–18
417–0023	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–19
417–0024	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–20
417–0025	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–21
417–0026	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–22
417–0031	J. B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	

Le lot 417-26 à distraire toutefois la partie servant de rue. Lot 417-26 to withdraw however the part used as a street.

417–0033	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–27
417–0034	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–28
417–0035	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–29
417–0038	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–32
417–0039	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–33
417–0040	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–34
417–0041	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–35
417–0043	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–37
417–0044	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–38
417–0045	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–39
417–0046	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–40
417–0047	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–41
417–0060	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417–52
417–0061	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417–53
417–0085	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–75
417–0086	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–76
417–0087	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–77
417–0088	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–78
417–0089	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–79
417–0100	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–89
417–0101	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–90
417–0102	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–91
417–0103	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–92
417–0104	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–93
417–0105	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–94
417–0106	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–95
417–0107	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–96
417–0108	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–97
417–0109	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–98
417–0114	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–102
417–0115	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–103
417–0116	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–104
417–0117	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–105
417–0118	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–106
417–0119	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–107
417–0120	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–108
417–0121	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–109
417–0122	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–110
417–0123	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417–111
417–0125	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–113
417–0126	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–114
417–0127	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417–115

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
417-0128	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-116
417-0129	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-117
417-0135	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-122
417-0136	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-123
417-0137	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-124
417-0138	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-125
417-0172	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-159
417-0173	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-160
417-0174	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-161
417-0175	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-162
417-0176	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-163
417-0178	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-165
417-0179	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-166
417-0180	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-167
417-0181	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-168
417-0182	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-169
417-0183	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-170
417-0184	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-171
417-0185	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-172
417-0191	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-178
417-0192	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-179
417-0193	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-180
417-0194	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-181
417-0199	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-186
417-0200	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-187
417-0201	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-188
417-0202	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-189
417-0210	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-197
417-0211	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-198
417-0212	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-199
417-0213	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-200
417-0214	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-201
417-0218	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-205
417-0219	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-206
417-0250	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-237
417-0251	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-238
417-0252	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-239
417-0253	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425, Snowdon St., Montréal	417-240
417-0256	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-243
417-0257	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-244
417-0258	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-245
417-0259	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-246
417-0260	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-247
417-0261	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-248
417-0262	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-249
417-0285	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-272
417-0286	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-273
417-0366	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-353
417-0367	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-354
417-0370	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-357
417-0372	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-359
417-0375	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-362
417-0404	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-391
417-0405	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-392
417-0426	Sharand Construction Ltd., a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal	417-413
417-0431	J. B. Dupré, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-418
417-0440	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-427
417-0467	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-454
417-0468	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-455
417-0469	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-456
417-0514	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-501
417-0515	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-502
417-0516	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-503
417-0517	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-504
417-0518	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-505
417-0537	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-524
417-0550	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-537
417-0552	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-539
417-0558	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	417-545
417-0566	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-553
417-0567	J. B. Dupré, a/s Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	417-554
417-0571	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-558

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
417-0572	MM. Garfinkle et/and David Miller, 5165 Sherbrooke ouest, Montréal	417-559
417-0581	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-568
417-0582	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-569
417-0583	Jacques Cantin, 33 Springrove Cr., Outremont 153	417-570
417-0597	Israel Herlick, 648 Murray Hill ave, Westmount	417-584
515-0244	M. et Mme Simon Martel, 7517 Rondeau, Anjou	

Le lot 418-124, et une partie du lot 418-125, mesurant cette-dite partie 12.5 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 418-123, au sud par le résidu dudit lot 418-125, à l'ouest par une rue 418-161, et à l'est par une autre rue 417-587.

Lot 418-124 and a part of lot 418-125, measuring this said part 12.5 feet in width by 70 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 418-123, on the south by the residue of said lot 418-125, on the west by a street 418-161, and on the east by an other street 417-587.

515-0268	Édouard Lavoie, 6556 des Ormeaux, Anjou	418-129, 418-130
260-0035	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-244
260-0476	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-245
260-0480	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-246
515-0504	Robert Beaujean, 7752 Casgrain, Montréal	418-247
515-0720	Épinette Construction Corp., 4275 Kent ave, Montréal	

Le lot 418-335 à distraire toutefois la partie servant de rue.

Lot 418-335 to withdraw however the part used as a street.

515-0005	Mathieu Colangelo, 7332 Rondeau, Ville d'Anjou	418-342
295-0550	Réal Beaudry, 7378 Levesque, Anjou	419-189, 419-190
395-0232	M. et/and Mme Guy Cloutier, 7469 Rhéaume, Anjou	419-231, 419-232
395-0260	Claude Dufour, 7499 Rhéaume, Anjou	

Le lot 419-238 et une partie du lot 419-237, mesurant cette-dite partie 15.2 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 419-238, au sud par le lot 419-408, à l'ouest, par une rue 419-244 et à l'est par une partie du lot 419-349.

Lot 419-238 and a part of lot 419-237, measuring this said part 15.2 feet in width by 70 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows to wit: on the north by lot 419-238, on the south by lot 419-408, on the west by a street 419-244 and on the east by a part of lot 419-349.

295-0778	Ernest Poux, 7004 Levesque, Anjou	419-400
295-0798	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-410
295-0802	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-411
295-0810	Gordon, Larry et/and Ben Solloway, 5770 Mountain Sights, Montréal	419-413
345-0001	Paul Ovide Guy, 7000 Mousseau, Anjou	

Une partie du lot originaire 420, mesurant 300 pieds le long de la rue Mousseau (420-95) par 100 pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 420, au sud par une partie du lot 420-2, à l'est par la rue Mousseau (420-95) et à l'ouest par les lots 420-408, 420-409, 420-410, 420-411, 420-412 et 420-413.

A part of original lot 420 measuring 300 feet along Mousseau street (420-95) by 100 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the north by an other part of said unsubdivided lot 420, on the south by lot 420-2, on the east by Mousseau street (420-95) and on the west by lots 420-408, 420-409, 420-410, 420-411, 420-412 and 420-413.

250-0008	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-38
250-0012	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-39
250-0016	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-40
250-0020	Jos. Wasserman, 172 Wexford Cr., Hampstead	420-41
395-0536	Raymond Lette, 27 McNider, Outremont	420-169, 420-170
270-0166	Raymond Lette, 27 McNider, Outremont	420-201, 420-202
270-0410	Joseph Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	420-293, 420-294
395-0600	Osyp Sudomlak, 3195 Lacordaire, Montréal	420-332
395-0604	Osyp Sudomlak, 3195 Lacordaire, Montréal	420-333
395-0666	Miodrag Cvetkovic, 6936 Rhéaume, Anjou	420-345-2 420-345-3
270-0478	Claude Gauthier, 6993 Guy, Anjou	420-356-2 420-357-1
270-0550	Bernard et/and Théodore Niewerth, 6972 Guy, Anjou	420-378
345-0258	Mme/Mrs. Josephine Maykowska, Derkacz et/and Casimir, Wladyslaw jr., Stanislawa, Michael Derkacz, 6963 Mousseau, Anjou.	420-389
225-0418	Hubert Schiele, 7710 Désormeaux, Anjou	420-464
225-0462	Laurier Côté, a/s West Indies Transport P.O. Box 1086 Charlotte Amelie, St-Thomas U.S. Virgin Islands 00801.	420-475
345-0014	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-497
345-0011	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-499
395-0702	Guy Pontbriand, 7468 Rhéaume, Anjou	420-525
225-0582	Immeubles Faust Inc., 6565 Blvd. Décarie, Montréal 252	420-548
270-0590	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-566
270-0594	Roger Colas, 56 Maplewood, Montréal	420-567
270-0636	Jean-Pierre Paradis, 7733 Guy, Anjou	420-592
345-0416	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-595

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
345-0420	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-596
345-0424	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-597
345-0428	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-598
345-0432	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-599
345-0436	Moroy Inc., 2033 Belgrade, Montréal	420-600
030-0244	Beaver Asphalt & Paving Co., 5250 Amiens, Montréal-Nord	
	Le lot 423-56 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-56 to withdraw however the part used as a street.
030-0252	Beaver Asphalt & Paving Co., 5250 Amiens, Montréal-Nord	
	Le lot 423-57 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-57 to withdraw however the part used as a street.
025-0126	Marcel Beaulieu, 7760 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-94 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-94 to withdraw however the part used as a street.
025-0198	Les Immeubles Reno Inc. & Dev. Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	
	Le lot 423-121 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-121 to withdraw however the part used as a street.
025-0206	Les Immeubles Reno Inc. & Dev. Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	
	Le lot 423-122 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-122 to withdraw however the part used as a street.
025-0596	Henri Zephir Levesque, 7326 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-246 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-246 to withdraw however the part used as a street.
030-1176	Charles Lebreton, a/s J. Wasserman, 172 Wexford Cr., Montréal	
	Le lot 423-339 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-339 to withdraw however the part used as a street.
025-1108	Succession Boudreau/Estate et/and Michel, Robert, Jacques, Lise, Louis, Madeleine, Hélène, André Boudreau, 6938 Azilda, Anjou.	
	Le lot 423-390 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-390 to withdraw however the part used as a street.
025-1114	Mme Aline Deraspe Boudreau, 6938 Azilda, Anjou	
	Le lot 423-391 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-391 to withdraw however the part used as a street.
030-1656	Stennie R.E. Chivers, 6420 Baldwin, Anjou	
	Le lot 423-470 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-470 to withdraw however the part used as a street.
025-1910	Yvon Normand et/and Jacques Boisvert, 41 St-Vallier, Repentigny	
	Le lot 423-626 à distraire toutefois la partie servant de rue.	Lot 423-626 to withdraw however the part used as a street.
025-2006	Mme Vve Adélard Lauzon, née/born Adrienne Gagné, et/and Suzanne, Yvan, Rolland, Philippe, Monique, René, Nicole, Lucie, Huguette, Jacqueline, André, Jean-Paul Lauzon, 5820 Azilda, Anjou.	
	Un emplacement composé des parties des lots 423-636 et 423-637, mesurant 31.2 pieds de largeur par 67 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 423-636, au sud par le lot 423-638, à l'ouest par le lot 423-625, et à l'est par les résidus desdits lots 423-636 et 423-637.	A site composed of parts of lots 423-636 and 423-637 measuring 31.2 feet in width by 67 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 423-636, on the south by lot 423-638, on the west by lot 423-625 and on the east by the residue of said lots 423-636 and 423-637.
030-2220	Mme Jeanne Sauvageau Paradis, 2561 rue St-Émile, Montréal	423-734
580-0104	René Carroll, 5661 Verneuil, Anjou	424-232
550-0024	J. René Lefebvre, 8442 Sublains, Anjou	424-234
520-0084	Daniel Coulombe et/and Noel Paquette, 8801 Paquette, Cité de LaSalle	424-250
		424-251-1
520-0108	Huguette Nadeau, 1867 Beauchesne, Montréal	424-255-2
		424-256-1
520-0112	Raymond Ferland, 812 rue Hervé, St-Amable Co., Verchères	424-256-2
		424-257-1
520-0116	Raymond Ferland, 812 rue Hervé, St-Amable Co., Verchères	424-257-2
580-0136	Conrad Touchette, 1112 Mont Royal est, Montréal	424-262-2
		424-263-1
580-0140	Daniel Coulombe et/and Noël Paquette, 8801 rue Paquette, Cité de LaSalle	424-263-2
		424-264-2
580-0148	Conrad Touchette Inc., 1112 Mont Royal est, Montréal	424-264-3
510-0316	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-4
510-0320	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-5
510-0324	Broadway Properties, 423 Mayor ch. 408, Montréal	424-467-6
510-0328	Noel Paquette et/and Daniel Coulombe, 8412 Peterborough, Anjou	424-467-11
510-0332	Noel Paquette et/and Daniel Coulombe, 8412 Peterborough, Anjou	424-467-12
510-0388	Mrs. Israel Herlich, née/born Sharon G. Steinberg, 648 Murray Hill, Montréal	424-491-9

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
045-0060	Dominico Argento, 8436 Bellefontaine, Anjou	424-507
045-0064	Dominico Argento, 8436 Bellefontaine, Anjou	424-508
045-0120	Michele Argento, 5102 Charleroi, Montréal-Nord	424-546
570-0192	Gaston Larose, 8526 Pl. Verdelle, Anjou	424-615
510-0546	Jean Coutu, 943, 40e Avenue, Fabreville	424-778
360-0076	Mme Suzanne Sicotte Martin, 7301 Peterborough Cr., Anjou	424-790
510-0638	Gaston Prévost, 5820, 8e Avenue, Rosemont, Montréal	424-817
570-0252	Mme Alma Goupil Comeau, 3225 Paul Pau, Montréal	424-831
510-0794	Roger Marcotte, 7111 Aubert, St-Léonard	424-867
360-0144	M. et/and Mme Poole Richards, 8433 Peterborough Cr., Anjou	424-904
190-0020	Rolland Prairie, 7627 de Fougeray, Anjou	424-912
105-0012	J. Claude Gratton, 8425 Châteauneuf, Anjou	424-936
370-0012	Léo St-Denis, 7703 Pl. Pigeon, Anjou	424-996
370-0064	Louis H. Forest, 461 Tiffin Rd, St-Lambert	424-1018
200-0218	Mrs./Mme Edward Williams, née/born Hazel Jackson, 7061 de la Loire, Anjou	426-316
400-0002	Immeubles Reno Inc. et/and Immeubles Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou	

Une partie du lot originaire 427 contenant une superficie de 40,508 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le boul. Métropolitain et par les lots 427-678, 427-679, 427-684, 427-685 et 427-689, au sud par la rue Roche-sur-Yon, à l'ouest par la ligne limitative des terres 427 et 429, et à l'est par des parties des lots 427-1045 et 427-689.

A part of original lot 427 containing an area of 40,508 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Metropolitan Blvd. and by lots 427-678, 427-679, 427-684, 427-685 and 427-689, on the south by Roche-sur-Yon street, on the west by the separative line of lots of lands 427 and 429, and on the east by parts of lots 427-1045 and 427-689.

320-0434	Irenée Jodoin, 8514 Marseille, Montréal	

Les lots 427-679, 427-680, 427-681, 427-685, 427-686 et 427-687, à distraire toutefois des lots 427-681 et 427-687 les parties expropriées et servant de rue.

Lots 427-679, 427-680, 427-681, 427-685, 427-686, and 427-687, to withdraw however of lots 427-681 and 427-687 the expropriated parts and used as a street.

220-0188	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-775-2 427-776-1-1
220-0192	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-776-1-2 427-776-2-1
220-0196	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-776-2-2 427-777-1 427-777-2-1
220-0200	Jean-Paul Girard, 3414 rue Bercy, Montréal	427-777-2-2 427-778-2-1 427-778-1
105-0189	Mme Léopold Norris, née/born Marguerite Mitchell, 8301 Châteauneuf, Anjou	427-1014
555-0137	André Ducharme, 8350 Talcy, Anjou	427-1021
280-0216	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	427-1043 429-1700
280-0220	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	427-1044 429-1699
240-0008	Guy Riendeau, 8211 Avenue du Mail, Anjou	428-128
320-1376	Sucession/Estate de feue/of late Gertrude Filiatrault, a/s Gabriel Filiatrault, 2545 des Lacasses, Auteuil, Laval.	

Une partie du lot originaire 429 contenant une superficie de 57,266 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 429, au sud par la rue Roche-sur-Yon, à l'est par la ligne séparative des terres 427 et 429, et à l'ouest par une autre partie du lot originaire 429.

A part of original lot 429 having an area of 57,266 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of Metropolitan Blvd. and by a part of original lot 429, on the south by Roche-sur-Yon street, on the east by the separative line of lots of lands 427 and 429, and on the west by an other part of original lot 429.

280-0094	Mme Rose Diane Craft, née/born Clara Kaplan, 69 Summit Crescent, Montréal	429-1375-1 429-1375-2 430-177-1 430-177-2
195-0108	Claude Simard, 5810 Jeanne Lajoie, St-Léonard	429-1534
280-0196	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1695 430-435
280-0200	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1696 430-436
280-0204	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1697 430-437
280-0208	Jean Hurtubise, 10,087 St-Laurent, Montréal	429-1698 430-438
280-0212	Roger Colas, 56 Maplewood, Outremont	429-1701
320-0622	Edmond Valiquette, 8001 de la Seine, Ville d'Anjou	

Une partie du lot originaire 430, contenant une superficie de 8,400 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée

A part of original lot 430 having an area of 8,400 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

comme suit, savoir: à l'ouest par le lot 430-121, au nord, au sud et à l'est par d'autres parties du lot originaire 430.

wit: on the west by lot 430-121, on the north, east and south by others parts of unsubdivided lot 430.

240-0288	Laurent Yelle, 7811 du Mail, Anjou	430-10
205-0029	Roger Lacoste, 7941 de la Seine, Anjou	430-68, 431-66
600-0154	Albert Gladman, 5253 Borden, Montréal	430-187
545-0084	Frank Di Staulo, 8035 Spalding, Anjou	430-245
075-0008	Michael Tsambalieros, 8002 Candes, Anjou	430-278, 431-276
340-0092	Mme Maurice Piette, née/born Fernande M. Authier, 8162 Pl. Montrichard, Anjou	430-289
105-0296	Harry Bennett, 7933 Châteauneuf, Anjou	430-396, 431-345
561-0208	Leonard Goodlin, 5831 Smart, Côte St-Luc, Montréal	430-440
561-0212	Harold Yancovich, 1115 Ridgewood Drive, Laval	430-441
205-0100	Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd., 360 St-Jacques ouest, s. 1601, Montréal 126	431-61
230-0144	Mme Rosaire Girard, née/born Louise Desforges, 7710 Avrille, Anjou	431-80
600-0250	Mme Roger Brochu, née/born Pierrette Renaud, 7903 Wilfrid Pelletier, Anjou	431-192
105-0312	Edward B. Karpman, 12 Pl. Harland, Hampstead	431-349
023-0052	Julien Hébert, 7708 Avrillé, Anjou	431-444
247-0144	Bernard Pelletier, 650 Auteuil, Duvernay, Laval	431-481
054-0032	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434-331
054-0036	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434-332
054-0040	Jean-Guy Payette, 8265 Peterborough, Anjou	434-333
105-0368	Johannes Ter Metz, 6430, 13e Avenue, Rosemont, Montréal	434-344
561-0292	Delrose Development Corp., 5287 Avenue MacMahon, Montréal	434-414
054-0164	Claude Bizzarro, 6191 Chemillé apt. 6, Anjou	

Le lot 434-417 et une partie du lot 434-418 mesurant cette dite partie 0.4 pieds de largeur en avant, et 1.2 pieds en arrière sur une longueur de 80 pieds, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord par le résidu dudit lot 434-418, au sud par le lot 439-417, à l'ouest par une partie du lot 434-389 et à l'est par la rue Bodinier.

Lot 434-417 and a part of lot 434-418 measuring this said part 0.4 foot width in the front, in a rear 1.2 feet, by 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by the residue of said lot 434-418, on the south by lot 439-417, on the west by a part of lot 434-389 and on the east by Bodinier street.

054-0168 Guy Brulé, 5726 Boul. Pie IX, Montréal

Une partie du lot 434-418 mesurant 40.6 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 434-407, au sud par le résidu dudit lot 434-418, à l'est par la rue Bodinier, et à l'ouest par une partie des lots 434-389 et 434-390.

A part of lot 434-418 measuring 40.6 feet in width by 80 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by lot 434-407, on the south by the residue of said lot 434-418, on the east by Bodinier street and on the west by parts of lots 434-389 and 434-390.

230-0228 Roger Gamache, 7660 des Vendéens, Anjou

Un emplacement composé du lot 435-151-2 et des parties de lot 435-151-1 et 435-152-1 mesurant 80.06 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur et contenant une superficie de 6,460 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue des Vendéens, au sud par des parties des lots 435-120 et 435-121, à l'ouest par une autre partie dudit lot 435-152-1 et à l'est par le lot 435-150-2.

A site composed of lot 435-151-2 and by parts of lots 435-151-1 and 435-152-1 measuring 80.06 feet in width by 80 feet in depth having an area of 6,460 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by Des Vendéens street, on the south by parts of lots 435-120 and 435-121, on the west by an other part of said lot 435-152-1 and on the east by lot 435-150-2.

325-0180 Maria Marandosa et/and Asunta et/and Antoinette Seminaro, 2009 de Bullion, Montréal.

Le lot 436-32 à distraire toutefois la partie expropriée servant de rue.

Lot 436-32 to withdraw however the expropriated part used as a street.

325-0196 Maria Marandosa, a/s Roger Dufresne, 8252 Chatillon, Anjou

Le lot 436-33 à distraire toutefois la partie expropriée servant de rue.

Lot 436-33 to withdraw however the expropriated part used as a street.

437-0057	Earl Merchant, 6422 Val d'Anjou, Anjou	437-68
437-0061	André Fareau, 6396 Val d'Anjou, Anjou	437-72
437-0066	Raymond Poirier, 6362 Val d'Anjou, Anjou	437-77
605-0007	Marie Rose Dejean, 732 rue Snediker, Ville de Brooklin, New York, USA	437-84
203-0132	Lajeunesse Construction Ltée, 7190 Radisson, Anjou	437-288
118-0168	Laurent Trottier, 189 Lakeshore, Pointe-Claire	437-325
605-0130	Claude St-Jean, 6374 des Roseraies, Anjou	438-24
204-0015	Pierre Charpentier, 6021 de l'Authion, Anjou	438-45
040-0164	Jacke et/and Hyman Beraznik, 3455 Côte des Neiges, suite 114, Montréal	439-196
288-0240	Yvan Nadon Construction Ltée, 1885 Pl. Étienne Brulé, Montréal	440-1258-21
288-0260	Mme Albert Pinet, née/born Marie J. Mireault, 6133 Galeries d'Anjou, Anjou	440-1258-26 440-1259-5
288-0108	Mme Jean Lafond, née/born Beatrice Lapointe, 6054 Galeries d'Anjou, Anjou	440-1260-3 440-1261-3
224-0082	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal	440-1277-1

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable
177-0156	Entreprises Lafleur 1961 Ltée, 1010 Ste-Catherine O. ch. 300, Montréal	440-1327 442-40
233-0004	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-5
233-0005	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-6
233-0006	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-7
233-0007	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-8
233-0008	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-9
233-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-10
233-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-11
233-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-12
233-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-13
233-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-14
233-0014	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-15
233-0015	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-16
233-0016	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-17
233-0017	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-18
233-0018	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-19
233-0019	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-20
233-0020	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-21
233-0021	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-22
233-0022	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-23
233-0023	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-24
233-0024	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-25
233-0025	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-26
233-0026	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-38
233-0027	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-39
233-0028	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-40
233-0029	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-41
233-0030	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-42
233-0031	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-43
233-0032	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-44
233-0033	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-45
233-0034	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-46
233-0035	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-47
233-0036	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-48
233-0037	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-49
233-0038	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-50
233-0039	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-51
233-0040	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-52
233-0041	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-53
233-0042	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-54
233-0043	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-55
224-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-74
224-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-75
224-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-76
224-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-77
224-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall ,suite 603, Montréal 128	441-78
224-0024	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-79
224-0025	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montreal 128	441-80
224-0026	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-81
234-0002	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-86
234-0003	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-87
234-0004	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-88
234-0005	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-89
234-0006	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-90
234-0007	The Royal Trust Co., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montreal 128	441-91
234-0008	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-92
234-0009	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-93
234-0010	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-94
234-0011	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-95
234-0012	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-96
234-0013	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-97
224-0029	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-98
224-0030	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-99
224-0031	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-100
224-0032	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-101
224-0033	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-102
224-0034	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-103
224-0035	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-104
224-0036	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-105
224-0037	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-106
224-0038	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128	441-107

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
224-0039	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.	441-108
224-0040	Trust Royal a/s Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.	441-109
224-0041	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-110
224-0042	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-111
224-0043	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-112
224-0044	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-113
224-0045	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-114
224-0046	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-115
224-0047	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-116
224-0048	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-117
224-0049	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-118
224-0050	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-119
224-0051	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-120
224-0052	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-121
224-0124	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-122
441-0003	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-130
441-0004	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-131
441-0005	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-132
441-0006	Labrador Acceptance Corp., 1010 Beaver Hall, suite 603, Montréal 128.....	441-133
445-0013	Grosvenor Estates Corp. a/s M. Rand, 1989 Jean Talon est, Montréal.....	

Une partie du lot originaire 445 contenant une superficie de 58,729 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au sud par le boul. Métropolitain, au nord et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 445, et à l'est par des parties des lots originaires 455 et 456.

A part of original lot 445 having an area of 58,729 square feet, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the south by Metropolitan Blvd., on the north and west by other parts of original lot 445, and on the east by parts of originals lots 455 and 456.

445-0036 Quercy Construction Corp., et/and Immeubles Reno Inc., Immeubles Versailles Inc., Development Versailles Inc., 7711 Curé Clermont, Anjou.

Une partie du lot originaire 445 contenant une superficie de 54,137 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: à l'ouest et au sud-ouest par le Chemin de la Savane, au nord et à l'est par d'autres parties dudit lot originaire 445.

A part of original lot 445 having an area of 54,137 square feet, English measure and more or less and bounded as follows to wit: on the west and southwest by Chemin de la Savane, on the north and east by other parts of said original lot 445.

102-0044	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-20
102-0048	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-21
102-0052	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-22
102-0056	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-23
102-0060	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-24
033-0244	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	445-39
448-0060	Jacques Auger, 9476, 64e ave, Riv. des Prairies, Mtl.....	

Un emplacement composé du lot 448-359 et une partie du lot 448-360, et également une partie du lot originaire 448, contenant une superficie de 8,773 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit savoir: au nord par une partie du lot originaire 448, appartenant au C.N.R. à l'ouest par la ligne limitrophe des Villes de Montréal-Nord et d'Anjou, au sud par le boul. Henri-Bourassa, à l'est par le résidu dudit lot 448-360.

A site composed of lot 448-359 and a part of lot 448-360 and a part of original lot 448 having an area of 8,773 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 448 belonging to the C.N.R. company, on the west by the borderland line of the Cities of Montreal-North and Anjou, on the south by Henri Bourassa Blvd., and on the east by the residue of said lot 448-360.

448-0080 Baruch Dienstag et/and Mechel Beck, Morris Feinstein, Henry Steckler, 10829, 67e ave, Forest Hill, NY, USA.

Une partie du lot originaire 448, de forme triangulaire, contenant une superficie de 558,537 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot originaire 448, à l'ouest par la ligne limitative des terres 447 et 448, et à l'est par des parties des lots originaires 449 et 450.

A part of original lot 448 of triangular shape, having an area of 558,537 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 448, on the west by the limitative line of lots of lands 447 and 448, and on the east by parts of originals lots 449 and 450.

448-0048	Nicola Mossa, 11,774 Matte, Montréal-Nord.....	448-363 448-364

452-0016 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Grekin Carl, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abrams Abraham, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 452 contenant une superficie de 357,638 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au sud par une partie du lot originaire 445, au nord par une partie du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A part of original lot 452 having an area of 357,638 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the south by a part of original lot 445, on the north by an other part of original lot 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots lands 452 and 453.

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable

452–0020 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 452, contenant une superficie de 20,970 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri-Bourassa, au sud par une autre partie dudit lot 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A site composed of part of original lot 452, having an area of 20,970 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa Blvd., on the south by a part of said lot 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

452–0024 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 452 contenant une superficie de 54,116 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitative des terres 451 et 452, à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A site composed of part of original lot 452, having an area of 54,116 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lots 452, on the west by the limitative line of lots of lands 451 and 452, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

452–0028 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 452, contenant une superficie de 9,275 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 452, à l'ouest par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou, et à l'est par la ligne limitative des terres 452 et 453.

A part of original lot 452 having an area of 9.275 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 452, on the west by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou, and on the east by the limitative line of lots of lands 452 and 453.

453–0020 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 453, contenant une superficie de 605,054 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par d'autres parties du lot originaire 453, au sud par des parties des lots originaires 445, et 454, à l'ouest par la ligne limitative des terres 452 et 453, à l'est par une partie du lot 473-3, et par des parties de lots originaires 472, 471, 468, 467, 466, 463, 462, 461, 460 et 454.

A part of original lot 453 having an area of 605,054 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 453, on the south by parts of original lots 445 and 454, on the west by the limitative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by a part of lot 473-3, and parts of original lots 472, 471, 468, 467, 466, 463, 462, 461, 460 and 454.

453–0024 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé des parties de lots originaires 453 contenant une superficie de 28,532 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties du lot originaire 453, à l'ouest par la ligne limitative des terres 452 et 453, et à l'est par le lot 473-1.

A site composed of parts of original lots 453, having an area of 28,532 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of said original lot 453, on the west by the limitative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by lot 473-1.

453–0028 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Un emplacement composé des parties de lot originaire 453, contenant une superficie de 96,390 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 453, à l'ouest par la ligne séparative des terres 452 et 453, à l'est par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou.

A site composed of parts of original lot 453, having an area of 96,390 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 453, on the west by the separative line of lots of lands 452 and 453, on the east by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou.

453–0032 Underwear Mills Ltd. et/and Perma Investment Corp., Barbri Realties Corp., Carl Grekin, Joseph Kramer, Hyman Filler, Abraham Abrams, Natham Messer, Larry Walfish, Peter Wolkove, Ben Kantor, Louis Goldberg, 9200 St-Laurent, Montréal.

Une partie du lot originaire 453, de forme irrégulière, contenant une superficie de 24,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord et au sud par d'autres parties dudit lot originaire 453, à l'ouest par la ligne séparative des terres 452 et 453, et à l'est par la ligne limitrophe des villes de Montréal et d'Anjou.

A part of original lot 453 of irregular shape, having an area of 24,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and south by other parts of original lot 453, on the west by the separative line of lots of lands 452 and 453, and on the east by the borderland of the Cities of Montreal and Anjou.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

455-0001 Stanley Borddicki, a/s Crosstown Realty, 1245 Sherbrooke west, Montréal.....

Une partie du lot originaire 455 contenant une superficie de 49,035 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie du lot originaire 455, au sud par des parties du lot originaire 456, à l'ouest par la ligne séparative des terres 445 et 455, et à l'est par des parties de lot originaire 459 et 457.

A part of original lot 455 having an area of 49,035 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 455, on the south by parts of original lot 456, on the west by the separative line of lots of lands 445 and 455, and on the east by parts of original lots 459 and 457.

275-0256 L & A Construction Inc., 8157 Viau, Montréal..... 455-31
300-0994 Quercy Construction Corp., 7711 Curé Clermont, Anjou.....

Une partie du lot originaire 456 contenant une superficie de 8,997 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 455, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la ligne séparative des terres 445 et 456, et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 456.

A part of original lot 456 having an area of 8,997 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 455, on the south by Metropolitan blvd., on the west by the separative line of lots of lands 445 and 456, and on the east by another part of original lot 456.

129-0160 Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....

Un emplacement composé des parties de lot 459-14 et 461-9 mesurant 21 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 459-15 et 461-10, au sud par les résidus desdits lots 459-14 et 461-9, à l'ouest par une partie du lot 459-25, et à l'est par la rue Montesquieu. (mesure anglaise).

A site composed of parts of lot 459-14 and 461-9 measuring 21 feet in width by 80 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 459-15 and 461-10, on the south by the residue of said lots 459-14 and 461-9, on the west by part of lot 459-25 and on the east by Montesquieu street.

129-0164	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-15 461-10
129-0168	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-16 461-11
129-0172	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-17 461-12
129-0176	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-18 461-13
129-0180	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-19 461-14
129-0184	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-20 461-15
102-0104	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-24
102-0108	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-25
102-0112	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-26
102-0116	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-27
102-0120	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-28
102-0124	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-29
129-0252	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	459-39 461-23
048-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	459-41
048-0044	Stanislaw Hojda et/and Sam Kleiner, 180 Finchley, Hampstead.....	

Les lots 459-42, 459-43 et 461-24 à distraire toutefois du lot 459-42 la partie servant de rue.

Lots 459-42, 459-43 and 461-24 to withdraw however of lot 459-42 the part used as a street.

033-0204 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 459-47 461-28
460-0001 Mme Gabrielle Defoy Deschamps et/and Pierre, Yolande, Jacques Deschamps, 7020 Guy, Anjou.

Un emplacement composé d'une partie du lot originaire 460, contenant une superficie de 308,986 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Lamarche, au sud par la rue Grandet, à l'ouest par une autre partie du lot originaire 460, et à l'est par la ligne séparative des terres 460 et 461.

A site composed of part of original lot 460, having an area of 308,986 square feet, English mesure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Lamarche street, on the south by Grandet street, on the west by an other part of original lot 460, and on the east by the separative line of lots of lands 460 and 461.

033-0212 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 461-26 462-56
033-0208 Mieczyslaw Staniszewski et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal. 461-27
129-0008 East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Un emplacement composé des parties de lots 462-8 et 463-32 mesurant 29 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 462-9 et 463-33, au sud par le lot 462-53 et

A site composed of parts of lots 462-8 and 463-32 measuring 29 feet in width by 80 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 462-9 and 463-33, on the south by lot 462-53 and a part of lot

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
une partie du lot 463-99, à l'ouest par la rue Montesquieu, et à l'est par une partie du lot 463-101.	463-99, on the west by Montesquieu street and on the east by a part of lot 463-101.	
129-0012	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-9 463-33
129-0016	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-10 463-34
129-0020	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-11 463-35
129-0024	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-12 463-36
129-0028	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-13 463-37
129-0032	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-14 463-38
129-0036	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-15 463-39
129-0040	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-16 463-40
129-0044	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-17 463-41
129-0048	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-18 463-42
129-0052	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-19 463-43
129-0056	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-20 463-44
129-0060	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-21 463-45
129-0064	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-22 463-46
129-0068	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-23 463-47
129-0072	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-24 463-48
129-0076	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-25 463-49
129-0080	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-26 463-50
129-0084	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-27 463-51
129-0088	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-28 463-52
129-0092	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	462-29 463-53
033-0216	Staniszewski Mieczyskaw et/and Charto Myer, Sam Freidman, 4850 Côte des Neiges, apt. 607, Montréal.	462-55
467-0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	
Une partie du lot originaire 467, de figure irrégulière, contenant une superficie de 242,907 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue, à l'ouest par la ligne séparative des terres 466 et 467, et à l'est par la ligne séparative des terres 467 et 468.	A part of original lot 467 of irregular shape, having an area of 242,907 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit; on the north by a part of original lot 453, on the south by a street, on the west by the separative line of lots of lands 466 and 467, and on the east by the separative line of lots of lands 467 and 468.	
468-0004	East End Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	
Une partie du lot originaire 468, de figure irrégulière, contenant une superficie de 346,231 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par une rue, à l'ouest par la ligne séparative des terres 467 et 468, et à l'est par la ligne séparative des terres 468 et 471.	A part of original lot 468 of irregular shape, having an area of 346,231 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by a street, on the west by the separative line of lots of land 467 and 468, and on the east by the separative line of lots of lands 468 and 471.	
176-0028	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....	
Un emplacement composé des parties de lots originaires 471 et 472, contenant une superficie de 134,463 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par une rue, au sud par les lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 et 472-7, à l'ouest par la rue d'Allonnes (471-74) et à l'est par la ligne séparative des terres 472 et 473.	A site composed of parts of original lots 471 and 472, having an area of 134,463 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by a street, on the south by lots 471-65, 471-66, 472-5, 472-6 and 472-7, on the west by d'Allonnes street (471-74) and on the east by the separative line of lots of lands 472 and 473.	

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

471-0039 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 471, contenant une superficie de 407,269 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: on nord par une partie du lot originaire 453, au sud par la rue de l'Alsace, à l'ouest par la ligne séparative des terres 468 et 471, et à l'est par la ligne séparative des terres 471 et 472.

A part of original lot 471 having an area of 407,269 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by d'Alsace street, on the west by the separative line of lots of lands 468 and 471, and on the east by the separative line of lots of lands 471 and 472.

471-0040 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 471 contenant une superficie de 31,319 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 471-69, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la rue Champchevrier, et à l'est par une partie du lot 473-4.

A part of original lot 471 having an area of 31, 319 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 471-69, on the south by Metropolitan blvd., on the west by Champchevrier street, and on the east by a part of lot 473-4.

471-0018 Gérard Gauthier, 8581 d'Allonnes, Anjou..... 471-46
472-0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 472 contenant une superficie de 433,404 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 453, au sud par la rue de l'Alsace, à l'ouest par la ligne séparative des terres 471 et 472, et à l'est par la ligne séparative des terres 472 et 473.

A part of original lot 472 having an area of 433,404 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 453, on the south by l'Alsace street, on the west by the separative line of lots of lands 471 and 472, and on the east by the separative line of lots of land 472 and 473.

472-0005 Giovani et/and Domenico Moscato, Antonio Bentevegna, Mario Iracani, 6971 Champvrier, Anjou.

Les lots 472-7, 472-6 et une partie du lot 472-5, mesurant cette dite partie 15.9 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot originaire 472, au sud par la rue Fontevrault, à l'ouest par le résidu dudit lot 472-5 et à l'est par le lot 472-6.

Lots 472-7, 472-6 and a part of lot 472-5 measuring this said part 15.9 feet in width, by 90 feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of original lot 472, on the south by Fontevrault street, on the west by the residue of said lot 472-5 and on the east by lot 472-6.

300-1124 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 473, de forme irrégulière, contenant une superficie de 74,530 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par les lots 473-12, 473-13, 473-14, 473-15, 473-16, 473-17-1, 473-17-2, au sud par le boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 473, à l'ouest par une autre partie du lot originaire 473 et à l'est par des parties des lots originaires 475, 474 et 473.

A part of original lot 473 of irregular shape, having an area of 74,530 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 473-12, 473-13, 473-14, 473-15, 473-16, 473-17-1 and 473-17-2, on the south by Metropolitan blvd. and a part of original lot 473, on the west by an other part of original lot 473 and on the east by parts of original lots 475, 474 and 473.

473-0004 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal.....

Une partie du lot originaire 473 contenant une superficie de 517,192 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 473-3, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot originaire 473, et à l'est par la ligne séparative des terres 473 et 475.

A part of original lot 473 having an area of 517,192 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 473-3, on the south and west by other parts of original lot 473, and on the east by the separative line of lots of lands 473 and 475.

185-0108 Albert Charlebois, 7343 de Belfroy, Anjou.....

Le lot 473-189 et une partie du lot 473-4, contenant cettedite partie 451 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'ouest par des parties du lot 473-4, à l'est et au sud-est par le lot 473-189.

Lot 473-189 and a part of lot 473-4, having this said part 451 square feet English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and west by parts of lot 473-4, on the east and southeast by lot 473-189.

090-0020	Paul André Mathieu, 7380 Champchevrier, Anjou.....	473-27
090-0060	Mme Jeannine Vallée Boivin, 7293 Champchevrier, Anjou.....	473-37
575-0036	Mme Neerhea Lemaire Feller, 6343 Marquette #5, Montréal.....	473-76
473-0084	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-125
473-0088	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-126
473-0092	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-127
473-0096	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-128
473-0100	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-129
473-0104	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	473-130

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable
473-0108	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-131
473-0112	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-132
473-0116	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-133
473-0120	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-134
473-0124	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-135
473-0128	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-136
473-0132	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-137
473-0136	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-138
473-0140	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-139
473-0144	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-140
473-0148	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-141
473-0152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-142
473-0156	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-143
473-0160	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-144
473-0145	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-145
473-0168	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	473-146
186-0008	Mme Marguerite Cadorette Dumas, 9051 de Bretagne, Anjou	473-171 475-230
300-1152	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal	

Un emplacement de forme irrégulière composé des parties de lots originaires 474 et 475, contenant une superficie de 60,652 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 475-15, 475-14, 475-13, 475-12, 475-10, au sud par le boul. Métropolitain et par d'autres parties desdits lots originaires 475 et 474, à l'ouest par des parties des lots originaires 475 et 473, et à l'est par la rue Haut d'Anjou.

A site, of irregular shape composed of parts of lots 474 and 475, having an area of 60,652 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 475-15, 475-14, 475-13, 475-12 and 475-10, on the south by Metropolitan blvd. and by other parts of original lots 475 and 474, on the west by parts of original lots 475 and 473, and on the east by Haut d'Anjou street.

475-0008 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317, Montréal

Une partie du lot originaire 475 de figure irrégulière, contenant une superficie de 692,677 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 475-3 et par d'autres parties du lot originaire 475, au sud par une autre partie du lot originaire 475, à l'ouest par la ligne séparative des terres 473 et 475 et par une partie du lot 475-3, à l'est par la ligne séparative des terres 475 et 477, et une autre partie du lot originaire 475.

A part of original lot 475 of irregular shape, having an area of 692,677 square feet, English measure and more or less, and bounded as follows, to wit: on the north by lot 475-3, and by other parts of original lot 475, on the south by an other part of original lot 475, on the west by the separative line of lots of lands 473 and 475, and by a part of lot 475-3, on the east by the separative line of lots of lands 475 and 477 and an other part of original lot 475.

210-0012	Albert Charlebois, 7343 de Bellefroy, Anjou	475-20
210-0016	Albert Charlebois, 7343 de Belfroy, Anjou	475-21
090-0112	Pierre Lebeau, 7431 Champchevrier, Anjou	475-29
475-0140	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-112
475-0144	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-113
475-0148	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-114
475-0152	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	475-115
577-0040	Mme Jacqueline Latour Voyer, 7383 Pl. Vernantes, Anjou	475-184
577-0088	Mme Huguette Nadeau Rozon, 1867 Pl. Beauchesne, Montréal	475-199
211-0004	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-203
211-0008	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-204
211-0012	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-205
211-0016	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-206
211-0034	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-210
211-0038	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-211
211-0040	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-212
211-0044	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-213
211-0048	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-214
211-0056	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-217
211-0060	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-218
211-0072	Mme Maria Revizant Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-221
211-0076	Petro Klymchuk, 3195 Lacordaire, Montréal	475-222
211-0080	Sylvia Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-223
211-0088	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St- Léonard	475-225
211-0092	Petro Kinach, 6136 Pl. Lacombe, St-Léonard	475-226
475-0384	Joe Mestroni, 6280 rue Noyelles app. 3, St-Léonard 458	475-246
210-0060	Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317 Montréal	

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 13,309 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée

A part of original lot 477 having an area of 13,309 square feet, English measure and more or less and bounded as follows,

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

comme suit, savoir: au nord par le lot 477-120, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la rue Haut-d'Anjou, et à l'est par une autre partie du lot originaire 477.

to wit: on the north by lot 477-120, on the south by Metropolitan blvd., on the west by Haut d'Anjou street, and on the east by an other part of original lot 477.

477–0092 Larissa Development Corp., 1 Place Ville Marie, suite 3317 Montréal.....

Une partie du lot originaire 477 contenant une superficie de 217,423 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord, au sud et à l'est par d'autres parties dudit lot originaire 477, et à l'ouest par la ligne séparative des terres 475 et 477. La borne sud de la partie mise en vente est située à une distance de 1,929 pieds de la ligne arrière du lot 477-78.

A part of original lot 477 having an area of 217,423 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, south and east by other parts of original lot 477, and on the west by the separative line of lots of lands 475 and 477. The southern border of this piece of land is located from 1,929 feet of the rear of the lot 477-78.

477–0264	Mme Concetta Piccolo DiPierro, 9063, de Louresse, Anjou.....	477–73
210–0116	Norbert Aubin, et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–88
210–0120	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–89
210–0124	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–90
210–0128	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–92
210–0136	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–94
210–0137	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–95
210–0140	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–96
210–0144	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–97
210–0148	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–98
210–0152	Norbert Aubin et/and Gaudiose Hamelin, J. René Douville, Guy Aubin, 590 Epernay, Laval.	477–99
237–0008	Euzebio Charrua, 4100 St-Hubert, Montréal.....	477–116
237–0020	Mme Vve Emil Freidman, née/born Rose Baum, 3951 Ave Kent, Montréal.....	477–119
237–0024	Mme Vve Emil Freidman, née/born Rose Baum, 3951 Ave Kent, Montréal.....	477–120
275–0240	Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....	

Une partie du lot originaire 483, contenant une superficie de 7,778 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par la rue Jarry, au sud par le lot 483-12, à l'ouest par une autre partie dudit lot 483, à l'est par le lot 484-29.

A part of original lot 483, having an area of 7,778 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Jarry street, on the south by lot 483-12, on the west by an other part of said lot 483, and on the east by lot 484-29.

483–0001 Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....

Une partie du lot originaire 483, de forme irrégulière contenant une superficie de 247,742 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 483-12, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par la ligne séparative des terres 483 et 482, à l'est par les lots 484-32 et 484-26, à distraire toutefois de ces tenants et aboutissants une partie du lot originaire 483, mesurant 100.1 pieds le long du boul. Métropolitain, 110 pieds sur le côté est, 100 pieds au nord, 108.1 pieds à l'ouest; cettedite partie à distraire est située à 143.7 pieds de la ligne ouest du lot 484-26.

A part of original lot 483 of irregular shape, having an area of 247,742 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 483-12, on the south by Metropolitan blvd., on the west by the separative line of lots of lands 483 and 482, on the east by the lots 484-32 and 484-26, to withdraw however of these boundaries and abuttals a part of original lot 483, measuring 100.1 feet along Metropolitan blvd., 110 feet on the east side, 100 feet on the north, 108.1 feet on the west; this said part to withdraw is located at 143.7 feet of the west-line of lot 484-26.

483–0008 Morris Feinstein, 4018 Ste-Catherine O., ch. 103 Montréal.....

Une partie du lot originaire 483 contenant une superficie de 823,539 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une autre partie dudit lot originaire 483, au sud par les lots 483-6 et 483-9, à l'ouest par la ligne séparative des terres 482 et 483, à l'est par une partie du lot 484-4.

A part of original lot 483 having an area of 823,539 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by an other part of original lot 483, on the south by lots 483-6 and 483-9, on the west by the separative line of lots of lands 483 and 482, on the east by a part of lot 484-4.

483–0013	Claude L. Mercure Syndic, 800 Place Victoria, Montréal.....	483–2
484–0001	Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal.....	

Un emplacement composé des parties des lots originaires 484 et 485, contenant une superficie de 82,080 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Larrey, (484-21) et (485-40), au sud par les lots 484-33 et 485-48, à l'ouest par une partie du lot 484-4, et à l'est par la rue Secant.

A site composed of parts of lots 484 and 485, having an area of 82,080 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Larrey street, (484-21) and (485-40) on the south by lot 484-33 and 485-48, on the west by a part of lot 484-4, and on the east by Secant street.

Folios	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable

485-0034 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal

Un emplacement composé des parties de lots originaires 485 et 486, contenant une superficie de 132,300 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Pl. Thomas R. McLagan, à l'ouest par la rue Sécant, à l'est par le boul. Parkway, au sud par le lot 486-31, et par d'autres parties desdits lots originaires 485 et 486.

A site composed of parts of original lots 485 and 486, having an area of 132,300 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Place Thomas R. McLagan, on the west by Secant street, on the east by Parkway blvd., and on the south by lot 486-31 and by other parts of original lots 485 and 486.

486-0001 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal

Un emplacement composé des parties de lots originaires 485 et 486, de forme irrégulière contenant une superficie de 212,381 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins,, et borné comme suit, savoir: au nord par la rue Alfred, et par le lot 486-46, à l'ouest par le rue de l'Industrie, au sud par le Boul. Métropolitain et par une partie du lot originaire 486, et par le lot 486-42, à l'est par le boul. Parkway, par le lot 486-46 et par une partie du lot originaire 486.

A site composed of parts of original lots 485 and 486, of irregular shape having an area of 212,381 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Alfred street, and by lot 486-46, on the west by Industrie street, on the south by Metropolitan blvd., by a part of original lot 486, and by lot 486-42, on the east by Parkway blvd. by lot 486-46 and by a part of original lot 486.

484-0005 Ariel Realties Inc., 8680, 10th Ave, Ville St-Michel

Une partie du lot originaire 484, contenant une superficie de 36,185 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord et à l'est par une autre partie dudit lot originaire 484, à l'ouest par la rue Edison, et au sud par le boul. Métropolitain.

A part of original lot 484, having an area of 36,185 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north and east by an other part of original lot 484, on the west by Edison street, and on the south by Metropolitan blvd.

484-0008 Parkway Investment Corp., 6999 Côte des Neiges, Montréal

Un emplacement composé des parties de lots originaires 484 et 485, contenant une superficie de 170,592 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par les lots 484-35 et 485-51, au sud par le boul. Métropolitain, à l'ouest par une partie du lot 484-47 et une partie du lot originaire 484, à l'est par la rue de l'Industrie.

A site composed of parts of original lots 484 and 485 having an area of 170,592 square feet, English measure an more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lots 484-35 and 485-51, on the south by Metropolitan blvd., on the west by a part of lot 484-47 and a part of original lot 484, and on the east by Industrie street,

355-0100	T. F. L. Realty Co., 11,000 Boul. Parkway, Anjou	485-30, 486-30
355-0140	Gordon G. et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord	487-10
488-0024	Marissa Industrial Sites, a/s Concordia Realties, M. Arnold Isseman, Place Bonaventure, Montréal.	488-6
610-0017	Gordon G et/and Norman Sestock, 10,329 Boul. St-Michel, Montréal-Nord	488-13
390-0036	John B. Brazil in Trust, a/s Bellaire Chesterfield, 400 Port Royal West, Montréal	489-9-2, 489-10
390-0306	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount	

Une partie du lot originaire 490, de forme irrégulière, contenant une superficie de 108,397 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une rue 490-46, au sud par le boul. Métropolitain, et par une partie du lot 490-2, à l'ouest par le boul. Ray Lawson, et à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491, et par une partie du lot 490-2.

A part of original lot 490 of irregular shape, having an area of 108,397 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 490-46, on the south by Metropolitan blvd., and by a part of lot 490-2, on the west by Ray Lawson blvd., on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491, and by a part of lot 490-2.

390-0310 Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount

Une partie du lot originaire 490, contenant une superficie de 100,045 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une rue 490-44, au sud par une rue 490-46, à l'ouest par le boul. Ray Lawson, et à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491.

A part of original lot 490, having an area of 100,045 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a street 490-44, on the south by a street 490-46, on the west by Ray Lawson blvd. and on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491.

490-0008 Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount

Un emplacement composé des parties de lot originaire 490, contenant une superficie de 18,714 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri Bourassa, au sud par une autre partie dudit lot originaire 490, à l'est par la ligne séparative des terres 490 et 491, et à l'ouest par des parties des lots originaires 489 et 490.

A site composed of parts of original lot 490, having an area of 18,714 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa blvd., on the south by an other part of said original lot 490, and on the east by the separative line of lots of lands 490 and 491, and on the west by other parts of original lots 489 and 490.

150-0049	Giovanni Mustillo et/and Domenico Morrone, Domenico Ferrara, 8700 Crescent 5, Anjou.	490-27-1-1
390-0222	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount	490-43
390-0294	Nashton Investment Ltd., P.O. Box 581, Montréal 248	490-45
491-0004	Anjou Industrial Development, 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount	

Un emplacement composé des parties de lot originaire 491, contenant une superficie de 11,855 pieds carrés, mesure angliase

A site composed of parts of original lot 491, having an area of 11,855 square feet, English measure and more or less

Folios	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immovable

et plus ou moins, et borné comme suit, savoir: au nord par le boul. Henri Bourassa, au sud par une partie du lot originaire 491, à l'ouest par des parties de lot originaire 490, à l'est par les lots 491-44 et 491-43.

and bounded as follows, to wit: on the north by Henri Bourassa blvd., on the south by a part of original lot 491, on the west by parts of original lot 490, and on the east by lots 491-44 and 491-43.

491-0040 Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Une partie du lot originaire 491 de forme irrégulière, contenant une superficie de 245,688 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par une partie du lot 491-39, au sud par le boul. Métropolitain et par une partie du lot 491-1, à l'ouest par les lots 491-40, 491-45 (rue) une partie du lot 491-1 et par une partie du lot originaire 490, à l'est par la ligne séparative des terres 491 et 492.

A part of original lot 491 of irregular shape, having an area of 245,688 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 491-39, on the south by Metropolitan blvd. and by a part of lot 491-1, on the west by lots 491-40, 491-45 (street) by a part of lot 491-1 and by a part of original lot 490, and on the east by the separative line of lots of lands 491 and 492.

491-0044 Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....

Une partie du lot originaire 491, contenant une superficie de 37,772 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord par le lot 491-41 (rue) au sud et à l'est par le lot 491-45 (rue) et à l'ouest par la ligne séparative des terres 490 et 491.

A part of original lot 491 having an area of 37,772 square feet, English measure and more or less and bounded as follows, to wit: on the north by lot 491-41 (street) on the south and east by lot 491-45 (street) and on the west by the separative line of lots of lands 490 and 491.

491-0032	Anjou Industrial Park Ltd., 4141 Sherbrooke ouest, suite 250 Westmount.....	491-40
414-0116	Sharand Construction Ltée, a/s Mrs. Foy, P.O. Box 425 Snowdon St., Montréal.....	414-261
295-0782	La Compagnie Royal Trust, 630 ouest Dorchester, Montréal.....	419-401
186-0016	M. et/and Mme René Desrochers, 9071 de Bretagne, Ville d'Anjou.....	473-173, 475-234

En foi de quoi, j'ai signé ce présent document, ce 17e jour de mai 1972.

Le greffier,

46092-22-2-o LÉONCE MALTAIS, O.M.A.

In testimony whereof, I have signed this present document, this 17th day of May, 1972.

LÉONCE MALTAIS, O.M.A.,

46092-22-2-o *City-Clerk.*

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 145, nord rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the TWENTIETH day of JUNE 1972, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Lavoie, Alphonse II et *al*.....	Pt. 846....		Est
	Pt. 845		
Lavoie, Alphonse II et *al*.....	Pt. 844....		Est
Lavoie, Alphonse II et *al*.....	Pt. 844....		Est
	Pt. 843		
Dion, Denise Mlle et *al*.....	815....		Est
Gagné, Louis Inc.....	798....		Est
Gervais, Jean René Mme.....	Pt. 899....163		Est
Marcoux, Eugène.....	899....159...2.....		Est
	899....159...1.....		Est
Marcoux, Eugène.....	899....159...3.....		Est
Marcoux, Eugène.....	899....159...4.....		Est
Marcoux, Eugène.....	899....159...5.....		Est
Marcoux, Eugène.....	899....159...6.....		Est

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Gopar Inc			
Cartier, Jean-Pierre			
Cartier, Jacques	743....2.....		Est
	744....2.....		Est
Tanguay, Clermont	899....85....		Est
Beauchesne, Renaud	899....44....		Est
Plamondon, Francis	899....157...19.....		Est
Guertin, Joseph	899....157...18.....		Est
Lajeunesse, Réal	Pt. 899....157...105.....		Est
Lajeunesse, Réal	Pt. 899....157...105.....		Est
Dugré, Roger Mme	899....157...111.....		Est
Jolin, André	899....157...80.....		Est
Duhamel, Roger			
Cyr, André	899....157...70-1....		Est
Veilleux, Yvon	899....157...82.....		Est
Bouliane, Bernard	899....157...3.....		Est
	899....157...2.....		Est
Plamondon, Francis	730....175...		Est
	Pt. 730....176...		Est
Marcil, Lucien	730....61....		Est
Verland Ltd	730....382...		Est
Morin, Jean	730....296...		Est
Collins, J. Charles	22 B...158...	Rg 6.....	Ascot
	21 H..4.....	Rg 6.....	Ascot
Le Journal de Drummondville Inc	21 H..18....	Rg 6.....	Ascot
Petit, Laurent	22 A...50....	Rg 7.....	Ascot
Benny, Georges J	22 F...36....	Rg 6.....	Ascot
Benny, Georges J	22 F...37....	Rg 6.....	Ascot
Gendron, Normand R	22 G...65....	Rg 6.....	Ascot
Godbout, Maurice	22 G...77....	Rg 6.....	Ascot
Lemay, Michel	22 F...130...	Rg 6.....	Ascot
	22 F...131...	Rg 6.....	Ascot
Trudeau, Louise	22 F...105...	Rg 6.....	Ascot
Rouleau, Alphonse	22 F...83....	Rg 6.....	Ascot
Desjardins, Roland	Pt. 22 B...	Rg 7.....	Ascot
	22 B...2.....	Rg 7.....	Ascot
Racicot, André	22 B...161...	Rg 7.....	Ascot
Desjardins, Roland	Pt. 22 B...	Rg 7.....	Ascot
Paris, Roland	22 B...155...	Rg 7.....	Ascot
Paris, Roland	22 B...154...	Rg 7.....	Ascot
Paris, Roland	22 B...153...	Rg 7.....	Ascot
Congregation Agudat L. Achim	22 D..22 C..22 B 159.	Rg 7.....	Ascot
Dumoulin, François	22 B...130...	Rg 7.....	Ascot
	22 B...131...	Rg 7.....	Ascot
Dumoulin, Normand	22 B...136...	Rg 7.....	Ascot
	Pt. 22 B...135...	Rg 7.....	Ascot
Matton, Gabriel	22 J...2.....	Rg 7.....	Ascot
Nadeau, Venant	Pt. 425....2.....		Est
	Pt. 425....1.....		Est
Parenteau, Fernand	10 A...		Est
	Pt. 9 A....		Est
Jacques, Jean Denis et *al*	733....34....		Est
Le Directeur des Terres Destinées aux Anciens Combattants Boulanger Roland.	733....46....		Est
Investissements Den-Mor Ltée	733....105...		Est
Lavoie, Robert	729....124...		Est
Investissements Den-Mor Ltée	729....127...		Est
Boulanger, Henri-Paul	729....164...		Est
Lord, Jean-Guy	20 B...55....	Rg 6.....	Ascot
Paquet, Gérard	727....63....	•	Est
Verville, Gaston	726....96....		Est
	727....187...		Est
Barolet, Lévis	729....142...		Est
Nadeau, Venant	463....1.....		Est
	462....1.....		Est
Coulombe, Albert	421....		Est
Nadeau, Venant	300....		Est
Barrière, Léo	710....107...		Est
Hudon, Marc	710....163...		Est
Les produits de Ciment de Windsor Inc	710....198...		Est
	710....199...		Est
	710....200...		Est
	710....201...		Est
	710....202...		Est

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Les produits de Ciment de Windsor Inc	710....204...		Est
	710....205...		Est
	710....206...		Est
	710....207...		Est
	710....208...		Est
	710....209...		Est
	710....210...		Est
	710....211...		Est
Steinberg, Hyman	710....293...		Est
	710....294...		Est
Lacroix, Léonard	710....350...		Est
Potvin, Mathias Mme	19 B...56....	Rg 6.....	Ascot
Grenon, Lucien Mme	19 B...8.....2.....	Rg 6.....	Ascot
	19 B...87.....	Rg 6.....	Ascot
Massé, Gilles	19 B...86....	Rg 6.....	Ascot
Roy, Réal	19 B...22....	Rg 6.....	Ascot
Le Directeur des Terres Destinées Aux Anciens Combattants Fauteux, Philippe.	19 C...3.....	Rg 6.....	Ascot
Bonneville, Claude	19 A...43....	Rg 6.....	Ascot
	19 A...42....1.....	Rg 6.....	Ascot
Boudreau, Marcel	18 A...282...	Rg 6.....	Ascot
Martel, Pierre	18 A...46....1.....	Rg 6.....	Ascot
	18 A...45....1.....	Rg 6.....	Ascot
Poulin, Dominique	18 A...51....	Rg 6.....	Ascot
Ouimet, Adrien	8.....39....		Est
Les Immeubles Des Cantons de L'Est Compagnie Limitée	Pt. 8.....65....		Est
Les Immeubles Des Cantons de L'Est Compagnie Limitée	8.....64....1.....		Est
Collard, Jean	7.....39..		Est
Tinker, Réal	7.....22....		Est
Couture, Conrad	5.....219...		Est
	5.....220...1.....		Est
Couture, Conrad	5.....227...		Est
Couture, Conrad	5.....226...		Est
Couture, Conrad	5.....222...		Est
Couture, Conrad	5.....225...		Est
Desmarais, Laurian	5.....218...		Est
Palardy Josaphat	4.....205...		Est
Deacon, Antoine	16 D..127...	Rg 6.....	Ascot
Nadeau, Yvette Mme	16 D..145...	Rg 6.....	Est
Audy, Robert	16 D 91.....	Rg 6.....	Ascot
Martel, J. Robert Inc	16 D 79.....	Rg 6.....	Ascot
Lafleur, Roger & Antoine	16 D 100...1.....	Rg 6.....	Ascot
Forcier, Jean Guy	16 A 144.....	Rg 6.....	Ascot
Chatelois, Benjamin	16 A...38.....	Rg 6.....	Ascot
	16 A...39.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...73.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...75.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...92.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...91.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...90.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...89.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...88.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...98.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...97.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...96.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...95.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...94.....	Rg 6.....	Ascot
Larivière, Georges	16 A...93.....	Rg 6.....	Ascot
Breton, Wesley	Pt. 16 A...2.....	Rg 6.....	Ascot
Breton, Wesley	16 A...1.....	Rg 6.....	Ascot
Leclerc, Albert Mme	16 A...7.....	Rg 6.....	Ascot
Hôtel Motel Sherbrooke Inc	1263.....		Sud
	1262.....		Sud
	1261.....		Sud
	1260.....		Sud
	1259.....		Sud
	1258.....		Sud
Hôtel Motel Sherbrooke Inc	1257.....		Sud
	Pt. 1267.....		Sud
Biron, Louis	Sur 1245.....		Sud
Staniford, L.M.B. Mrs	5.....12....		Sud
	5.....12....		Sud
Martel, Jean Claude	5.....6.....		Sud
	5.....7.....		Sud
St-Cyr, Laurent	888....		Sud

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Investissements Den-Mor Ltée	Pt. 1444...302...		Sud
	Pt. 1444...299...		Sud
Investissements Den-Mor Ltée	1444...303...		Sud
	Pt. 1444...304...		Sud
	Pt. 1444...302...		Sud
Lafond, J. Renaud	7.....299...		Sud
Goyette, Bernard	7.....262...		Sud
Goyette, Bernard	7.....263...		Sud
Brignone, Lina	7.....179...		Sud
Construction St-François Ltée	1493...1.....		Sud
	1492...1.....		Sud
	1494...1.....		Sud
J. Robert Martel Inc.	7.....158...		Sud
Construction St-François Ltée	15 A...182...	Rg 7.....	Ascot
Colette, André	15 A...255...	Rg 7.....	Ascot
Colette, André	15 A...254...	Rg 7.....	Ascot
Provencher, Bertrand	15 A...448...	Rg 7.....	Ascot
Les Entreprises R.G. Balc Inc.	15 A...459...	Rg 7.....	Ascot
	15 A...460...1.....	Rg 7.....	Ascot
Morin, Gérard	15 A...189...	Rg 7.....	Ascot
Forgues, Jean Guy	15 A...165...	Rg 7.....	Ascot
Gagné, Lucien	15 A...433...	Rg 7.....	Ascot
Gagné, Lucien	15 A...434...	Rg 7.....	Ascot
Beauvais, André	15 A...63....	Rg 7.....	Ascot
Lemaoute, Eugène	Pt. 1497...		Sud
Cormier, Normand Mme	Pt. 1496...		Sud
Constantineau, Félix	15 A...268...28.....	Rg 8.....	Ascot
Caisse de Dépôt Placement Québec	15 A...268...36.....	Rg 8.....	Ascot
	15 A...286...	Rg 8.....	Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A...268...37.....	Rg 8.....	Ascot
Crête, Albert	15 A...267...64.....	Rg 8.....	Ascot
St-Onge, Gérard	15 A...267...65.....	Rg 8.....	Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A...267...21.....	Rg 8.....	Ascot
Hébert, Hébert & Hébert Inc.	15 A...267...20.....	Rg 8.....	Ascot
	15 A...276...	Rg 8.....	Ascot
Gauthier, Normand, Nadeau, Yvette Mme	15 A...305...	Rg 7.....	Ascot
Fortier, Yvon	1535...52....		Sud
	Pt. 1535...51....		Sud
Immeubles Marcoux Enrg	1535...81....		Sud
	1535...82....		Sud
	Pt. 1535...83....		Sud
Sorenson, Heine	1536...88....		Sud
Guertin, Joseph	1535...90....		Sud
Guertin, Joseph	1535...91....		Sud
Poirier, Jérôme	1536...13....		Sud
Roy, Normand, Morin, Jean	Pt. 1536...36....		Sud
	Pt. 1536...37....		Sud
Bolduc, Maxime	15 A...141...	Rg 8.....	Ascot
Dallaire, Jean Guy	15 A...42....	Rg 8.....	Ascot
Mercier, Normand	15 F...1.....	Rg 9.....	Ascot
Goulet, André	15H...296...	Rg 9.....	Ascot
Bilodeau, Lionel	15 I...4.....	Rg 9.....	Ascot
	15 J...3.....	Rg 9.....	Ascot
Chrétien, Roger	15H...82....	Rg 9.....	Ascot
Lemire, Yvan			
Lemire, Yvan Mme	15H...166...	Rg 9.....	Ascot
Labonté, Lionel	15H...134...30.....	Rg 9.....	Ascot
	15 I...29....10.....	Rg 9.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...199...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...200...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...201...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...190...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I...192...	Rg 10.....	Ascot
Hamel, René	15 I...187...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...671...2.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...264...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...205...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...206...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...207...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...208...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...209...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...210...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...211...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...258...	Rg 10.....	Ascot
Bisson, Roland	15 I...748...	Rg 10.....	Ascot

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Blouin, Eddy	15 I...445...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...640...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...894...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...895...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...896...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...897...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...898...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I...N.S...	Rg 10.....	Ascot
Poulin, Bernard	15 I...788...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...455...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...456...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...457...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...458...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...459...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...460...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...461...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...461...2.....	Rg 10.....	Ascot
	15 I...463...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...463...3.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...464...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...465...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...466...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...467...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...468...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...470...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...474...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...480...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...481...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...483...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...484...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...485...	Rg 10.....	Ascot
	15 I...486...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...462...2.....	Rg 10.....	Ascot
	15 I...487...1.....	Rg 10.....	Ascot
	15 I...486...3.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...487...2.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...883...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...881...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...880...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...879...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...878...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...877...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...876...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...875...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...874...	Rg 10.....	Ascot
Bloinn, Eddy	15 I...873...	Rg 10.....	Ascot
Blouiu, Eddy	15 I...872...	Rg 10.....	Ascot
Blouni, Eddy	15 I...328...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...333...1.....	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	Pt. 15 I...N.S...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...830...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...831...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...832...	Rg 10.....	Ascot
Blouin, Eddy	15 I...833...	Rg 10.....	Ascot
Landry, Arthur	15 F...10....	Rg 10.....	Ascot
Gaudet, Claude	15 F...90....	Rg 10.....	Ascot
	15 F...108...	Rg 10.....	Ascot
Meunier, Georges	16 C...21....	Rg 10.....	Ascot
Meunier, Georges	16 C...22....	Rg 10.....	Ascot
Roberge, Léonard	16 C...52....	Rg 10.....	Ascot
Letendre, Rosaire	16 C...220...	Rg 10.....	Ascot
Bouliane, Henri-Paul	16 C...164...	Rg 10.....	Ascot
Gladu, Jean Roger	16 C...127...	Rg 10.....	Ascot
Gladu, Jean Roger	16 C...126...	Rg 10.....	Ascot
Dostie, Maurice	16 C...275...	Rg 10.....	Ascot
Thibault, Xavier	16 C...90....	Rg 10.....	Ascot
Poulin, Conrad	Pt. 16 C...32....	Rg 10.....	Ascot
Georges Pednault Inc.	16 A...179...	Rg 10.....	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A...16....	Rg 10.....	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A...18....	Rg 10.....	Ascot
Placements Sidali Inc.	16 A...19....	Rg 10.....	Ascot
Lebas, Nicolas	16 A...164...	Rg 10.....	Ascot
Canadian Lacrosse Manufacturing Co	16 E...112...	Rg 9.....	Ascot
Charland, Jean	Pt. 24.....		Centre
	Pt. 25.....		Centre

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Sabourin, Roger	Pt. 784		Nord
Chartier, J. Richard	Pt. 695		Nord
	Pt. 694		Nord
	Pt. 693		Nord
	Pt. 688		Nord
Denis, Arcadius	Pt. 776		Nord
Walsh Ave	Pt. 788		Nord
Gagné Louis Inc	616		Nord
Houle, Edgar Mme	610		Nord
Trépanier, André	575 2		Nord
Parenteau, Fernand	519		Nord
	Pt. 520		Nord
Philippon, André	556 9		Nord
	Pt. 556 5		Nord
	Pt. 556 7		Nord
	Pt. 556 8		Nord
Investissements Den-Mor Ltée	1 99		Nord
Blouin, Eddy	33 5		Nord
Saine, Georges	2 12		Nord
Gagné Louis Inc	2 3 2		Nord
	2 4 1-1		Nord
Hébert, René Jr. Mme	457		Nord
Hydman, Reid Isabelle Miss	382		Nord
Quenec, H Du François	386		Nord
Saine, Georges	49 5		Nord
Saine, Georges	49 4		Nord
Labarge, Normand	44 16		Nord
Philie, Roger	Pt. 28		Nord
Braun, Raymond	Pt. 23		Nord
Gagné Louis Inc	57 5 2		Nord
Gagné Louis Inc	57 6		Nord
	57 5 1		Nord
Baldini J. Inc	63 1		Nord
Bélanger, Charles B	904 79		Nord
	903 29		Nord
Hamel, René Mme	902 188 2		Nord
Duquette, André	902 160		Nord
Gingras, Paul H. Mme	922 84		Nord
	922 83		Nord
Allatt Walter	Sur 941 3		Nord
Allatt Bakery Limited	941 3		Nord
	Pt. 941 4		Nord
Investissements Den-Mor Ltée	943 3		Nord
	943 2 1		Nord
	Pt. 943 2		Nord
Goyette, Bernard	Pt. 69 28		Orford
Cabana, Onil	69 44		Orford
Le Directeur des Terres Destinées Aux Anciens Combattants Bales, J.J. Guy	69 9		Orford
Gaulin, Georges	Pt. 164		Orford
Gendron, Richard	162 74		Orford
Fisher, Robert	162 55		Orford
Nadeau, Henri	162 29		Orford
Berti, Daniel	162 57		Orford
Dubo Inc	Pt. 160		Orford
Reno Con Limited	127 36		Orford
Lapierre, Bertrand	101 376		Orford
Bédard, Omer	101 374		Orford
Dupuy, J.G. Raymond	Pt. 113		Orford
	Pt. 111		Orford
Kessler, Frank	111 36 2		Orford
Benoît, Laurent	110 192		Orford
Benoît, Laurent	110 191		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107 57 2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107 57 1		Orford
	107 58 2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107 58 1		Orford
	107 59 2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107 59 1		Orford
	107 60 2		Orford
Les Habitations M. Genest Ltée	107 60 1		Orford
	107 61		Orford
Moreau, Robert	105 36		Orford
King Phil Enterprises Inc. Wilfrid Grégoire Inc	105 32		Orford

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Bolduc, Jean Guy	105....26....		Orford
Lapierre, Réjean	98.....9.....1.....		Orford
Desorcy, Antonio	Pt. 64.....150...		Orford
Investissement Den-Mor Ltée	Pt. 64.....83....		Orford
Massicotte, Gilles	106).....64....		Orford
Tardif, Jean Claude	48.....335...		Orford
Nadeau, Jean Marc	106....125...		Orford
Tardif, Jean Claude	48.....336...		Orford
Yoo Tae Ho	97.....45....		Orford
Comtois, Yves	48.....393...		Orford
Morin, Antoine	64.....21....		Orford
Bell, Mrs Edward W			
Bell, Mme Aline	64.....46....		Orford
Rouleau, Alphonse	48.....77....		Orford
	48.....238...1.....		Orford
Restaurant de l'Estrie Ltée	63.....16....		Orford
	63.....17....		Orford
	63.....18....		Orford
Bilodeau, Lionel	Pt. 47.....43....		Orford
	Pt. 47.....44....		Orford
Bilodeau, Lionel	56.....9.....		Orford
Constantineau, Félix	44.....88....		Orford
Hamel, Aurélien	Pt. 50.....		Orford
Morisette, Raymond	44 100.		Orford
	Pt. 44.....97....		Orford
	Pt. 44.....96....		Orford
	44.....95....		Orford
	44.....94....		Orford
	44.....99....		Orford
Charland, Denis	44.....233...		Orford
Datnow, Boris	43.....27....15.....		Orford
Vaillancourt, Léon	43.....27....35.....		Orford
Rouleau, Alphonse	44.....105...1.....		Orford
	44.....106...1.....		Orford
	47.....172...1.....		Orford
	47.....171...1.....		Orford
King Well Investments Inc.	Pt. 47.....98....		Orford
Goyette, Bernard	95.....9.....		Orford
Goyette, Bernard	95.....10....		Orford
Bolduc, Jean Guy	28.....92....		Orford
Morissette, Gilles	28.....105...		Orford
Darche, Robert	28.....88....		Orford
	28.....87....1.....		Orford
Duncan, William F	28.....18....		Orford
Hébert, René	Pt. 29.....N.S...		Orford
Hébert, René			
Allatt, Stephen	29.....63....		Orford
Sherbrooke Country Club	Pt. 29.....		Orford
Blouin, Eddy	29.....101...		Orford
	Pt. 29.....		Orford
Blouin, Eddy	29.....100...		Orford
Sherbrooke Country Club Inc.	29.....11....		Orford
	Pt. 36.....		Orford
	Pt. 35.....		Orford
	Pt. 34.....		Orford
	Pt. 37.....		Orford
Marcoux, Eugène	4.....21....1.....		Orford
Marcoux, Eugène	4.....22....1.....		
Marcoux, Eugène	4.....23....1.....		Orford
Marcoux, Eugène	4.....24....		Orford
	4.....25....		Orford
Melanson, Jean	4.....87....		Orford
	4.....88....1.....		Orford
Campbell, André Guy	4.....280...2.....		Orford
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....7.....		Orford
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....12.....		Orford
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....13.....		Orford
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....14.....		
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....16.....		Orford
Rosaire Viens Ltée	26.....2.....18.....		Orford
Dubo Inc.	27.....34....		Orford
Dubo Inc.	Pt. 26.....2.....47.....		Orford
Dubo Inc.	26.....2.....46.....		Orford
Dubo Inc.	26.....2.....45.....		Orford

Nom des Propriétaires Name of property owners	Cadastre et lot Cadastral and lot	Rang Range	Quartier Ward
Dubo Inc.	26.....2.....44.....		
Dubo Inc.	Pt. 26.....2.....43.....		Orford
Dubo Inc.	27.....20....		Orford
Dubo Inc.	27.....11....		Orford
Dubo Inc.	27.....22....		Orford
Dubo Inc.	27.....24....		Orford
Dubo Inc.	27.....26....		Orford
Dubo Inc.	27.....28....		Orford
Dubo Inc.	27.....30....		Orford
Dubo Inc.	27.....31....		Orford
Dubo Inc.	27.....33....		Orford
	4.....313...		Orford
Dubo Inc.	27.....35....		Orford
Dubo Inc.	27.....36....		Orford
Dubo Inc.	27.....19....		Orford
Dubo Inc.	27.....18....		Orford
Dubo Inc.	27.....17....		Orford
Dubo Inc.	27.....16....		Orford
Dubo Inc.	27.....12....		Orford
Dubo Inc.	27.....10....		Orford
Dubo Inc.	27.....9.....		Orford
Dubo Inc.	27.....7.....		Orford
Dubo Inc.	27.....6.....		Orford
Dubo Inc.	Pt. 26.....1 et Pt. 26 – 2		Orford
Eastern Transport Ltd.	5.....39....		Orford
	5.....40....		Orford
	5.....41....		Orford
	5.....42....		Orford
	5.....43....		Orford
	5.....44....		Orford

Donné à Sherbrooke, ce 23e jour de mai 1972.

Le greffier,
ROBERT L. BÉLISLE.

46051-21-2-o

Given at the City of Sherbrooke, this 23rd day of May 1972.

ROBERT L. BÉLISLE,
City Clerk.

46051-21-2-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des employés de l'hôpital Royal Victoria
Royal Victoria Hospital Employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit:

Caisse d'économie des employés de l'hôpital Royal Victoria

Royal Victoria Hospital Employees Credit Union.

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera composé des personnes qui travaillent ou qui sont employées à l'hôpital Royal Victoria et dans ses instituts associés, soit: The Montreal Neurological Institute et The Allen Memorial Institute.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Montréal, Québec, dans le district électoral de Westmount.

Québec, le 5 mai 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46127-o

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des employés de l'hôpital Royal Victoria
Royal Victoria Hospital Employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union:

Caisse d'économie des employés de l'hôpital Royal Victoria

Royal Victoria Hospital Employees Credit Union.

The group from which the union will recruit its members will be made up of those working or who are employed by the Royal Victoria Hospital and its associate institutions, namely: The Montreal Neurological Institute and The Allen Memorial Institute.

The head office of this savings and credit union is located in the City of Montréal, Québec, electoral district of Westmount.

Québec, May 5, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46127

Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Arthabaska

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Arthabaska ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: Les employés des entreprises, sociétés ou corporations suivantes:

Coopérative Fédérée du Québec Salaison Princeville Succ.
Hamel & Hamel Inc.
Weyerhaueuser Québec Ltd.
Lasalle Knitting Ltd. — Lasalle Tricot Limitée
Victoriaville Furniture Limited
Canadian Boat Mfg. Ltd.
L'Hôtel-Dieu d'Arthabaska
Lactancia Limitée
L'Ermitage des Bois-Francs Inc.
Warwick Woolen Mills Co. Ltée
Rubin Bross Clothiers Ltd.
Utex Corporation
Robert Lettre Inc.
Victoriaville Metal Corporation.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Victoriaville, Québec, dans le district électoral d'Arthabaska.

Québec, le 17 mai 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46128-o

Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Arthabaska

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Arthabaska".

The group from which the union will recruit its members will be: The employees of the following businesses, companies or corporations:

Coopérative Fédérée du Québec Salaison Princeville Succ.
Hamel & Hamel Inc.
Weyerhaueuser Québec Ltd.
Lasalle Knitting Ltd. — Lasalle Tricot Limitée
Victoriaville Furniture Limited
Canadian Boat Mfg. Ltd.
L'Hôtel-Dieu d'Arthabaska
Lactancia Limitée
L'Ermitage des Bois-Francs Inc.
Warwick Woolen Mills Co. Ltée
Rubin Bross Clothiers Ltd.
Utex Corporation
Robert Lettre Inc.
Victoriaville Metal Corporation

The head office of this savings and credit union is located in the town of Victoriaville, Québec, electoral district of Arthabaska.

Québec, May 17, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46128

Associations coopératives

La Cité ouvrière de Saint-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'association coopérative « La Cité ouvrière de Saint-Jean », a été dissoute le 17 mai 1972, conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46132-o

Centre Communautaire Coopératif de Malartic

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Centre Communautaire Coopératif de Malartic ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Malartic, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46129-o

Cooperative Associations

La Cité ouvrière de Saint-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the cooperative association "La Cité ouvrière de Saint-Jean", was dissolved on May 17, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46132

Centre Communautaire Coopératif de Malartic

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Centre Communautaire Coopératif de Malartic".

The head office of this cooperative association is located in Malartic, Québec, electoral district of Abitibi East.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46129

Changement de nom — Loi du
Demandes

Jeanne Fernande Doris Beaudry

Avis est donné que Jeanne Fernande Doris Beaudry, secrétaire, de la cité de Québec, district de Québec, province de Québec, domiciliée et résidante au numéro civique 89, rue Leclerc, Stoneham, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Jeanne Fernande Réjeanne Beaudry.

Québec, le 20 avril 1972.

46011-21-2-o RÉJEANNE BEAUDRY.

Piotr Kalischtschuk

Avis est donné que Piotr Kalischtschuk, ouvrier, domicilié et demeurant au numéro 939, 19e avenue, Fabreville, Ville de Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour modifier son nom en celui de Petro Kalischuk.

Montréal, le 26 avril 1972.

Le procureur du requérant,
NICHOLAS NASADIUK, *avocat.*

170 est, boulevard Dorchester,
Suite 402, 403, Montréal 129, P.Q. 46018-21-2-o

Robert Fréchette

Avis est donné que Robert Fréchette, étudiant, domicilié et résidant au 5209 Ponsard, Notre-Dame-de-Grâce, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Robert Desjardins.

Montréal, ce 18e jour du mois de mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46038-21-2-o LAFLEUR & MACDOUGALL.

Witold Konrad Brzostowski

Avis est donné que Witold Konrad Brzostowski, domicilié et résidant avec son épouse Maria Jolanta Brzostowski, (née Garbowska), à 3440 rue Durocher, app. 1410, à Montréal, présentera une requête auprès du ministre de la justice pour changer son nom en celui de Witold Konrad Brostow, selon le chapitre 77 des Lois du Québec 1965.

Montréal, ce 27 mars, 1972.

Les procureurs du requérant,
45957-21-2-o UNTERBERG & BOYER.

Pierre Daigle

Avis est par les présentes donné que Monsieur Pierre Daigle, demeurant avenue du Parc, à Deauville, Qué., présentera sous peu une requête à l'Honorable ministre de la Justice pour obtenir le changement de son nom en celui de Pierre D. Mercier.

Sherbrooke, le 7 mai 1972.

Le procureur du requérant,
46049-21-2-o Me LOUIS LAGASSÉ, *notaire.*

Change of name — Act
Applications

Jeanne Fernande Doris Beaudry

Notice is given that Jeanne Fernande Doris Beaudry, secretary, of the City of Québec, Province of Québec, domiciled and residing at civic number 89 Leclerc Street, Stoneham, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Jeanne Fernande Réjeanne Beaudry.

Québec, April 20, 1972.

46011-21-2 RÉJEANNE BEAUDRY.

Piotr Kalischtschuk

Notice is given that Piotr Kalischtschuk, labourer, domiciled and residing at 939, 19th Avenue, Fabreville, City of Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Petro Kalischuk.

Montreal, April 26, 1972.

NICHOLAS NASADIUK, *Advocate,*
Attorney for Applicant.

170 East, Dorchester Boulevard,
Suite 402, 403, Montreal 129, P.Q. 46018-21-2-o

Robert Fréchette

Notice is given that Robert Fréchette, student, domiciled and residing at 5209 Ponsard, Notre-Dame-de-Grâce, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Robert Desjardins.

Montreal, this 18th day of May 1972.

LAFLEUR & MACDOUGALL,
46038-21-2-o *Attorneys for petitioner.*

Witold Konrad Brzostowski

Notice is given that Witold Konrad Brzostowski, domiciled and residing with his wife Maria Jolanta Brzostowski, (née Garbowska), at 3440 Durocher Street, Apt. 1410, in the district of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice to change his name to Witold Konrad Brostow, according to chapter 77 of Statutes of Québec 1965.

Montreal, March 27, 1972.

UNTERBERG & BOYER,
45957-21-2-o *Attorneys for petitioner.*

Pierre Daigle

Notice is hereby given that Mr. Pierre Daigle, residing on Parc Avenue, in Deauville, Qué., will shortly present a petition to the Honourable Minister of Justice to have his name changed to that of Pierre D. Mercier.

Sherbrooke, this May 7, 1972.

Mtre LOUIS LAGASSÉ, *Notary,*
46049-21-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Farah Ebeid Tawadros

Prenez avis que Farah Ebeid Tawadros, restaurateur, domicilié et résidant au 2555, rue Davidson, dans les cité de district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Farah Ebeid Tawadros — Christos Ebeid Theodorou.

Ce changement sera applicable également à son épouse, Jeannette Televantou, et à ses trois enfants mineurs, Ebeid-Sotiri Tawadros, Henry Tawadros et Marianti Tawadros, des mêmes lieux.

Montréal, le 5 mai 1972.

46017-21-2-o PILON, LEMIEUX et LAGACÉ.

Daniel Saucier McCraw

Avis est donné que Daniel Saucier, étudiant, domicilié au no 870 de l'avenue Ottawa, Ste-Foy, district de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin de changer son nom en celui de Daniel Saucier McCraw.

Québec, le 4 avril 1972.

Les procureurs du requérant,

46019-21-2-o BLANCHET & BLANCHET.

Russell Lynwood Thomas

Avis est donné que Russell Lynwood Thomas, professeur de musique, résidant au numéro 1302, Sherwood Crescent, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Sayyd Abdul Al-Khabyyr. Ce changement de nom devra aussi concerner son épouse, Lucia Thomas, de la même adresse, changeant son nom en celui de Lucia Abdul Al-Khabyyr et ses enfants dont les noms seront changés de Russell Lynwood Thomas, fils, en celui de Ameen Abdul Al-Khabyyr; Laura Roxann Thomas en celui de Sayydah Abdul Al-Khabyyr; James Franklin Thomas en celui de Nasyr Abdul Al-Khabyyr; Artem Ramsay Thomas en celui de Muhammad Abdul Al-Khabyyr; John Regis Thomas en celui de Zayd Abdul Al-Khabyyr.

Montréal, 5 avril 1972.

Le procureur du requérant,

46020-21-2 ME MOSES FEIGENBAUM.

Ted John Bromirski

Avis est donné que M. Ted John Bromirski, résidant au 7320, rue Lacordaire, Saint-Léonard, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Ted John Brome; ledit changement de nom devra aussi concerner son épouse, née Barbara Stephanie Fleming, et ses enfants mineurs, savoir: Patricia Bromirski, Gail Bromirski et Diane Bromirski, tous de la même adresse.

Montréal, 16 mai 1972.

Les procureurs du requérant,

45990-21-2 RADINO & CÔTÉ, *notaires.*

Farah Ebeid Tawadros

Notice is given that Farah Ebeid Tawadros, restaurateur, domiciled and residing at 2555 Davidson Street, city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree allowing him to change his name to that of Farah Ebeid Tawadros — Christos Ebeid Theodorou.

This change will also apply to his wife, Jeannette Televantou, and his three children, Ebeid-Sotiri Tawadros, Henry Tawadros and Marianti Tawadros, minors, of the same place.

Montreal, May 5, 1972.

46017-21-2 PILON, LEMIEUX and LAGACÉ.

Daniel Saucier McCraw

Notice is given that Daniel Saucier, student, domiciled at No. 870 Ottawa Avenue, Ste. Foy, district of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for having his name changed to that of Daniel Saucier McCraw.

Québec, April 4, 1972.

BLANCHET & BLANCHET,

46019-21-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Russell Lynwood Thomas

Notice is hereby given that Russell Lynwood Thomas, professor of music, residing at 1302 Sherwood Crescent, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to Sayyd Abdul Al-Khabyyr. The change of name shall benefit his wife of the same address, Lucia Thomas to change her name to Lucia Abdul Al-Khabyyr and his children, whose names shall be changed from Russell Lynwood Thomas Jr. to Ameen Abdul Al-Khabyyr; Laura Roxann Thomas to Sayydah Abdul Al-Khabyyr; James Franklin Thomas to Nasyr Abdul Al-Khabyyr; Artem Ramsay Thomas to Muhammad Abdul Al-Khabyyr; John Regis Thomas to Zayd Abdul Al-Khabyyr.

Montreal, April 5th, 1972.

ME MOSES FEIGENBAUM,

46020-21-2-o *Attorney for Applicant.*

Ted John Bromirski

Notice is hereby given that M. Ted John Bromirski, clerk, residing at 7320 Lacordaire St., in St-Léonard, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an Order changing his name to Ted John Brome; said change of name shall also benefit his wife, née Dame Barbara Stephanie Fleming, and his minor children, namely: Patricia Bromirski, Gail Bromirski and Diane Bromirski, all of the same address.

Montreal, May 16, 1972.

RADINO & CÔTÉ, *Notaries,*

45990-21-2-o *Attorneys for Applicant.*

Gordon Allyson Jarvis

Avis est donné que Gordon Allyson Jarvis, résidant au 17048, rue Omega, Pierrefonds, P.Q., présentera au ministre de la Justice de la province de Québec, une requête à l'effet de changer son nom en celui de Gordon Nicholas Eccles, conformément à la Loi du changement de nom, chapitre 77, Statuts du Québec, 1965, chapitre 1.

Pointe Claire, 6 avril 1972.

Le procureur du requérant,
46007-21-2 LEONARD ROSEN, *notaire.*

Gordon Allyson Jarvis

Notice is hereby given that Gordon Allyson Jarvis, residing at 17048 Omega Street, Pierrefonds, P.Q. is applying to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to Gordon Nicholas Eccles in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes, chapter 77, 1965, chapter 1.

Pointe Claire, April 6, 1972.

LEONARD ROSEN, *Notary,*
46007-21-2-o *Attorney for the applicant.*

Richard Kornberger

Avis est par les présentes donné que Richard Kornberger (connu sous le nom de Richard Cornell) présentera une demande au lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil pour l'adoption d'un ordre de changement de son nom à Richard Cornell, résidant à 3450 rue Drummond, appartement 223, Montréal, Québec.

Montréal, le 17 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46124-22-2-o ROSENHEK & MACHLOVITCH.

Richard Kornberger

Notice is hereby given that Richard Kornberger (sometimes known under the name of Richard Cornell) shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Richard Cornell, residing at 3450 Drummond Street, Apt. 223, Montreal, Québec.

Montreal, May 17th, 1972.

ROSENHEK & MACHLOVITCH,
46124-22-2-o *Attorneys for Applicant.*

Aurélien Émilien Ricard

Avis est donné que Aurélien Émilien Ricard, pharmacien, domicilié et résidant au No 249, rue St-Hubert, Asbestos, district de St-François, Province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de Aurélien Émile Ricard.

Asbestos, le 18 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
46125-22-2-o GEOFFROY & RICARD.

Aurélien Émilien Ricard

Notice is given that Aurélien Émilien Ricard, pharmacist, residing in Asbestos, at No. 249 St-Hubert Street, St-Francis district, Province of Québec, will make application of the Minister of Justice in order to change his name to Aurélien Émile Ricard.

Dated at Asbestos, mai 18, 1972.

GEOFFROY & RICARD,
46125-22-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Andrea Oberti

Avis est donné que Andrea Oberti, ingénieur et demeurant à 1 Place Bellerive, Apt. 1205, Chomedey, district de Montréal demandera au ministre de la Justice de changer son nom en celui de Andrew Lucas Oberti.

L'avocat du requérant,
46126-22-2-o NORMAN S. KESSNER.

Andrea Oberti

Notice is hereby given that Andrea Oberti, engineer residing and domiciled at 1 place Bellerive, Apt. 1205, Chomedey Laval, district of Montreal will apply to the Minister of Justice for an order changing his name to Andrew Lucas Oberti.

NORMAN S. KESSNER,
46126-22-2-o *Attorney for the Applicant.*

Fleurette Généreux

Avis est par la présente donné que Mlle Fleurette Généreux du 3210 rue Monselet à Montréal présentera une requête au ministre de la Justice afin que son nom soit changé de Fleurette Généreux à Fleurette Bruneau.

Le procureur de la requérante,
46154-22-2-o ROLAND C. CHAUVIN, C.R.

Fleurette Généreux

Notice is hereby given that Miss Fleurette Généreux from 3210 Monselet Street, Montreal, will transmit to the Provincial Secretary an application for a change of name from Fleurette Généreux to Fleurette Bruneau.

ROLAND C. CHAUVIN, Q.C.,
46154-22-2-o *Attorney for the petitioner.*

Sonia Sirois

Avis est donné que Sonia Sirois domiciliée et résidante à Price, comté de Matane, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Sonia Paquin.

Le procureur de la requérante,
46197-22-2-o JOSEPH BÉRUBÉ, *notaire.*

Sonia Sirois

Notice is given that Sonia Sirois, domiciled and residing at Price, County of Matane, will apply to the Minister of Justice for a decree changing her name to Sonia Paquin.

JOSEPH BÉRUBÉ, *Notary,*
46197-22-2 *Attorney for the Petitioner.*

Joseph Jules Yvon Tremblay

Avis est donné par les présentes que Joseph Jules Yvon Tremblay, hôtelier, domicilié au 173 rue Salaberry, cité et district de Chicoutimi s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom de Joseph Jules Yvon Tremblay à celui de Joseph Jules Yvon Daniel Tremblay.

46133-22-2-o

Joseph Jules Yvon Tremblay

Notice is hereby given that Joseph Jules Yvon Tremblay, hotelowner, residing at 173 Salaberry Street, city and district of Chicoutimi will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name of Joseph Jules Yvon Tremblay to that Joseph Jules Yvon Daniel Tremblay.

46133-22-2-o

Compagnies étrangères
Permis

Associated Container Transportation (Australia) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Associated Container Transportation (Australia) Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est monsieur Robert H. MacGregor, du 134, nord, avenue Ballantyne, Montréal-Ouest.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 140, rue Saint-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 76-71

B.A.C.M. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « B.A.C.M. Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est monsieur E.-Claude Molleur, suite 4105, 1, place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 4105, 1, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 103-71

The Nabwill Company, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « The Nabwill Company, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 31-72

Extra-Provincial Companies
Licenses

Associated Container Transportation (Australia) Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Associated Container Transportation (Australia) Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Robert H. MacGregor, of 134 Ballantyne Avenue North, Montreal West.

The principal office of the company in the Province is at 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 76-71

B.A.C.M. Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "B.A.C.M. Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. E.-Claude Molleur, Suite 4105, 1 Place Ville-Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 4105, 1 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 103-71

The Nabwill Company, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "The Nabwill Company, Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 31-72

Lionel D. Edie & Company, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Lionel D. Edie & Company, Incorporated » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 79-71

Lionel D. Edie & Company, Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Lionel D. Edie & Company, Incorporated" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052-o 79-71

North Continent Capital Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « North Continent Capital Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est monsieur Pierre-G. Rioux, avocat, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au numéro 1203, édifice IBM, 5, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052 10-72

North Continent Capital Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "North Continent Capital Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Pierre G. Rioux, barrister and solicitor, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 10-72

Chartes — demandes d'abandon de

A. & M. Simard Constructeurs inc.

Avis est donné que la compagnie « A. & M. Simard Constructeurs inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 16 mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
JEAN MALO.

46093-o

Randa Investment Corp.

La compagnie "Randa Investment Corp. », corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et son bureau principal dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 16e jour de mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, SALOMON, GELBER, REIS,
BRONSTEIN & LITVACK.

46115

Charters — Applications for Surrender of

A. & M. Simard Constructeurs inc.

Notice is given that "A. & M. Simard Constructeurs inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 16, 1972.

JEAN MALO,
Attorney for the Company.

46093

Randa Investment Corp.

Notice is hereby given that "Randa Investment Corp.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the Town of Dollard des Ormeaux, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, on this 16th day of May, 1972.

CHAIT, SALOMON, GELBER, REIS,
BRONSTEIN & LITVACK,
Attorneys for Applicants.

46115-o

Allaire & Hawkins, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Allaire & Hawkins Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
46094-o KENNETH JOSEPH HELAL.

Éloi Baillargeon limitée

Avis est donné que la compagnie « Éloi Baillargeon limitée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 16 mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
46095-o JEAN MALO.

Bram Industries Corp.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies que la compagnie « Bram Industries Corp. » demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 28 avril 1972.

Le procureur de la compagnie,
46096-o FRED L. SOLOMON.

C. E. Hébert & Fils inc.

Avis est donné que la compagnie « C. E. Hébert & Fils inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
46097-o C. E. HÉBERT.

Le Centre d'Art d'Argenteuil

Avis est donné que la compagnie « Le Centre d'Art d'Argenteuil » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

46098-o PAUL HÉNAULT, *notaire.*

Cobem Enterprises Inc.

Avis est par les présentes donné que « Cobem Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la Ville de Laval, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 14 avril 1972.

Le secrétaire,
46099-o CÉCILE C. HAMEL.

Club Adèle Inc.

Avis est donné que la compagnie « Club Adèle Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
46101-o Mes GAGNÉ & GAGNON.

Allaire & Hawkins, Ltd.

Notice is given that "Allaire & Hawkins Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

KENNETH JOSEPH HELAL,
46094-o *Attorney for the Company.*

Éloi Baillargeon limitée

Notice is given that "Éloi Baillargeon limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 16, 1972.

JEAN MALO,
46095 *Attorney for the Company.*

Bram Industries Corp.

Notice is given, in conformity with the Companies Act, that "Bram Industries Corp." will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, April 28, 1972.

FRED L. SOLOMON,
46096-o *Attorney for the Company.*

C. E. Hébert & Fils inc.

Notice is given that "C. E. Hébert & Fils inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

C. E. HÉBERT,
46097 *President.*

Le Centre d'Art d'Argenteuil

Notice is given that "Le Centre d'Art d'Argenteuil » will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

46098-o PAUL HÉNAULT, *Notary.*

Cobem Enterprises Inc.

Notice is given that "Cobem Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office at the City of Laval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, April 14, 1972.

CÉCILE C. HAMEL.
46099-o *Secretary.*

Club Adèle Inc.

Notice is given that "Club Adèle Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GAGNÉ & GAGNON,
46101 *Attorneys for the Company.*

Le Comité d'organisation du 25ème Anniversaire de vie publique de l'Honorable Maurice Bellemare inc.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies, que la compagnie mentionnée ci-dessus demandera la permission d'abandonner sa charte.

Cap-de-la-Madeleine, le 17 avril, 1972.

46100-o BERTRAND LAMOTHE, *avocat.*

Le Comité d'organisation du 25ème Anniversaire de vie publique de l'Honorable Maurice Bellemare inc.

Notice is given that under the Companies Act, the company hereinabove mentioned will apply for leave to surrender its charter.

Cap-de-la-Madeleine, April 17, 1972.

46100 BERTRAND LAMOTHE, *lawyer.*

Construction Jardin Inc.

Avis est donné que « Construction Jardin Inc. » demandera la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 19 mai, 1972.

Les procureurs de la compagnie,

46102-o COBLENTZ & COBLENTZ.

Construction Jardin Inc.

Notice is hereby given that "Construction Jardin Inc." will apply for leave to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

Montreal, May 19, 1972.

COBLENTZ & COBLENTZ,

46102-o *Attorneys for the Company.*

Decarie Development Corp.

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Decarie Development Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril, 1972.

Le secrétaire,

46103-o SAUL HAICHIN.

Decarie Development Corp.

Notice is hereby given that "Decarie Development Corp.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1972.

SAUL HAICHIN,

46103-o *Secretary.*

Forestville Realties Limited

Avis est par les présentes donné que « Forestville Realties Limited » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Québec, P.Q., le 15 mai, 1972.

Le secrétaire,

46104-o W. D. KING.

Forestville Realties Limited

Notice is hereby given that "Forestville Realties Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, P.Q., May 15, 1972.

W. D. KING,

46104-o *Secretary.*

Frigaldo Limitée

Avis est donné que « Frigaldo Limitée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Gatineau s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Gatineau, ce 28e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la requérante,

46105-o SAUVÉ & OSBORNE.

Frigaldo Limitée

Notice is hereby given that "Frigaldo Limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Gatineau, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Gatineau, this 28th day of April, 1972.

SAUVÉ & OSBORNE,

46105-o *Attorneys for the petitioner.*

Heidi Blouse of Canada Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Heidi Blouse of Canada Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20 janvier 1972.

Le procureur de la compagnie,

46106-o Me M. A. ASTER.

Heidi Blouse of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Heidi Blouse of Canada Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, January 20, 1972.

Me. M. A. ASTER,

46106-o *Attorney for the Company.*

Industrial Foam Converters Inc.

Avis est donné que « Industrial Foam Converters Inc. », une corporation légalement constituée, en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de mai 1972.

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS & POULIN.

1255 Université, Chambre 400
Montréal, Québec 46107-o

Iyar Investment Corp.

La compagnie « Iyar Investment Corp. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 19 mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
46108 FRANKEL & FRANKEL.

Kleinmand Investment Ltd.

La compagnie « Kleinmand Investment Ltd. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

17 mai 1972.

46109-o E. S. BERGER *avocat.*

Mera Investment Corp.

La compagnie « Mera Investment Corp. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 12e jour de mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, SALOMON, GELBER, REIS,
46110 BRONSTEIN & LITVACK.

Muni Inc.

Avis est par les présentes donné que « Muni Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 12 avril 1972.

Le secrétaire,
46112-o EDMOND ROCHETTE.

Industrial Foam Converters Inc.

Notice is hereby given that "Industrial Foam Converters Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of May, 1972.

ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS & POULIN,
Attorneys for the Company.

1255 University Street, Suite 400,
Montreal. 46107-o

Iyar Investment Corp.

Notice is given that "Iyar Investment Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1972.

FRANKEL & FRANKEL,
46108-o *Attorneys for the applicant.*

Kleinmand Investment Ltd.

Notice is hereby given that "Kleinmand Investment Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

May 17, 1972.

46109-o E. S. BERGER, *attorney.*

Mera Investment Corp.

Notice is hereby given that "Mera Investment Corp.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the Town of Dollard des Ormeaux, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, on this 12th day of May, 1972.

CHAIT, SALOMON, GELBER, REIS,
BRONSTEIN & LITVACK,
46110-o *Attorneys for applicants.*

Muni Inc.

Notice is hereby given that "Muni Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this April 12, 1972.

EDMOND ROCHETTE,
46112-o *Secretary.*

Montreal Laundry Company Limited

La compagnie « Montreal Laundry Company Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 10 février, 1972.

Le secrétaire,
46111-o S. GOODWIN.

Montreal Laundry Company Limited

Notice is given that "Montreal Laundry Company Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 10, 1972.

S. GOODWIN,
46111-o *Secretary.*

Bruno Poulin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bruno Poulin Inc. » ayant son siège social à St-Martin, comté et district de Beauce, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

St-Georges, le 17 mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
46113-o RAYMOND LESSARD.

Bruno Poulin Inc.

Notice is given that "Bruno Poulin Inc.", having its head office in St. Martin, county and district of Beauce, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St. Georges, May 17, 1972.

RAYMOND LESSARD,
46113 *Attorney for the Company.*

Raan Investment Corp.

La compagnie « Raan Investment Corp. » donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 23e jour de mai 1972.

Le procureur de la compagnie,
46114 JACK B. BOBROVE, C.R.

Raan Investment Corp.

Notice is hereby given that "Raan Investment Corp." will apply for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 23rd day of May 1972.

JACK B. BOBROVE, Q.C.,
46114-o *Attorney for the Company.*

Sivan Investment Corp.

La compagnie « Sivan Investment Corp. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 19 mai 1972.

Les procureurs de la requérante,
46117 FRANKEL & FRANKEL.

Sivan Investment Corp.

Notice is given that "Sivan Investment Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1972.

FRANKEL & FRANKEL,
46117-o *Attorneys for the applicant.*

Someco Inc.

La compagnie « Someco Inc. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 23e jour de mai 1972.

Les procureurs de la compagnie,
46118 PHILLIPS & VINEBERG.

Someco Inc.

Notice is hereby given that "Someco Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 23rd day of May, 1972.

PHILLIPS & VINEBERG,
46118-o *Attorneys for the Company.*

Le Club de Hockey les Nordiques limitée

Avis est donné que « Le Club de Hockey les Nordiques limitée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
46199-o JOHN DACRES.

Le Club de Hockey les Nordiques limitée

Notice is given that "Le Club de Hockey les Nordiques limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

JOHN DACRES,
46199 *President.*

Rogovein Bros. Inc.

Avis est donné que « Rogovein Bros. Inc. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et cooperatives de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27e jour de mars, 1972.

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBISIAS & POULIN.

1255, Université, Chambre 400,
Montréal, Québec. 46116-o

Rogovein Bros. Inc.

Notice is hereby given that "Rogovein Bros. Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of March, 1972.

ADESSKY, KINGSTONE,
ZERBISIAS & POULIN,
Attorneys for the Company.

1255 University Street, Suite 400,
Montreal, Québec. 46116-o

West-End Medical Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que « West-End Medical Centre Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Montréal, P.Q., le 21 juin 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
46119-o Dr W. C. LLOYD-SMITH.

West-End Medical Centre Inc.

Notice is hereby given that "West-End Medical Centre Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., June 21, 1971.

(Seal) Dr. W. C. LLOYD-SMITH,
46119-o *Secretary.*

Régie de l'assurance maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Professionnels désengagés
Professionals withdrawn

Date effective du désengagement
Effective date of withdrawal

Médecin spécialiste
Medical specialist

Région de Montréal — Montreal Region

Hawthorne, Allan B., 316, Grosvenor Avenue, Westmount 215, Québec 03-02-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Duchesne, Laurent, 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué. 29-01-71
Rouleau, Georges A. 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué. 29-01-71

Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Québec 30-05-71
Tremblay, Jacques, 590, St-Cyrille ouest, Québec 6, Québec 23-05-71

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Almudevar, Manuel, 612, St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Québec	01-12-70
Aronovitch, Michael, 4119, Sherbrooke Street West, Montreal 215, Québec	01-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22, Sunnyside Avenue, Montréal, Québec	24-04-71
Barker, Charles S., 1538, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Québec	01-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, Avenue Atwater, Montréal 109, Québec	16-04-71
Brabander, Joachim, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374, Sherbrooke Street West, Suite 7, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Browman, Mark, 7841, 2nd Avenue, Montréal 455, Québec	30-07-71
Butler, Albert-A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 320, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Cantero, A. 1396, Ste-Catherine ouest, Montréal, Québec	01-12-70
Caplan, Ronald, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Copping, Gordon A., 4485, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	01-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43, Waverly Road, Pointe-Claire 720, Québec	11-01-71
David, Paul-P. 5000, Bélanger, Montréal, Québec	01-12-70
Dawson, Howard L., 14, Bellevue Avenue, Westmount 217, Québec	01-12-70
Dumais, Gaston, 12245, Grenet, Suite 112, Montréal 390, Québec	27-03-71
Eakin, W. W., 1538, Sherbrooke Street West, Appartement 704, Montréal 109, Qué.	15-01-71
Fullerton, C. W., 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	01-12-70
Gélinas, André, 565, Javelin, Dorval, Québec	01-12-70
Genest, Armand, 30 est, boulevard St-Joseph, Suite 818, Montréal, Québec	29-01-71
Gold, Michael M. A., 5785, Côte des Neiges, Appartement 105, Montréal, Québec	01-12-70
Gratton, Laurent, 574, Avenue Roslyn, Westmount 217, Québec	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Québec	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Larivière, Paul, 3484, Avenue Laval, Montréal, Québec	01-12-70
Legendre, J.-H., 445, boulevard St-Joseph ouest, Appartement 74, Montréal, Qué.	01-12-70
Léger, Jacques, Case postale 217, Pointe-Claire 700, Québec	01-12-70
MacDonald, Allison D., 3550, Côte des Neiges, Suite 110, Montréal 109, Québec	01-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610, Pine Avenue West, Montréal 109, Québec	13-02-71
Manseau, J.-Arthur, 960, boulevard St-Joseph est, Montréal 176, Québec	01-12-70
Mason, Edward Haldon, 3465, Côte des Neiges Road, Suite 81, Montréal, Québec	07-01-71
Melhado, Gerald Carlton, 900, Sherbrooke Street West, Montréal 110, Québec	01-01-71
Moll, Albert Edward, 3550, Côte des Neiges Road, Suite 570, Montréal 109, Québec	25-04-72
Montgomery, Lorne C., 1414, Drummond Street, Montréal, Québec	01-12-70
Morin, Paul, 680, St-Denis, St-Hyacinthe, Québec	01-12-70
Nadler, Norman-J., 5845, Côte des Neiges, Suite 280, Montréal 249, Québec	01-12-70
Naiman, James, 4330, Sherbrooke ouest, Montréal 215, Québec	01-03-72
Nerman, Yale, 4333, Côte Ste-Catherine, Montréal, Québec	03-01-71
Pearson, J. R. Georges, 5715, Avenue Darlington, Appartement 1, Montréal 251, Qué.	01-12-70
Petrie, J. Gordon, 1, Westmount Square, Suite 433, Montréal, Québec	01-12-70
Raginsky, Bernard B., 376, Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Québec	01-12-70
Redmond, Lila, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Robert, Paul, 3489, Avenue Atwater, Appartement 6, Montréal 109, Québec	03-02-71
Schneiderman, Gérald, 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Schwartz, Herbert T., 6940, Feilding Avenue, Montréal, Québec	01-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260, McGregor Avenue, Montréal 109, Québec	01-12-70
Segal, Perry M., 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Segall, Harold-N. 5845, Côte des Neiges, Suite 390, Montréal 249, Québec	01-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1020, Montréal, Qué.	01-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550, Côte des Neiges, Suite 640, Montréal 109, Québec	01-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687, Pine Avenue, Montréal 112, Québec	01-12-70
Région de Québec — Québec Region	
Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Québec	13-01-71
Larue, L. 964, Casot, Québec 6, Québec	26-12-70
Parrot, Paul, 1238, Avenue Des Pins, Sillery, Québec	01-12-70

Médecins spécialistes
Medical specialists

Autres Régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400, Stewart Street, Suite 510, Ottawa, Ontario	07-01-71
Divic, Josif, 30, Bond Street, Toronto, Ontario	01-01-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805, Willowdale, Montréal 250, Québec	01-05-71
Braunstein, M. M., Medical Arts Bldg., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 307, Montréal, Québec	01-12-70
Brouille, Raynald, 3775, St-Hubert, Appartement 10, Montréal 132, Québec	02-01-71
Finkelstein, M.-N., 360, Pine Avenue West, Montréal 130, Québec	01-12-70
Gordon, Lionel, 6235A, Lennox Avenue, Montréal, Québec	15-01-72
Joannette, Jean-Paul, 4930, Mayfaire, Montréal, Québec	01-12-70
Leclaire, Yves, 4780, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal 247, Québec	01-12-70
Mayman, Abe, 5845, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal, Québec	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990, Beaugrand, Montréal 429, Québec	05-01-71
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Québec	01-12-70
Scott, B. H., 5146, Westbury Avenue, Montréal, Québec	22-07-71
Vines, Norman M., 1452, Bishop Street, Suite 3, Montréal, Québec	01-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687, Pine Avenue West, Montréal, Québec	01-12-70

Région de Québec — Québec Region

Marcotte, Gaston, Cap-de-la-Madeleine, Québec, Québec	21-10-71
Morissette-Delage, Jacqueline, 895, Dessane, Québec 6, Québec	01-12-70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Québec	13-12-70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Québec	01-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Québec	01-12-70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Comté Napierville, Québec	30-03-71
Bourgoin, Jean, 1248, rue Lajoie, Outremont, Québec	15-04-71
Bourke, Edward T., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 516, Montréal 109, Québec	09-03-71
Boyles, Williams Howard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	02-03-71
Burns, Frank Leonard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	13-02-71
Bushell, Winston C., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1006, Montréal 109, Qué.	10-02-71
Casey, C. A., 4695, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	27-03-71
Colle, Albert-J., 5253, boulevard Décarie, Suite 218, Montréal 29, Québec	03-02-71
Coulombe, Roger, 4660, boulevard St-Joseph, Lachine, Québec	25-02-71
De Grandmont, Claude, 4934, rue Adam, Montreal 4, Québec	08-04-72
Elo, J.-Thomas, 1414, Drummond Street, Suite 909, Montréal 107, Québec	16-02-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montréal, Québec	15-04-71
Henry, Donald W., 227, Kenaston Avenue, Montreal 305, Québec	31-01-71
Hyndman, Alex. William, 620, Cathcart Street, Montréal, Québec	28-02-71
Kent, Léonard E., 4695, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	07-04-71
Kutzman, Ernest-A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 410, Montréal, Québec	01-02-71
Labelle, Paul, 12271, Henri d'Arles, Montréal 389, Québec	11-08-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Québec	13-02-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Québec	18-02-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225, boulevard Lapinière, Ville Brossard, Québec	02-02-71
Litvack, Sylvia, 5465, Queen Mary Road, Appartement 610, Montréal 249, Québec	01-05-71
Muroff, Frederick I., 1414, Drummond Street, Suite 1104, Montréal, Québec	10-03-71
Myles, Thomas A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 412, Montréal, Québec	01-02-71

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Pearson, Hyman H., 500, Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Québec	06-02-71
Poch, Lewis-Neville, 1, Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Québec	14-04-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300, boulevard de Maisonneuve ouest, Appartement 702, Montréal 215, Québec	06-02-71
Rudick, Gérald-S., 4950, Queen Mary Road, Suite 400, Montréal 248, Québec	30-01-71
Shevell, Melvyn, 6000, Côte des Neiges Road, Suite 200, Montréal, Québec	02-02-71
Stockwell, William G., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Québec	09-03-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montréal, Québec	31-01-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Qué.	08-03-71
Vinet, Éphrem, 426 est, boulevard St-Joseph, Montréal, Québec	08-02-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Québec	31-01-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459A, Lindsay, Drummondville, Québec	08-02-71
Laforce, Jacques, 31, King ouest, Sherbrooke, Québec	04-02-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Québec	06-02-71
Marcoux, Jean-F., 448 ouest, rue King, Sherbrooke, Québec	11-04-71
Olivier, Valmore, 843, Belvédère Street, Sherbrooke, Québec	07-02-71
Proulx, Jacques, 214, boulevard St-Joseph, Hull, Québec	05-05-71

Optométristes
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Québec	31-12-70

46153-o

Divers
Compagnies

A.A.P.C.P. ltée

Le ministre des Instituttions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 3 février 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 9) de la corporation « A.A.P.C.P. ltée », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46074-o 3160-70

Les Produits Lionel inc.
Lionel Products Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV, de la compagnie « Les Produits Lionel inc. » constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Les Produits Lionel inc.— Lionel Products Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46085-o 2646-69

Miscellaneous
Companies

A.A.P.C.P. ltée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 84, he approved on February 3, 1972, the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 9) of the corporation called "A.A.P.C.P. ltée", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46074 3160-70

Les Produits Lionel inc.
Lionel Products Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXIV, of the company "Les Produits Lionel inc." incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1969, changing its name into that of "Les Produits Lionel inc.— Lionel Products Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46085 2646-69

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & Cie inc.

La compagnie « C. J. Hodgson & Co. Inc. — C. J. Hodgson & Cie inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 11.

Le secrétaire,
J. PETER GRIFFIN.

46075 1563-64

Centre Professionnel St-Jean inc.

La compagnie « Centre Professionnel St-Jean inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
Dr JEAN-MARIE FOURNIER.

46076-o 4097-66

J. Eliosoff & Sons Co.

La compagnie « J. Eliosoff & Sons Co. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ROSE ELIOSOFF.

46077 4589-39

Fonds de St-Hyacinthe ltée
St-Hyacinthe Fund Ltd.

La compagnie « Fonds de St-Hyacinthe ltée — St-Hyacinthe Fund Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JACQUES LAFONTAINE.

46078-o 4070-64

G.N.C. Québec inc.

La compagnie « G.N.C. Québec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JACQUES LAURENT.

46079-o 312-71

Les Investissements A.V.I.R. inc.

La compagnie « Les Investissements A.V.I.R. inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
JACQUES CÉRAT.

46080-o 1483-71

J.K.B. Holdings Ltd.

La compagnie « J.K.B. Holdings Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ROBERT L. MOLONEY.

46081 62-71

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & Cie inc.

Notice is given that "C. J. Hodgson & Co. Inc. — C. J. Hodgson & Cie inc." has changed the number of its directors from 10 to 11.

J. PETER GRIFFIN,
Secretary.

46075-o 1563-64

Centre Professionnel St-Jean inc.

Notice is given that "Centre Professionnel St-Jean inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

Dr. JEAN-MARIE FOURNIER,
Secretary.

46076 4097-66

J. Eliosoff & Sons Co.

Notice is given that "J. Eliosoff & Sons Co." has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROSE ELIOSOFF,
Secretary.

46077-o 4589-39

Fonds de St-Hyacinthe ltée
St-Hyacinthe Fund Ltd.

Notice is given that "Fonds de St-Hyacinthe ltée — St-Hyacinthe Fund Ltd." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

JACQUES LAFONTAINE,
Secretary.

46078 4070-64

G.N.C. Québec inc.

Notice is given that "G.N.C. Québec inc." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

JACQUES LAURENT,
Secretary.

46079 312-71

Les Investissements A.V.I.R. inc.

Notice is given that "Les Investissements A.V.I.R. inc. » has changed the number of its directors from 3 to 6.

JACQUES CÉRAT,
Secretary.

46080 1483-71

J.K.B. Holdings Ltd.

Notice is given that "J.K.B. Holdings Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROBERT L. MOLONEY,
Secretary.

46081-o 62-71

J. R. Côté Construction limitée

La compagnie « J. R. Côté Construction limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL CÔTÉ.

46082-o 2731-65

Johnson, Rose & Co. Inc.

La compagnie « Johnson, Rose & Co. Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
FRED JUSTITZ.

46083 7754-46

Saint-Louis Aviation inc.

La compagnie « Saint-Louis Aviation inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le président,
FERNAND ST-LOUIS.

46089-o 716927

Town & Country Cleaners Ltd.

La compagnie « Town & Country Cleaners Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENCE BOOKMAN.

46090 10327-55

W. J. Lafave & Sons Ltd.
W. J. Lafave & Fils ltée

La compagnie « W. J. Lafave & Sons Ltd. — W. J. Lafave & Fils ltée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
PETER LAFAVE.

46091 49160-53

E. H. Jones Inc.

La compagnie « E. H. Jones Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
JOSEPH GUALDIERI.

46084 964-64

Normand Villeneuve inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 6, de la compagnie « Berry & Villeneuve inc. » constituée par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Normand Villeneuve inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46088-o 716427

J. R. Côté Construction limitée

Notice is given that "J. R. Côté Construction limitée » has increased the number of its directors from 3 to 5.

JEAN-PAUL CÔTÉ,
Secretary.

46082 2731-65

Johnson, Rose & Co. Inc.

Notice is given that "Johnson, Rose & Co. Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

FRED JUSTITZ,
Secretary.

46083-o 7754-46

Saint-Louis Aviation inc.

Notice is given that "Saint-Louis Aviation inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

FERNAND ST-LOUIS,
President.

46089 716927

Town & Country Cleaners Ltd.

Notice is given that "Town & Country Cleaners Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

LAURENCE BOOKMAN,
Secretary-Treasurer.

46090-o 10327-55

W. J. Lafave & Sons Ltd.
W. J. Lafave & Fils ltée

Notice is given that "W. J. Lafave & Sons Ltd. — W. J. Lafave & Fils ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

PETER LAFAVE,
Secretary.

46091-o 49160-53

E. H. Jones Inc.

Notice is given that "E. H. Jones Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JOSEPH GUALDIERI,
Secretary-Treasurer.

46084-o 964-64

Normand Villeneuve inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 6, of the company "Berry & Villeneuve inc." incorporated by letters patent dated the 26th day of November, 1971, changing its name into that of "Normand Villeneuve inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46088-o 716427

Lacroix & Frères inc.

La compagnie « Lacroix & Frères inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 7.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

46086-o 12483-57

Lacroix & Frères inc.

La compagnie « Lacroix & Frères inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

46087-o 12483-57

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited

Avis est donné que la compagnie « Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited » a augmenté le nombre de ses administrateurs de 13 à 15.

Le secrétaire-trésorier,
W. D. KING.

46155 1901-24

Azur Construction inc.

La compagnie « Azur Construction inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
NATASHA ADAMEK.

46156-o 714353

Caprol inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1972, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « Caprol inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46157-o 6001-69

Charcuterie Le Baron inc.

La compagnie « Charcuterie Le Baron inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
J. GAGNÉ.

46158-o 2772-71

Colonie Notre-Dame du Lac Sept Îles

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 14 février 1972, le règlement numéro 1 (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 12) de la corporation « Colonie Notre-Dame du Lac Sept Îles », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46159-o 1760-70

Lacroix & Frères inc.

Notice is given that "Lacroix & Frères inc." has changed the number of its directors from 8 to 7.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

46086 12483-57

Lacroix & Frères inc.

Notice is given that "Lacroix & Frères inc." has changed the number of its directors from 7 to 8.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

46087 12483-57

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited

Notice is given that "Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited" has changed the number of its directors from 13 to 15.

W. D. KING,
Secretary-Treasurer.

46155-o 1901-24

Azur Construction inc.

Notice is given that "Azur Construction inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

NATASHA ADAMEK,
Secretary.

46156 714353

Caprol inc.

Notice is given that on April 6, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws numbers 1 and 2 of "Caprol inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46157 6001-69

Charcuterie Le Baron inc.

Notice is given that "Charcuterie Le Baron inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

J. GAGNÉ,
Secretary.

46158 2772-71

Colonie Notre-Dame du Lac Sept Îles

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, he approved, on February 14, 1972, by-law number 1 (including an article increasing the number of the directors from 3 to 12) of "Colonie Notre-Dame du Lac Sept Îles", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46159 1760-70

Les Immeubles Laurentiens (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 205, de la compagnie « Raoul Émond Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1966, changeant son nom en celui de « Les Immeubles Laurentiens (1972) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46160-o 4280-66

Les Immeubles Laurentiens (1972) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 205, of the company "Raoul Émond Construction inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of October, 1966, changing its name into that of "Les Immeubles Laurentiens (1972) inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46160-o 4280-66

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

La compagnie « Lallouz ltée — Lallouz Ltd." donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
ABNER LALLOUZ.

46161 213-66

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

Notice is given that "Lallouz ltée — Lallouz Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

ABNER LALLOUZ,
Secretary-Treasurer.

46161-o 213-66

Pitts Québec Limited

La compagnie « Pitts Québec Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le secrétaire,
CORTI BOLAND.

46162 7786-50

Pitts Québec Limited

Notice is given that "Pitts Québec Limited" has changed the number of its directors from 6 to 3.

CORTI BOLAND,
Secretary.

46162-o 7786-50

R.C.A. Construction Inc.

La compagnie « R.C.A. Construction Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ TREMBLAY.

46163-o 716003

R.C.A. Construction Inc.

Notice is given that "R.C.A. Construction Inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ TREMBLAY,
Secretary.

46163 716003

La Société d'Aide aux Mineurs de Lacorne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de « La Société d'Aide aux Mineurs de Lacorne inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46164-o 720866

La Société d'Aide aux Mineurs de Lacorne inc.

Notice is given that, on March 27, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "La Société d'Aide aux Mineurs de Lacorne inc.", the foregoing pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46164 720866

Terra-Jet inc.

La compagnie « Terra-Jet inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
MICHEL VERRIER.

46165-o 4482-69

Terra-Jet inc.

Notice is given that "Terra-Jet inc." has changed the number of its directors from 5 to 7.

MICHEL VERRIER,
Secretary.

46165-o 4482-69

Tricot P.G. ltée
P.G. Knitting Ltd.

La compagnie « Tricot P.G. ltée — P.G. Knitting Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le président,
JEAN-GUY GERVAIS.

46166-o 715633

Tricot P.G. ltée
P.G. Knitting Ltd.

Notice is given that "Tricot P.G. ltée — P.G. Knitting Ltd." has increased the number of its directors from 5 to 7.

JEAN-GUY GERVAIS,
President.

46166 715633

Avis divers

Ville de Montréal

Avis de Rachat

Erratum

Aux détenteurs des obligations payable en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5 3/8% Sinking Fund Debentures for Local Improvments, due June 15, 1980 ».

Page 3740 de l'édition du 6 mai 1972.

212411 aurait dû se lire 312411.

45695-x

Miscellaneous Notice

City of Montreal

Notice of Redemption

Erratum

To the holders of Debentures payable in United States Currency of the issue designated "5 3/8% Sinking Fund Debentures for Local Improvments, due June 15, 1980".

On Page 3740 of the edition of May 6, 1972.

212411 should be read 312411.

45695-x

Sièges sociaux

Dalib Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dalib Investments Ltd. » , constituée en vertu de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 24 mai 1968, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les villes et district de Montréal, à 6690 Sherbrooke est, l'a transporté à 1763 Fleury, Montréal, Québec.

Donné à Montréal, ce 6e jour de janvier, 1972.

Le secrétaire,
RÉAL DEBLOIS.

46058-o 2475-68

Les Entreprises Nolp. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Nolp. inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec en date du 2 juillet 1970 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au No 507 Place d'Armes, suite 1800, l'a transporté au numéro 11,561, de la rue Alfred Laliberté.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
NANTEL, MERCURE, POLIQUIN & LAMONTAGNE.

46060-o 2846-70

Entreprises Griffin inc.
Griffin Enterprises Inc.

La compagnie « Entreprises Griffin inc. — Griffin Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Québec, au numéro 3395, rue Fabert, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
T. J. GRIFFIN.

46061-o 4372-50

Head Offices

Dalib Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Dalib Investments Ltd. », incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 24th of May, 1968 and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal at 6690 Sherbrooke St. East, has moved it to 1763 Fleury St. in the city and district of Montreal, Province of Québec.

Dated at Montreal, this 6th day of January, 1972.

RÉAL DEBLOIS,
Secretary.

46058-o 2475-68

Les Entreprises Nolp. Inc.

Notice is hereby given that the "Les Entreprises Nolp. inc.", company incorporated under the provisions of Part I of the Québec Companies Act and the 2nd day of July 1970, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 507 Place d'Armes, suite 1800, has moved it to 11,561 Alfred Laliberté Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of April 1972.

NANTEL, MERCURE, POLIQUIN & LAMONTAGNE,
Attorneys for the Company.

46060-o 2846-70

Entreprises Griffin inc.
Griffin Enterprises Inc.

Notice is given that "Entreprises Griffin inc. — Griffin Enterprises Inc." has transferred its head office from Québec to 3395 Fabert Street, Ste. Foy.

T. J. GRIFFIN,
Secretary.

46061 4372-50

Danrose Development Corp.

Avis est donné que la compagnie « Danrose Development Corp. », constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 21 octobre, 1965, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montreal, l'a transporté à 7779 rue Casgrain, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 26e jour d'avril, 1972.

Le secrétaire,
CLARA ROSEN.

46059-o 4647-65

Danrose Development Corp.

Notice is hereby given that "Danrose Development Corp.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 21st day of October, 1965, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has moved it to 7779 Casgrain Street, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of April, 1972.

CLARA ROSEN,
Secretary.

46059-o 4647-65

Les Administrations Grimard Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Administrations Grimard inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1971, et ayant son siège social à Rouyn, a établi son siège social à 155 Dallaire, Rouyn.

À compter de la date ci-dessus, le siège social sera considéré comme bureau principal de la compagnie.

Rouyn, ce 30 novembre 1971.

La secrétaire-trésorière,
GISELLE VILNIS.

46054-o 71-6477

Les Administrations Grimard Inc.

Notice is hereby given that "Les Administrations Grimard Inc." constituted in corporation by letters patent dated November 30, 1971, and having its head office in Rouyn, has established its head office at Rouyn, at 155 Dallaire Avenue.

As and from this date, the said office will be considered as main office of the company.

Rouyn, November 30, 1971.

GISELLE VILNIS,
Secretary-Treasurer.

46054-o 71-6477

Les Éliminateurs-Exterminateurs Claude inc.
Claude Eliminators-Exterminators Inc.

Avis est donné que la Compagnie « Les Éliminateurs-Exterminateurs Claude inc.— Claude Eliminators-Exterminators Inc. » constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises par le Gouvernement du Québec, (Première partie de la Loi des compagnies), en date du vingt-cinq août mil neuf cent soixante et onze (1971), et ayant son siège social dans la Ville de St-Laurent (District de Montréal), a établi son bureau au numéro 155, du boulevard Décarie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de février 1972.

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, *notaire.*

46056-o 71-6263

Les Éliminateurs-Exterminateurs Claude inc.
Claude Eliminators-Exterminators Inc.

Notice is given that "Les Éliminateurs-Exterminateurs Claude inc.— Claude Eliminators-Exterminators Inc." incorporated by letters patent issued by the Government of Québec (Part I of the Companies Act), dated the twenty-fifth day of August, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), and having its head office in the City of St. Laurent (District of Montreal), has established its office at number 155 Décarie Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 7th day of February, 1972.

DANIEL MANSEAU, *Notary,*
Attorney for the Company.

46056 71-6263

Flavette Products Corporation

La compagnie « Flavette Products Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes, datées du 6 octobre 1970, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1, place Ville Marie, local 930, Montréal, à 10740, rue Salk, Montréal,

Montréal, 23 septembre 1971.

Le secrétaire,
EUGÈNE F. KELLY.

46062 4364-70

Flavette Products Corporation

Notice is hereby given that "Flavette Products Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated October 6, 1970 has moved its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 930, Montreal to 10740 Salk Street, Montreal.

Montreal, September 23, 1971.

EUGÈNE F. KELLY,
Secretary.

46062-o 4364-70

La Cie de Gestion Paul E. Lefebvre Inc.

Avis est donné que « La Cie de Gestion Paul E. Lefebvre Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 1er jour de décembre 1971, a établi son bureau au numéro 970 rue De Bullion, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 21e jour de mars 1972.

Le président,
PAUL-ÉMILE LEFEBVRE.

46055-o 71-6571

La Cie de Gestion Paul E. Lefebvre Inc.

Notice is hereby given that "La Cie de Gestion Paul E. Lefebvre Inc." incorporated by letters patent under the provisions of the Part I of the Companies Act, on the 1st day of December 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at number 970 De Bullion Street, in the City of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its office.

Dated at Montreal, this 21st day of March, 1972.

PAUL-ÉMILE LEFEBVRE,
President.

46055-o 71-6571

Le Club de Yacht et Marina de Vaudreuil inc. Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie « Le Club de Yacht et Marina de Vaudreuil inc.— Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc. » constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 29 février 1972 et ayant son siège social à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 80, à la rue les Chenaux.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23e jour de mars 1972.

Le président,
ANTHONY D. BECK.

46057-o 72-1163

Le Club de Yacht et Marina de Vaudreuil inc. Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc.

Notice is hereby given that "Le Club de Yacht et Marina de Vaudreuil inc.— Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc." incorporated by letters patent dated February 29, 1972 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Québec, and having its head office in the City of Vaudreuil, has established its office at 80 les Chenaux Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 23rd day of March, 1972.

ANTHONY D. BECK,
President.

46057-o 72-1163

Imprimex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Imprimex Inc. », constituée en corporation en vertu des lettres patentes émises par le gouvernement du Québec (Première partie de la Loi des compagnies), en date du neuf décembre mil neuf cent soixante et onze (1971), et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 3495, rue Dézéry.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce septième jour du mois de février mil neuf cent soixante-douze (1972).

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, *notaire.*

46063-o 71-6828

Imprimex Inc.

Notice is given that "Imprimex Inc.", incorporated by letters patent issued by the Québec Government (Part I of the Companies Act), dated the ninth day of December, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), and having its head office in the City of Montréal, Province of Québec, has established its office at number 3495, Dézéry Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this seventh day of February, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

DANIEL MANSEAU, *Notary,*
Attorney for the Company.

46063 71-6828

Institut National de la Recherche Scientifique

Avis est donné que l'« Institut National de la Recherche Scientifique » a établi son siège social au Complexe Scientifique de Sainte-Foy, 555, boulevard Henri IV, dans la cité de Sainte-Foy et le district judiciaire de Québec ».

L'agent d'information,
MICHEL GAUQUELIN.

46064-o

Institut National de la Recherche Scientifique

Notice is given that the "Institut National de la Recherche Scientifique" has established its head office at the Complexe Scientifique de Sainte-Foy, 555 Henri IV Boulevard, in the city of St. Foy and the judicial district of Québec.

MICHEL GAUQUELIN,
Information Officer.

46064

L.G.D. Inc.

Avis est par les présente donné que la compagnie « L.G.D. Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 10 novembre 1971 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 1055, Beaver Hall, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 11e jour de novembre 1971.

La secrétaire,
MONIQUE THÉORET.

46065-o 71-6039

L.G.D. Inc.

Notice is hereby given that the company "L.G.D. Inc.", incorporated in the Province of Québec, by letters patent dated November 10, 1971, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at 1055 Beaver Hall, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 11th day of November, 1971.

MONIQUE THÉORET,
Secretary.

46065 71-6039

Maison Hortensia Inc.

Avis est donné que la compagnie « Maison Hortensia Inc. » constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du 25e jour d'octobre 1971 et ayant son siège social dans la Cité de Montréal a établi son bureau au numéro 1445, rue Crescent.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 6 janvier 1972.

Les procureurs de la compagnie,
NANTEL, MERCURE, POLIQUIN
& LAMONTAGNE.

46067-o 71-5708

Maison Hortensia Inc.

Notice is given that "Maison Hortensia Inc." incorporated under Part I of the Companies Act on the 25th day of October 1971, and having its head office in the City of Montreal has established its office at number 1445 Crescent Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, January 6, 1972.

NANTEL, MERCURE, POLIQUIN
& LAMONTAGNE,
Attorneys for the Company.

46067-o 71-5708

Medigas (Québec) Limited
Medigaz (Québec) limitée

La compagnie « Medigas (Québec) Limited — Medigaz (Québec) limitée » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 800, carré Victoria, Montréal à 2600, rue Paulus, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
P.-A. BÉLANGER.

46068 1623-70

Medigas (Québec) Limited
Medigaz (Québec) limitée

Notice is given that "Medigas (Québec) Limited — Medigaz (Québec) limitée" has transferred its head office from 800 Victoria Square, Montreal to 2600 Paulus Street, Saint-Laurent.

P.-A. BÉLANGER,
Secretary.

46068-o 1623-70

Nazzareno Automobiles Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nazzareno Automobiles Inc. » constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises par le Gouvernement du Québec (Première partie de la Loi des compagnies), en date du vingt-deux novembre mil neuf cent soixante et onze (1971), et ayant son siège social dans la Ville de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 7045, rue Marconi.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de février 1972.

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, *notaire.*

46069-o 71-6446

Nazzareno Automobiles Inc.

Notice is given that "Nazzareno Automobiles Inc." incorporated by letters patent issued by the Québec Government (Part I of the Companies Act), dated the twenty-second day of November, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec has established its office at number 7045 Marconi Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given in Montreal, this 7th day of February, 1972.

DANIEL MANSEAU, *Notary,*
Attorney for the Company.

46069 71-6446

Lacroix & Frères inc.

La compagnie « Lacroix & Frères inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Québec, au numéro 57, rue Commerciale, Lévis.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

46066-o 12483-57

Serge A. Piquette Inc.

Avis est donné que la compagnie « Serge A. Piquette Inc. », constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises par le Gouvernement du Québec (Première partie de la Loi des compagnies), en date du dix-sept novembre mil neuf cent soixante et onze (1971), et ayant son siège social dans la ville de Longueuil (District de Montréal), a établi son bureau au numéro 400, rue St-Jacques, à Longueuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce septième jour de février mil neuf cent soixante-douze (1972).

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, *notaire.*

46070-o 71-6263

Velrac Inc.

Avis est donné que la compagnie « Velrac Inc. , constituée en corporation en vertu de lettres patentes émise par le gouvernement du Québec (Première partie de la Loi des compagnies), en date du vingt-deux novembre mil neuf cent soixante et onze (1971), et ayant son siège social dans la ville de Joliette, province de Québec, a établi son bureau au numéro 489, rue Ste-Anne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce septième jour du mois de février mil neuf cent soixante-douze (1972).

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, *notaire.*

46072-o 71-6453

Vinly limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Vinly limitée », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 6 juillet 1967, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Ville Mont-Royal, a établi son siège social au 22 Fernlea Crescent, Ville Mont-Royal, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Donné à Ville Mont-Royal, ce 15 février 1972.

(Sceau) Vinly limitée,
Le président,
RENÉ LIZOTTE.

46073-o 3010-67

Lacroix & Frères inc.

Notice is given that "Lacroix & Frères inc." has transferred its head office from Québec, to 57 Commerciale Street, Lévis.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

46066-o 12483-57

Serge A. Piquette Inc.

Notice is given that "Serge S. Piquette Inc.", incorporated by letters patent issued by the Québec Government (Part I of the Companies Act), dated the seventeenth day of November, one thousand nine hundred and seventy-one (1971), and having its head office in the city of Longueuil (District of Montréal), has established its office at number 400 St. James Street, in Longueuil.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this seventh day of February, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

DANIEL MANSEAU, *Notary,*
Attorney for the Company.

46070 71-6263

Velrac Inc.

Notice is given that "Velrac Inc.", incorporated by letters patent issued by the Québec Government (Part I of the Companies Act), dated the twenty-second day of November one thousand nine hundred and seventy-one (1971), and having its head office in the city of Joliette, Province of Québec, has established its office at number 489 Ste. Anne Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office. (1972)

Given in Montreal, this seventh day of February, one thousand nine hundred and seventy-two.

DANIEL MANSEAU, *Notary,*
Attorney for the Company.

46072 71-6453

Vinly Limited

Notice is hereby given that "Vinly Limited", a company incorporated by letters patent issued on July 6, 1967, under the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in Mount-Royal, has established its head office at 22 Fernlea Crescent, Town of Mount-Royal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Dated at Town of Mount-Royal, this February 15, 1972.

(Seal) Vinly Limited,
RENÉ LIZOTTE,
President.

46073-o 3010-67

Thellend & Lambert Inc.

Avis est donné que la compagnie « Thellend & Lambert inc. », constituée en corporation le 28 décembre 1971, par lettres patentes et ayant son siège social dans la ville de Longueuil, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 205, rue Hémond, à Longueuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Longueuil, ce 10e jour de janvier 1972.

Le président,
ANDRÉ THELLEND.

46071-o 7114-71

Thellend & Lambert Inc.

Notice is given that "Thellend & Lambert Inc.", incorporated on December 28, 1971 by letters patent and having its head office in the town of Longueuil, district of Montreal, has established its office at 205, Hémond Street, Longueuil.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Longueuil, this 10th day of January, 1972.

ANDRÉ THELLEND,
President.

46071-o 7414-71

Aero-Nicha ltée
Aero-Nicha Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Aero-Nicha ltée — Aero-Nicha Ltd. », constituée en corporation en date du 18 janvier 1972 et ayant son siège social dans la ville de Saint-Lambert, a établi son bureau au numéro 680 de la rue Victoria, à Saint-Lambert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Saint-Lambert, ce 30e jour de mars 1972.

Le président,
HUBERT SOUCIE.

46137-o 72-0274

Aero-Nicha ltée
Aero-Nicha Ltd.

Notice is given that "Aero-Nicha ltée — Aero-Nicha Ltd.", incorporated on January 18, 1972, and having its head office in the city of St. Lambert, has established its office at 680 Victoria Street, St. Lambert.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Given at St. Lambert, this 30th day of March, 1972.

HUBERT SOUCIE,
President.

46137 72-0274

L'Atelier 4 inc.

Avis est donné que la compagnie « Parent & Sperandio inc. », constituée en corporation en date du 17e jour de mars 1970 et dont le nom a été changé le 17 mars 1972 en celui de « L'Atelier 4 inc. » et ayant son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 6275, rue Papineau, l'a transporté au numéro 2141, de la rue Montcalm.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21e jour de mars 1972.

(Sceau) *Le secrétaire,*
PAUL SPERANDIO.

46138-o 6364-69

L'Atelier 4 inc.

Notice is given that "Parent & Sperandio inc.", incorporated on the 17th day of March, 1970, and whose name was changed on March 17, 1972, to that of "L'Atelier 4 inc.", and having its principal office in the city of Montreal, where its office was located until today at 6275 Papineau Street, has transferred it to 2141 Montcalm Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of March, 1972.

(Seal) PAUL SPERANDIO,
Secretary.

46138 6364-69

Daytona Motor Corporation

La compagnie « Daytona Motor Corporation », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 19e jour de juin 1958, donne avis qu'elle a changé son siège social du 1130, rue Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, Province de Québec, au 1214, rue Sanguinet, dans la ville de Montréal, Province de Québec.

Montréal, ce 1er jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
MADELEINE GAGNON.

46140 12228-58

Daytona Motor Corporation

Notice is hereby given that "Daytona Motor Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated June 19th, 1958, has moved its head office from 1130 St. Antoine Street, in the city of Montreal, Province of Québec, to 1214 Sanguinet Street, in the city of Montreal, Province of Québec.

Montreal, this 1st day of April, 1972.

MADELEINE GAGNON,
Secretary.

46140-o 12228-58

Carnival Rugs Ltd.

La compagnie « Carnival Rugs Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2 décembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a établi son siège social au 4691, avenue Van Horne, en la ville de Montréal.

Montréal, P.Q., 7 février 1972.

Le secrétaire,
ERVIN BERNFELD.

46139 71-6652

Carnival Rugs Ltd.

Notice is hereby given that "Carnival Rugs Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 2nd, 1971, and having its head office in Montreal, has established its head office at 4691 Van Horne Avenue, in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., February 7, 1972.

ERVIN BERNFELD,
Secretary.

46139-o 71-6652

Dynasel Corporation

La compagnie « Dynasel Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 17 mai 1968, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle l'a transporté du 4530 est, rue Iberville, au 781 est, rue Mont-Royal, en la ville de Montréal.

Montréal, 1er mai 1972.

Le secrétaire,
MYER LEVINSON.

46141 2297-68

Dynasel Corporation

Notice is hereby given that "Dynasel Corporation" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 17th 1968, and having its head office in Montreal, has moved same from 4530 Iberville Street, to 781 Mont Royal Street East, in the City of Montreal.

Montreal, May 1st, 1972.

MYER LEVINSON,
Secretary.

46141-o 2297-68

Gestion Marcel Chabot ltée

Avis est donné que la compagnie « Gestion Marcel Chabot ltée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 août 1971 et ayant son siège social dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 262 rue Cartier, l'a transporté au numéro 875 chemin des Lauriers.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 31e jour de mars 1972.

Le président,
MARCEL CHABOT.

46142-o 71-4390

Gestion Marcel Chabot ltée

Notice is given that "Gestion Marcel Chabot ltée", incorporated by letters patent dated August 23, 1971, and having its head office in the City of Granby, where it had its office located until today at 262 Cartier Street, has transferred it to 875 des Lauriers Road.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Given at Granby, this 31st day of March, 1972.

MARCEL CHABOT,
President.

46142 71-4390

J. & S. Designs Services Ltd.

La compagnie « J. & S. Designs Services Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 17 février 1964, donne avis qu'elle a transporté son siège social du 174, avenue Thornton au 2897, boulevard Graham, ville Mont-Royal.

Ville Mont-Royal, 18 avril 1972.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
JEAN BAILLIE.

46143 784-64

J. & S. Designs Services Ltd.

Notice is hereby given that "J. & S. Designs Services Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated February 17, 1964, has moved its head office from 174 Thornton Avenue to 2897 Graham Boulevard, in the Town of Mount Royal.

Town of Mount Royal, April 18, 1972.

(Seal) JEAN BAILLIE,
Secretary-Treasurer.

46143-o 784-64

Librairie Laliberté inc.

La compagnie « Librairie Laliberté inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Granby au numéro 3020, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy.

Le président,
LUCIUS LALIBERTÉ.

46144-o 10542-56

Librairie Laliberté inc.

Notice is given that "Librairie Laliberté inc." has transferred its head office from Granby to number 3020 St. Foy Road, St. Foy.

LUCIUS LALIBERTÉ,
President.

46144 10542-56

Québec Ontario Freightways Inc.

La compagnie « Québec Ontario Freightways Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 6500, Grande-Allée, Saint-Hubert.

Le secrétaire,
CARMEN L. DUFOUR.

46176-o 716645

Québec Ontario Freightways Inc.

Notice is given that "Québec Ontario Freightways Inc." has transferred its head office in Montreal to number 6500 Grande-Allée, St. Hubert.

CARMEN L. DUFOUR,
Secretary.

46176 716645

Rhodes Holding Corporation

La compagnie « Rhodes Holding Corporation », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) le 3e jour de mars 1972, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, donne avis qu'elle a établi son bureau à suite 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, en ladite ville.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, P.Q., ce 14e jour de mars 1972.

Le président,
G. HAROLD PICKEL.

46149 72-1234

Rhodes Holding Corporation

Notice is hereby given that "Rhodes Holding Corporation", a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act (Québec) on the 3rd day of March, 1972, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, has established such office at Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West in the said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 14th day of March, 1972.

G. HAROLD PICKEL,
President.

46149-o 72-1234

Roclerc Aluminium inc.

Avis est donné que « Roclerc Aluminium inc. » corporation légalement constituée par lettres patentes en date du vingt-neuf février mil neuf cent soixante-douze et ayant son bureau principal à Laval, a établi son bureau principal au No 1014, 42e Avenue, Fabreville, Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal et siège social.

Donné à Laval, ce quinzième jour de mars mil neuf cent soixante-douze.

(Sceau) *Le président,*
WILLIE LECLERC.

46150-o 72-1157

Roclerc Aluminium inc.

Notice is given that "Roclerc Aluminium inc.", a corporation legally incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of February, one thousand nine hundred and seventy-two and having its head office at Laval, has established its head office at 1014, 42nd Avenue, Fabreville, Laval.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its principal place of business and head office.

Given at Laval, this fifteenth day of March, one thousand nine hundred and seventy-two.

(Seal) WILLIE LECLERC,
President.

46150 72-1157

Pointe au Phare Investment Corporation

La compagnie « Pointe au Phare Investment Corporation » constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) le 29e jour de décembre 1971, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, Province de Québec, donne avis qu'elle a établi son bureau à suite 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, en ladite ville.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, P.Q., ce 30e jour de mars 1972.

Le président,
G. HAROLD PICKEL.

46147 71-7261

Pointe au Phare Investment Corporation

Notice is hereby given that "Pointe au Phare Investment Corporation" a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act (Québec) on the 29th day of December, 1971, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, has established such office at Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, in the said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 30th day of March, 1972.

G. HAROLD PICKEL,
President.

46147-o 71-7261

Packaging Automation Machinery Co. Ltd.

La compagnie « Packaging Automation Machinery Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de novembre 1971, et ayant son siège social à Saint-Laurent, où son bureau était situé au 4755, boulevard des Grandes Prairies, donne avis qu'elle l'a établi à 5205 est, boulevard Métropolitain, ville de Saint-Léonard, district de Montréal, Province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, ce 20e jour de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
HAZEL LIPES.

46145 71-6267

Paul Georges Godin ltée

Avis est donné que la compagnie « Paul Georges Godin ltée » constituée par lettres patentes datées du 29 novembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q. a établi son bureau principal à 4590, rue Saint-Denis, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 4e jour de janvier 1972.

Le président,
PAUL GEORGES GODIN.

46146-o 71-6532

Résidences funéraires Godin ltée

Avis est donné que la compagnie « Résidences funéraires Godin ltée » constituée par lettres patentes datées du 29 novembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à 528 est, rue Rachel, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 4e jour de janvier 1972.

Le président,
RICHARD GODIN.

46148-o 71-6984

Packaging Automation Machinery Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Packaging Automation Machinery Co. Ltd." incorporated by letters patent on the 30th day of November, 1971, and having its head office in St. Léonard, where its office was situated at 4755 des Grandes Prairies Boulevard, has moved it to 5205 Metropolitan Boulevard East, City of St. Léonard, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of March, 1972.

HAZEL LIPES,
Secretary-Treasurer.

46145-o 71-6267

Paul Georges Godin ltée

Notice is given that "Paul Georges Godin ltée" incorporated by letters patent dated November 29, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at 4590 St. Denis Street, Montreal.

Upon and after the date of the present notice, the company shall consider the said office as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 4th day of January, 1972.

PAUL GEORGES GODIN,
President.

46146 71-6532

Résidences funéraires Godin ltée

Notice is given that "Résidences funéraires Godin ltée", incorporated by letters patent dated November 29, 1971, and having its head office in Montreal, Qué., has established its main office at 528 Rachel Street East, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Given at Montreal, Québec, on this 4th day of January, 1972.

RICHARD GODIN,
President.

46148 71-6984

Lettres patentes

Le Club de hockey les Nordiques limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Marius Fortier, 7223, Place Mont Royal, Léo-Paul Beausoleil, 7175, boulevard Cloutier, tous deux de Charlesbourg, et John Dacres, 2665, Brome, Québec, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Letters Patent

Le Club de hockey les Nordiques limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Fortier, 7223 Place Mont Royal, Léo-Paul Beausoleil, 7175 Cloutier Boulevard, both of Charlesbourg, and John Dacres, 2665 Brome, Québec, all three industrialists, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Le Club de hockey les Nordiques limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052-o 722547

Jerry Jerome & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger l'avis des lettres patentes du 16 décembre 1971, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 20 mai 1972, numéro 20, à la page 3955; le nom de la compagnie « Jerry Jerome and Associates Ltd. » devrait se lire ainsi: « Jerry Jerome & Associates Ltd. ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46052-o 716943

Perry Lee Gladiolus Farm Inc.

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes corrigées, en date du 5e jour de mai 1972, à la compagnie « Perry Lee Gladiolus Farm Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de mars 1957, en remplaçant le mot « un » à la page 3 des lettres patentes, après les mots « quatre cents actions ordinaires de », par le mot « cent ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46052 10876-57

To carry on a business consisting of providing entertainment for the public, under the name of "Le Club de hockey les Nordiques limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 60 Dorchester, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052 722547

Jerry Jerome & Associates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, it has pleased the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to correct the notice of letters patent of December 16, 1971, published in the *Québec Official Gazette* of May 20, 1972, number 20, on page 3955; the name of the company, "Jerry Jerome and Associates Ltd." should read as follows: "Jerry Jerome & Associates Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46052 716943

Perry Lee Gladiolus Farm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, corrected letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Perry Lee Gladiolus Farm Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of March, 1957, by replacing the word "one" on page 3 of the letters patent after the words "four hundred common shares of" by the words "one hundred".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052-o 10876-57

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton Bellecombe

Cadastre officiel de canton Bellecombe, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 1 à 32, rang A, 1 à 12 rang B et les îles 1 à 6 du lac Bellecombe sont ajoutés et une partie des lots 24 à 26 rang VI, 23 à 26 rang VII sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46120-o

Canton Wickham

Cadastre officiel de canton Wickham, municipalité de la ville de Drummondville, division d'enregistrement de Drummond.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Bellecombe

Official cadastre of township of Bellecombe, municipality of registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that lots 1 to 32 range A, 1 to 12 range B and the islands 1 to 6 of lake Bellecombe are added and a part of lots 24 to 26 range VI, 23 to 26 range VII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 4, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46120-o

Canton Wickham

Official cadastre of township Wickham, municipality of the city of Drummondville, registration division of Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 240-60 à 240-121 et 241-43 à 241-116 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46120-o

L'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 52-48-12 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46120-o

Paroisse de St-Joachim de Châteauguay

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, municipalité de la ville de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay.

Avis est par la présente donné que les lots 252-15 à 252-21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46120-o

Notice is hereby given that lots 240-60 to 240-121 and 241-43 to 241-116 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 12, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46120-o

L'Ancienne-Lorette

Official cadastre of l'Ancienne-Lorette, municipality of the city of Québec, registration of Québec.

Notice is hereby given that lot 52-48-12 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 8, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46120-o

Parish of St-Joachim de Châteauguay

Official cadastre of the parish of St-Joachim de Châteauguay, municipality of the city of Châteauguay, registration division of Châteauguay.

Notice is hereby given that lots 252-15 to 252-21 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 27, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46120-o

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

(*Erratum*)

Dans l'avis publié le 20 mai 1972 à la page 4008, le deuxième paragraphe aurait dû se lire comme suit: « Avis est par la présente donné que les lots 2-234 à 2-237 et 3-187 à 3-190 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil ».

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

La Commission de transport de la Ville de Laval

Avis public est donné, que la Commission de transport de la Ville de Laval, corps public légalement constitué en vertu de la Charte de la Ville de Laval (Chapitre 89 des lois de 1965, première session), tel qu'ajouté aux termes de l'article 25 de la loi modifiant la Charte de la Ville de Laval, (Chapitre 99 des lois de 1971), sanctionnée le 30 juin 1971, ayant son siège social dans la Ville de Laval, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale modifiant l'article 102, paragraphe 3, du chapitre 99 des lois de 1971, ci-haut mentionné, lui permettant d'intégrer le transport des écoliers du niveau secondaire au transport public et autres fins.

Montréal, ce 15 mai 1972.

Les agents et procureurs de
La Commission de transport de la Ville de Laval,
BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
GRATTON & BLAIN.

45946-20-4-o

City of Laval Transit Commission

Public notice is given that the City of Laval Transit Commission, a public body legally incorporated pursuant to the Charter of the City of Laval (Chapter 89 of the Statutes of 1965, first Session), as added under the provisions of Section 25 of the Act to amend the charter of the City of Laval, (Chapter 99 of the Statutes of 1971), assented to on June 30th, 1971, having its head office in the City of Laval, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, for the adoption of a special legislation amending Section 102, Paragraph 3, of Chapter 99 of the Statutes of 1971, hereinabove mentioned, allowing it to integrate school transportation at secondary level to public transportation and other purposes.

Montreal, May 15, 1972.

BOURRET, ALLAIRE, L'HEUREUX,
GRATTON & BLAIN,
Representatives and Attorneys for
The City of Laval Transit Commission.

45946-20-4

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Foy s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Qu'en matière d'expropriation, elle bénéficie de la procédure utilisée, par le gouvernement, lorsqu'une expropriation est requise pour les fins de la Loi de la Voirie.

2° Modifier, pour la Ville, l'article 64*a* de la Loi des cités et villes.

3° Modifier le premier paragraphe de l'article 8 du Bill 154, sanctionné le 29 juin 1971;

4° Modifier l'article 11 du même bill 154.

5. Modifier, pour la ville, la Loi des cités et villes relativement aux avis publics;

6° Nonobstant le paragraphe 1er de l'article 426 de la Loi des cités et villes, permettre à la Ville de modifier son plan directeur de façon à intégrer le Quartier Laurentien et permettre de modifier son règlement de zonage en conformité de tel plan.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 30 mai 1972.

Le procureur de la Ville de Sainte-Foy,

46210-22-4-o DENYS AUBÉ, C.R.

City of Ste. Foy

Public notice is hereby given that the City of Ste. Foy will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To take advantage of the procedure used by the Government, in matters of expropriation, when an expropriation is required for the purposes of the Roads Act.

2. To amend, with respect to the City, section 64*a* of the Cities and Towns Act.

3. To amend the first paragraph of section 8 of Bill 154, assented to on June 29, 1971.

4. To amend section 11 of said Bill 154.

5. To amend, with respect to the City, the Cities and Towns Act, as regards public notices;

6. Notwithstanding the first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, to allow the City to modify its master plan in order to integrate Laurentien Ward and to amend its zoning regulation in accordance with this plan.

And for all other purposes.

Québec, May 30, 1972.

DENYS AUBÉ, Q.C.,

46210-22-4 *Attorney for the City of Ste. Foy.*

Youssef El-Batrawi

Avis est par les présentes donné que Youssef El-Batrawi domicilié au 1160 Alexandre Desève, dans les cité et district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau du Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 8 mai 1972.

Les procureurs du requérant,
LETTE, MARCOTTE, BIRON

45927-20-4-o & SUTTO.

Youssef El-Batrawi

Notice is hereby given that Youssef El-Batrawi, domiciled at 1160 Alexandre Desève, in the City and District of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, to seek the adoption of an Act authorizing the Bar of the Province of Québec to admit him to the practice of the legal profession.

Montreal, May 8, 1972.

LETTE, MARCOTTE, BIRON
& SUTTO,

45927-20-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Bethel Gospel Chapel Montreal

Avis public est donné, par les présentes, que Bethel Gospel Chapel Montreal, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964 S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER,

45798-19-4-o ALLISION ET AL.

Bethel Gospel Chapel Montreal

Public notice is hereby given that Bethel Gospel Chapel Montreal, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964 R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,
ALLISON ET AL,

45798-19-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Chomedey Baptist Church

Avis public est donné, par les présentes, que Chomedey Baptist Church, une Église Protestante particulière selon la Loi de la Constitution de Certaines Églises, (1964, S.R.Q., chapitre 305), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour

Chomedey Baptist Church

Public notice is hereby given that Chomedey Baptist Church, an individual Protestant Church within the meaning of the Church Incorporation Act, (1964, R.S.Q., chapter 305), will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of

l'acquisition des pouvoirs d'un corps constitué en corporation, le tout suivant ladite Loi de la Constitution de Certaines Églises.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER,
45799-19-4-o ALLISON ET AL.

Québec for incorporation under the said Church Incorporation Act.

MARTINEAU, WALKER,
ALLISON ET AL,
45799-19-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Sainte-Scholastique

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement no 2 du conseil municipal de la ville de Sainte-Scholastique, tel que modifié par le règlement no 16 dudit conseil, créant une Commission d'urbanisme.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46167-o MAURICE TESSIER, C.R.

Department of Municipal Affairs

City of St. Scholastique

Pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970, Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved by-law No. 2 of the Municipal Council of the City of St. Scholastique, as modified by by-law No. 16 of the aforesaid Council, creating a Town-planning Board.

These by-laws shall come into force upon the date of publication of the present notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46167 *Minister of Municipal Affairs.*

Sociétés coopératives agricoles

Coopérative d'Arts Domestiques du Québec

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la société coopérative agricole « Coopérative d'Arts Domestiques du Québec », dont le siège social était situé à Québec, a été dissoute le 23 mai 1972, ce conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46205-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Kamouraska

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Kamouraska », tenue à Kamouraska le 16 mai 1972, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Mlle Annette Raymond, MM. Georges-Henri Pelletier et Claude Morneau soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
46206-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Associations

Coopérative d'Arts Domestiques du Québec

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the "Coopérative d'Arts Domestiques du Québec", whose head office was located in Québec, was dissolved on May 23, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46205

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Kamouraska

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Kamouraska", held at Kamouraska on May 16, 1972, it was resolved to wind up the cooperative, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act, Miss Annette Raymond and Messrs. Georges-Henri Pelletier and Claude Morneau were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
46206

Société Coopérative Agricole d'Abitibi-Ouest

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que la « Société Coopérative Agricole d'Abitibi-Ouest », dont le siège social était situé à Palmarolle, dans le district électoral d'Abitibi-ouest, a été dissoute le 25 mai 1972, ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.

46207-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Société Coopérative Agricole d'Abitibi-Ouest

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that the "Société Coopérative Agricole d'Abitibi-Ouest", whose head office was located at Palmarolle, electoral district of Abitibi West, was dissolved on May 25, 1972, in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46207

Renseignements sur les compagnies

Companies Information Act

Révocation de dissolution

Avis

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe *a*) de l'article 5*f* de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de

L'Auberge du Royaume inc., effectuée le 20 mai 1972.

Club de Golf Sorel-Tracy « Les Dunes » inc., effectuée le 20 mai 1972.

Le Club sportif des Pêcheurs du Lac Saint-François, effectuée le 20 mai 1972.

Colonie « Les Bosquets Albert Hudon », effectuée le 20 mai 1972.

Cowansville Lions Club Incorporated, effectuée le 20 mai 1972.

Mont Royal Tennis Club Inc., effectuée le 20 mai 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,

46052-o PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution

Notice

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (*a*) of section 5*f* of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of

L'Auberge du Royaume inc., carried out on May 20, 1972.

Club de Golf Sorel-Tracy "Les Dunes" inc., carried out on May 20, 1972.

Le Club sportif des Pêcheurs du Lac Saint-François, carried out on May 20, 1972.

Colonie "Les Bosquets Albert Hudon", carried out on May 20, 1972.

Cowansville Lions Club Incorporated, carried out on May 20, 1972.

Mount Royal Tennis Club Inc., carried out on May 20, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46052

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH-DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 207 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre 19 des lois de 1971), les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur entreront en vigueur à toute date qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au jour de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, la date d'entrée en vigueur de tous les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur, à l'exception de l'article 82.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1241-72, en date du 10 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, conformément à l'article 207 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre 19 des lois de 1971), que soit fixée au jour de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, la date d'entrée en vigueur de tous les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur, à l'exception de l'article 82.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présente lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne, la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libre: 500
Folio: 214

46209-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

To all those to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under section 207 of the Liquor Permit Control Commission Act (Chapter 19 of the Statutes of 1971), the sections of the said Act which are not yet in force will come into force on any date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of all the sections of the said Act which are not yet in force, with the exception of section 82.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1241-72, dated May 10, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, in conformity with section 207 of the Liquor permit Control Commission Act (Chapter 19 of the Statutes of 1971), that the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* be fixed as the date of the coming into force of all the sections of the said Act which are not yet in force, with the exception of section 82.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 214

46209

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de l'Assurance-Maladie (chapitre 37 des lois de 1970) a été sanctionnée le 17 juillet 1970 et est entrée en vigueur le même jour, sous réserve des articles 90 et 91 de ladite loi;

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971) a été sanctionnée le 18 juin 1971;

ATTENDU QUE cette loi, à l'exception des articles 1 à 3 et 9 à 17, est entrée en vigueur le jour de sa sanction;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de ladite loi, la Loi de l'Assurance-Maladie est modifiée en insérant, après son article, l'article 3*a*;

ATTENDU QU'en vertu de cet article 3*a* ajouté à la Loi de l'Assurance-Maladie, le Ministre des Affaires Sociales dresse la liste des médicaments dont la Régie assume le coût en vertu de l'article 3 de cette même dite Loi de l'Assurance-Maladie;

ATTENDU QUE cette liste de médicaments doit être dressée et qu'en conséquence il y a lieu que l'entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971) soit fixée au 23 mai 1972;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1235-72, en date du 10 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 23 mai 1972 la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 213

46209-o

Proclamation

WHEREAS the Health Insurance Act (Chapter 37 of the Statutes of 1970) was assented to on July 17, 1970 and came into force on the same day, subject to sections 90 and 91 of the said Act;

WHEREAS the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971) was assented to on June 18, 1971;

WHEREAS this Act, with the exception of sections 1 to 3 and 9 to 17, came into force on the date on which it was assented to;

WHEREAS under section 3 of the said Act, the Health Insurance Act is amended by inserting, after its section 3, section 3*a*;

WHEREAS under the said section 3*a* added to the Health Insurance Act, the Minister of Social Affairs shall prepare a list of the medicaments of which the Board assumes the cost under section 3 of the said Health Insurance Act;

WHEREAS the list of medicaments must be prepared and consequently it is expedient that the coming into force of section 3 of the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971) be fixed on May 23, 1972;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1235-72, dated May 10, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that May 23, 1972, be fixed as the date of the coming into force of section 3 of the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971).

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto afixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 213

46209

Soumissions — Demandes de

Cité de Charlesbourg
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire Godbout, greffier, Hôtel de ville, 7575, Boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 19 juin 1972, pour l'achat de $1,344,000 d'obligations de la cité de Charlesbourg, comté de Chauveau, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $1,344,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1973	$ 17,000
1er juillet 1974	18,000
1er juillet 1975	18,000
1er juillet 1976	19,000
1er juillet 1977	22,000
1er juillet 1978	24,000
1er juillet 1979	25,000
1er juillet 1980	27,000
1er juillet 1981	30,000
1er juillet 1982	32,000
1er juillet 1983	29,000
1er juillet 1984	33,000
1er juillet 1985	36,000
1er juillet 1986	38,000
1er juillet 1987	41,000
1er juillet 1988	31,000
1er juillet 1989	34,000
1er juillet 1990	37,000
1er juillet 1991	40,000
1er juillet 1992	793,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Tenders — Requests for

City of Charlesbourg
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosaire Godbout, City Clerk, in the City Hall, 7575 Henri Bourassa Boulevard, Charlesbourg, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 19, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,344,000 for the City of Charlesbourg, County of Chauveau, dated July 1st, 1972, and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — $1,344,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1973	$ 17,000
July 1, 1974	18,000
July 1, 1975	18,000
July 1, 1976	19,000
July 1, 1977	22,000
July 1, 1978	24,000
July 1, 1979	25,000
July 1, 1980	27,000
July 1, 1981	30,000
July 1, 1982	32,000
July 1, 1983	29,000
July 1, 1984	33,000
July 1, 1985	36,000
July 1, 1986	38,000
July 1, 1987	41,000
July 1, 1988	31,000
July 1, 1989	34,000
July 1, 1990	37,000
July 1, 1991	40,000
July 1, 1992	793,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $13,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances exluant l'échéance du 1er juillet 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de $793,000 comprend un solde de $749,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1993	$44,000
1er juillet 1994	48,000
1er juillet 1995	53,000
1er juillet 1996	56,000
1er juillet 1997	61,000
1er juillet 1998	66,000
1er juillet 1999	72,000
1er juillet 2000	78,000
1er juillet 2001	85,000
1er juillet 2002	92,000
1er juillet 2003	6,000
1er juillet 2004	7,000
1er juillet 2005	8,000
1er juillet 2006	8,000
1er juillet 2007	9,000
1er juillet 2008	10,000
1er juillet 2009	10,000
1er juillet 2010	11,000
1er juillet 2011	12,000
1er juillet 2012	13,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $793,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Charlesbourg s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $13,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1st, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 1st, 1992 in the amount of $793,000 includes a balance of $749,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1993	$44,000
July 1, 1994	48,000
July 1, 1995	53,000
July 1, 1996	56,000
July 1, 1997	61,000
July 1, 1998	66,000
July 1, 1999	72,000
July 1, 2000	78,000
July 1, 2001	85,000
July 1, 2002	92,000
July 1, 2003	6,000
July 1, 2004	7,000
July 1, 2005	8,000
July 1, 2006	8,000
July 1, 2007	9,000
July 1, 2008	10,000
July 1, 2009	10,000
July 1, 2010	11,000
July 1, 2011	12,000
July 1, 2012	13,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $793,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Charlesbourg agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972, without

autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 737 — $121,000 — aqueduc et égouts; 747 — $111,000 — services récréatifs et communautaires; 749 — $3,000 — services récréatifs et communautaires; 766 — $45,100 — aqueduc et égouts; 771 — $1,000,000 — aréna; 785 — $25,900 — services récréatifs et communautaires; 793 — $38,000 — refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 19 juin 1972, Hôtel de ville, 7575, Boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg (Comté de Chauveau), ce 24 mai 1972.

Le greffier,
ROSAIRE GODBOUT.

Hôtel de ville, 7575, Boul. Henri-Bourassa,
Charlesbourg, (Comté de Chauveau), P.Q.
Téléphone: 623-9816, code 418. 46121-o

La Commission scolaire régionale Lapointe

Siège Social: 280, rue Saint-Joseph, Jonquière, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel Girard, secrétaire-trésorier, Centre administratif, 280, rue Saint-Joseph, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 5.30 heures de l'après-midi, mercredi, le 21 juin 1972, pour l'achat de $3,539,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Lapointe, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $3,539,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1973	$ 82,000
1er juillet 1974	88,000
1er juillet 1975	95,000
1er juillet 1976	103,000
1er juillet 1977	111,000
1er juillet 1978	121,000
1er juillet 1979	130,000
1er juillet 1980	140,000
1er juillet 1981	150,000
1er juillet 1982	164,000
1er juillet 1983	162,000

written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 737 — $121,000 — aqueduct and sewers; 747 — $111,000 — recreational and community services; 749 — $3,000 — recreational and community services; 766 — $45,100 — aqueduct and sewers; 771 — $1,000,000 — arena; 785 — $25,900 — recreational and community services; 793 — $38,000 — refinancing.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 19, 1972, in the City Hall, 7575 Henri Bourassa Boulevard, Charlesbourg, County of Chauveau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg (County of Chauveau), May 24, 1972.

ROSAIRE GODBOUT,
City Clerk.

City Hall, 7575 Henri Bourassa Boulevard,
Charlesbourg, (County of Chauveau), P.Q.
Telephone: 623-9816, code 418. 46121

The Regional School Board of Lapointe

Head Office: 280 St. Joseph Street, Jonquière, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lionel Girard, Secretary-Treasurer, Administration Center, 280 St. Joseph Street, Jonquière, County of Jonquière, P.Q., until 5:30 o'clock p.m., on Wednesday, June 21, 1972, for the purchase of a bond issue of $3,539,000 for the Regional School Board of Lapointe, dated July 1, 1972 and redeemable serially from July 1, 1973 to July 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

Redemption table — $3,539,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1973	$ 82,000
July 1, 1974	88,000
July 1, 1975	95,000
July 1, 1976	103,000
July 1, 1977	111,000
July 1, 1978	121,000
July 1, 1979	130,000
July 1, 1980	140,000
July 1, 1981	150,000
July 1, 1982	164,000
July 1, 1983	162,000

1er juillet 1984	$175,000
1er juillet 1985	190,000
1er juillet 1986	204,000
1er juillet 1987	221,000
1er juillet 1988	239,000
1er juillet 1989	258,000
1er juillet 1990	279,000
1er juillet 1991	302,000
1er juillet 1992	325,000

La commission scolaire régionale Lapointe, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $325,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $325,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis.

July 1, 1984	$175,000
July 1, 1985	190,000
July 1, 1986	204,000
July 1, 1987	221,000
July 1, 1988	239,000
July 1, 1989	258,000
July 1, 1990	279,000
July 1, 1991	302,000
July 1, 1992	325,000

The Regional School Board of Lapointe, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by him to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $325,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $325,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Lapointe s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 21 juin 1971 — $96,000 — améliorations au centre administratif et honoraires; 21 juin 1971 — $3,000 — achat de terrain; 21 février 1972 — $340,000 — dépenses d'immobilisations; 13 mars 1972— $3,100,000 — construction d'un complexe polyvalent à Arvida.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 21 juin 1972, à 5.30 heures de l'après-midi, Centre Administratif, 280, rue Saint-Joseph, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, ce 23 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LIONEL GIRARD,

Centre administratif, 280, rue St-Joseph,
Jonquière, (Comté de Jonquière), P.Q.,
Téléphone: 547-2135, code 418. 46122-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Lapointe agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days, upon, from and after July 1, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: June 21, 1971 — $96,000 — improvements to the Administrative Center and fees; June 21, 1971 — $3,000 — purchase of land; February 21, 1972 — $340,000 — capital expenditure; March 13, 1972 — $3,100,000 — construction of a polyvalent complex in Arvida.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 21, 1972, at 5:30 o'clock p.m., at the Administration Center, 280 St. Joseph Street, Jonquière, County of Jonquière, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, May 23, 1972.

LIONEL GIRARD,
Secretary-Treasurer.

Administration Center, 280 St. Joseph Street,
Jonquière, (County of Jonquière), P.Q.,
Telephone: 547-2135, code 418. 46122

Municipalité de Verchères
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Collette, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau du secrétaire-trésorier, 1, rue St-Louis, Case postale 250, municipalité de Verchères, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de Comté, 611, Marie-Victorin, municipalité de Verchères, comté de Verchères, P.Q., lundi, le 19 juin 1972, pour l'achat de $74,000 d'obligations de la municipalité de Verchères, comté de Verchères, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $74,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1973	$1,500
1er juillet 1974	1,500
1er juillet 1975	1,500
1er juillet 1976	2,000
1er juillet 1977	2,500
1er juillet 1978	2,500

Municipality of Verchères
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Philippe Collette, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Secretary-Treasurer's Office, 1 St. Louis Street, P.O. Box 250, Municipality of Verchères, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., County Hall, 611 Marie-Victorin, Municipality of Verchères, County of Verchères, P.Q., on Monday, June 19, 1972, for the purchase of a bond issue of $74,000 for the Municipality of Verchères, County of Verchères, dated July 1st, 1972, and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — $74,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1973	$1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	2,000
July 1, 1977	2,500
July 1, 1978	2,500

1er juillet 1979	$2,500
1er juillet 1980	2,500
1er juillet 1981	3,000
1er juillet 1982	3,000
1er juillet 1983	3,500
1er juillet 1984	4,000
1er juillet 1985	4,000
1er juillet 1986	4,500
1er juillet 1987	4,500
1er juillet 1988	5,500
1er juillet 1989	5,500
1er juillet 1990	6,000
1er juillet 1991	7,000
1er juillet 1992	7,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $7,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $7,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Verchères s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

July 1, 1979	$2,500
July 1, 1980	2,500
July 1, 1981	3,000
July 1, 1982	3,000
July 1, 1983	3,500
July 1, 1984	4,000
July 1, 1985	4,000
July 1, 1986	4,500
July 1, 1987	4,500
July 1, 1988	5,500
July 1, 1989	5,500
July 1, 1990	6,000
July 1, 1991	7,000
July 1, 1992	7,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $7,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1st, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Verchères.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $7,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Verchères agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 166 — $34,500 — aqueduc et égouts; 167 — $13,500 — aqueduc et égouts; 169-71 — $26,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 19 juin 1972, Salle de Comté, 611, Marie Victorin, municipalité de Verchères, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verchères (Comté de Verchères), ce 24 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
PHILIPPE COLLETTE.

Bureau du Secrétaire-Trésorier,
1, rue St-Louis, Case postale 250,
Municipalité de Verchères (Verchères), P.Q.
Téléphone: 583-3564, code 514. 46123-o

Paroisse de St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres
Comté de Charlevoix-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Noelle-Ange Harvey, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, comté de Charlevoix-Ouest, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, vendredi, le 23 juin 1972, pour l'achat de $310,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, comté de Charlevoix-Ouest, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $310,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1973	$15,000
1er juillet 1974	16,000
1er juillet 1975	17,000
1er juillet 1976	19,000
1er juillet 1977	20,000
1er juillet 1978	22,000
1er juillet 1979	24,000
1er juillet 1980	25,000
1er juillet 1981	28,000
1er juillet 1982	30,000
1er juillet 1983	1,000
1er juillet 1984	1,000
1er juillet 1985	1,000
1er juillet 1986	1,000
1er juillet 1987	1,000
1er juillet 1988	1,000
1er juillet 1989	1,000

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 166 — $34,500 — aqueduct and sewers; 167 — $13,500 — aqueduct and sewers; 169-71 — $26,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a Council meeting to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 19, 1972, County Hall, 611 Marie Victorin, Municipality of Verchères, County of Verchères, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Verchères (County of Verchères), May 24, 1972.

PHILIPPE COLLETTE,
Secretary-Treasurer.

Secretary-Treasurer's Office,
1 St. Louis Street, P.O. Box 250,
Municipality of Verchères (Verchères), P.Q.
Telephone: 583-3564, code 514. 46123

Parish of St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres
County of Charlevoix-West

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Noelle-Ange Harvey, Secretary-Treasurer, in the Municipal Office, St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, County of Charlevoix West, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., on Friday, June 23, 1972, for the purchase of a bond issue of $310,000 for the Parish of St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, County of Charlevoix West, dated July 1st, 1972 and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — $310,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1973	$15,000
July 1, 1974	16,000
July 1, 1975	17,000
July 1, 1976	19,000
July 1, 1977	20,000
July 1, 1978	22,000
July 1, 1979	24,000
July 1, 1980	25,000
July 1, 1981	28,000
July 1, 1982	30,000
July 1, 1983	1,000
July 1, 1984	1,000
July 1, 1985	1,000
July 1, 1986	1,000
July 1, 1987	1,000
July 1, 1988	1,000
July 1, 1989	1,000

1er juillet 1990	$1,000
1er juillet 1991	1,000
1er juillet 1992	85,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $8,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de $85,000 comprend un solde de $83,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1993	$2,000
1er juillet 1994	2,000
1er juillet 1995	2,000
1er juillet 1996	2,000
1er juillet 1997	2,000
1er juillet 1998	3,000
1er juillet 1999	3,000
1er juillet 2000	3,000
1er juillet 2001	3,000
1er juillet 2002	4,000
1er juillet 2003	4,000
1er juillet 2004	4,000
1er juillet 2005	5,000
1er juillet 2006	5,000
1er juillet 2007	5,000
1er juillet 2008	6,000
1er juillet 2009	6,000
1er juillet 2010	7,000
1er juillet 2011	7,000
1er juillet 2012	8,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie Saint-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

July 1, 1990	$1,000
July 1, 1991	1,000
July 1, 1992	85,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $8,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of July 1st, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of July 1st, 1992 in the amount of $85,000 includes a balance of $83,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1993	$2,000
July 1, 1994	2,000
July 1, 1995	2,000
July 1, 1996	2,000
July 1, 1997	2,000
July 1, 1998	3,000
July 1, 1999	3,000
July 1, 2000	3,000
July 1, 2001	3,000
July 1, 2002	4,000
July 1, 2003	4,000
July 1, 2004	4,000
July 1, 2005	5,000
July 1, 2006	5,000
July 1, 2007	5,000
July 1, 2008	6,000
July 1, 2009	6,000
July 1, 2010	7,000
July 1, 2011	7,000
July 1, 2012	8,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Baie Saint-Paul.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $85,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 26 — $310,000 — aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, vendredi, le 23 juin 1972, à 9 heures du soir, Bureau municipal, Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, comté de Charlevoix-Ouest, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres (Comté de Charlevoix-Ouest), ce 25 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MLLE NOELLE-ANGE HARVEY.

Bureau municipal, St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres,
(Charlevoix-Ouest), P.Q.
Téléphone: 438-2742, code 418. 46151-o

Cité de Côte Saint-Luc
Comté de D'Arcy McGee

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné A.E. Kimmel, greffier, Hôtel de Ville, 5490, Avenue Westminster, Côte Saint-Luc, Zone 267, comté de D'Arcy McGee, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, lundi, le 19 juin 1972, pour l'achat de $1,168,000 d'obligations de la cité de Côte Saint-Luc, comté de D'Arcy McGee, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $1,168,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1973	$ 34,000
1er juillet 1974	38,000
1er juillet 1975	40,000
1er juillet 1976	44,000
1er juillet 1977	48,000
1er juillet 1978	52,000
1er juillet 1979	55,000
1er juillet 1980	61,000

bonds for an amount greater than $85,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 26 — $310,000 — aqueduct.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Friday, June 23, 1972, at 9:00 o'clock p.m., in the Municipal Office, St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, County of Charlevoix West, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres (County of Charlevoix West), May 25, 1972.

MISS NOELLE-ANGE HARVEY,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres,
(Charlevoix West), P.Q.
Telephone: 438-2742, code 418. 46151

City of Côte St. Luc
County of D'Arcy McGee

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned A.E. Kimmel, City Clerk, City Hall, 5490 Westminster Avenue, Côte St. Luc, Zone 267, County of D'Arcy McGee, P.Q., until 7:30 p.m., on Monday, June 19, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,168,000 for the City of Côte St. Luc, County of D'Arcy McGee, dated July 1st, 1972, and redeemable serially from July 1st, 1973 to July 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more thant 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1st, 1972.

Redemption table — $1,168,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1973	$ 34,000
July 1, 1974	38,000
July 1, 1975	40,000
July 1, 1976	44,000
July 1, 1977	48,000
July 1, 1978	52,000
July 1, 1979	55,000
July 1, 1980	61,000

1er juillet 1981	67,000
1er juillet 1982	73,000
1er juillet 1983	33,000
1er juillet 1984	36,000
1er juillet 1985	39,000
1er juillet 1986	42,000
1er juillet 1987	45,000
1er juillet 1988	49,000
1er juillet 1989	53,000
1er juillet 1990	58,000
1er juillet 1991	63,000
1er juillet 1992	238,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $170,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1992 au montant de $238,000 comprend un solde de $170,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1993	$ 9,000
1er juillet 1994	10,000
1er juillet 1995	10,000
1er juillet 1996	11,000
1er juillet 1997	12,000
1er juillet 1998	14,000
1er juillet 1999	15,000
1er juillet 2000	16,000
1er juillet 2001	18,000
1er juillet 2002	20,000
1er juillet 2003	3,000
1er juillet 2004	3,000
1er juillet 2005	3,000
1er juillet 2006	3,000
1er juillet 2007	3,000
1er juillet 2008	4,000
1er juillet 2009	4,000
1er juillet 2010	4,000
1er juillet 2011	4,000
1er juillet 2012	4,000

July 1, 1981	67,000
July 1, 1982	73,000
July 1, 1983	33,000
July 1, 1984	36,000
July 1, 1985	39,000
July 1, 1986	42,000
July 1, 1987	45,000
July 1, 1988	49,000
July 1, 1989	53,000
July 1, 1990	58,000
July 1, 1991	63,000
July 1, 1992	238,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $170,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of July 1st, 1992 in the amount of $238,000 includes a balance of $170,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1993	$ 9,000
July 1, 1994	10,000
July 1, 1995	10,000
July 1, 1996	11,000
July 1, 1997	12,000
July 1, 1998	14,000
July 1, 1999	15,000
July 1, 2000	16,000
July 1, 2001	18,000
July 1, 2002	20,000
July 1, 2003	3,000
July 1, 2004	3,000
July 1, 2005	3,000
July 1, 2006	3,000
July 1, 2007	3,000
July 1, 2008	4,000
July 1, 2009	4,000
July 1, 2010	4,000
July 1, 2011	4,000
July 1, 2012	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $238,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Côte Saint-Luc s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 769 — $4,500 — égouts; 825 — $7,000 — achat de terrain; 849 — $105,000 — achat de terrain; 1006 — $71,700 — construction d'un viaduc; 1033 — $2,500 — éclairage; 1061 — $14,000 — achat de terrain; 1132 — $39,000 — éclairage; 1140 — $19,000 — achat d'un camion; 1147 — $93,000 — achat d'équipement; 1153 — $75,000 — voirie; 1154 — $24,000 — construction de clôtures; 1155 — $15,500 — éclairage; 1167 — $25,000 — achat d'ameublement; 1168 — $35,000 — achat d'ameublement; 1187 — $25,000 — achat de livres; 1189 — $50,000 — achat d'équipement; 1197 — $75,000 — voirie; 1204 — $18,400 — aqueduc et égouts; 1206 — $12,000 — aqueduc et égouts; 1207 — $50,000 — aqueduc et égouts; 1208 — $10,700 — acquisition de lot; 1209 — $12,000 — acquisition de lot; 1212 — $84,000 — voirie; 1214 — $5,000 — voirie; 1216 — $8,900 — voirie; 1221 — $16,000 — voirie; 1224 — $19,300 — frais de refinancement; 1228 — $27,000 — éclairage; 1232 — $24,500 — acquisition de lot; 1234 — $175,000 — voirie; 1237 — $25,000 — achat de livres.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 7 heures 30 du soir, lundi, le 19 juin 1972, Hôtel de Ville, 5490, Avenue Westminster, Côte Saint-Luc, Zone 267, comté de D'Arcy McGee, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte Saint-Luc (Comté de D'Arcy McGee), ce 25 mai 1972.

Le greffier,
A. E. KIMMEL.

Hôtel de Ville, 5490, Avenue Westminster,
Côte Saint-Luc, Zone 267, (D'Arcy McGee), P.Q.
Téléphone: 489-9771, code 514. 46152-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $238,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Côte St. Luc agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 769 — $4,500 — sewers; 825 — $7,000 — purchase of land; 849 — $105,000 — purchase of land; 1006 — $71,700 — construction of a viaduct; 1033 — $2,500 — lighting; 1061 — $14,000 — purchase of land; 1132 — $39,000 — lighting; 1140 — $19,000 — purchase of a truck; 1147 — $93,000 — purchase of equipment; 1153 — $75,000 — roads; 1154 — $24,000 — erection of fences; 1155 — $15,500 — lighting; 1167 — $25,000 — purchase of furniture; 1168 — $35,000 — purchase of furniture; 1187 — $25,000 — purchase of books; 1189 — $50,000 — purchase of equipment; 1197 — $75,000 — roads; 1204 — $18,400 — aqueduct and sewers; 1206 — $12,000 — aqueduct and sewers; 1207 — $50,000 — aqueduct and sewers; 1208 — $10,700 — purchase of a lot; 1209 — $12,000 — purchase of a lot; 1212 — $84,000 — roads; 1214 — $5,000 — roads; 1216 — $8,900 — roads; 1221 — $16,000 — roads; 1224 — $19,300 — refinancing costs; 1228 — $27,000 — lighting; 1232 — $24,500 — purchase of a lot; 1234 — $175,000 — roads; 1237 — $25,000 — purchase of books.

Tenders will be opened and considered at a publish meeting of the Council or of one of its committee, as the case may be, to be held at 7:30 p.m., on Monday, June 19, 1972, City Hall, 5490 Westminster Avenue, Côte St. Luc, Zone 267, County of D'Arcy McGee, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St. Luc (County of D'Arcy McGee), May 25, 1972.

A. E. KIMMEL,
City Clerk.

City Hall, 5490 Westminster Avenue,
Côte St. Luc, Zone 267, (D'Arcy McGee), P.Q.
Telephone: 489-9771, code 514. 46152

Paroisse de Saint-Marc
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil
Paroisse de Saint-Denis
Village de Saint-Denis
Paroisse de Saint-Charles
Village de Saint-Charles-sur-Richelieu
Paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu

En vertu d'une ordonnance rendue par la Régie des Eaux du Québec, le 3 septembre 1970, sous le numéro 191, il a été ordonné aux corporations municipales de la paroisse de Saint-Marc, de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil, de la paroisse de Saint-Denis, du village de Saint-Denis, de la paroisse de Saint-Charles, du village de Saint-Charles-sur-Richelieu, de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et Saint-Antoine-sur-Richelieu d'adopter un règlement d'emprunt à long terme pour payer leur quote-part du coût total des travaux de construction d'un système d'aqueduc commun dans les limites territoriales des municipalités concernées.

Le présent avis de demande de soumissions fait suite à l'approbation desdits règlements d'emprunt.

Des soumissions cachetées et portant l'inscription « sousmissions pour obligations » seront reçues par chacun des secrétaires-trésoriers indiqués ci-après pour l'achat d'obligations aux montants inscrits au tableau d'amortissement de chacune des corporations.

Les soumissionnaires devront s'engager à présenter une soumission pour chacune des huit corporations municipales désignées ci-haut et non pour une ou plusieurs au choix.

Chacune des émissions concernées sera datées du 1er juillet 1972.

Les soumissions ne devront être transmises que pour des obligations échéant en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1982 et chaque soumissionnaire devra offrir des prix identiques pour toutes et chacune des émissions énumérées ci-après.

Également, les soumissions devront indiquer, seulement le taux d'intérêt spécifié aux échéances mentionnées dans les tableaux d'amortissement respectifs. Les intérêts seront payables semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Les obligations émises pour chacune des corporations ne seront rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'émission.

Les conseils municipaux concernés se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Cependant, lesdits conseils municipaux devront faire l'unanimité sur cette acceptation sinon, il ne pourrait y avoir adjudication.

L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Corporations municipales:

Parish of St. Marc
Parish of St. Mathieu-de-Beloeil
Parish of St. Denis
Village of St. Denis
Parish of St. Charles
Village of St. Charles-sur-Richelieu
Parish of St. Antoine-de-Padoue
Municipality of St. Antoine-sur-Richelieu

Pursuant to an Ordinance issued by the Quebec Water Board, on September 3, 1970, under number 191, the Municipal Corporations of the Parishes of St. Marc, St. Mathieu-de-Beloeil, St. Denis, the Village of St. Denis, the Parish of St. Charles, the Village of St. Charles-sur-Richelieu, the Parish of St. Antoine-de-Padoue and St. Antoine-sur-Richelieu were ordered to adopt a long-term loan by-law to pay their share of the total cost of construction works for a common aqueduct system in the territorial limits of the municipalities concerned.

This notice of request for tenders follows the approval of the said loan by-laws.

Sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by each of the Secretary-Treasurers mentioned hereinafter for the purchase of bonds at the amounts shown in the table of redemption of each of the corporations.

Tenderers must agree to send a tender for each of the eight municipal corporations described hereinabove and not for one or several by selection.

Each of the issues concerned will be dated July 1, 1972.

Tenders should be sent for bonds redeemable only from July 1, 1973 to July 1, 1982 and each tenderer must offer identical prices for each and every issue enumerated hereinafter.

Also, tenders must indicate only the rate of interest specified in the maturities mentioned in the respective tables of redemption. Interest will be payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

The bonds issued for each of the corporations will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The municipal councils concerned do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. However, the said municipal councils must be unanimous on this acceptance, otherwise, adjudication could not take place.

Adjudication will be made according to law.

Municipal Corporations:

Paroisse de Saint-Marc
Comté de Verchères

Tableau d'amortissement — $257,500
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1974	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1975	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1976	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1977	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1978	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1979	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1980	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	243,000	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$257,500	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $243,000 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la paroisse de Saint-Marc.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 193 de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Marc, dans le comté de Verchères.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 220, rue Richelieu, St-Marc-sur-Richelieu, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle Municipale, Village de St-Marc, comté de Verchères, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

St-Marc (Comté de Verchères), le 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. JACQUES HÉBERT.

220, rue Richelieu, St-Marc-sur-Richelieu,
Comté de Verchères, P.Q.
Téléphone: 584-2258, code 514. 46168-o

Parish of St. Marc
County of Verchères

Redemption table — $257,500
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1974	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1975	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1976	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1977	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1978	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1979	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1980	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1981	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	243,000	at 8 % per annum
Total of issue:	$257,500	

The maturity of July 1, 1982, in the amount of $243,000 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Parish of St. Marc.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 193 of the Municipal Corporation of the Parish of St. Marc, County of Verchères.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 220 Richelieu Street, St. Marc-sur-Richelieu, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, Village of St. Marc, County of Verchères, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Marc (County of Verchères), May 26, 1972.

Mr. JACQUES HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

220 Richelieu Street, St. Marc-sur-Richelieu,
County of Verchères, P.Q.
Telephone: 584-2258, code 514. 46168

Paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil
Comté de Verchères

Tableau d'amortissement — $127,500
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾% l'an
1er juillet 1974	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1975	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1976	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1977	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1978	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1979	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1980	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	1,000	à 7¾% l'an

Parish of St. Mathieu-de-Beloeil
County of Verchères

Redemption table — $127,500
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾% per annum
July 1, 1974	500	at 7¾% per annum
July 1, 1975	500	at 7¾% per annum
July 1, 1976	500	at 7¾% per annum
July 1, 1977	500	at 7¾% per annum
July 1, 1978	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1979	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1980	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1981	1,000	at 7¾% per annum

1er juillet 1982	$ 1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	120,000	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$127,500	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $120,000 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 108 de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil, dans le comté de Verchères.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 280, rue Pigeon, Beloeil, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 111, rue Hôtel de Ville, Ville de Beloeil, comté de Verchères, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

Beloeil (Comté de Verchères), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. CLAUDE DÉSILETS.

280, rue Pigeon,
Beloeil (Verchères), P.Q.
Téléphone: 467-5643, code 514. 46169-o

July 1, 1982	$ 1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	120,000	at 8 % per annum
Total of issue:	$127,500	

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $120,000 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Parish of St. Mathieu-de-Beloeil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 108 of the municipal corporation of the Parish of St. Mathieu-de-Beloeil, County of Verchères.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 280 Pigeon Street, Beloeil, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 111 Hôtel de Ville Street, Town of Beloeil, County of Verchères, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

Beloeil (County of Verchères), May 26, 1972.

Mr. CLAUDE DÉSILETS,
Secretary-Treasurer.

280 Pigeon Street,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Telephone: 467-5643, code 514. 46169

Paroisse de Saint-Denis
Comté de Saint-Hyacinthe

Tableau d'amortissement — $150,000
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾% l'an
1er juillet 1974	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1975	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1976	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1977	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1978	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1979	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1980	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	1,500	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	140,500	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$150,000	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $140,500 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la paroisse de Saint-Denis.

Parish of St. Denis
County of St. Hyacinthe

Redemption table — $150,000
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾% per annum
July 1, 1974	500	at 7¾% per annum
July 1, 1975	500	at 7¾% per annum
July 1, 1976	500	at 7¾% per annum
July 1, 1977	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1978	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1979	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1980	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1981	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1982	1,500	at 7¾% per annum
July 1, 1982	140,500	at 8 % per annum
Total of issue:	$150,000	

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $140,500 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Parish of St. Denis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 163 de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 168, rue St-Joseph, St-Denis-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Station de Pompiers, Rue Nelson, St-Denis-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

Saint-Denis (Comté de St-Hyacinthe), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. YVES JALBERT.

168, rue St-Joseph, St-Denis-sur-Richelieu,
Comté de St-Hyacinthe, P.Q.
Téléphone: 787-2177, code 514. 46170-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 163 of the Municipal Corporation of the Parish of St. Denis, County of St. Hyacinthe.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 168 St. Joseph Street, St. Denis-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Fire Station, Nelson Street, St. Denis-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Denis (County of St. Hyacinthe), May 26, 1972.

MR. YVES JALBERT,
Secretary-Treasurer.

168 St. Joseph Street, St. Denis-sur-Richelieu,
County of St. Hyacinthe, P.Q.
Telephone: 787-2177, code 514. 46170

Village de Saint-Denis
Comté de Saint-Hyacinthe

Tableau d'amortissement — $500,000
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1974	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1975	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1976	2,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1977	3,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1978	3,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1979	3,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1980	4,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	4,000	à 7¾% l'na
1er juillet 1982	4,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	471,000	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$500,000	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $471,000 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au village de St-Denis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 216 de la corporation municipale du village de Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 168, rue St-Joseph, St-Denis-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe,

Village of St. Denis
County of St. Hyacinthe

Redemption table — $500,000
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1974	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1975	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1976	2,000	at 7¾% per annum
July 1, 1977	3,000	at 7¾% per annum
July 1, 1978	3,000	at 7¾% per annum
July 1, 1979	3,000	at 7¾% per annum
July 1, 1980	4,000	at 7¾% per annum
July 1, 1981	4,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	4,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	471,000	at 8 % per annum
Total of issue:	$500,000	

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $471,000 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Village of St. Denis.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 216 of the Municipal Corporation of the Village of St. Denis, County of St. Hyacinthe.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 168 St. Joseph Street, St. Denis-sur-Richelieu, County of

P.Q. et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Station de Pompiers, Rue Nelson, St-Denis-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

Saint-Denis (Comté de St-Hyacinthe), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. YVES JALBERT.

168, rue St-Joseph, St-Denis-sur-Richelieu,
Comté de St-Hyacinthe, P.Q.
Téléphone: 787-2177, code 514. 46171-o

Paroisse de Saint-Charles
Comté de Saint-Hyacinthe

Tableau d'amortissement — $82,500
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1974	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1975	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1976	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1977	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1978	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1979	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1980	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1981	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1982	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1983	77,500	à 8 %	l'an
Total de l'émission:	$ 82,500		

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $77,500 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, pour les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la paroisse de Saint-Charles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 182 de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 133, rue Messier, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle municipale, Village de St-Charles-sur-Richelieu, comté de Saint-Hyacinthe, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

Saint-Charles (Comté de Saint-Hyacinthe), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Me EUGÈNE HANDFIELD, *notaire.*

133, rue Messier, Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Téléphone: 467-5335, code 514. 46172-o

St. Hyacinthe, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Fire Station, Nelson Street, St. Denis-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Denis (County of St. Hyacinthe), May 26, 1972.

Mr. YVES JALBERT,
Secretary-Treasurer.

168 St. Joseph Street, St. Denis-sur-Richelieu,
County of St. Hyacinthe, P.Q.
Telephone: 787-2177, code 514. 46171

Parish of St. Charles
County of St. Hyacinthe

Redemption table — $82,500
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾%	per annum
July 1, 1974	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1975	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1976	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1977	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1978	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1979	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1980	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1981	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1982	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1983	77,500	at 8 %	per annum
Total of issue:	$ 82,500		

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $77,500 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Parish of St. Charles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 182 of the Municipal Corporation of the Parish of St. Charles, County of St. Hyacinthe.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 133 Messier Street, Mont St-Hilaire, County of Rouville, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, Village of St. Charles-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Charles (County of St. Hyacinthe), May 26, 1972.

Me EUGÈNE HANDFIELD, *Notary,*
Secretary-Treasurer.

133 Messier Street, Mont St. Hilaire, (Rouville), P.Q.
Telephone: 467-5335, code 514. 46172

Village de Saint-Charles-sur-Richelieu
Comté de Saint-Hyacinthe

Tableau d'amortissement — $162,500
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1974	500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1975	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1976	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1977	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1978	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1979	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1980	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1981	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1982	1,500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1982	153,000	à 8 %	l'an
Total de l'émission:	$162,500		

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $153,000 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au village de St-Charles-sur-Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 128 de la corporation municipale du village de Saint-Charles-sur-Richelieu, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 55, Boulevard Richelieu, St-Charles-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle Municipale, Village de St-Charles-sur-Richelieu, comté de St-Hyacinthe, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

St-Charles-sur-Richelieu (Comté de St-Hyacinthe), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. LÉONARD MEUNIER.

55, Boulevard Richelieu, St-Charles-sur-Richelieu,
Comté de St-Hyacinthe, P.Q.
Téléphone: 584-2267, code 514. 46173-o

Village of St. Charles-sur-Richelieu
County of St. Hyacinthe

Redemption table — $162,500
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾%	per annum
July 1, 1974	500	at 7¾%	per annum
July 1, 1975	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1976	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1977	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1978	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1979	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1980	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1981	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1982	1,500	at 7¾%	per annum
July 1, 1982	153,000	at 8 %	per annum
Total of issue:	$162,500		

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $153,000 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Village of St. Charles-sur-Richelieu.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 128 of the Municipal Corporation of the Village of St. Charles-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 55 Richelieu Boulevard, St. Charles-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, Village of St. Charles-sur-Richelieu, County of St. Hyacinthe, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Charles-sur-Richelieu (County of St. Hyacinthe), May 26, 1972.

Mr. LÉONARD MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

55 Richelieu Boulevard, St. Charles-sur-Richelieu,
County of St. Hyacinthe, P.Q.
Telephone: 584-2267, code 514. 46173

Paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue
Comté de Verchères

Tableau d'amortissement — $185,000
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾%	l'an
1er juillet 1974	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1975	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1976	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1977	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1978	1,000	à 7¾%	l'an
1er juillet 1979	1,000	à 7¾%	l'an

Parish of St. Antoine-de-Padoue
County of Verchères

Redemption table — $185,000
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾%	per annum
July 1, 1974	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1975	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1976	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1977	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1978	1,000	at 7¾%	per annum
July 1, 1979	1,000	at 7¾%	per annum

1er juillet 1980	$ 1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	1,000	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	175,500	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$185,000	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $175,500 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 65 de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, dans le comté de Verchères.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 97, rue Principale, Saint-Antoine-de-Padoue, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle de l'École Cartier, St-Antoine-de-Padoue, comté de Verchères, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

St-Antoine-de-Padoue (Comté de Verchères), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. CAMILLE PETIT.

97, rue Principale, St-Antoine-de-Padoue,
Comté de Verchères, P.Q.
Téléphone: 787-2926, code 514. 46174-o

July 1, 1980	$ 1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1981	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	1,000	at 7¾% per annum
July 1, 1982	175,500	at 8 % per annum
Total of issue:	$185,000	

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $175,500 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par in the Parish of St. Antoine-de-Padoue.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 65 of the Municipal Corporation of the Parish of St. Antoine-de-Padoue, County of Verchères.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 97 Principale Street, St. Antoine-de-Padoue, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Cartier School Auditorium, St. Antoine-de-Padoue, County of Verchères, P.Q., where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Antoine-de-Padoue (County of Verchères), May 26, 1972.

MR. CAMILLE PETIT,
Secretary-Treasurer.

97 Principale Street, St. Antoine-de-Padoue,
County of Verchères, P.Q.
Telephone: 787-2926, code 514. 46174

Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu
Comté de Verchères

Tableau d'amortissement — $60,000
émission datée du 1er juillet 1972

1er juillet 1973	$ 500	à 7¾% l'an
1er juillet 1974	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1975	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1976	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1977	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1978	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1979	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1980	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1981	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	500	à 7¾% l'an
1er juillet 1982	55,000	à 8 % l'an
Total de l'émission:	$ 60,000	

L'échéance du 1er juillet 1982 au montant de $55,000 sera renouvelable pour une période additionnelle de 30 ans.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les

Municipality of St. Antoine-sur-Richelieu
County of Verchères

Redemption table — $60,000
issue dated July 1, 1972

July 1, 1973	$ 500	at 7¾% per annum
July 1, 1974	500	at 7¾% per annum
July 1, 1975	500	at 7¾% per annum
July 1, 1976	500	at 7¾% per annum
July 1, 1977	500	at 7¾% per annum
July 1, 1978	500	at 7¾% per annum
July 1, 1979	500	at 7¾% per annum
July 1, 1980	500	at 7¾% per annum
July 1, 1981	500	at 7¾% per annum
July 1, 1982	500	at 7¾% per annum
July 1, 1982	55,000	at 8 % per annum
Total of issue:	$ 60,000	

The maturity of July 1, 1982 in the amount of $55,000 will be renewable for an additional 30-year period.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital

intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 71 de la corporation municipale de Saint-Antoine-sur-Richelieu, dans le comté de Verchères.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 20 juin 1972, par le soussigné, à 97, rue Principale, St-Antoine-de-Padoue, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle de l'École Cartier, St-Antoine-sur-Richelieu, comté de Verchères, P.Q., où les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil.

St-Antoine-de-Padoue (Comté de Verchères), ce 26 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. CAMILLE PETIT.

97, rue Principale, St-Antoine-de-Padoue,
Comté de Verchères, P.Q.
Téléphone: 787-2926, code 514. 46175-o

and any interest, by certified cheque payable at par in the Municipality of St. Antoine-sur-Richelieu.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 71 of the Municipal Corporation of St. Antoine-sur-Richelieu, County of Verchères.

Tenders will be received until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, June 20, 1972, by the undersigned, at 97 Principale Street, St. Antoine-de-Padoue, County of Verchères, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock, p.m., at the Cartier School Auditorium, where the tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council.

St. Antoine-de-Padoue (County of Verchères), May 26, 1972.

MR. CAMILLE PETIT,
Secretary-Treasurer.

97 Principale Street, St. Antoine-de-Padoue,
County of Verchères, P.Q.
Telephone: 787-2926, code 514. 46175

Syndicats professionnels

L'Association des Notaires du District de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Notaires du District de Montréal », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46130-o 18-72

Syndicat des Enseignants du C.E.G.E.P. Régional de la Côte-Nord

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 novembre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Enseignants du C.E.G.E.P. Régional de la Côte-Nord », avec siège social situé à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46131-o 39-71

Professional Syndicates

L'Association des Notaires du District de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Notaires du District de Montréal", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

46130 18-72

Syndicat des Enseignants du C.E.G.E.P. Régional de la Côte-Nord

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 5, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Enseignants du C.E.G.E.P. Régional de la Côte-Nord", with head office situated in Hauterive, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

46131 39-71

Vente d'effets non réclamés

La Cie Messagerie CP limitée

La Cie Messageries CP Limitée donne avis par les présentes que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai, 1971, et non réclamés aux bureau des CP Express Limitée à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, a ONZE heures du matin, le PREMIER jour de JUIN, 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Le gérant-général,
W. M. RILEY.

45578-17-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

CP Express Limited

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1971, still remaining unclaimed in the offices of the CP Express Limited at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen St. East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIRST day of JUNE, 1972, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

W. M. RILEY,
General Manager.

45578-17-6-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Beauce

No 4314. LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE SAINT-JOSEPH DE BEAUCE, avec siège social à Saint-Joseph de Beauce, district de Beauce, demanderesse, *vs* MARCEL MORIN, Avenue du Palais, Saint-Joseph de Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un immeuble de figure irrégulière; borné au nord-est par le lot 631-A-2, au nord-est et à l'est par la route 23 (Ave du Palais), au sud-est par la route 23 (Ave du Palais), au sud-ouest par le lot 631-B-2 et au nord-ouest par les lots 631-5 et 631-A-2; mesurant quarante-six pieds (46′) au nord-est, quarante-deux pieds (42′) au nord-ouest, vingt-neuf pieds et deux dixièmes (29.2′) au nord-est, vingt-deux pieds et un dixième (22.1′) et vingt-deux pieds et sept dixièmes (22.7′) à l'est, quatre-vingt-six pieds (86′) au sud-est, cent trente pieds (130′) au sud-ouest et quarante-huit pieds (48′) au nord-ouest; contenant en superficie neuf mille deux cents pieds carrés (m. a.), connu et désigné comme 631-A-1 du cadastre officiel de la ville de Saint-Joseph de Beauce. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le QUATRIÈME jour de JUILLET, 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce, le 26 mai 1972. 46179-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Beauce

No. 4314. THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF ST. JOSEPH-DE-BEAUCE, with its head office at St. Joseph-de-Beauce, District of Beauce, plaintiff, *vs* MARCEL MORIN, du Palais Avenue, St. Joseph-de-Beauce, defendant.

To be sold the immovable hereinafter described:

"An immovable of irregular configuration, bounded on the northeast by lot number 631-A-2, on the northeast and on the east by Highway 23 (du Palais Avenue), on the southeast by Highway 23 (du Palais Avenue), on the southwest by lot number 631-B-2 and on the northwest by lots numbers 631-5 and 631-A-2; measuring forty-six (46′) feet in the northeast, forty-two feet (42′) in the northwest, twenty-nine and two-tenths feet (29.2′) in the northeast, twenty-two and one-tenth feet (22.1′) and twenty-two and seven-tenths feet (22.7′) in the east, eighty-six feet (86′) in the southeast, one hundred and thirty feet (130′) in the southwest and forty-eight feet (48′) in the northwest; containing an area of nine thousand two hundred square feet (E. m.), known and designated as 631-A-1 on the official cadastre for the Town of St. Joseph-de-Beauce."

To be sold at the Beauce Division Registry Office, in Beauceville East, County of Beauce, on the FOURTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St. Joseph-de-Beauce, May 26, 1972. 46179

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Cour Supérieure, No 42-496. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demandeur, *vs* CYRILLE BOUCHARD, 49 rue Taschereau, Alma, district de Roberval, défendeur.

« Une ferme sise et située en la paroisse de St-Léon, comté Lapointe, étant et comprenant:

1° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze (No 15) du rang neuf (Rg 9), au cadastre officiel du canton Taché, contenant en superficie quatre-vingt-neuf (89) acres, et borné:

Vers le nord, par la ligne limitative entre les cantons Labrecque et Taché; vers l'est, par le lot numéro quatorze (No 14); vers le sud, par la ligne entre les rangs huit et neuf dudit canton; et vers l'ouest, par le lot numéro seize (No 16).

2° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (No 10) du rang neuf (Rg 9), au cadastre officiel du canton Taché, contenant quatre-vingt-quatre (84) acres en superficie, et borné:

Vers le nord, par la ligne limitative entre les cantons Labrecque et Taché; vers l'est, par le lot numéro neuf (No 9) desdits rang et canton; vers le sud, par la ligne entre les rangs huit et neuf dudit canton; vers l'ouest, par le lot numéro onze (No 11) desdits rang et canton.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° La juste demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept (½ E. No 17) du rang neuf (Rg 9), au cadastre officiel du canton Taché, et borné comme suit:

Au nord, à la ligne de division des cantons Labrecque et Taché; à l'est, au lot seize (No 16) desdits rang et canton; au sud, à la ligne de division des rangs huit et neuf dudit canton; à l'ouest, au reste du lot dont il fait partie.

4° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept (No 17) du rang un (Rg 1), au cadastre officiel du canton Labrecque et compris dans les bornes suivantes, savoir:

Au nord, au trait carré des rangs un et deux dudit canton; à l'est, au lot numéro seize (No 16) desdits rang et canton; au sud, à la ligne de division des cantons Labrecque et Taché; à l'ouest, au lot numéro dix-huit (No 18) desdits rang et canton.

5° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre A (No 24-A) du cadastre officiel du rang quatre (Rg 4), canton Labrecque.

6° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-cinq A (No 25-A) du rang quatre (Rg 4), au cadastre officiel du canton Labrecque.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Superior Court, Bo. 42-496. { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, District of Québec, plaintiff, *vs* CYRILLE BOUCHARD, 49 Taschereau Street, Alma, District of Roberval, defendant.

"A farm located in the Parish of St. Léon, County of Lapointe, being and comprising:

1. The lot of land known and described as number fifteen (No. 15) of range nine (Rge 9), on the official cadastre for the township of Taché, containing in area eighty-nine (89) acres, and bounded:

Towards the north, by the boundary line between the Townships of Labrecque and Taché; towards the east, by lot number fourteen (No. 14); towards the south, by the line between ranges eight and nine of the said township; and towards the west, by lot number sixteen (No. 16).

2. The lot of land known and described as number ten (No. 10) of range nine (Rge 9), on the official cadastre for the township of Taché, containing eighty-four (84) acres in area, and bounded:

Towards the north, by the boundary line between the Townships of Labrecque and Taché; towards the east, by lot number nine (No. 9) of the said range and township; towards the south, by the line between ranges eight and nine of the said township; towards the west, by lot number eleven (No. 11) of the said range and township.

The whole, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

3. The exact east half of the lot of land known and described as number seventeen (½ E. No. 17) of range nine (Rge 9), on the official cadastre for the Township of Taché and bounded as follows:

On the north, by the dividing line between the Townships of Labrecque and Taché; on the east, by lot sixteen (No. 16) of the said range and township; on the south, by the dividing line between ranges eight and nine of the said township; on the west, by the remainder of the lot of which it is a part.

4. The lot of land known and described as number seventeen (No. 17) of range one (Rge 1), on the official cadastre for the Township of Labrecque and comprised within the following limits, namely:

On the north, by the trait carré of ranges one and two of the said township; on the east, by lot number sixteen (No. 16) of the said range and township; on the south, by the dividing line between the Townships of Labrecque and Taché; on the west, by lot number eighteen (No. 18) of the said range and township.

5. The lot of land known and described as number twenty-four A (No. 24-A) on the official cadastre of range four, (Rge 4), township of Labrecque.

6. The lot of land known and described as number twenty-five A (No. 25-A) of range four (Rge 4) on the official cadastre for the township of Labrecque.

The whole, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

Sujet aux servitudes suivantes, savoir:

a) Une servitude pour ligne de transmission d'énergie électrique consentie par Anias Bouchard en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte reçu devant Me V.U. Larouche, notaire, le 11 décembre 1950, enregistré à Chicoutimi, sous le numéro 102,608, le 15 janvier 1951, et affectant le lot 15, rang IX, canton Taché.

b) une servitude pour ligne de transmission d'énergie électrique consentie par Edmour Néron en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte reçu devant Me V.U. Larouche, notaire, le 11 décembre 1950, enregistré à Chicoutimi, sous le numéro 102,629, le 16 janvier 1951, et affectant la demie est du lot 17, rang IX, canton Taché.

c) une servitude pour ligne de transmission d'énergie électrique consentie par Auguste Néron en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte reçu devant Me V.U. Larouche, notaire, le 18 mars 1953, enregistré à Chicoutimi, sous le numéro 112,646, le 23 mars 1953, et affectant la demie ouest du lot 17, rang IX, canton Taché. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le SIXIÈME jour du mois de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 25 mai 1972.

46178-o

Subject to the following servitudes, namely:

(*a*) A servitude for a power transmission line consented to by Anias Bouchard, in favor of the Compagnie Électrique du Saguenay, by deed executed before Me V.U. Larouche, notary, on December 11, 1950, registered at Chicoutimi, under number 102,608, on January 15, 1951, and affecting lot 15, range IX, Township of Taché.

(*b*) A servitude for a power transmission line consented to by Edmour Néron, in favor of the Compagnie Électrique du Saguenay, by deed executed before Me V.U. Larouche, notary, on December 11, 1950, registered at Chicoutimi, under number 102,629, on January 16, 1951, and affecting the east half of lot 17, range IX, Township of Taché.

(*c*) A servitude for a power transmission line consented to by Auguste Néron in favor of the Compagnie Électrique du Saguenay, by deed executed before Me V.U. Larouche, notary, on March 18, 1953, registered at Chicoutimi, under number 112,646, on March 23, 1953, and affecting the west half of lot 17, range IX, Township of Taché."

To be sold en bloc at the Office of the Registrar for the Registration Division of Chicoutimi, in the Chicoutimi Court House, on the SIXTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, May 25, 1972.

46178

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 376-521. { SOCIÉTÉ PROVINCIALE D'ASSURANCES GÉNÉRALES demandeur, *vs* RAOUL MARQUIS, defendeur.

« Un emplacement faisant partie des lots numéros deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois (Pties 252 et 253) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Canton de Tadoussac avec ensemble l'étable, le Hangar et autres dépendances dessus construites et borné comme suit: savoir: au nord-ouest par le terrain de Eugène Villeneuve; au nord et au nord-est par la ruelle existante et le terrain de Hypolite Bouchard ou représentants; au sud et vers le sud-est au terrain de Johnny Maher ou représentants et à la rue McNabb. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de justice de Baie Comeau, JEUDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
CHARLOTTE BERGERON.

Bureau du Shérif Adjoint,
Baie Comeau, ce 3 juin 1972.

46177-o

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No. 376-521. { PROVINCIAL GENERAL INSURANCE SOCIETY, plaintiff, *vs* RAOUL MARQUIS, defendant.

"An emplacement being a part of lots numbers two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three (Pts. 252 and 253) on the plan and book of reference of the official cadastre for the Township of Tadoussac, together with the barn, the shed and other dependencies erected thereon and bounded as follows: to wit: on the northwest, by the land of Eugène Villeneuve; on the north and on northeast, by the existing lane and the land of Hypolite Bouchard or representatives; on the south and towards the southeast, by the land of Johnny Maher or representatives and by McNabb Street."

To be sold at the Registrar's Office of Saguenay County First Registration Division, at the Baie Comeau, Court House, on THURSDAY, the SIXTH day of JULY, 1972, at TEN THIRTY in the forenoon.

CHARLOTTE BERGERON,
Assistant Sheriff.

Assistant Sheriff's Office,
Baie Comeau, June 3, 1972.

46177

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 17,472. { SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, demanderesse, *vs* HÔTEL CHALET ST-LUC & *AL.*, défendeurs.

« La subdivision un du lot originaire cent quarante-trois (143-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Luc avec bâtisse y érigée étant Hôtel Chalet St-Luc Inc. et dépendances, avec toutes bâtisses et annexes et y compris tous meubles meublants servant à l'opération de l'hôtel, ledit immeuble mesurant 117.3′ dans sa ligne nord-ouest par 142.3′ dans sa ligne sud-est, 293.2 dans sa ligne sud-ouest et 292.6 dans sa ligne nord-est ».

Le tout en satisfaction d'un jugement rendu par l'honorable Juge Amédée Monet, le 13 mars 1972, condamnant les défendeurs conjointement et solidairement à payer à la demanderesse une somme de $49,469.48 avec intérêts au taux de 12% l'an et la somme de $9,892 à titre d'indemnité ainsi que les dépens taxés à $488.85.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 24 mai 1972. 46134-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Iberville

St. John's, to wit: No. 17,472. { NATIONAL TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* HÔTEL CHALET ST-LUC & *AL*, defendant.

"Subdivision one of original lot one hundred and forty-three (143-1) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Luc, with buildings erected thereon, that is, Hôtel Chalet St- Luc Inc. and dependencies, with all buildings and outbuildings, including all movables used in operating the hotel, the said immovable measuring 117.3′ in its northwest line by 142.3′ in its southeast line, 293.2 in its southwest line and 292.6 in its northeast line".

The whole in compliance with a judgment delivered by the Honourable Amédée Monet, Judge, on March 13, 1972, ordering the defendants jointly and severally to pay the plaintiff an amount of $49,469.48 with interest at a rate of 12% per annum and the amount of $9,892 by right of compensation as well as the costs taxed at $488.85.

To be sold at the St. John's County Registry Office, in the City of St. John's, on the FIFTH day of JULY, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John's, P.Q., May 24, 1972. 46134

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Provinciale, No 15,680. { MAURICE GAUDREAULT, a.g., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, David Rabin, a.g., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, Jean Charles Legault, a.g., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, Yves Pigeon, a.g., domicilié et résident dans les cité et district de Montréal, tous cinq faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de Gaudreault, Rabin, Legault, Lacroix & Pigeon, a.g., au 2425 De Salaberry, cité et district de Montréal, demandeurs, *vs* ENTREPRISES GERBEX INC., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires au No 1038 rue Louise, Terrebonne Heights, district de Joliette, défenderesse.

1° Le lot cinq de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-5) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Provincial Court, No. 15,680. { MAURICE GAUDREAULT, l.s., domiciled and residing in the City and District of Montréal, David Rabin, l.s., domiciled and residing in the City and District of Montréal, Jean Charles Legault l.s., domiciled and residing in the City and District of Montreal, Julien Lacroix, l.s., domiciled and residing in the City and District of Montreal, Yves Pigeon, l.s., domiciled and residing in the City and District of Montreal, all five carrying on business together under the name and style of Gaudreault, Rabin, Legault, Lacroix & Pigeon, l.s., 2425 De Salaberry, City and District of Montreal, plaintiffs, *vs* ENTREPRISES GERBEX INC., a corporation legally incorporated having a place of business at 1038 Louise Street, terrebonne Heights, District of Joliette, defendant.

1. Lot five of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-5) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

2° Le lot six de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-6) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

3° Le lot sept de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-7) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

4° Le lot trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-37) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

5° Le lot quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-45) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

6° Le lot quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-48) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

7° Le lot soixante-treize de la subdivision officielle du lot originaire sept cent soixante et onze (771-73) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

8° Le lot vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire huit cent (800-21) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

9° Le lot vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire huit cent (800-23) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

10° Le lot quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire huit cent (800-46) de la Paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption;

11° Le lot cinquante de la subdivision officielle du lot originaire huit cent (800-50) de la paroisse St-Henri de Mascouche, avec maison dessus construite, division d'enregistrement de L'Assomption.

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, MERCREDI, le DOUZIEME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shériff intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 25 mai 1972.

46180-o

2. Lot six of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-6) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

3. Lot seven of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-7) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

4. Lot thirty-seven of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-37) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

5. Lot forty-five of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-45) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

6. Lot forty-eight of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-48) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

7. Lot seventy-three of the official subdivision of original lot seven hundred and seventy-one (771-73) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

8. Lot twenty-one of the official subdivision of original lot eight hundred (800-21) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

9. Lot twenty-three of the official subdivision of original lot eight hundred (800-23) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

10. Lot forty-six of the official subdivision of original lot eight hundred (800-46) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption;

11. Lot fifty of the official subdivision of original lot eight hundred (800-50) in the Parish of St. Henri de Mascouche, with a house erected thereon, Registration Division of L'Assomption.

To be sold at the L'Assomption Registration Division Office, in L'Assomption, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 25, 1972.

46180

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Joliette

No 25,624. MURPHY OIL QUÉBEC LTD., corps politique et incorporé, dûment incorporé suivant la loi, ayant son siège social et son bureau principal au 6600, chemin de la Côte des Neiges, dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* BERTRAND PELLETIER, garagiste, résidant et domicilié au 123, rue Saint-Antoine, dans la ville de Lavaltrie, district de Joliette, défendeur.

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Joliette

No. 25,624. MURPHY OIL QUÉBEC LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business at 6600 Côte des Neiges Road in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* BERTRAND PELLETIER, garageman, residing and domiciled at 123 St. Antoine Street, in the Town of Lavaltrie, District of Joliette, defendant.

« Un terrain emplacement situé en la paroisse de Lavaltrie, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-cinq (Ptie 155) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lavaltrie, mesurant ledit terrain une largeur de cent soixante-quinze pieds (175′) en front sur le chemin public sur une profondeur de cent soixante-quinze pieds (175′) le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: en front par le chemin public, en profondeur par le terrain restant au vendeur, d'un côté par le terrain de la Fabrique de la paroisse de Lavaltrie, et de l'autre côté par une rue projetée et restant le terrain du vendeur; le tout avec bâtisses y érigées;

Tel que le tout se trouve présentement. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, à Berthierville, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 25 mai 1972. 46181-o

"A tract of land or emplacement located in the Parish of Lavaltrie, known and designated as part of lot number one hundred and fifty-five (Pt. 155), on the official plan and book of reference in the cadastre for the Parish of Lavaltrie, the said tract of land measuring one hundred and seventy-five feet (175′) in width in front on the public road by a depth of one hundred and seventy-five feet (175′), the whole English measure and more or less, bounded as follows: in front, by the public road, in depth, by the tract of land remaining to the vendor, on one side, by the tract of land of the Fabric of the Parish of Lavaltrie, and on the other side, by a planned street, which remains the piece of land of the vendor, the whole with buildings erected thereon.

As the whole presently subsists."

To be sold at the Berthier Division Registry Office, at Berthierville, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 25, 1972. 46181

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Kamouraska

No 4517. J. B. LAVOIE, avocat de la cité de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, demandeur, *vs* GILLES BRIAND & LÉON BRIAND, tous deux de Estcourt, district de Kamouraska, défendeurs.

« La demie ouest du lot 6, Rang 2, Estcourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le DOUZIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 23 mai 1972. 46135-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Kamouraska

No. 4517. J. B. LAVOIE, lawyer of the City of Rivière-du-Loup, District of Kamouraska, plaintiff, *vs* GILLES BRIAND & LÉON BRIAND, both of Estcourt, District of Kamouraska, defendants.

"The west half of lot 6, Range 2, Estcourt, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Division of Témiscouata Registry Office, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the TWELFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 23, 1972. 46135

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-587. GÉRALD SÉGUIN, pharmacien, demeurant et résidant au 11,954 boulevard Lacordaire, à Montréal-Nord, dit district, demandeur, *vs* MAGELLA FILIAULT, demeurant au 8280 boulevard Pie IX, à Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Pie IX, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Courr — District of Montreal

No. 814-587. GÉRALD SÉGUIN, pharmacist, domiciled and residing at 11,954 Lacordaire Boulevard, Montreal-North, said district, plaintiff, *vs* MAGELLA FILIAULT, residing at 8280 Pie IX Boulevard, Montreal, District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Pie IX Boulevard, in the City of Montreal, known and described under

numéro cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent soixante-six (366-134), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; mesurant trente-deux pieds (32′) de largeur, sur quatre-vingt-douze pieds (92′) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; avec une bâtisse de trois étages dessus érigée, portant le numéro civique 8280 du boulevard Pie IX, dans la cité de Montréal, dont les murs latéraux sont indépendants;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice, de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre 195, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 23 mai 1972. 46194-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-817423-71. { FOUREM INVESTMENTS LTD., demanderesse, *vs* REGAL ENTERPRISES LTD. ET *AL*, défendeurs.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Parkview, dans la cité de Côte Saint-Luc, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-quinze de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-75) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cinquante-deux pieds (52′) de largeur en front, soixante-quinze pieds (75′) de largeur en arrière le long de sa ligne sud-ouest, sur quatre-vingt-cinq pieds (85′) de profondeur le long de sa ligne nord-ouest, et quatre-vingt-sept pieds et neuf dixièmes (87.9′) le long de sa ligne sud-est;

Avec la bâtisse dessu érigée, portant le numéro civique 6616, avenue Parkview et dont tous les murs sont indépendants;

Toutes les mesures ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins;

Comprenant la servitude en faveur de l'Hydro-Québec, créée en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1268914, servitude toujours en vigueur;

Comprenant et sujet à une servitude en faveur de la cité de Côte Saint-Luc, créée en vertu d'un acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 1305689, servitude toujours en vigueur;

Comprenant les meubles, cuisinières, refrigérateurs, tapis, draperies, peintures et, en général, tous les meubles meublant ».

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 23 mai 1972. 46186

lot number one hundred and thirty-four of the official subdivision of original lot number three hundred and sixty-six (366-134), in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet; measuring thirty-two feet (32′) in width by ninety-two feet (92′) in depth, English measure, more or less; with a three storey building erected thereon, numbered 8280 Pie IX Boulevard, in the city of Montreal, whose lateral walls are independant;

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said emplacement, without exception nor reservation.".

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the FOURTH day of JULY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, May 23, 1972. 46194

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-817423-71. { FOUREM INVESTMENTS LTD., plaintiff, *vs* REGAL ENTERPRISES LTD., ET *AL*, defendants.

"That certain emplacement fronting on Parkview Avenue, in the City of Côte St. Luc, known and deisgnated as lot number seventy-five of the subdivision of original lot number eighty-five (85-75) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, of irregular figure, measuring fifty-two feet (52′) in width in front, seventy-five feet (75′) in width in rear along its southwest line by eighty-five feet (85′) in depth along its northwest line and eighty-seven feet and nine-tenths of a foot (87.9′) along its southeast line;

With the building thereon erected bearing Civic Number 6616 Parkview Avenue, all the walls whereof are independent;

All the above measurements are English Measure and more or less;

Together with the servitude in faour of Hydro-Québec created and subsisting in virtue of a deed registered at the Montreal Registry Office under the Number 1268914;

Together with and subject to a servitude in favour of the City of Côte St. Luc created and subsisting in virtue of the deed registered at the said registry office under the Number 1305689;

Together with all furniture, stoves, refrigerators, carpets, drapes, paintings and generally all moveables situate therein."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the FIFTH day of JULY 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, May 23, 1972. 46186-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-818-053-71. { LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION LTD., corporation légalement constituée

ayant une de ses places d'affaires au 2275 est, rue Jean-Talon, à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* CHARLES DUCHESNE, domicilié et résidant au 4343 est, rue Sainte-Catherine, à Montréal, district de Montréal, defendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine est, dans le Quartier Maisonneuve, en la Cité de Montréal, mesurant cinquante pieds et trois pouces de largeur par une profondeur de cent quatre-vingts pieds dans la ligne sud-ouest et de cent quatre-vingt-un pieds et trois pouces dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, et composé des parties de terrain connues et désignées sous les numéro un, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (pties 7-1, 4 et 5) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, et pour une meilleure compréhension portant les lettres I. J. et K. sur le plan annexé à la minute d'un acte de servitude par D. M. Lazanis et N. A. Lazanis, devant Mtre R. Faribault, notaire, le quinze mai, mil neuf cent vingt-neuf, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 213318, savoir:

a) De la partie sud-ouest du lot numéro un de la subdivision officielle du lot sept (Ptie S.O. 7-1) mesurant cinquante pieds et trois pouces de largeur par une profondeur de cent pieds dans la ligne sud-ouest et de cent un pieds et trois pouces environ dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, bornée au sud-est par la rue Sainte-Catherine, au nord-ouest par la partie ci-après décrite du lot numéro 7-4, au nord-est par une autre partie du lot numéro 7-1 et au sud-ouest par une partie de la ruelle connue sous le numéro 8-53 desdits plan et livre de renvoi officiels.

b) De la partie sud-ouest du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro sept (Ptie S.O. 7-4) mesurant cinquante pieds et trois pouces de profondeur par environ cinquante pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée au sud-est là où elle mesure cinquante pieds et trois pouces de profondeur, par la partie ci-dessus décrite, au nord-ouest, là où elle mesure cinquante pieds et trois pouces de profondeur, par la partie ci-après décrite au nord-est là où elle mesure cinquante pieds de largeur, par une autre partie dudit lot numéro 7-4 et au sud-ouest, là où elle mesure cinquante pieds de largeur, par une ruelle connue et désignée sous le numéro 8-53 des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

c) La partie du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (Ptie 7-5) mesurant environ cinquante pieds et trois pouces de profondeur par environ trente pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée au sud-est, là où elle mesure cinquante pieds et trois pouces de profondeur, par la partie du lot numéro 7-4 ci-dessus décrite, au nord-ouest, là où elle mesure cinquante pieds et trois pouces

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-818-053-71. { LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION LTD., a corporation legally incorporated

having one of its places of business at 2275 Jean Talon Street East, Montreal, District of Montreal, plaintiff, *vs* CHARLES DUCHESNE, domiciled and residing at 4343 Ste. Catherine Street East, Montreal, District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Ste. Catherine Street East, Maisonneuve Ward, in the City of Montreal, measuring fifty feet and three inches in width by a depth of one hundred and eighty feet on its southwest line and one hundred and eighty-one feet and three inches on the northeast line, English measure and more or less, and composed of the parts of lots known and described under numbers one, four and five of the official subdivision of original lot number seven (Pts. 7-1, 4 and 5) in the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, and for a more accurate description lettered I. J. and K. on the plan appended to the minutes of a deed of servitude by D. M. Lazanis and N. A. Lazanis, before Me R. Faribault, notary, on the fifteenth day of May, one thousand nine hundred and twenty-nine, registered in the Montreal Registry Office under number 213318, namely:

(*a*) The southwest part of lot number one of the official subdivision of lot number seven (S. W. Pt. 7-1) measuring fifty feet and three inches in width by a depth of one hundred feet on the southwest line and one hundred and one feet and three inches approximately on the northeast line, English measure and more or less, bounded on the southeast by Ste. Catherine Street, on the northwest by the part of lot 7-4 hereinafter described, on the northeast by another part of lot number 7-1 and on the southwest by a part of the lane known under number 8-53 in the said official plan and book of reference.

(*b*) The southwest part of lot number four of the official subdivision of lot number seven (S. W. Pt. 7-4) measuring fifty feet and three inches in depth by about fifty feet in width, English measure and more or less; bounded on the southeast where it measures fifty feet and three inches in depth, by the part hereinabove described, on the northwest, where it measures fifty feet and three inches in depth, by the part hereinafter described on the northeast where it measures fifty feet in width by another part of said lot number 7-4 and on the southwest, where it measures fifty feet in width, by a lane known and described under number 8-53 in the same official plan and book of reference.

(*c*) The part of lot number five of the official subdivision of original lot number seven (Pt. 7-5) measuring about fifty feet and three inches in depth by about thirty feet in width, English measure and more or less, bounded on the southeast, where it measures fifty feet and three inches in depth, by the part of lot number 7-4 hereinabove described, on the northwest, where it measures fifty feet and three inches in depth, by another

de profondeur, par une autre partie dudit lot numéro 7-5, au nord-est, là où elle mesure trente pieds de largeur, par partie dudit lot numéro 7-5 et au sud-ouest, là où elle mesure trente pieds de largeur par partie de la ruelle connue et désignée sous le numéro 8-53 des plan et livre de renvoi officiels susdit.

Avec bâtisse portant le numéro civique 4343 Sainte-Catherine Est.

Avec droit de vue et de passage à perpétuité, en commun avec ceux y ayant droit, aux conditions ordinaires d'entretien, dans et sur ladite ruelle portant le numéro 8-53 des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, en faveur de l'emplacement ci-dessus, suivant les termes, clauses, charges et conditions de l'acte de servitudes entre la succession G. H. Letourneux, et *al*, et Denis N. Lazinis, devant Mtre Victor Morin, notaire, le huit mars, mil neuf cent vingt-huit, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 171919.

Avec droit de vue et de passage, dans un passage mesurant cinq pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, en commun avec ceux y ayant droit, aux conditions ordinaires d'entretien dans et sur les portions de terrain, marquées audit plan, sous les lettres E, F, G et H, subdivisées comme étant les numéros un, deux, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (Ptie 7-1, 2, 4 et 5) desdits plan et libre de renvoi officiels en faveur de l'emplacement présentement hypothéqué.

Et avec droit et de vue et de passage, à pied avec voitures, et animaux, en commun avec ceux y ayant droit, dans et sur une lisière de terrain de vingt pieds de largeur, par une profondeur de cinquante-cinq pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot numéro sept (Ptie 7-5) des plan et libre de renvoi officiels susdits; bornée au nord-ouest par partie du lot numéro 7-6 au sud-est par le lot 7-5 au nord-est par partie du lot numéro 7-5 et au sud-ouest par partie de la ruelle connue et désignée sous le numéro 8-53 tous des plan et livre de renvoi officiels susdits.

« Les droits de vue et de passage désignés et déterminés dans les deux paragraphes précédents ayant été créés en vertu d'un acte de servitudes intervenu entre D. N. Lazanis et N. A. Lazanis devant Me René Faribeault, notaire, le quinze mai mil neuf cent vingt-neuf, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 213318.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, sans réserve. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre 195, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46190-o

part of said lot number 7-5, on the northeast, where it measures thirty feet in width, by part of said lot number 7-5 and on the southwest, where it measures thirty feet in width by part of the lane known and described under number 8-53 in the aforesaid official plan and book of reference.

With a building numbered 4343 Ste. Catherine East.

With a perpetual right of view and way common with those having a right thereto, on the ordinary maintenance conditions, in and on the said lane numbered 8-53 in the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, in favor of the above emplacement, according to the terms, clauses, charges and conditions of the deed of servitude between the G. H. Letourneux Estate et *al*, and Denis N. Lazinis, before Me Victor Morin, notary, on the eighth day of March, one thousand nine hundred and twenty-eight, registered in the Montreal Registry Office under number 171919.

With a right of view and way on a passage measuring five feet in width by one hundred and eighty feet in depth, English measure and more or less, common with those having a right thereto, on the ordinary maintenance conditions in and on the parts of land marked on the said plan under letters E, F, G and H, subdivided as numbers one, two, four and five of the official subdivision of original lot number seven (Pt. 7-1, 2, 4 and 5) in the said official plan and book of reference in favor of the emplacement now mortgaged.

And with a right of view and way on foot, by vehicle, and with animals, in common with those having a right thereto, in and on a strip of land twenty feet in width by a depth of fifty-five feet and three inches in depth, English measure and more or less, being part of lot number five of the official subdivision of lot number seven (Pt. 7-5) in the aforesaid official plan and book of reference; bounded on the northwest by part of lot number 7-6, on the southeast by lot 7-5, on the northeast by part of lot number 7-5 and on the southwest by part of the lane known and described under number 8-53, all in the aforesaid official plan and book of reference.

The rights of view and way described and determined in the two preceding paragraphs having been created under the deed of servitudes concluded between D. N. Lazanis and N. A. Lazanis before Me René Faribeault, notary, on the fifteenth day of May, one thousand nine hundred and twenty-nine, registered in the Montreal Registry Office under number 213318.

As the whole now subsists, with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immoveables, without reservation."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal, Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room 195, on the SEVENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46190

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-817-909-71. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ottawa, dans la province d'Ontario, et ayant une place d'affaires pour la province de Québec, au 2350 boulevard Manella, à Ville Mont-Royal, dans le district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* LUIGI GALANTE, gentilhomme, domicilié et résidant au 5915, rue Paul, à Montréal-Nord, dans le district judiciaire de Montréal, défendeur, et M. LE REGISTRATEUR au bureau d'enregistrement de Laprairie, mis en cause, es-qualité.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Allen, dans la ville de Brossard, province de Québec, composé du lot numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-48), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdelaine. Avec bâtisse y érigée portant l'adresse 2600 rue Allen, ville de Brossard, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214 rue St-Ignace, en la ville de Laprairie, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46192-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-817-909-71. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation legally incorporated, having its head office and principal place of business in Ottawa, Province of Ontario, and having a place of business in the Province of Québec, at 2350 Manella Boulevard, Town of Mount Royal, judicial District of Montreal, plaintiff, *vs* LUIGI GALANTE, gentleman, domiciled and residing at 5915 Paul Street, Montreal North, judicial District of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR for the Laprairie registry office, mis en cause in his capacity.

"A certain emplacement fronting on Allen Street, in the Town of Brossard, Province of Québec, consisting of lot number forty-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-48), in the official plan and book of reference of the parish of Laprairie de la Magdelaine.

With a building erected thereon numbered 2600 Allen Street, Town of Brossard, appurtenances and dependencies."

To be sold at the County of Laprairie Registry Office, 214 St. Ignace Street, in the Town of Laprairie, the FIFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46192

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-816243-71. { LOUIS BELLE-ISLE LUMBER INC., demanderesse, *vs* PETER ZULIANI & PETER ZULIANI HOLDING INC., défendeurs, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly et MEDIAN DEVELOPMENTS INC., mis en cause.

a) Le lot de subdivision trois cent neuf du lot originaire quatre-vingt-treize (93-309) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

b) Le lot de subdivision trois cent dix du lot originaire quatre-vingt-treize (93-310) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

c) Le lot de subdivision trois cent onze du lot originaire quatre-vingt-treize (93-311) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

d) Le lot de subdivision trois cent douze du lot originaire quatre-vingt-treize (93-312) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

e) Le lot de subdivision trois cent treize du lot originaire quatre-vingt-treize (93-313) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

f) Le lot de subdivision trois cent quatorze du lot originaire quatre-vingt-treize (93-314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-816243-71. { LOUIS BELLE-ISLE LUMBER INC., plaintiff, *vs* PETER ZULIANI & PETER ZULIANI HOLDING INC., defendants and THE REGISTRAR for the registration division of Chambly, and MEDIAN DEVELOPMENTS INC., mis en cause.

(*a*) Subdivision lot three hundred and nine of original lot ninety-three (93-309) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(*b*) Subdivision lot three hundred and ten of original lot ninety-three (93-310) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(*c*) Subdivision lot three hundred and eleven of original lot ninety-three (93-311) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(*d*) Subdivision lot three hundred and twelve of original lot ninety-three (93-312) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(*e*) Subdivision lot three hundred and thirteen of original lot ninety-three (93-313) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(*f*) Subdivision lot three hundred and fourteen of original lot ninety-three (93-314) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

g) Le lot de subdivision trois cent vingt-six du lot originaire quatre-vingt-treize (93-326) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

h) Le lot de subdivision trois cent vingt-sept du lot originaire quatre-vingt-treize (93-327) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

i) Le lot de subdivision trois cent trente du lot originaire quatre-vingt-treize (93-330) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil;

j) Le lot de subdivision trois cent trente et un du lot originaire quatre-vingt-treize (93-331) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil.

Pour être vendus « séparément » au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles-Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, P.Q., le SEPTIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46189

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal

No 02-405438-71.
Ex-Parte: 18-000369-72. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE DE LA MUNICIPALITÉ DE

WEST ISLAND, dans le comté de Jacques Cartier, demandeurs, *vs* P.J.M. CORPORATION, défenderesse, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

(a) La subdivision 510 du lot originaire numéro 25 (25-510) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire et

b) Les re-subdivisions 1 et 2 de la subdivision 515 du lot originaire numéro 25 (25-515-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire;

Sujet à une servitude en faveur de la compagnie Bell Téléphone du Canada, tel que créée par un acte passé devant Me G. Tardif, notaire, le 9 décembre 1960, et enregistré à Montréal sous le numéro 1512853; comprenant une servitude de droit de passage sur la subdivision 512 dudit lot 25 créée en faveur de la propriété décrite ci-dessus, d'une portée plus grande, en vertu d'un certain acte de vente par H. Tobias, et *al* à O. Singer passé devant Me B. Nusselman, notaire, le 23 janvier 1959, et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 1384985.

Tel que la propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances (y compris tous les édifices et les améliorations), sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46196

(g) Subdivision lot three hundred and twenty-six of original lot ninety-three (93-326) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(h) Subdivision lot three hundred and twenty-seven of original lot ninety-three (93-327) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(i) Subdivision lot three hundred and thirty of original lot ninety-three (93-330) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil;

(j) Subdivision lot three hundred and thirty-one of original lot ninety-three (93-331) on the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil.

To be sold "separately", at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles-Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the SEVENTH day of JULY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46189-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 02-405438-71.
Ex-Parte: 18-000369-72. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF

WEST ISLAND, in the County of Jacques-Cartier, plaintiff, *vs* P.J.M. CORPORATION, defendant, and THE REGISTRAR for the registration division of Montreal, mis en cause.

(a) Subdivision 510 of original lot number 25 (25-510) on the official plan and book of reference of the Parish of Pointe Claire; and

(b) Re-subdivisions 1 and 2 of subdivision 515 of original lot number 25 (25-515-1 and 2) on the official plan and book of reference of the Parish of Pointe Claire;

Subject to a servitude in favour of The Bell Telephone Company of Canada, as created by a deed executed before G. Tardif, Notary, on December 9, 1960, and registered at Montreal under number 1512853; Together with the servitude of right of way over and upon subdivision 512 of the said lot 25 established in favour of the property hereinabove described, with greater extent, under that certain deed of sale from H. Tobias, et *al* to O. Singer executed before B. Nusselman, Notary, on January 23rd, 1959, and registered at the said registry office under number 1384985.

As the property now subsists with all its rights, members and appurtenances (including any buildings and improvements), without exception or reserve of any kind.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the SIXTH day of JULY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46196-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal

No 338 453.
Ex-parte: 18-000271-72. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE DE LA MUNICIPALITÉ DE WEST ISLAND, dans le comté de Jacques Cartier, demandeurs, *vs* C. H. GOODY & COMPANY LTD., défendeurs, et LE REGISTRATEUR pour la division d'enregistrement de Montréal, ès-qualité, mis en cause.

a) La subdivision 92 du lot originaire 40 (40-92) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire;

b) La partie ouest de la subdivision 149 du lot originaire 41 (41-o. ptie 149), auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant 50′ de largeur sur 25′ de profondeur, mesure anglaise, bornée à l'ouest par la subdivision 92 dudit lot originaire 40, à l'est par le reste de ladite subdivision 149, d'un côté, au nord, par une partie de la subdivision 150 du lot originaire 41, décrite ci-dessous, et de l'autre côté, au sud, par la subdivision 148 dudit lot originaire 41; et

c) La partie sud-ouest de la subdivision 150 dudit lot originaire 41 (41-s.o. ptie 150), 30′ de largeur sur 25′ de profondeur, mesure anglaise, bornée à l'ouest par la subdivision 92 dudit lot originaire 40, à l'est et au nord par le résidu de ladite subdivision 150 et au sud par la partie décrite ci-dessus de la subdivision 149 dudit lot originaire 41.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 23 mai 1972. 46193

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 338 453.
Ex-Parte 18-000271-72. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF WEST ISLAND, in the county of Jacques Cartier, plaintiff, *vs* C. H. GOODY & COMPANY LTD., defendant, and THE REGISTRAR for the registration division of Montreal, ès-qualité, mis en cause.

(*a*) Subdivision 92 of original lot 40 (40-92) on the official plan and book of reference of the Parish of Pointe Claire;

(*b*) The western part of subdivision 149 of original lot 41 (41-W. pt. 149), upon the said official plan and book of reference, measuring 50′ in width by 25′ in depth, English measure, bounded to the west by subdivision 92 of said original lot 40, to the east by the residue of the said subdivision 149, on one side to the north by part of subdivision 150 of said original lot 41, hereinafter described, and on the other side to the south by subdivision 148 of said original lot 41; and

(*c*) The southwest part of subdivision 150 of said original lot 41 (41-S.W. pt. 150), 30′ in width by 25′ in depth, English measure, bounded to the west by subdivision 92 of said original lot 40, to the east and to the north by the residue of the said subdivision 150 and to the south by the part hereinabove described of subdivision 149 of said original lot 41.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the FIFTH day of JULY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, May 23, 1972. 46193-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 770-768. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-GRÉGOIRE LE GRAND, corporation légalement constituée en vertu de la loi des Syndicats Coopératifs du Québec, ayant sa principale place d'affaire au 7695 Avenue Papineau, à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* GIUSEPPE DI IOIA, résidant et domicilié au 8220 rue Dunant à St-Léonard, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Dunant en la cité de St-Léonard-de-Port-Maurice, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois cent soixante du lot originaire numéro quatre cent un (401-360) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet. Avec les bâtisses dessus construites incluant celle portant les numéros civique 8220-8222 de ladite rue Dunant en la cité de St-Léonard-de-Port-Maurice, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement et plus spécialement sujet à une servitude en faveur de la cité de St-Léonard de Port-Maurice passée devant Me Jean-Claude Hamel, notaire, le 24 août 1965, et dont copie fut enregistrée à

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 770-768. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-GRÉGOIRE-LE-GRAND, a corporation legally incorporated under the Québec Cooperative Syndicates Act, having its principal place of business at 7695 Papineau Avenue, Montreal, District of Montreal, plaintiff, *vs* GIUSEPPE DI IOIA, residing and domiciled at 8220 Dunant Street, at St. Léonard, District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Dunant Street, in the City of St. Léonard-de-Port-Maurice, known and described as being subdivision number three hundred and sixty of original lot number four hundred and one (401-360) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet. With buildings erected thereon including that numbered 8220-8222 said Dunant Street, in the City of St. Léonard-de-Port Maurice, whose northwest wall is common. With all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said emplacement, particularly subject to a servitude in favor of the City of St. Léonard-de-Port-Maurice, executed before Me Jean-Claude Hamel, notary, on August 24, 1965, a copy of which was

Montréal, sous le numéro 1855198, ladite servitude consistant au droit de superficie et un droit de passage créés en faveur de la cité de St-Léonard-de-Port-Maurice et affectant l'extrême partie nord-est des lots ci-dessus mentionnés, savoir cinq (5) pieds par la largeur desdits lots.

Avec et sujet à une servitude de vue créée en faveur de et contre l'emplacement présentement hypothéqué et en faveur de et contre l'emplacement voisin, connu comme étant le lot 361 du lot originaire numéro 401 (401-361) dudit cadastre appartenant également au vendeur, pour une porte et une fenêtre donnant des vues directes et indirectes l'une sur l'autre une servitude par destination de père de famille ayant été créée aux termes d'un acte de prêt passé devant le notaire soussigné le 26 août 1968, et dont copie fut enregistrée à Montréal sous le numéro 2085691 tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances et toutes servitudes actives et passives s'y rattachant, sans aucune exception ou réserve. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre 195, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46185-o

registered in Montreal under number 1855198, the said servitude consisting of a right of surface area and a right of way created in favor of the City of St. Léonard-de-Port-Maurice and affecting the extreme northeast part of the lots hereinabove mentioned, namely five (5) feet by the width of the said lots.

With and subject to a servitude of view created in favor of and against the emplacement now mortgaged and in favor of and against the neighbouring emplacement, known as being lot 361 of original lot number 401 (401-361) of the said cadastre also belonging to the vendor, for a door and a window with a direct and indirect view on one another, servitude set up by the previous owner, having been created under the terms of a deed of loan passed before the undersigned notary on August 26, 1968, and whose copy was registered in Montreal under number 2085691, as the whole is now with its appurtenances and dependencies and all active and passive servitudes attached thereto, without exception or reservation."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the SIXTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46185

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 02-03155-72. { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., demanderesse, *vs* SMART AVENUE DEVELOPMENT (MTL.) INC., défenderesse et LE REGISTRATEUR de Chambly, mis en cause.

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision quatre-vingt-dix-huit du lot originaire quatre-vingt (80-98) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1189 rue Blainville à Longueuil ».

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent du lot originaire quatre vingt (80-100) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1197 rue Blainville à Longueuil ».

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent deux du lot originaire quatre-vingt (80-102) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1205 rue Blainville à Longueuil ».

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46195-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 02-03155-72. { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., plaintiff, *vs* SMART AVENUE DEVELOPMENT (MTL.) INC., defendant, and THE REGISTRAR for Chambly, mis en cause.

"A certain emplacement known and described as being subdivision ninety-eight of original lot eighty (80-98) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, with building erected thereon bearing civic number 1189 Blainville Street in Longueuil".

"A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred of original lot eighty (80-100) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, with building erected thereon bearing civic number 1197 Blainville Street in Longueuil".

"A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and two of original lot eighty (80-102) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, with building erected thereon bearing civic number 1205 Blainville Street in Longueuil.".

To be sold separately at the Registry Office for Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Montval Building, Longueuil, on the SIXTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN.
Assistant Sheriff.
46195

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-00660-72. TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au numéro 909 ouest du boulevard Dorchester en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ROBERT MANSOUR, résidant et domicilié au numéro 782 de la Terrasse Decelles en la ville de Longueuil, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Denaut, en la cité de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt et un (121-188), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment un triplex portant les numéros 3099, 3101 et 3103 de ladite rue Denaut, dont le mur sud-est est mitoyen.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve de la part du débiteur, et notamment sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, établie aux termes d'un Acte enregistré à Chambly sous le numéro 282667 et une servitude en faveur de Public Fuel Transmissions Systems Ltd, établie aux termes d'un acte enregistré à Chambly sous le numéro 284308.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le QUATRIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46188-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 05-00660-72. GENERAL TRUST OF CANADA, corporation legally incorporated, having its head office at number 909 Dorchester Boulevard West in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* ROBERT MANSOUR, residing and domiciled at number 782 Terrasse Decelles in the City of Longueuil, District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Denaut Street, in the City of Jacques-Cartier, known and described as being lot number one hundred and eighty-eight of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-188), on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With all the buildings erected thereon and particularly a triplex bearing numbers 3099, 3101 and 3103 of the said Denaut Street, whose southeast wall is common.

As the whole presently subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable, without any exception nor reservation on the part of the debtor, and namely subject to a servitude in favor of the Québec Hydro-Electric Commission and of the Bell Telephone Company of Canada, established under the terms of a deed registered in Chambly under number 282667 and to a servitude in favor of Public Fuel Transmissions Systems Ltd., established under the terms of a deed registered in Chambly under number 284308.

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the FOURTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46188

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-0659-72. TRUST GENERAL DU CADADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au numéro 909 ouest du boulevard Dorchester en les Ville et District de Montréal, demanderesse, *vs* ROBERT MANSOUR, résidant et domicilié au numéro 782 de la Terrasse Decelles en la Ville de Longueuil, District de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Denaut en la cité de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt et un (121-189) aux plan et livre du renvoi officiels de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment un triplex portant les numéros 3109, 3111 et 3113 de ladite rue Denaut, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 05-0659-72. GENERAL TRUST OF CANADA, a corporation legally incorporated, having its head office at number 909 Dorchester Boulevard West in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* ROBERT MANSOUR, residing and domiciled at number 782 of Terrasse Decelles in the City of Longueuil, District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Denaut Street in the City of Jacques-Cartier, known and described as lot number one hundred and eighty-nine of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-189) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With all the buildings erected thereon and particularly a triplex bearing numbers 3109, 3111 and 3113 of said Denaut Street, whose northwest wall is common.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve de la part du débiteur, et notamment sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, établie aux termes d'un acte enregistré à Chambly, sous le numéro 282667 et une servitude en faveur de Public Fuel Transmissions Systems Ltd., établie aux termes d'un acte enregistré à Chambly, sous le numéro 284308. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le QUATRIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46187-o

As the whole presently subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable, without exception nor reservation on the part of the debtor, and subject namely to a servitude in favor of the Québec Hydro-Electric Commission and of the Bell Telephone Company of Canada, established under the terms of a deed registered in Chambly, under number 282667 and to a servitude in favor of Public Fuel Transmissions Systems Ltd., established under the terms of a deed registered in Chambly, under number 284308."

To be sold at the Registry Office for Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the FOURTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46187

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 809 044. LA SOCIÉTÉ DE LA CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse, *vs* MONTREAL FOUNDRY LIMITED, défenderesse.

« Un emplacement à Montréal, à l'angle des rues Condé et Centre, composé:

a) des lots originaires numéros six cent soixante-six, six cent soixante-sept, six cent soixante-huit et six cent soixante-neuf (666, 667, 668 et 669) au cadastre officiel du quartier Ste-Anne;

b) du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663) au cadastre officiel du quartier Ste-Anne, à distraire dudit lot originaire, la partie qui est maintenant connue et désignée comme étant le lot un de la subdivision dudit lot originaire six cent soixante-trois (663-1);

c) du lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro six cent soixante-trois (663-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne;

d) du lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro six cent soixante-deux (662-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne.

Avec toutes les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1249 à 1261 rue Condé et 1517 à 1525 rue Centre, et tous leurs accessoires attachés à perpétuelle demeure. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, Chambre 195, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 23 mai 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46191-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 809 044. LA SOCIÉTÉ DE LA CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, plaintiff, *vs* MONTREAL FOUNDRY LIMITED, defendant.

"An emplacement in Montreal, at the corner of Condé and Centre Streets, consisting:

(*a*) of original lots numbers six hundred and sixty-six, six hundred and sixty-seven, six hundred and sixty-eight and six hundred and sixty-nine (666, 667, 668 and 669) of the official cadastre for the Ste. Anne Ward;

(*b*) of original lot number six hundred and sixty-three (663) of the official cadastre for the Ste. Anne Ward, less and to withdraw from the said original lot, the part which is now known and described as being lot one of the subdivision of said original lot six hundred and sixty-three (663-1);

(*c*) of lot number one of the subdivision of original lot number six hundred and sixty-three (663-1) in the official plan and book of reference for Ste. Anne Ward;

(*d*) of lot number one of the subdivision of original lot number six hundred and sixty-two (662-1) in the official plan and book of reference for the Ste. Anne Ward.

With all buildings erected thereon numbered 1249 to 1261 Condé Street, and 1517 to 1525 Centre Street, and all their accessories perpetually attached thereto."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the FOURTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 23, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46191

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 88-733. } PAGÉ LIMITÉE, société légale ayant son siège social à Charlesbourg Ouest, P.Q., *vs* YVES VALCOURT, domicilié et résidant à 90-A, François Xavier, Montmorency, P.Q.

« Un terrain ou emplacement, sis et situé en la municipalité de Boischâtel, connu et désigné comme étant:

a) La subdivision soixante du lot originaire numéro trois cent vingt et un (321-60) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, division d'enregistrement de Montmorency. Contenant en superficie trois mille huit cent vingt-cinq pieds carrés, mesure anglaise (3825′ M.A.)

b) La subdivision soixante-treize du lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-73) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, division d'enregistrement de Montmorency. Contenant en superficie deux mille six cent soixante-quinze pieds carrés, mesure anglaise. (2675′ M.A.).

Le tout avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à 8032, Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 mai 1972.

46211-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Municipale, No 14/1972. } LA VILLE DE QUÉBEC, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Québec, *vs* Dame JEANNETTE LAVERDIÈRE, veuve de Amédée Fradet, faisant affaires sous la raison sociale de « Fradet Automobile Enr. ».

« Terrain ou emplacement situé sur le côté sud de la rue Franklin à Québec, contenant trente-huit pieds (38′) de front sur soixante pieds (60′) de profondeur, borné en front vers le nord par ladite rue Franklin; au sud par le lot cinq cent cinq (505) du cadastre de St-Sauveur de Québec, vers l'est par William Carrier ou représentants, et vers l'ouest par le lot cinq cent sept (507) dudit cadastre, connu comme étant la partie ouest du lot cinq cent quatre partie (504 ptie) ouest du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Québec, le SIXIÈME jour du mois de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 mai 1972.

46212-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 88-733. } PAGÉ LIMITÉE, legal society having its head office in Charlesbourg West, P.Q., *vs* YVES VALCOURT, domiciled and residing at 90-A François-Xavier, Montmorency, P.Q.

"A piece of land or emplacement, lying and situate in the Municipality of Boischâtel, known and described as:

(*a*) Subdivision sixty of original lot number three hundred and twenty-one (321-60) of the official cadastre of the Parish of l'Ange-Gardien, Montmorency Registration Division. Containing a surface area of three thousand eight hundred and twenty-five square feet, English measure (3825′ E.M.).

(*b*) Subdivision seventy-three of original lot number three hundred and twenty-eight (328-73) of the official cadastre of the Parish of l'Ange-Gardien, Montmorency Registration Division. Containing a surface area of two thousand six hundred and seventy-five square feet, English measure. (2675′ E.M.)

The whole with the building constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Montmorency, 8032 Royale, Château-Richer, County of Montmorency, on the FIFTH day of JULY, 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 30, 1972.

46211

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Municipal Court, No. 14/1972. } THE CITY OF QUÉBEC, a corporation legally incorporated, having its head office in the City and District of Québec, *vs* Mrs. JEANNETTE LAVERDIÈRE, widow of Amédée Fradet, carrying on business under the name of "Fradet Automobile Enr.".

"A piece of land or emplacement located on the south side of Franklin Street in Québec, containing thirty-eight feet (38′) in front by sixty feet (60′) in depth, bounded in front towards the north by said Franklin Street; on the south by lot five hundred and five (505) on the cadastre of St. Sauveur, in Québec, towards the east by William Carrier or representatives, and towards the west by lot five hundred and seven (507) of the said cadastre, known as the west part of lot five hundred and four west part (504 pt.) on the official cadastre of the Parish of St. Sauveur."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Québec Court House, on the SIXTH day of JULY, 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 30, 1972.

46212

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Québec

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 83-174. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL, corps public, légalement constitué, ayant son siège social à Ste-Brigitte de Laval, district de Québec, *vs* HENRI PAUL THOMASSIN, domicilié et résidant au No. 1, rue St-Louis, Ste-Brigitte de Laval, district de Québec.

1° La moitié sud du lot (347) trois cent quarante-sept du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, mesurant quatre arpents, une perche et douze pieds de largeur sur vingt arpents de profondeur; borné au sud au lot 255, à l'ouest au lot 348, appartenant audit H. P. Thomassin, au nord au lot 350, et à l'est partie au lot 346 et partie à la Rivière Montmorency.

À distraire:

a) L'emplacement de Mlle Bourret mesurant 50′ x 100′ sur le bord de la Rivière Montmorency;

b) le lot 347-1 mesurant 300′ largeur sur une profondeur de 432′ dans sa ligne nord-est et 659′ dans sa ligne sud-ouest, vendu à Dame Joselyn Lussiers (Dorothée Blanchet);

c) Un autre emplacement mesurant 100′ de largeur en front sur la Rivière par 200′ de profondeur moyenne, vendu à Dame Joselyn Lussiers.

2° Le lot (348) trois cent quarante-huit du susdit cadastre, mesurant cinq arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur; borné au sud au lot 255 à l'ouest partie aux lots 350, 349, au nord au lot 381 et à l'est au lot 347, ci-dessus décrit, avec bâtisses; à distraire les emplacements de Jos. Clavet et Lorenzo LeRossignol) ou représentant, en bordure et au nord-ouest du chemin public, mesurant chacun 100′ x 100′ (pieds);

3° Le lot (350) trois cent cinquante du susdit cadastre officiel, mesurant cinq arpents de largeur, sur dix arpents de profondeur; borné au sud au lot 255, à l'est au lot 348, sus-décrit, sans bâtisse;

4° Un emplacement avec maison dessus érigée et dépendances borné au nord à un ruisseau, séparant ledit terrain et le terrain de M. Paul-Émile Vallée, à l'est et au sud par le chemin public et à l'ouest par la rivière de L'Île et faisant partie du lot (339) trois cent trente-neuf du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval;

(Cette désignation tirée d'un acte d'obligation enregistré sous le No 51838, sauf les distractions 1/*b* et 1/*c*.)

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, 8032, Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 mai 1972.
46213-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Québec

Provincial Court, Québec, to wit: No. 83-174. } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE SCHOOL BOARD OF LAVAL, a public body, legally incorporated, having its head office at Ste. Brigitte-de-Laval, district of Québec, *vs* HENRI PAUL THOMASSIN, domiciled and residing at 1 St. Louis Street, Ste. Brigitte de Laval, district of Québec,

1. The south half of lot (347) three hundred and forty-seven of the official cadastre for the parish of Ste. Brigitte de Laval, measuring four arpents, one perch and twelve feet in width by twenty arpents in depth; bounded on the south by lot 255, on the west by lot 348, belonging to the said H. P. Thomassin, on the north by lot 350 and on the east, partly by lot 346 and partly by the Montmorency River.

To be withdrawn:

(*a*) The emplacement of Miss Bourret, measuring 50′ x 100′ along the shore of the Montmorency River;

(*b*) lot 347-1 measuring 300′ in width by a depth of 432′ on its northeast line and 659′ on its southwest line, sold to Dame Joselyn Lussiers (Dorothée Blanchet);

(*c*) Another emplacement measuring 100′ in width in front along the River, by 200′ in depth on the average, sold to Dame Joselyn Lussiers.

2. Lot (348) three hundred and forty-eight of the aforesaid cadastre, measuring five arpents in width by twenty arpents in depth; bounded on the south by lot 255, on the west, partly by lots 350, 349 on the north by lot 381 and on the east by lot 347, hereinabove described, with buildings; save and to withdraw, the emplacements of Jos. Clavet and Lorenzo LeRossignol or representatives, along and to the northwest of the public highway, each measuring 100′ x 100′ (feet);

3. Lot (350) three hundred and fifty of the aforesaid official cadastre, measuring five arpents in width, by ten arpents in depth; bounded on the south by lot 255, on the east by lot 348 hereinabove described, without building;

4. An emplacement with a house erected thereon and dependencies, bounded on the north by a brook, separating the said piece of land and the land of Mr. Paul-Émile Vallée, on the east and on the south by the public highway and on the west by the L'Île River and being part of lot (339) three hundred and thirty-nine of the official cadastre for the parish of Ste. Brigitte de Laval;

(This description taken from a deed of obligation registered under No. 51838, less withdrawals 1/*b* and 1/*c*).

To be sold at the Montmorency Registration Office, 8032 Royale, Château-Richer, County of Montmorency, on the SEVENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 30, 1972.
46213

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Municipale, No 483/1971. LA VILLE DE QUÉBEC, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Québec, *contre* CHARTERED TRADERS LIMITED, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 260, St-Vallier Est, Québec, district de Québec, et son siège social au 80, Commissioners Street, Toronto, Ontario.

« Une certaine étendue de terrain connue et désignée comme étant les lots originaires mille deux cent dix, mille deux cent onze, mille deux cent douze, mille deux cent quarante-six, mille deux cent quarante-sept, mille deux cent quarante-huit, mille deux cent quarante-neuf, les subdivisions numéros un et deux du lot originaire numéro mille deux cent treize, la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille deux cent quatorze et les subdivisions numéros un et deux du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1210, 1211, 1212, 1246, 1247, 1248, 1249, 1213-1 et 2, 1214-1 et 1250-1 et 2), tous du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, en la ville de Québec, province de Québec, avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 260 de la rue St-Vallier Est, Québec, circonstances et dépendances, ainsi que généralement toute propriété immobilière (soit par sa nature et/ou sa destination) appartenant à la Corporation et localisés actuellement dans et sur ledit immeuble, et avec tous les droits, servitudes et accessoires y attachés et notamment, mais sans restreindre la portée générale de ce qui précède avec:

a) le droit de mitoyenneté dans le mur de la maison érigée sur le lot originaire numéro mille deux cent quarante-six (1246) et situé sur la ligne de division des lots originaires numéros mille deux cent quarante-six et mille deux cent quarante-cinq (1246 et 1245) du même cadastre du quartier Jacques-Cartier, y compris le terrain sur lequel est construit ledit mur et autres droits, le tout tel qu'il appert d'un acte de convention intervenu entre Yale Corporation Ltd., et la succession Édouard Picher, passé devant Me J-A. Gauvin, notaire à Québec, le sept avril mil neuf cent trente-sept (1937), sous le numéro 247,996;

b) tous les droits de Jos. Victor Dugal ou représentants dans le mur entourant la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1250-1) et plus spécialement le droit de mitoyenneté dans le mur séparant les propriétés érigées sur la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1250-1) et le lot originaire numéro mille deux cent cinquante et un (1251) du même cadastre, tel que mentionné dans un acte de vente par Jos. Victor Dugal à John Ritchie, passé devant Me J.-G. Couture, notaire à Québec, le quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-dix-sept (1897), sous le numéro 97,899;

c) Le droit de mitoyenneté dans le mur séparant la propriété érigée sur les subdivisions numéros un et deux

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Municipal Court, No. 483/1971. THE CITY OF QUÉBEC, a corporation legally incorporated, having its head office in the City and District of Québec, *vs* CHARTERED TRADERS LIMITED, a corporation legally incorporated, having a place of business at 260 St. Vallier East, Québec, District of Québec, and its head office at 80 Commissioners Street, Toronto, Ontario.

"A certain tract of land known and described as being original lots one thousand two hundred and ten, one thousand two hundred and eleven, one thousand two hundred and twelve, one thousand two hundred and forty-six, one thousand two hundred and forty-seven, one thousand two hundred and forty-eight, one thousand two hundred and forty-nine, subdivisions numbers one and two of original lot number one thousand two hundred and thirteen, subdivision one or original lot number one thousand two hundred and fourteen and subdivisions numbers one and two of original lot number one thousand two hundred and fifty (1210, 1211, 1212, 1246, 1247, 1248, 1249, 1213-1 and 2, 1214-1 and 1250-1 and 2), all of the official cadastre of Jacques-Cartier Ward, in the City of Québec, Province of Québec, with buildings erected thereon numbered 260 St. Vallier Street East, Québec, appurtenances and dependencies, including any real estate (either by its nature and/or its destination) belonging to the Corporation and presently located in and on the said immoveable with all rights, servitudes and accessories attached thereto, namely, but without restricting the general significance of the foregoing, with:

(*a*) the right to a wall common to the wall of the house erected on original lot number one thousand two hundred and forty-six (1246) and located on the line of division of original lots numbers one thousand two hundred and forty-six and one thousand two hundred and forty-five (1246 and 1245) of the same cadastre in the Jacques-Cartier Ward, including the land on which the said wall and other rights are erected, the whole as appears in a deed of agreement concluded between Yale Corporation Ltd. and the Estate of Édouard Picher, passed before Me J.-A. Gauvin, notary in Québec, on the seventh day of April, one thousand nine hundred and thirty-seven (1937), under number 247,996;

(*b*) all the rights of Jos. Victor Dugal or representatives with respect to the wall encircling subdivision number one of original lot number one thousand two hundred and fifty (1250-1) particularly the right to a wall common to the wall separating the property erected on subdivision number one of original lot number one thousand two hundred and fifty (1250-1) and original lot number one thousand two hundred and fifty-one (1251) of the same cadastre, as mentioned in a deed of sale from Jos. Victor Dugal to John Ritchie, passed before Me J.-G. Couture, notary in Québec, on the fourteenth day of April, one thousand eight hundred and ninety-seven (1897), under number 97,899;

(*c*) The rights to a wall common to the wall separating the property erected on subdivisions numbers one

du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1250-1 et 2) du lot originaire numéro mille deux cent cinquante et un (1251) dudit cadastre, y compris le terrain sur lequel est construit ledit mur et autres droits, tel qu'il appert d'un acte passé devant Me J.-G. Couture, notaire à Québec, le vingt et un avril mil huit cent quatre-vingt-dix-huit (1898) sous le numéro 99,928. »

Le tout pour être vendu en bloc, au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Québec, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 mai 1972.
46214-o

and two of original lot number one thousand two hundred and fifty (1250-1 and 2) and original lot number one thousand two hundred and fifty-one (1251) of the said cadastre, including the land on which the said wall and other rights are erected, as appears in a deed passed before Me J.-G. Couture, notary in Québec, on the twenty-first day of April, one thousand eight hundred and ninety-eight (1898) under number 99,928."

To be sold en bloc, at the Sheriff's Office, Québec Court House, on the SIXTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 30, 1972.
46214

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Provinciale, No 80-073. GRATIEN DESCHÊNES INC., corps politique et incorporé légalement constitué ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* J.-H. LAVOIE, domicilié et résidant à 27 rue Boulanger, Ste-Jeanne d'Arc, district de Roberval, défendeur.

« Un terrain emplacement faisant partie du lot numéro A (Ptie A) du huitième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Dalmas; lequel terrain mesure environ deux cents pieds de front, par la profondeur s'étendant du chemin public à la rivière Petite Péribonka; borné en front à l'est au chemin public; en profondeur à l'ouest à la rivière Petite Péribonka; au nord au terrain de Paul Larouche et au sud au résidu du lot; avec les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Sauf à distraire, les parties vendues et les servitudes concédées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif
Palais de Justice,
Roberval, le 15 mai 1972.

Le shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.
46136-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Roberval

Provincial Court, No. 80-073. GRATIEN DESCHÊNES INC., a body politic legally incorporated having a place of business in the City and District of Québec, plaintiff, *vs* J.-H. LAVOIE, domiciled and residing at 27 Boulanger Street, Ste. Jeanne d'Arc, district of Roberval.

"A piece of land which is part of lot number A (Pt. A) of the Eighth Range, on the official plan and book of reference of the cadastre for the Township of Dalmas; the said piece of land measures approximately two hundred feet in front, by a depth stretching from the public highway to the Petite Péribonka River; bounded in front, on the east, by the public highway; in depth, on the west by the Petite Péribonka River; on the north by the land of Paul Larouche and on the south by the remainder of the lot; with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

Less and to withdraw the parts sold and the servitudes granted."

To be sold at the Lac St. Jean West Division Registry Office, in Roberval, District of Roberval, on the SIXTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, May 15, 1972.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.
46136

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 810 072. LES PLACEMENTS LANGELIER INC., corps politique et incorporé, dûment incorporé suivant la loi, et ayant son siège social et son bureau principal dans les ville et district de Montréal, au 110, boulevard Crémazie ouest, suite 210, demandeurs, *vs* GILLES GIRARD, de la ville et du district de Montréal, et y résidant au 7111, de la Naudière, défendeur.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 810 072. LES PLACEMENTS LANGELIER INC., a body politic and corporated, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, at 110 Crémazie Boulevard West, suite 210, plaintiff, *vs* GILLES GIRARD, of the City and District of Montreal, and therein residing at 7111 de la Lanaudière, defendant.

« Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-sept (P. No 17) dans le onzième rang du canton Morin aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton en la paroisse de Sainte-Adèle;

Mesurant ledit emplacement cinquante-cinq pieds (55′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur mesure anglaise et plus ou moins.

Ledit emplacement étant borné comme suit: en front, vers l'ouest, par un passage de dix pieds (10′) de largeur séparant l'emplacement présentement vendu d'un emplacement appartenant à M. Goldry; d'un côté vers le nord par un emplacement faisant partie du lot No 17 vendu par Achille Vendette à André Girard, aux termes d'un acte reçu devant notaire, le 10 janvier, 1961, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le No 252,650 en arrière vers l'est, et de l'autre côté vers le sud par le résidu du lot No 17, demeurant la propriété du vendeur.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part dudit débiteur. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, St-Jérôme, MERCREDI le CINQUIÈME jour de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 25 mai 1972.

46184-o

"An emplacement known and designated as part of lot number seventeen (P. 17) in the eleventh range of the Township of Morin, on the official plan and book of reference of the said Township for the Parish of Ste. Adèle;

The said emplacement measuring fifty-five feet (55′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure and more or less.

The said emplacement bounded as follows: in front, towards the west, by a passage 10′ feet (10′) wide separating the emplacement presently sold from an emplacement belonging to Mr. Goldry; on one side towards the north, by an emplacement being part of lot number 17 sold by Achille Vendette to André Girard, pursuant to a notarial deed, passed on January 10th one thousand nine hundred and sixty-one, registered at the County of Terrebonne Registry Office, under number 252,650, in the back, towards the east, and on the other side, towards the south, by the remainder of lot number 17, remaining the property of the vendor.

As the whole presently subsists, with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable without exception or reservation on the part of the said debtor."

To be sold at the County of Terrebonne Registry Office, located at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, May 25, 1972.

46184

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 62 321. LUMEN INC., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à St-Eustache, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* JEAN-CLAUDE GODIN, domicilié à 5335 rue Sophie, Terrebonne et J.-L. BOUCHARD, domicilié à 660 rue Montcassin, app. 3, Montréal, district de Montréal, faisant affaires ensemble sous la raison sociale de Confort du Nord Enrg. à 5335 rue Sophie, Terrebonne, district de Terrebonne, défendeurs, et PAUL ST-LOUIS, comptable, domicilié à 906 est Boul. St-Joseph, Montréal, district de Montréal, adjudicataire défaillant, mis en cause.

Avis de vente à la folle enchère

L'immeuble ci-après désigné à revendre à la folle enchère de l'adjudicataire défaillant Paul St-Louis, mis en cause, déjà saisi, en la possession des défendeurs, savoir:

« Le lot numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-trois aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Louis de Terrebonne (133-43), avec toutes les bâtisses dessus érigées, moins ce qui est exproprié par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec, et tel qu'indiqué au plan général numéro 382-3-T, daté du 27 août 1969, et enregistré le 27 avril 1970, sous le

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Terrebonne

No. 62321. LUMEN INC., a corporation legally incorporated, having a place of business in St. Eustache, District of Terrebonne, plaintiff, *vs* JEAN-CLAUDE GODIN, domiciled at 5335 Sophie Street, Terrebonne and J.-L. BOUCHARD, domiciled at 660 Montcassin Street, Apt. 3, Montreal, District of Montreal, doing business together under the name of Confort du Nord Enrg., at 5335 Sophie Street, Terrebonne, District of Terrebonne, defendants, and PAUL ST-LOUIS, accountant, domiciled at 906 St. Joseph Boulevard East, Montreal, District of Montreal, defaulting bidder, mis en cause.

Notice of sale through irresponsible bid

The immovable hereinafter described to be re-sold as a result of the irresponsible bid of the defaulting bidder, Paul St-Louis, mis en cause, the said immovable having already been seized and being in the possession of the defendants, to wit:

"Lot number forty-three of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty-three on the official plan and book of reference of the cadastre of St. Louis de Terrebonne (133-43), with all the buildings erected thereon, less the part expropriated by the Department of Roads of the Province of Québec, and as indicated on general plan number 382-3-T, dated August 27, 1969, and registered on April 27,

numéro 369163 du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, ladite partie expropriée étant décrite comme suit:

A) Une partie de terrain de figure irrégulière située dans la municipalité de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, comté de Terrebonne étant une partie du lot No P. 133-43 du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne, indiquée par les lettres « A-B-C-D-E-A » sur un plan préparé par Luc Jarry, arpenteur-géomètre, le 29/1/70, mesurant vingt-cinq pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied (25.97) dans sa ligne nord-ouest « A-B », cent vingt-cinq pieds et quatre dixièmes de pied (125.4) dans sa ligne nord-est « B-C », vingt-trois pieds et cinquante-six centièmes de pied (23.56) dans sa ligne est « C-D » suivant un acte de cercle engendré par un rayon de 15 pieds, douze pieds et trente et un centièmes de pied (12.31) dans sa ligne sud-est « D-E » et cent vingt-quatre pieds et cinquante-neuf centièmes de pied (124.59) dans sa ligne sud-ouest « E-A ». Contenant en superficie trois mille quatre-vingt-cinq pieds carrés (3,085 p.c.) mesure anglaise et bornée comme suit:

Vers le nord-ouest, par une partie du lot originaire No P. 133 requise pour la construction de la nouvelle autoroute.

Vers le nord-est, par le chemin public (P. 133).

Vers l'est et le sud-est par une partie du lot No P. 133-47 (rue) requise pour la construction de nouvelle autoroute.

Vers le sud-ouest, par une partie du lot No P. 133-43 (partie résiduelle) (ci-après décrite « A.E.F.G.A. »).

B) Ladite partie résiduelle étant décrite comme suit: Une partie de terrain de figure irrégulière étant une partie du même lot No P. 133-43, indiquée par les lettres « A-E-F-G-A » sur le plan ci-haut mentionné: mesurant cent vingt-quatre pieds et cinquante-neuf centièmes de pied (124.59) dans sa ligne nord-est « A-E », soixante-deux pieds et soixante-neuf centièmes de pied (62.69) dans sa ligne sud-est « E-F », soixante-dix pieds (70.0) dans sa ligne sud-est « F-G », et quatre-vingt-huit pieds et cinquante-trois centièmes de pied (88.53) dans sa ligne nord-ouest « G-A ». Contenant en superficie six mille trois cent trente-quatre pieds carrés (6,334 p.c.) mesure anglaise et bornée comme suit:

Vers le nord-est par une partie du lot No P. 133-43 (Partie à acquérir) ci haut décrite « A-B-C-D-E-A ») requise pour la construction de la nouvelle autoroute.

Vers le sud-est par une partie du lot No P. 133-47 (rue).

Vers le sud-ouest par une partie du lot originaire No P. 133.

Vers le nord-ouest par une partie du lot originaire No P. 133. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, JEUDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 25 mai 1972. 46183-o

1970, under number 369163 in the Registry Office for the County of Terrebonne, the said expropriated part being described as follows:

(A) A piece of land of irregular configuration located in the Municipality of the Parish of St. Louis de Terrebonne, County of Terrebonne, being a part of lot No. P. 133-43 of the official cadastre for the Parish of St. Louis de Terrebonne, Registration Division of Terrebonne, indicated by letters "A-B-C-D-E-A" on a plan prepared by Luc Jarry, land-surveyor, on January 29, 1970, measuring twenty-five and ninety-seven hundredths feet (25.97) on its northwest line "A-B", one hundred and twenty-five and four tenths feet (125.4) on its northeast line "B-C", twenty-three and fifty-six hundredths feet (23.56) on its east line "C-D", pursuant to a deed of territorial division extending over a radius of 15 feet, twelve and thirty-one hundredths feet (12.31) on its southeast line "D-E", and one hundred and twenty-four and fifty-nine hundredths feet (124.59) on its southwest line "E-A". Containing a surface area of three thousand eighty-five square feet (3,085 sq. ft.) English measure and bounded as follows:

Towards the northwest, by a part of original lot No. P. 133 required for the construction of the new autoroute.

Towards the northeast, by the public highway (P. 133).

Towards the east and the southeast by a part of lot No. P. 133-47 (street) required for the construction of the new autoroute.

Towards the southwest, by a part of lot No. P. 133-43 (residual part) (hereinafter described "A.E.F.G.A.").

(B) The said residual part being described as follows: A piece of land of irregular configuration being a part of same lot No. P. 133-43, indicated by letters "A-E-F-G-A" on the aforementioned plan: measuring one hundred and twenty-four and fifty-nine hundredths feet (124.59) on its northeast line "A-E", sixty-two and sixty-nine hundredths feet (62.69) on its southeast line "E-F", seventy feet (70.0) on its southeast line "F-G", and eighty-eight and fifty-three hundredths feet (88.53) on its northwest line "G-A". Containing a surface area of six thousand three hundred and thirty-four square feet (6,334 sq. ft.) English measure and bounded as follows:

Towards the northeast, by a part of lot No. P. 133-43 (part to be purchased) described above ("A-B-C-D-E-A") required for the construction of the new autoroute.

Towards the southeast, by part of lot No. P. 133-47 (street).

Towards the southwest, by part of original lot No. P. 133.

Towards the northwest, by part of original lot No. P. 133."

To be sold at the County of Terrebonne Registry Office, located in Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on THURSDAY, the SIXTH day of JULY, 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, May 25, 1972. 46183

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 383 173. { LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION LTD., corporation légalement constituée

ayant sa principale place d'affaires au 2275 est, rue Jean-Talon, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* DIMITRI ATHANASSOPOULOS alias DIMITRIO ATHENS, domicilié et résidant à Lesage, district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après décrit appartenant au défendeur et en sa possession.

« Un lot vacant situé à Lesage, dans le quatrième rang du canton d'Abercrombie, connu et désigné comme étant le lot numéro cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-deux B (No 22 B-101) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hippolyte, dans le comté de Terrebonne, mesurant cinquante et un pieds de largeur en front et cinquante et un pieds et soixante et deux centièmes de largeur en arrière, sur une profondeur de cent quarante et un pieds sur une ligne et cent trente et un pied et deux dixièmes sur l'autre ligne, ayant une superficie de six mille neuf cent trente quatre pieds carrés.

Les mesures sont des mesures anglaises.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, et avec un droit de passage sur tout chemin public menant audit lac René et à la Route nationale, avec tous les bâtisses y érigées.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de justice, 400 rue Laviolette, St-Jérôme, MARDI le QUATRIÈME jour de JUILLET 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 25 mai 1972.

46182

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No. 383 173. { LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION LTD. a legally incorporated corporation

having its principal place of business at 2275 Jean-Talon Street East, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* DIMITRI ATHANASSOPOULOS, known as DIMITRIO ATHENS, domiciled and residing in Lesage, District of Terrebonne, defendant.

The immovable hereafter described and owned by the defendant and in his possession.

" A vacant lot situated at Lesage, in the Fourth Range of the Township of Abercrombie, known and designated as being lot number one hundred and one of the official subdivision of the original lot number twenty-two B (No. 22 B-101) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Hippolyte, in the County of Terrebonne, measuring fifty-one feet in width in front and fifty-one feet and sixty-two hundredth in width in rear by a depth of one hundred and forty-one feet in one line and one hundred and thirty-one feet and two tenth in the other line, having an area of six thousand nine hundred and thirty-four square feet.

The measures are English measure.

As the whole now subsists, with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveable property, and with right of way on all public road going to the said Lac René and to the Nationale Road, with all buildings thereupon erected."

To be sold at the County of Terrebonne, Registry Office, located at Room 106, Court Hall, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on TUESDAY, the FOURTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, May 25, 1972.

46182-o

INDEX No 22

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Centre Communautaire Coopératif de Malartic (*Formation*) 4440
Cité ouvrière de Saint-Jean (La) (*Dissolution*) 4440

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICE*

Montréal, ville-city (*Rachat d'obligation–Redemption of Bonds*) (*Erratum*) 4458

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Beaudry, Jeanne Fernande Doris 4441
Bromirski, Ted John 4442
Brzostowski, Witold Konrad 4441
Daigle, Pierre 4441
Fréchette, Robert 4441
Généreux, Fleurette 4443
Jarvis, Gordon Allyson 4443
Kalischtschuk, Piotr 4441
Kornberger, Richard 4443
McCraw, Daniel Saucier 4442
Oberti, Andrea 4443
Ricard, Aurélien Émilien 4443
Sirois, Sonia 4443
Tawadros, Farah Ebeid 4442
Thomas, Russell Lynwood 4442
Tremblay, Joseph Jules Yvon 4444

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVING AND CREDIT UNIONS*

Caisse d'économie des employés de l'hôpital Royal Victoria (*Formation*) 4439
Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Arthabaska (*Formation*) 4440
Royal Victoria Hospital Employees Credit Union (*Formation*) 4439

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis — *Licenses*

Associated Container Transportation (Australia) Limited 4444
B.A.C.M. Limited 4444
Lionel D. Edie & Company Incorporated ... 4445
Nabwill Company, Inc. (The) 4444
North Continent Capital Ltd. 4445

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Allaire & Hawkins Ltd. 4446
Baillargeon (Éloi) limitée 4446
Bram Industries Corp. 4446
Centre d'art d'Argenteuil (Le) 4446
Club Adèle Inc. 4446
Club de Hockey les Nordiques limitée (Le) .. 4449
Cobem Enterprises Inc. 4446
Comité d'organisation du 25e Anniversaire de vie publique de l'Honorable Maurice Bellemare inc. (Le) 4447
Construction Jardin Inc. 4447
Decarie Development Corp. 4447
Forestville Realties Limited 4447
Frigaldo limitée 4447
Hébert (C.E.) & Fils inc. 4446
Heidi Blouse of Canada Ltd. 4447
Industrial Foam Converters Inc. 4448
Iyar Investment Corp. 4448
Kleinmand Investment Ltd. 4448
Mera Investment Corp. 4448
Montreal Laundry Company Limited 4449
Muni Inc. 4448
Poulin (Bruno) Inc. 4449
Raan Investment Corp. 4449
Randa Investment Corp. 4445
Rogovein Bros. Inc. 4450
Simard (A. & M.) Constructeurs inc. 4445
Sivan Investment Corp. 4449
Someco Inc. 4449
West-End Medical Centre Inc. 4450

Dissoutes *Dissolved*

Bisson (Roland) inc. 4413
Bout de l'Isle Development Corp. 4414
Buffet Versailles inc. 4414
Chagram Investments Incorporated 4414
Chance (R.) Limited 4414
Clan Investment Inc. 4414
Don Development Corp. 4414
El Rancho Homes Ltd. 4415
Gauthier (J. A.) inc. 4415
Institut Stafford inc. 4415
Link Films Inc. 4415
Montreal Film Society (The) 4415
Stafford Institute Inc. 4415
Tivoli Construction inc. 4415
Vandal (Alice) inc. 4416
Vézina Automobiles ltée 4416

Divers *Miscellaneous*

A.A.P.C.P. ltée (*Dir.*) 4453
Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited (*Dir.*) 4456
Azur Construction inc. (*Dir.*) 4456
Caprol inc. (*Règl.-By-laws*) 4456
Centre Professionnel St-Jean inc. (*Dir.*) 4454
Charcuterie Le Baron inc. (*Dir.*) 4456
Colonie Notre-Dame du Lac Sept Îles (*Dir.*) 4456
Côté (J. R.) Construction limitée (*Dir.*) 4455
Eliosoff (J.) & Sons Co. (*Dir.*) 4454
Fonds de St-Hyacinthe ltée (*Dir.*) 4454
G.N.C. Québec inc. (*Dir.*) 4454
Hodgson (C. J.) & Cie inc. (*Dir.*) 4454
Hodgson (C. J.) & Co. Inc. (*Dir.*) 4454
Immeubles Laurentiens (1972) inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) 4457
Investissements A.V.I.R. inc. (Les) (*Dir.*) 4454
J.K.B. Holdings Ltd. (*Dir.*) 4454
Johnson, Rose & Co. Inc. (*Dir.*) 4455
Jones (E. H.) Inc. (*Dir.*) 4455
Lionel Products Inc. (*Name ch.*) 4453
Lacroix & Frères inc. (*Dir.*) 4456
Lacroix & Frères inc. (*Dir.*) 4456
Lafave (W. J.) & Sons Ltd. (*Dir.*) 4455
Lafave (W. J.) & Fils ltée (*Dir.*) 4455
Lallouz ltd. (*Dir.*) 4457
Lallouz ltée (*Dir.*) 4457
P.G. Knitting Ltd. (*Dir.*) 4457
Pitts Québec Limited (*Dir.*) 4457
Produits Lionel inc. (Les) (*Nom ch.*) 4453
R.C.A. Construction Inc. (*Dir.*) 4457
St-Hyacinthe Fund Ltd. (*Dir.*) 4454
Saint-Louis Aviation inc. (*Dir.*) 4455
Société d'Aide aux Mineurs de Lacorne inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 4457
Terra-Jet inc. (*Dir.*) 4457
Town & Country Cleaners Ltd. (*Dir.*) 4455
Tricot P. G. ltée (*Dir.*) 4457
Villeneuve (Normand) inc. (*Nom-Name ch.*) 4455

Lettres patentes *Letters Patent*

Abec Elevator Inc. 4342
Adco Automotive Inc. 4340
Airomek Consultants Inc. 4340
Allied Welding Inc. 4341
Aménagements Transima inc. 4341
Amis de l'Art de Trois-Pistoles inc. (Les) 4341
Antilles Automobiles Inc. 4342
Ascenseur Abec inc. 4342
Association des propriétaires des lacs B.B.R. 4343
Association Dispec inc. 4343
Association du hockey mineur de Ste-Foy 4343
Association sportive Carcajou inc. 4344
Assurances Lanthier inc. 4344
Auto Heck ltée 4344
Bachand (Fernand) & fils (St-Hyacinthe) ltée 4345
Bardeaux de cèdre du Québec inc. (Les) 4342
B.B.R. Lakes Owners Association 4400
Batlam Holdings Corporation Inc. 4345
Benny Weel Alignment Inc. 4345
Benoît Refrigeration Appliance (Michel) Inc. 4346
Bercotex inc. 4346
Big Valley Livestock Exporters Inc. 4347
Bistro Normandie inc. (Le) 4347
Boelens (Chris) Inc. 4347
Bougie (Gérard) ltée 4348
Boulangerie Lajoie ltée 4348
Boutique Karic inc. 4348
Brand (Hans J.) A. D. Ltd. 4349
Brooks Fiberglass Products Inc. 4349
Brossard Industrial Estates Inc. 4352
Business Linguistic Center Inc. 4350
Camirand, Gagnon, Goulet, Lefebvre & associés inc. 4350
Camp Valeco inc. 4350
Camping mobile G. & H. inc. 4384
Cap Truck Leasing Inc. 4351
Captec Inc. 4351
Carmar Investments Inc. 4351
Cegelec, céramique architecturale inc. 4352
Centre d'échange et d'exportation des bovins et chevaux Canadiens inc. 4352
Centre de linguistique de l'entreprise inc. 4352
Centre de pianos et d'orgues Mauricien inc. 4353
Cevex inc. 4354
Chambertin Construction Inc. 4354
Chaussures Jacandré inc. (Les) 4354
Chevrons du Bas St-Laurent inc. (Les) 4388
Cie Nationale de cueillette de rebuts inc. (La) 4466
Club de hockey les Nordiques limitée (Le) 4355
Club de l'Âge d'Or de Hauterive 4355
Club de l'amitié des personnes âgées de Rivière des Prairies (C.A.P.A.) 4355
Club de moto-neige de Colombier inc. 4356
Club de moto-neige St-Charles inc. 4356
Club de ski Chicoutimi inc. 4407
Club de yacht et marina de Vaudreuil inc. (Le) 4357
Club Les Éperviers de Vaudreuil inc. 4357
Club Lions Lauzon inc. 4357
Club Optimiste de Rimouski inc. 4358
Club récréatif du Lac Maillé inc. 4358
Comaco Maintenance & Construction Inc. 4358
Compagnie de placement des Trente Associés inc. (Le) 4359
Compagnie de taxi Sergerie inc. (Le) 4359
Consortium Geogram Inc. 4359

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Constructions Bover inc. (Les) 4360
Corporation du Colisée de Rimouski inc. 4360
Côté (Patrick) inc. 4360
Courtiers M.P. inc. (Les) 4361
Crêpes de l'Armorique inc. (Les) 4361
De Gianoulias Pizza Restaurant Inc. 4361
Daoust (Liguori) & fils inc. 4362
De Vimy Test-Lab Ltd. 4362
Decagon Investments Ltd. 4393
Décary (Guy) & associés inc. 4362
Décor du logis du Vieux Québec inc. 4363
Delisle (A.) & associés inc. 4363
Den Enterprises Inc. 4363
Distributions Cournoyer ltée (Les) 4364
Dufaust Hardware Ltd. 4364
Dutil (Hervé) inc. 4365
E. J. Publications Ltd. 4365
Éditions E. J. ltée (Les) 4365
Église évangélique de Pointe-St-Charles 4365
Entreprises Chambrand inc. (Les) 4366
Entreprises Den inc. (Les) 4363
Entreprises forestières du Lac St-Jean inc. (Les) 4366
Entreprises Nudec ltée (Les) 4366
Entreprises Québec Nippon inc. (Les) 4367
Entreprises R. J. Laforce inc. (Les) 4367
Entreprises Terrault ltée (Les) 4367
Équipement Longmore limitée 4385
Ernest et frères (Québec) inc. 4368
Eurocanimpex Inc. 4368
Expo Toys Import Ltd. 4369
Farand (Raymond) inc. 4369
Fastcan inc. 4369
Fédération des Groupes de Base pour loisirs familiaux du Montréal Métropolitain (La) 4370
Fibre de verre St-Laurent ltée 4370
Forbec Holdings Ltd. 4394
Frances-Lee Investment Corp. 4371
Francs Chanteurs de Charlesbourg inc. (Les). 4371
Franjean inc. 4371
G. O. Construction Inc. 4372
Gallant, Enterprises (J. René) Inc. 4372
Gatineau Homes Inc. 4372
Gauthier Rental Inc. 4384
Geohydrotek Inc. 4373
Gerus inc. 4373
Gewurz Holdings Ltd. 4373
Groovy Manufacturing Inc. 4374
Groupe Katimavik inc. (Les) 4374
H.C.G. Investments Ltd. 4374
Habitations L.R.F. inc. 4375
Hard Rock Pants Inc. 4375
Hébert inc. (Guy) 4375
Hôtel Beebe inc. 4376
I.K. House of Stationery Inc. 4376
Ideal Sport Inc. 4376
Immeubles Bovar inc. (Les) 4377
Immeubles G.T.L. inc. 4377
Immeubles industriels Brossard inc. 4349
Industrial Sending Inc. 4394
Installations électriques L. Poirier ltée (Les). 4377
Intercity Readers Service Inc. 4378
International Directory Board Inc. 4403
Investissements Fontaine Bleue inc. (Les) ... 4378
Jardins de St-Luc inc. (Les) 4379
Jered Realties Ltd. 4979
Jerome (Jerry) & Associates Ltd. (*Correction*) 4467
Jeune Chambre de Sayabec inc. 4379
Jokinen & Associates Co. Limited 4380
Jokinen & associés Cie limitée 4380
Julien & Rivard ltée 4380
Kardouche (Michel) Inc. 4380
L.K. Services Ltd. 4381
Lallier (Réal) ltée 4381
Laplante et Tremblay inc. 4381
Laurentian Hardwood Tiles Ltd. 4382
Lavoie Construction (Ludovic) Inc. 4382
Lee (Perry) Gladiolus Farms Inc. (*Correction*) 4467
Lemay (L.) et associés ltée 4383
Lini inc. 4383
Location de camions du Cap inc. 4383
Location Gauthier inc. 4384
Loiselle (Marcel) inc. 4384
Loisirs et Sports de la Grande-Île inc. 4384
Longmore Equipment Limited 4385
Maisons Atco ltée (Les) 4385
Maison des enseignants de Salaberry (La) ... 4386
Maisons Gatineau inc. (Les) 4372
Manufacture de pantalons de Saint-Jérôme ltée 4386
Marchands de pneus Matagami limitée 4386
Matagami Tire Sales Limited 4386
Mauricie Toyota Inc. 4387
Modern Photocopy (Québec) Ltd. 4392
Mortimer Mines Ltd. 4387
Motel Bromontois inc. 4388
N.G.P.L. inc. 4388
National Refuse Collectors Co. Inc. 4388
Neop inc. 4389
Nomex systems Inc. 4389
North & South American Construction Co. Ltd. 4389
Opron Inc. 4390
P.J. Excavation Inc. 4390
Pagé Construction Inc. 4390
Paquin Builders Inc. 4391
Paré (Thomas) fils ltée 4391
Pétroles Raybec inc. (Les) 4392
Photocopie moderne (Québec) ltée 4392
Pinto Sports Inc. 4392
Placements Bon Pasteur ltée (Les) 4393
Placements Bourgoin ltée (Les) 4393
Placements Décagone ltée 4393
Placements Forbec ltée 4394
Placements Trebcy ltée 4405
Ponçages industriels inc. (Les) 4394
Primactif inc. 4395
Provigo (Québec) inc. 4395
Québec Cedar Shingles Inc. 4345
Rainbow Management Limited 4395
Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines 4396
Restaurant Bernie inc. 4396
Restaurants Tarentelle limitée 4396

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Rousseau (Jean) inc. 4397
Royer (Réjean) inc. 4397
St-Lawrence Fibre Glass Ltd. 4370
S.G. Truckwash Inc. 4398
SalBernardi Ltd. 4398
Sametal inc. 4398
Semico (Québec) inc. 4399
Senneterre Mini-Golf Inc. 4399
Service aux abonnés absents Suprême ltée 4402
Service d'administration Nord-Laurentien inc. 4399
Sherbrooke Pet Center Inc. 4400
Société de gestion Batlam inc. 4400
Société de gestion financière G.F.D.L. ltée 4400
Société de placement Essort incorporée 4401
Starette Sales Inc. 4401
Sudoc inc. 4402
Supreme Answering Service Ltd. 4402
Sylvestre Transport Inc. 4402
Systeme Fact Inc. 4403
Tableau indicateur International inc. 4405
Taxi Astro ltée 4403
Tentes mobiles (1972) inc. 4404
Terrasse Léonard inc. 4404
Terrault Enterprises Ltd. 4367
Transport de rebuts Urbain inc. 4404
Traverse Inter-River ltée (La) 4405
Trebcy Investments Ltd. 4405
Tuiles de bois durs Laurentiennes ltée (Les) 4382
Ulmic inc. 4406
Urban Waste Transport Inc. 4404
Valois Bay Corporation 4406
Varennes Hydraulic Inc. 4406
Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc. 4407
Visi Québec ltée 4407
Visualpak Machinery Corp. 4407
Westmount Business Services Inc. 4408
Wiremaster MFG Ltd. 4408
Yuso du Canada ltée 4409
Yuso of Canada Ltd. 4409

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

African Safari Park (Québec) Inc. 4409
Arnaud Automobile inc. 4409
Atlific Inns Inc. 4410
Centre des Arts Visuels (Le) 4413
Club de Santé E.P.I.C. inc. 4410
Compagnie d'Aménagement Touristique de l'Est du Québec in. (La) 4410
Entreprises C. Taillefer, inc. (Les) 4410
Florida Properties Inc. 4410
Geoform Designs Inc. 4411
Immeubles Floride inc. (Les) 4410
Ligue de Baseball Junior Majeur du Québec inc. 4411
Parc Safari Africain (Québec) inc. 4409
Placements Finco ltée 4411
Québec Ontario Freightways Inc. 4412
Shoe-In (Montreal) Ltd. (The) 4412
Société d'Administration et de Relations Professionnelles du Québec inc. (La) 4412
Société Gaspésienne des Boisés (S.G.B.) inc. 4412
Terra-Jet inc. 4412
Vanbec Mineral Resources Ltd. 4413
Variétés Mozart inc. 4413
Visual Arts Centre (The) 4413

Sièges sociaux *Head Offices*

Administrations Grimard Inc. (Les) 4459
Aéro-Nicha Ltd 4463
Aéro-Nicha ltée 4463
Atelier 4 inc. (L') 4463
Carnival Rugs Ltd 4464
Cie de Gestion Paul E. Lefebvre Inc. (La) 4460
Claude Eliminators-Exterminators Inc. 4459
Club de Yacht et Marina de Vaudreuil inc. (Le) 4460
Dalib Investments Ltd 4458
Danrose Development Corp 4459
Daytona Motor Corp 4463
Dynasel Corporation 4464
Éliminateurs-Exterminateurs Claude inc. (Les) 4459
Entreprises Nolp. inc. (Les) 4458
Entreprises Griffin inc 4458
Flavette Products Corporation 4459
Gestion Marcel Chabot ltée 4464
Godin (Paul Georges) ltée 4466
Griffin Enterprises Inc 4458
Imprimex Inc 4460
Institut National de la Recherche Scientifique (L') 4460
J. & S. Designs Services Ltd 4464
L.G.D. Inc. 4461
Lacroix & Frères inc. 4462
Librairie Laliberté inc 4464
Maison Hortensia Inc 4461
Medigas (Québec) Limited 4461
Medigaz (Québec) limitée 4461
Nazzareno Automobiles Inc 4461
Packaging Automation Machinery Co. Ltd. 4466
Piquette (Serge A.) Inc 4462
Pointe au Phare Investment Corporation 4465
Québec Ontario Freightways Inc 4465
Résidences funéraires Godin ltée 4466
Rhodes Holding Corporation 4465
Roclerc Aluminium inc. 4465
Thellend & Lambert Inc. 4463
Vaudreuil Marina and Yacht Club Inc 4460
Velrac Inc 4462
Vinly Limited 4462
Vinly limitée 4462

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Bethel Gospel Chapel Montreal 4469
Chomedey Baptist Church 4469
City of Laval Transit Commission 4468
Commission de Transport de la ville de Laval (La) 4468
Sainte-Foy, ville-city 4469
Youssef El-Batrawi 4469

LIQUIDATION DES COMPAGNIES *WINDING-UP ACT*

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Kamouraska 4470

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Sainte-Scholastique, ville-city 4470

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre.*

Ancienne-Lorette (L') 4468
Bellecombe, canton-Township 4467
Laprairie de la Magdeleine, par. (*Erratum*) . . 4468
St-Joachim de Châteauguay, par. 4468
Wickham, canton-township 4467

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES *COMPANIES INFORMATION ACT*

Révocation de dissolution *Revocation of Dissolution*

Auberge du Royaume inc. (L') 4471
Club de Golf Sorel-Tracy « Les Dunes » inc. . 4471
Club sportif des Pêcheurs du Lac Saint-François (Le) 4471
Colonie « Les Bosquets Albert Hudon » 4471
Cowansville Lions Club Incorporated 4471
Mount Royal Tennis Club Inc. 4471

Régie de l'assurance-maladie du Québec *Québec Crop Insurance Board*

Professionnels désengagés 4450
Withdrawn Professionals 4450

Sociétés coopératives agricoles *Cooperative Agricultural Associations*

Coopérative d'Arts Domestiques du Québec (*Dissolution*) 4470
Société Coopérative Agricole d'Abitibi-Ouest (*Dissolution*) 4471

SOUMISSIONS — demandes de *TENDERS — Requests for*

Charlesbourg, cité-city 4474
Côte Saint-Luc, cité-city 4482
Lapointe, c.s.-s.c. 4476
Saint-Antoine-sur-Richelieu, munic. 4485
Saint-Antoine-de-Padoue, par. 4485
Saint-Charles, par. 4485
Saint-Charles-sur-Richelieu, village 4485
Saint-Denis, par. 4485
Saint-Denis, village 4485
St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, par. 4480
Saint-Marc, par. 4485
Saint-Mathieu-de-Beloeil, par. 4485
Verchères, munic. 4478

SYNDICATS PROFESSIONNELS *PROFESSIONAL SYNDICATES*

Association des Notaires du District de Montréal (L') (*Const.-Inc.*) 4492
Syndicat des Enseignants du C.E.G.E.P. Régional de la Côte-Nord (*Const.-Inc.*) 4492

VENTES *SALES*

Effets non réclamés *Unclaimed Baggage*

CP Express Limited 4493
Cie Messagerie CP limitée (La) 4493

Par Shérifs *By Sheriffs*

Beauce *Beauce*

St. Joseph de Beauce, ville-town, *vs* Morin . . 4493

Chicoutimi *Chicoutimi*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bouchard 4494
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bouchard 4494

Hauterive *Hauterive*

Provincial General Insurance Society *vs* Marquis 4495
Société Provinciale d'Assurance Générale *vs* Marquis 4495

Iberville *Iberville*

National Trust Company *vs* Hôtel Chalet St-Luc & *al* 4496
Société Nationale de Fiducie *vs* Hôtel Chalet St-Luc & *al* 4496

Joliette *Joliette*

Gaudreault & *Al. vs* Entreprises Gerbex Inc. . 4496
Murphy Oil Québec Ltd. *vs* Pelletier 4497

Kamouraska *Kamouraska*

Lavoie *vs* Briand & Briand 4498

Montréal *Montreal*

Caisse populaire de St-Grégoire Le Grand (La) *vs* Giuseppe Di Ioia 4504
Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Galante 4502
Fourem Investments Ltd. *vs* Regal Enterprises Ltd. & *Al.* 4499
General Trust of Canada *vs* Mansour 4506
General Trust of Canada *vs* Mansour 4506
Laurentide Acceptance Corporation Ltd. *vs* Duchesne 4507
Louis Belle-Isle Lumber inc. *vs* Peter Zuliani & Peter Zuliani Holding Inc. 4502
Séguin *vs* Filiault 4498
Société de la caisse de retraite de la banque canadienne nationale *vs* Montreal Foundry Limited 4507

Montréal *Montreal*
(*suite*) (*continued*)
Société centrale d'Hypothèques et de Logement *vs* Galante 4502
Trust General du Canada *vs* Mansour 4506
Trust General du Canada *vs* Mansour 4506
Val Royal Building Materials Ltd. *vs* Smart Avenue Development Inc. 4505
West Island, s.c.-c.s. *vs* P.J.M. Corporation .. 4503
West Island, s.c.-c.s. *vs* C. H. Goody & Company Ltd. 4504

Québec *Québec*
Laval, c.s.-s.c. *vs* Thomassin 4509
Pagé Limitée *vs* Valcourt 4508
Québec, ville-city *vs* Chartered Traders Limited 4510
Québec, ville-city *vs* Laverdière 4508

Roberval *Roberval*
Gratien Deschênes inc. *vs* Lavoie 4511

Terrebonne *Terrebonne*
Laurentide Acceptance Corporation Ltd. *vs* Athanassopoulos 4514
Lumen Inc. *vs* Godin & *Al.* 4512
Placements Langelier Inc. (Les) *vs* Girard ... 4511

Taxes *Taxes*
Anjou, ville-town 4416
Sherbrooke, cité-city 4432

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 867-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une réduction de droits de coupe en faveur de St-Raymond Paper Limited pour son usine de Chute-Panet, district électoral de Portneuf.

ATTENDU QUE St-Raymond Paper Limited, ci-après appelée « la Compagnie », ayant son siège social dans la Ville de Montréal, opère entre autres usines une usine à Chute-Panet, district électoral de Portneuf, qui, à venir jusqu'à quelques années, ne produisait que du papier journal;

ATTENDU QUE la Compagnie a, depuis, modernisé cette même usine et elle y fabrique aujourd'hui, en outre du papier journal, des papiers peints et des serviettes de papier;

ATTENDU QU'à la suite de dépenses considérables, elle a, de plus, enrayé la pollution de l'eau par l'élimination de matières solides en suspension;

ATTENDU QU'environ 120 personnes, résidant pour la plupart à St-Raymond, trouvent un emploi permanent à l'usine de Chute-Panet, alors qu'environ 30 autres personnes oeuvrent en forêt;

ATTENDU QUE la Compagnie achète, de plus, annuellement environ 8,000 cordes de bois des cultivateurs de la région, pour une somme approximative de $224,800;

ATTENDU QUE l'apport économique de la Compagnie, dans le district électoral de Portneuf, est de ce fait considérable, mais que par suite d'une situation financière difficile, la Compagnie songe à fermer les portes de son usine de Chute-Panet;

ATTENDU QUE devant les efforts de la Compagnie pour diversifier sa production en vue d'améliorer la rentabilité de son usine de Chute-Panet et de la maintenir en opération, il y a lieu pour le Gouvernement, dans l'intérêt du Québec et de la région concernée, d'accorder à la Compagnie une diminution de droits de coupe dans la concession forestière Rivière Ste-Anne qui lui est affermée et qui sert à approvisionner ladite usine;

VU l'article 4 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92).

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 867-72

Québec, March 22, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a reduction in stumpage dues granted St-Raymond Paper Limited in respect of its Chute-Panet mill in the electoral district of Portneuf.

WHEREAS St-Raymond Paper Limited, hereinafter referred to as "the Company", whose head office is in the City of Montreal, operates several paper mills, one of which is located at Chute-Panet in the electoral district of Portneuf and which, until the last few years, produced newsprint only;

WHEREAS the Company has since modernized the said mill and it now produces decorative print papers and paper napkins in addition to newsprint;

WHEREAS at considerable expense it has also arrested water pollution by the elimination of solute substances;

WHEREAS approximately 120 persons, resident for the most part in St-Raymond, are permanently employed by the mill at Chute-Panet, while approximately 30 more work in the forest;

WHEREAS the Company buys about 8,000 cords of wood annually from local farmers, for an approximate amount of $224,800;

WHEREAS the Company, in consequence thereof, makes a considerable contribution to the economy of the Portneuf electoral district; however, by reason of its difficult financial situation, the Company is considering closing its Chute-Panet mill;

WHEREAS in consideration of the Company's efforts in production diversification with a view to improving the financial viability of its Chute-Panet mill and to keep it in operation, it is expedient that the Government grant the Company, in the interest of Québec and the region in question, a reduction in stumpage dues in the Rivière Ste-Anne forest concession which it leases and which supplies the said mill;

CONSIDERING section 4 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92)

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé à accorder à la Compagnie pour les années d'exploitation 1971/72 et 1972/73, soit du 1er avril 1971 au 31 mars 1973, une diminution de droits de coupe de $2.00 la corde sur les taux du tarif général institué par l'arrêté en conseil 433 du 21 avril 1955, et ce, pour une quantité d'environ 16,500 cordes de bois coupées dans la concession forestière Rivière Ste-Anne.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46120-o

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests :

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to grant the Company for the operational years 1971-72 and 1972-73, that is, from April 1, 1971 to March 31, 1973, a reduction in stumpage dues of $2.00 a cord on the rates in the general tariff established by Order in Council No. 433 of April 21, 1955, covering a quantity of approximately 16,500 cords cut in the Rivière Ste-Anne forest concession.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46120-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1149-72

Québec, le 26 avril 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les honoraires relatifs à l'inspection des appareils sous pression et aux épreuves de soudure haute pression, ainsi que la qualification des soudeurs et des procédures en soudures.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de la Loi des appareils sous pression (1964, S.R.Q. chapitre 156), le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter tous les règlements nécessaires pour la mise en vigueur et le bon fonctionnement de ladite loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter, amender ou abroger les tarifs des honoraires;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'apporter des changements aux honoraires d'inspection de fabrication vu le développement des techniques modernes et les nouvelles exigences du Code d'American Society of Mechanical Engineers adopté par l'arrêté en conseil no 415 du 18 avril 1957 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 1er juin 1957;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'apporter des changements aux honoraires relatifs aux épreuves des soudeurs et de la qualification des procédures en soudure;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'apporter des changements à la qualification des soudeurs et des procédures en soudure;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE les règlements reproduits en annexe soient approuvés et entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QUE les règlements 59 *a*) et 63 *a*) adoptés en vertu de l'Arrêté en Conseil no 2480 du 28 décembre 1961 et

LR-600

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1149-72

Québec, April 26, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fees for the inspection of pressure vessels and welding tests relative to high pressure, as well as the qualification of welders and welding procedures.

WHEREAS under section 27 of the Pressure Vessels Act (1964, R.S.Q. chapter 156), the Lieutenant-Governor in Council may enact all the regulations necessary for the putting into force and the proper operation of the said act;

WHEREAS, under section 23 of the said act, the Lieutenant-Governor in Council may enact, amend, or repeal the tariff of fees;

WHEREAS it has become necessary to make changes in the fees for fabrication inspection due to modern technical developments and the new demands of the Code of the American Society of Mechanical Engineers adopted by Order in Council No. 415 of April 18, 1957 and published in the *Québec Official Gazette* of June 1, 1957;

WHEREAS it has become necessary to make changes in the fees respecting welders' tests and the qualification of welding procedures;

WHEREAS it has become necessary to make changes respecting the qualification of welders and welding procedures;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the regulations reproduced as an appendix be approved and come into force from their date of publication in the *Québec Official Gazette*.

THAT regulations 59 (*a*) and 63 (*a*) adopted by Order in Council No. 2480 of December 28, 1961 and publish-

publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 20 janvier 1962, les règlements 67 et 69 adoptés en vertu de l'Arrêté en Conseil no 1205 du 23 novembre 1955 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 3 décembre 1955 et amendés par l'Arrêté en Conseil no 996 du 31 mai 1966 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 18 juin 1966, et le règlement 1201 adopté en vertu de l'Arrêté en Conseil no 1205 du 23 novembre 1955 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 3 décembre 1955 soient abrogés dès l'entrée en vigueur des règlements reproduits à la présente annexe.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Annexe

59 *a*) Les honoraires pour l'inspection en série de la fabrication, incluant l'émission des certificats « A » pour les manufacturiers qui fabriquent en série ou à l'unité, les appareils énoncés à l'article 59 sont tels qu'établis au tableau de l'article 59 ou de $40.00 par demi-journée.

63 *a*) Les honoraires pour l'inspection en série de la fabrication, incluant l'émission des certificats « A » pour les manufacturiers qui fabriquent en série ou à l'unité les appareils énoncés à l'article 63 sont tels qu'établis au tableau de l'article 63 ou de $40.00 par demi-journée.

63 *b*) Les honoraires pour l'inspection de la fabrication des appareils ou accessoires destinés au secteur de l'énergie nucléaire selon les exigences des présents règlements, du code ASME et autres codes en vigueur, sont établis à $40.00 par demi-journée ou fraction d'icelle.

67 — Des honoraires de $20.00 l'heure avec un coût total minimum de $40.00 s'appliquent pour toute inspection effectuée sur demande en dehors des heures régulières de travail d'un inspecteur.

69 — Honoraires relatifs aux épreuves de soudure haute pression.

a) Toute demande d'approbation et d'enregistrement de procédure de soudure soumise au Service d'inspection doit être accompagnée d'honoraires au montant de $25.00 par procédure, plus les frais de déplacement et de séjour de l'inspecteur, s'il y a lieu.

b) Les honoraires pour une épreuve sont de $5.00 par position pour chaque procédure et pour chaque candidat, plus les dépenses de déplacement et de séjour de l'inspecteur, s'il y a lieu.

c) Les honoraires pour la qualification des soudeurs sur preuve suffisante à l'aide de radiographies, tel qu'énoncé au paragraphe *c*) 4° du règlement 1201, sont les mêmes que décrits au paragraphe *b*).

d) Si un ou des candidats manquent l'épreuve, les honoraires de reprise sont les mêmes que décrits au paragraphe *b*).

ed in the *Québec Official Gazette* of January 20, 1962, regulations 67 and 69 adopted by Order in Council No. 1205 of November 23, 1955, and published in the *Québec Official Gazette* of December 3, 1955, and amended by Order in Council No. 996 of May 31, 1966, and published in the *Québec Official Gazette* of June 18, 1966, and regulation 1201 adopted by Order in Council No. 1205 of November 23, 1955, and published in the *Québec Official Gazette* of December 3, 1955, be abrogated on the coming into force of the regulations reproduced in the present appendix.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Appendix

59 (*a*) The fees for fabrication inspection of a group of vessels, including the issue of "A" certificates charged to manufacturers who engage in standardized or unit fabrication of vessels mentioned in section 59 are those quoted in the table in section 59 or $40.00 per half day.

63 (*a*) The fees for fabrication inspection of a group of vessels, including the issue of "A" certificates charged to manufacturers who engage in standardized or unit fabrication of vessels mentioned in section 63 are those quoted in the table in section 63 or $40.00 per half day.

63 (*b*) The fees for fabrication inspection of vessels or fittings destined for the nuclear energy sector according to the requirements of the present regulations of the ASME Code and other codes in force, are $40.00 per half day or a fraction of this amount.

67 — Fees of $20.00 per hour with a total minimum cost of $40.00 apply for any inspection made on demand outside the regular working hours of an inspector.

69 — Fees for welding tests relative to high pressure.

(*a*) Any request for approval and registration of welding procedure submitted to the Inspection Service shall be accompanied by fees to the amount of $25.00 per procedure, plus the inspector's travelling and stop-over expenses, if necessary.

(*b*) The fees for a test are $5.00 per position for each procedure and for each candidate, plus the inspector's travelling and stop-over expenses, if necessary.

(*c*) The fees for the qualification of welders by sufficient proof with the aid of radiographs, as mentioned in subsection (*c*) 4. of regulation 1201, are the same as those in subsection (*b*).

(*d*) If one or several candidates fail the test, the fees for a supplemental test are the same as those in subsection (*b*).

e) Les honoraires et dépenses de déplacement et de séjour de l'inspecteur, s'il y a lieu, doivent être acquittés par l'employeur pour la qualification de ses soudeurs sur sa ou ses procédure(s).

f) Les honoraires pour une épreuve personnelle de soudure selon une procédure standard établie par le Service d'inspection, doivent être défrayés avant l'épreuve par le candidat.

1201 — Règlements concernant les procédures de soudure, les soudeurs et les opérateurs de machine à souder.

a) Toute épreuve de procédure et de performance en soudure doit être conforme aux prescriptions établies par l'inspecteur en chef ou équivalentes à celles prescrites à la Section IX du code « *Welding Qualifications* » de l'ASME et à celles du code de l'ANSI concernant la tuyauterie sous pression.

b) L'approbation et l'enregistrement des procédures de soudure et la qualification des soudeurs doivent être effectués par le Service d'Inspection des Appareils sous Pression qui en détermine les modalités. Dans le cas de soudure faite sur des appareils dûment approuvés et enregistrés, puis expédiés de l'extérieur du Canada, dans le Québec, le Service d'inspection peut accepter les épreuves subies sous la surveillance d'un inspecteur employé par une compagnie d'assurance ou d'un organisme reconnus par l'inspecteur en chef.

c) 1° La vérification des épreuves de qualification des soudeurs est effectuée, soit par des essais mécaniques ou par radiographies.

2° Lorsque le travail de soudure peut impliquer l'opération de découpage par chalumeau oxyacétylène, le candidat devra préparer ses pièces de cette façon pour son épreuve de soudure.

3° La qualification des soudeurs est valide pour un an, cependant, une prolongation dont la durée maximale est de six (6) mois, peut être accordée sur présentation d'une (d') attestation (s) de l' (des) employeur (s) que le soudeur a utilisé de façon régulière le procédé spécifique durant les trois (3) derniers mois de sa période de qualification.

4° Lorsqu'un manufacturier est en mesure de produire une preuve suffisante à l'aide de radiographies à l'effet que le soudeur est encore qualifié pour exécuter la soudure approuvée, l'épreuve annuelle peut être omise si l'inspecteur en chef le juge à propos. Celui-ci peut alors lui remettre l'autorisation annuelle régulière.

d) 1° Tout organisme désirant exécuter de la soudure haute pression doit avoir au préalable, fait approuver et enregistrer sa (ses) procédure (s) par le Service d'inspection. Chaque variable essentielle nécessite une procédure différente.

2° Aucun soudeur ne peut souder pour un organisme possédant une procédure approuvée sans avoir passé les épreuves individuelles selon cette procédure.

(*e*) The travelling and stop-over expenses of the inspector, if necessary, shall be defrayed by the employer for the qualification of his welders on their procedures.

(*f*) The fees for a personnal welding test according to a standard procedure established by the Inspection Service shall be paid before the test by the candidate.

1201 — Regulations concerning welding procedures, welders, and the operators of welding machines.

(*a*) All procedure and performance tests in welding shall conform to the provisions established by the Chief Inspector, or be equivalent to those prescribed in Section IX of the *Welding Qualification Code* of ASME and to those of the ANSI Code concerning Pressure Piping.

(*b*) The approval and registration of welding procedures and the qualification of welders shall be effected by the Inspection Service for Pressure Vessels which shall determine the terms and conditions. In the case of welding done on vessels duly approved and registered, and sent from outside Canada to Québec, the Inspection Service may accept the tests conducted under the supervision of an inspector employed by an insurance company or a known body recognized by the Chief Inspector.

(*c*) 1. welders' qualification tests are verified either by mechanical tests or by radiography.

2. When the welding field work involves cutting operations with an oxyacetylene torch, the candidate shall prepare his material accordingly for his welding test.

3. The qualification of welders is valid for one year, however, an extension, for which the maximum term is six (6) months, may be granted on presentation of proof from the employer or employers certifying that the welder has used regularly a specific procedure during the last three (3) months of his qualification period.

4. When a manufacturer can produce satisfactory proof with radiographs to show the continuing ability of a welder to effect approved welding, annual tests may be waived at the discretion of the Chief Inspector. He may then issue the usual annual authorization to the welder concerned.

(*d*) 1. Any organization desiring to effect welding relative to high pressure shall have all procedures approved and registered by the Inspection Service beforehand. Each essential variable necessitates a different procedure.

2. No welder may weld for an organization possessing an approved procedure without passing the individual tests for that procedure.

e) Seuls seront admis à l'épreuve de soudure pour une qualification personnelle sur le groupe P-1 (aciers doux) les candidats satisfaisant à une des conditions suivantes :

1° Avoir suivi des cours de soudage, en vertu d'un programme de formation professionnelle sous l'autorité des Écoles spécialisées ou des Écoles professionnelles reconnues par le Ministère de l'Éducation, ou des Centres de formation professionnelle institués conformément aux dispositions de la « Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la Main-d'oeuvre »; ou

2° Posséder un certificat de compétence en soudure haute pression octroyé par le Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre du Québec, par une autre province ou de l'étranger (valide ou échu); ou

3° Fournir une attestation officielle de leur employeur faisant foi de leur aptitude à subir l'épreuve.

f) Si un candidat échoue son épreuve, il peut en subir une autre dans les délais indiqués ci-dessous, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'inspecteur en chef en raison de circonstances particulières :

1° Pour une première reprise, 30 jours après l'épreuve initiale.

2° Pour une deuxième reprise, 90 jours après la première reprise.

3° Pour toute autre reprise, 6 mois après le dernier échec subi par le candidat.

g) Cependant, s'il y a eu un échec lors d'une épreuve dans une position seulement ou s'il est établi que l'échec est dû à une défectuosité de l'équipement ou du matériel et non applicable au candidat, l'inspecteur en chef peut alors déterminer la date de la reprise de l'épreuve.

46198-o

(*e*) Only those candidates who have satisfied one of the following conditions shall be admitted to the welding test for personal qualification on group P-1 (mild steel) :

1. Have taken welding courses, under a vocational training program sponsored by specialized schools or vocational schools recognized by the Department of Education, or vocational training centers set up pursuant to the provisions of the "Manpower Vocational Training and Qualification Act"; or

2. Have a competency certificate in welding relative to high pressure issued by the Department of Labour and Manpower of Québec, from another province, or from outside Canada (valid or expired); or

3. Provide official attestation from their employer indicating his confidence in their ability to pass the test.

(*f*) If a candidate fails his test, he may try another test after the following waiting periods, unless the Chief Inspector decides otherwise, due to particular circumstances :

1. For the first supplemental test, there is a thirty (30) day waiting period following the first initial test.

2. For a second supplemental test, there is a ninety (90) day waiting period following the first supplemental test.

3. For any other supplemental test, there is a six (6) month waiting period following the last failure of the candidate.

(*g*) However, if a candidate fails a test in one position only, or if it is proved that the failure is due to defective equipment or material and not to the candidate, the Chief Inspector may then fix a date for another test.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1234-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de la maison (Jack) sise au numéro 8 de l'avenue Savard, à Ville de Vanier.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires culturelles :

QUE soit approuvé le classement comme monument et lieu historiques, fait par résolution, le 21 mars 1972, de la Commission des monuments historiques du Qué-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1234-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the house (Jack's) situated at number 8 Savard Avenue in Ville de Vanier.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs :

THAT classification as a historic monument and site be approved of the following immoveable, the said classification being made by the resolution of the Québec

bec, du consentement de la propriétaire, de l'immeuble ci-après décrit, savoir :

Une maison, de type rural du début du 19e siècle, à un étage et demi, avec solage en pierre, mesurant soixante-dix-huit (78') pieds de longueur sur vingt-neuf (29') pieds de largeur, à toit à deux versants, en tôle à la canadienne, avec six lucarnes de chaque côté et deux cheminées, une à chaque extrémité, avec galeries sur deux côtés, construite à l'intérieur du lot dont elle ne dépasse pas les limites, soit le lot 2432-12 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, Ville de Vanier, division d'enregistrement de Québec. Les dimensions de ce lot sont les suivantes :

Le lot 2432-12 déposé officiellement le 12 mars 1971, mesure quatre-vingt-huit pieds (88,0') au sud-ouest, quatre centre vingt-neuf (429,0') au nord-ouest, dix-sept pieds (17,0') au sud-ouest, cent vingt-huit pieds (128,0') au nord-ouest, cent quarante-trois pieds et cinq dixièmes (143,5') au sud-est, cent trente-sept pieds (137,0') au nord-ouest et quatre-vingt-huit pieds (88,0') au nord-est et contient en superficie soixante-seize mille soixante-quatorze pieds carrés. (76,074 p.c.) d'après la description du cadastre. (Ces dimensions sont inscrites dans le Certificat de localisation no 1656 du 18 novembre 1971 que l'arpenteur-géomètre Roméo Caron a fait pour la maison désignée maison Jack).

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46202-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1249-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transport et l'enregistrement du chevreuil, de l'orignal, du caribou et de l'ours américain (noir).

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *p*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter des normes relatives au transport, à la possession et la vente des animaux;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter certains règlements concernant le transport et l'enregistrement du chevreuil, de l'orignal, du caribou et de l'ours américain (noir);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre responsable du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le présent règlement s'applique au transport et à l'enregistrement du chevreuil, de l'orignal, du caribou et de l'ours américan (noir) :

1° Toute personne qui tue un ours, sous l'autorité du permis de chasse à l'ours ou au gros gibier, doit faire

LR-604

Historic Monuments Commission on March 21, 1972 :

A one and one-half story early 19th century country house with stone flooring, measuring seventy-eight (78') feet in length by twenty-nine (29') feet in width, with a two-sided sloping roof in old Canadian galvanized roofing, with six gable-windows on each side and two chimneys, one at each end, with galleries on two sides, built within and not exceeding the extent of lot 2432-12 of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, Ville de Vanier, Québec registration division :

Lot 2432-12, registered on March 12, 1971, measuring eighty-eight (88.0') feet on the south-west, four hundred and twenty nine (429.0') feet on the north west, seventeen (17.0') feet on the south-west, one hundred and twenty-eight (128.0') feet on the north-west, one hundred and forty-three and five-tenths (143.5') feet on the south-east, one hundred and thirty-seven (137.0') feet on the north-west and eighty-eight (88.0') feet on the north-east, and containing seventy-six thousand and seventy-four square feet (76,074 sq. ft.) according to the cadastral description. (Such measurements are recorded in locality certificate number 1656 dated November 18, 1971 made by land surveyor, Roméo Caron, for the house called "Jack's").

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46202-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1249-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transportation and registering of deer, moose, caribou and the American black bear.

WHEREAS under paragraph (*p*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (R.S.Q. 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe standards for the transportation, possession and sale of animals;

WHEREAS it is expedient to make certain regulations respecting the transportation and registering of deer, moose, caribou and the American black bear;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game :

THAT this regulation be in respect of the transportation and registering of deer, moose, caribou and the American black bear :

1. Every person who kills a bear, under a bear or big game hunting license, must make a report thereof

rapport à un agent de conservation dans les 48 heures après sa sortie de la forêt.

2° La personne qui procède à l'enregistrement de chaque ours abattu, sous l'autorité des permis mentionnés à l'article 1, doit indiquer sur le certificat du chasseur que tel enregistrement est fait, en poinçonnant ce certificat aux endroits prévus à cette fin.

3° Toute personne qui tue un chevreuil, un orignal ou un caribou doit, aussitôt l'animal abattu, détacher le coupon de transport, faisant partie intégrale du permis de chasse, et apposer ledit coupon sur la carcasse.

4° La personne, ayant abattu un des gibiers mentionnés à l'article 3, est tenue de faire rapport à un agent de conservation dans les 48 heures après sa sortie de la forêt, de tout chevreuil, orignal ou caribou abattu, et de remettre à l'agent de conservation le permis de chasse de l'espèce de gros gibier qu'il a abattu.

5° La personne, qui procède à l'enregistrement de tout chevreuil, orignal ou caribou abattu doit estampiller le coupon de transport avec l'estampille officielle fournie à cet effet.

6° Tout gros gibier ou toute partie de gros gibier doit être produit sur demande et sur lequel un agent de conservation pourra y faire un prélèvement.

7° Lorsqu'un chevreuil abattu n'a pas encore été enregistré, l'animal tué doit être placé pour son transport, de façon à ce qu'il puisse être visible de l'extérieur du véhicule.

8° Tout caribou abattu ne doit être transporté qu'à l'état entier ou en quartiers.

QUE soient abrogés la partie de l'arrêté en conseil numéro 696 du 15 juillet 1959, concernant l'enregistrement du chevreuil et de l'orignal, l'arrêté en conseil numéro 1744 du 8 septembre 1965, concernant le chevreuil, l'arrêté en conseil numéro 1745 du 8 septembre 1965, concernant la chasse au caribou et l'arrêté en conseil numéro 1677 du 5 juin 1968, concernant la chasse au caribou.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1250-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse d'Ixworth.

ATTENDU QUE le paragraphe *r*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), tel qu'amendé par la loi du 30 juin 1971, (L.Q. 1971, ch. 60)

to a conservation officer within 48 hours after leaving the forest.

2. A person registering the killing of a bear, under the licences mentioned in section 1, must indicate on his hunting certificate that such registering has been made by punching holes in the places stipulated therefor.

3. Every person who kills a deer, moose or caribou must, as soon as the animal is killed, detach the transportation coupon forming an integral part of the hunting licence and affix the said coupon to the carcass.

4. A person who has killed one of the game mentioned in section 3 must report the killing of such deer, moose or caribou to a conservation officer within 48 hours after leaving the forest, and hand over to him the hunting licence for the species of big game killed.

5. The person registering the killing of any deer, moose or caribou must stamp the transportation coupon with the official stamp provided for that purpose.

6. Any big game or any part of such big game must be handed over upon request and a conservation officer may take a sample from it.

7. Where a dear that has been killed is not yet registered, the animal must be transported in such a way as to be visible from outside the vehicle.

8. Any caribou that has been killed may only be transported whole or in quarters.

THAT the following be revoked : that part of Order in Council No. 696 dated July 15, 1959 respecting the registering of deer and moose; Order in Council No. 1744 dated September 8, 1965 respecting deer; Order in Council No. 1745 dated September 8, 1965 respecting hunting for caribou; and Order in Council No. 1677 dated June 5, 1968 respecting hunting for caribou.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46201-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1250-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Ixworth Fish and Game Reserve.

WHEREAS paragraph (*r*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), as amended by the Act to amend the Wild-life Conservation Act

stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche et déterminer les conditions auxquelles la chasse ou la pêche y sont permises; prohiber complètement ou partiellement dans ces réserves la chasse ou la pêche, le port d'armes ou la possession d'agrès de pêche, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 4117 du 8 décembre 1971 créait la réserve de chasse et de pêche d'Ixworth et prohibait dans cette réserve toute chasse, toute pêche ainsi que le port d'armes;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre la pêche dans la réserve d'Ixworth;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre responsable du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le paragraphe de l'arrêté en conseil numéro 4117 du 8 décembre 1971 qui se lit comme suit :

« QUE toute chasse et toute pêche ainsi que le port d'armes soient prohibés dans les limites de cette réserve », soit remplacé par le suivant :

QUE toute chasse ainsi que le port d'armes soient prohibés dans les limites de cette réserve.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1251-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les réserves suivantes : la réserve de chasse de Princeville, le sanctuaire de chasse de Drummondville, le sanctuaire de Beaurivage, le sanctuaire de chasse de Hull, le sanctuaire de Radnor.

ATTENDU QUE le paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), tel qu'amendé par la loi du 30 juin 1971, (L.Q. 1971, ch. 60) le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche et déterminer les conditions auxquelles la chasse ou la pêche y sont permises; prohiber complètement ou partiellement, dans ces réserves, la chasse ou la pêche, le port d'armes ou la possession d'agrès de pêche, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QUE certaines réserves n'ont plus leur raison d'être dans le Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche :

QUE les réserves suivantes, soit la réserve de chasse de Princeville, le sanctuaire de chasse de Drummond-

LR-606

(S.Q. 1971, ch. 60), prescribes that the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves and determine the conditions upon which hunting or fishing is permitted there; totally or partially prohibit in such reserves, hunting, fishing, the carrying of arms, the possession of fishing gear, travel, or periods of stay;

WHEREAS Order in Council No. 4117 dated December 8, 1971 created the Ixworth Fish and Game Reserve and prohibited all hunting, fishing and the carrying of arms therein;

WHEREAS it is expedient to permit fishing in the Ixworth Reserve;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game :

THAT the paragraph of Order in Council No. 4117 dated December 8, 1971 which reads as follows :

"THAT all hunting and fishing and the carrying of arms be prohibited within the limits of such reserve", be replaced by the following :

THAT all hunting and the carrying of arms be prohibited within the limits of such reserve.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46201-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1251-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the following reserves : the Princeville Hunting Reserve; the Drummondville Hunting Sanctuary; the Beaurivage Sanctuary; the Hull Hunting Sanctuary; the Radnor Sanctuary.

WHEREAS under paragraph *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), as amended by the Act to amend the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1971, ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves and determine the conditions upon which hunting or fishing is permitted there; totally or partially prohibit in such reserves, hunting, fishing, the carrying of arms, the possession of fishing gear, travel, or periods of stay;

WHEREAS certain reserves no longer serve any valid purpose in the province of Québec;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game :

THAT the following reserves be cancelled : the Princeville Hunting Reserve; the Drummondville Hunting

ville, le sanctuaire de Beaurivage, le sanctuaire de chasse de Hull et le sanctuaire de Radnor soient annulés;

QUE les arrêtés en conseil ou les parties d'arrêtés en conseil suivants soient abrogés : l'arrêté en conseil numéro 999 du 14 septembre 1955, concernant la réserve de chasse de Princeville, comtés d'Arthabaska et de Mégantic, la partie de l'arrêté en conseil numéro 1064 du 23 octobre 1958, concernant la réserve de chasse de Princeville, comtés d'Arthabaska et de Mégantic, la partie de l'arrêté en conseil numéro 739 du 12 juillet 1951, concernant la création du sanctuaire de chasse de Drummondville, la partie de l'arrêté en conseil numéro 695 du 4 juillet 1956, concernant le sanctuaire de chasse de Drummondville, la partie de l'arrêté en conseil numéro 1067 du 13 octobre 1955, concernant le sanctuaire de chasse de Beaurivage, comté de Lotbinière, la partie de l'arrêté en conseil numéro 175 du 26 février 1958, concernant le sanctuaire de chasse de Hull et l'arrêté en conseil numéro 196 du 5 février 1963, concernant le sanctuaire de chasse de Radnor.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46201-o

THAT the following Orders in Council or parts of Orders in Council be revoked : Order in Council No. 999 dated September 14, 1955 concerning the Princeville Hunting Reserve, counties of Arthabaska and Megantic; that part of Order in Council No. 1064 dated October 23, 1958 concerning the Princeville Hunting Reserve, counties of Arthabaska and Megantic; that part of Order in Council No. 739 dated July 12, 1951 concerning the creation of the Drummondville Hunting Sanctuary; that part of Order in Council No. 695 dated July 4, 1956 concerning the Drummondville Hunting Sanctuary; that part of Order in Council No. 1067 dated October 13, 1955 concerning the Beaurivage Hunting Sanctuary, Lotbinière county; that part of Order in Council No. 175 dated February 26, 1958 concerning the Hull Hunting Sanctuary; Order in Council No. 196 dated February 5, 1963 concerning the Radnor Hunting Sanctuary.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1287-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'utilisation de la main-d'oeuvre étudiante pour l'amélioration et l'aménagement des forêts affermées du Québec.

ATTENDU QU'un grand nombre d'étudiants du Québec doivent travailler pendant les vacances afin d'être en mesure de poursuivre leurs études;

ATTENDU QUE plusieurs concessionnaires forestiers sont disposés à organiser, en coopération avec le ministère des terres et forêts, des équipes d'étudiants qui, au cours des vacances d'été 1972, feraient des travaux de restauration et d'aménagement à l'intérieur de leurs concessions forestières et aussi dans les forêts en franc-alleu qu'ils pourraient posséder si le ministre des terres et forêts le juge utile;

ATTENDU QUE l'exécution de tels travaux est de nature à améliorer l'état de la forêt et à accroître son rendement ligneux ainsi que son potentiel récréatif et éducatif;

ATTENDU QU'il y a lieu pour le ministère des terres et forêts de collaborer avec les concessionnaires forestiers

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1287-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the employment of student labour for the improvement and planning of forest holdings in Québec.

WHEREAS a great number of Québec students must have gainful employment during the summer holidays in order to continue with their studies;

WHEREAS many timber limit holders, in cooperation with the Department of Lands and Forests, are disposed to organize teams of students during the 1972 summer holidays for the purpose of carrying out restoration and planning work in their forest concessions and in any freeholdings placed at their disposal at the discretion of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS the execution of such work is of a nature to improve the condition of the forests, to increase its yield and its regrowth potential, and to offer instructional benefits;

WHEREAS it is expedient that the Minister of Lands and Forests collaborate with the timber limit holders in

à la mise sur pied de telles équipes, de conclure avec eux des ententes à cet effet et de leur accorder des réductions de droits de coupe jusqu'à concurrence des montants qu'ils verseront en traitements et en bénéfices marginaux aux étudiants;

VU les articles 5 et 68 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964 ch. 92).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts :

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé à conclure avec les concessionnaires forestiers des ententes relativement à la poursuite, au cours des vacances d'été 1972, de travaux de restauration et d'aménagement forestiers à l'intérieur de leurs concessions forestières et, s'il le juge utile, dans les forêts en franc-alleu qu'ils pourraient posséder et à leur accorder une réduction de droits de coupe correspondant au total des traitements versés aux étudiants, y compris la part de l'employeur aux bénéfices marginaux et aux autres frais connexes tels que stipulés dans ces mêmes ententes.

QUE ces ententes établissent entre autres choses le partage des tâches et des responsabilités relativement à l'exécution de ces travaux de restauration et d'aménagement forestiers et contiennent toute autre clause jugée nécessaire dans l'intérêt du Québec et non incompatible avec les présentes.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46120-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1293-72

Québec, le 10 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'amendements à la neuvième (9e) édition du Code Canadien de l'Électricité.

ATTENDU QUE la Loi des électriciens et des installations électriques, S.R.Q. 1964, chap. 152, modifié par 13-14 Eliz. II, chap. 52 et par le chap. 51 des lois de 1969, prévoit à l'article 32 que le Bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, décréter que le Code électrique national (National Electrical Code) ou le Code électrique canadien (Canadian Electrical Code) serve, l'un ou l'autre, de base pour l'élaboration du programme des examens ainsi que pour la rédaction des formules et des questionnaires dont se servent les examinateurs pour l'examen des aspirants;

ATTENDU QU'en vertu du même article, le Bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du ministre, modifier le code choisi;

ATTENDU QUE dû à l'évolution technologique il est maintenant possible de faciliter le raccordement des

LR-608

the setting up of such teams and that he conclude agreements with them for this purpose, and grant them a reduction in stumpage dues up to the amounts they pay the students in salaries and fringe benefits;

CONSIDERING sections 5 and 68 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92).

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests :

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to conclude agreements with the timber limit holders for the purpose of carrying out restoration and planning work in their timber limits and in any freeholdings placed at their disposal at the discretion of the Minister, during the 1972 summer holidays, and to grant them a reduction in stumpage dues corresponding to the total amount of the salaries paid to students, including the employers contribution to fringe benefits and other expenses related thereto that are stipulated in such agreements.

THAT such agreements establish, *inter alia*, the division of duties and responsibilities respecting the carrying out of such forest restoration and planning work and include any other provision deemed necessary in the interest of Québec and compatible with these presents.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46120-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1293-72

Québec, May 10, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of amendments to the ninth (9th) edition of the Canadian Electrical Code.

WHEREAS the Electricians and Electrical Installations Act, R.S.Q. 1964, chapter 152, amended by 13-14 Elizabeth II, chapter 52 and by chapter 51 of the Acts of 1969, provides under section 32, that the Board of Examiners may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, prescribe that the National Electrical Code or the Canadian Electrical Code shall, either the one or the other, serve as a basis in drafting the examination programme, as well as the forms and questionnaires to be used by the examiners upon the examination of candidates;

WHEREAS under the same section, the Board of Examiners may, with the approval of the Minister, amend the chosen code;

WHEREAS, due to technical advancements, it is now possible to facilitate the connecting of stoves and dryers

cuisinières et des sécheuses au moyen de prises de courant et que cette méthode est sécuritaire et pratique;

ATTENDU QU'il existe présentement des prises de courant approuvées pour le raccordement de ces appareils et que celles-ci ont été rendues obligatoires ailleurs au Canada et notamment en Ontario;

ATTENDU QUE la Loi des électriciens et des installations électriques S.R.Q. 1964, chap. 152, modifié par 13-14 Eliz. II, chap. 52 et par le chap. 51 des lois de 1969, autorise le Bureau des examinateurs des électriciens à faire une telle recommandation;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE l'amendement, en annexe, à la règle 8-008 du Code Canadien de l'électricité soit apporté et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec;*

QUE les amendements, en annexe, à la règle 26-108, du Code Canadien de l'électricité soient apportés et entrent en vigueur à partir du 1er septembre 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Annexe

1° Règle 8-008 — Le paragraphe 3 de la règle 8-008 amendée le 9 juin 1971 est remplacé par le suivant :

(3) Lorsqu'un système central d'alimentation d'eau chaude domestique est prévu dans un immeuble à plusieurs logements, la charge obligatoire prévue pour le chauffe-eau de chaque logement peut ne pas être comptée pour les besoins des paragraphes (1) et (2).

2° Règle 26-108 — Le paragraphe 3 de la règle 26-108 est remplacé par les paragraphes (3), (4), (5), (6), (7) suivants :

(3) Une prise de courant présentant la configuration 14-30R d'ACNOR (Association Canadienne de Normalisation) doit être installée pour l'alimentation d'un séchoir à linge électrique d'une intensité nominale de 30 ampères ou moins, lorsqu'on a l'intention d'installer un tel appareil dans un local domiciliaire.

(4) Un séchoir à linge électrique situé dans un local domiciliaire doit être branché à la prise de courant mentionnée au paragraphe (3) au moyen d'un cordon souple et d'une fiche de raccord présentant la configuration 14-30P d'ACNOR.

(5) Une prise de courant présentant la configuration 14-50R d'ACNOR doit être installée pour l'alimentation d'une cuisinière électrique amovible (free standing) d'une puissance nominale de 21 kilowatts ou moins lorsqu'on a l'intention d'installer un tel appareil dans un local domiciliaire.

(6) Une cuisinière électrique amovible (free standing) dans un local domiciliaire doit être branchée à la prise

by means of receptacles and that this method is safe and practical;

WHEREAS there now exist receptacles approved for the connecting of these appliances and that these have been rendered obligatory elsewhere in Canada and particularly in Ontario;

WHEREAS the Electricians and Electrical Installations Act, R.S.Q. 1964, chapter 152, amended by 13-14 Elizabeth II, chapter 52 and by chapter 51 of the Acts of 1969, authorizes the Board of Examiners of Electricians to make such a recommendation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower :

THAT the amendment, in the appendix, to regulation 8-008 of the Canadian Electrical Code be accepted and come into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT the amendments, in the appendix, to regulation 26-108, of the Canadian Electrical Code be accepted and come into force beginning September 1, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Appendix

1. Rule 8-008 — Subrule 3 of rule 8-008 amended June 9, 1971 is replaced by the following :

(3) When a central domestic hot-water supply system is provided for in a multi-family residence, the calculation of the compulsory hot-water load in each residential unit may be omitted for the purposes of subrules (1) and (2).

2. Rule 26-108 — Subrule (3) of rule 26-108 is replaced by the following subrules (3), (4), (5), (6) and (7) :

(3) When an electric clothes dryer, rated 30 amperes or less, is intended to be installed in a residential occupancy, a receptacle of CSA (Canadian Standards Association) configuration 14-30R shall be installed for the supply of electrical energy to the appliance.

(4) An electric clothes dryer in a residential occupancy shall be cord-connected by means of a cord and attachment plug cap of CSA configuration 14-30P to the receptacle referred to in subrule (3).

(5) Where a free-standing electric range rated 21 kilowatts or less, is intended to be installed in a residential occupancy, a receptacle of CSA configuration 14-50R shall be installed for the supply of electrical energy to the appliance.

(6) A free-standing electric range in a residential occupancy shall be cord-connected by means of a cord

de courant mentionnée au paragraphe (5) au moyen d'un cordon souple et d'une fiche de raccord présentant la configuration 14-50P d'ACNOR.

(7) Les appareils approuvés pour être raccordés selon une des méthodes mentionnées à la section 12 peuvent également être raccordés au moyen d'un cordon souple et d'une fiche de raccord à une prise de courant lorsque le service d'inspection permet un tel arrangement.
46198-o

and attachment plug cap of CSA configuration 14-50P to the receptacle referred to in subrule (5).

(7) Where permitted by the inspection department, appliances which are approved for connection by a wiring method as specified in Section 12, may also be cord-connected by means of an attachment plug and receptacle.
46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1297-72

Québec, le 16 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 1 du Conseil d'administration siègeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre :

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), l'ordonnance numéro 1 du Conseil d'administration agissant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James.

QUE ladite ordonnance entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la première assemblée du conseil d'administration, siègeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James tenue le 27 avril 1972, à 17:00 heures.

Sur proposition de M. Nadeau, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:
Ordonnance no. 1:

« QUE les séances du conseil de la municipalité de la Baie James coïncident avec les assemblées mensuelles du conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James et se tiennent immédiatement après la tenue d'icelles ».

« QUE ladite ordonnance soit soumise à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil ».

Je, soussigné, JACQUES DUHAMEL, secrétaire de la Société de développement de la Baie James, certifie que l'extrait précité est un extrait véritable du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 27 avril 1972.

JACQUES DUHAMEL.

46200-o

LR-610

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1297-72

Québec, May 16, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 1 of the Board of Directors substituting for the municipal council of the Municipality of Baie James.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister :

THAT Order No. 1 of the Board of Directors subtituting for the municipal council of the Municipality of Baie James be approved, under section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34)

THAT the said Order come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the first meeting of the Board of Directors substituting for the Municipal Council of the Municipality of Baie James, which was held on April 27, 1972 at 5:00 p.m.

Upon the motion of Mr. Nadeau, duly seconded by Mr. Cliche, it is unanimously ordered :
Order No. 1 :

THAT the sittings of the council of the Municipality of Baie James take place on the same day as the monthly meetings of the board of directors of the James Bay Development Corporation and that they be held immediately following the said meetings.

THAT the said Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

I, the undersigned, JACQUES DUHAMEL, secretary of the James Bay Development Corporation, do hereby certify that the above extract is a true extract of the minutes of the meeting of the board of directors substituting for the municipal council of the Municipality of Baie James, which was held on April 27, 1972.

JACQUES DUHAMEL.

46200-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1439-72

(Erratum)

Concernant un amendement à l'ordonnance numéro 13, 1971 de la Commission du salaire minimum.

Veuillez prendre note qu'à l'article 5.1 de la page 4330 dans la *Gazette officielle*, numéro 21, samedi 27 mai 1972, il faudrait ajouter le mot « *horaire* » dans la phrase suivante : « Le tarif horaire se calcule de la façon suivante, en additionnant etc... » ainsi qu'au dernier paragraphe, à la place de « ville de Québec » il faudrait lire « *ville de Montréal* ».

46198-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1439-72

(Erratum)

Concerning an amendment to Ordinance Number 13, 1971 of the Minimum Wage Commission.

Please take notice that at subsection 5.1 on page 4330 in the *Official Gazette*, Number 21, Saturday, May 27, 1972, the work "*hourly*" should be added in the following sentence : "The hourly rate is arrived at in the following manner, by adding etc..." and in the last paragraph, "City of Québec", should read : "*City of Montreal*".

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1440-72

Québec, le 24 mai 1972.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 29 janvier 1972;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE ledit décret, numéro 2114, soit modifié comme suit :

Le nouveau paragraphe *i*) suivant est ajouté à l'article IV :

i) *Horaire spécial de travail* : Par dérogation aux autres dispositions du présent article et, sous réserve de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 150, modifié par le chapitre 46 des Lois de 1968), la semaine normale de travail peut être d'une durée moindre que celle prévue au paragraphe *a*) et la journée normale de travail peut durer

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1440-72

Québec, May 24, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Printing Industry and Trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry and Trades in the Montreal region rendered obligatory by Decree No. 2114 of November 4, 1964 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit, for the consideration and approval of the Lieutenant-Governor in Council, an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of January 29, 1972;

WHEREAS, in conformity with the act, the objections brought forward have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 2114, be amended as follows :

The following new subsection (*i*) is added to section IV :

(*i*) *Special work schedule* : Notwithstanding the other provisions of the present section, and subject to the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, chapter 150, amended by chapter 46 of the Acts of 1968) the standard work week may be scheduled for a period less that provided for in subsection (*a*), and the standard workday may be scheduled up to twelve (12)

jusqu'à douze (12) heures, dans tout atelier ou département d'un tel atelier, pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

1° L'employeur doit obtenir le permis requis par la loi précitée, si nécessaire.

2° L'employeur et le syndicat accrédité représentant les salariés de son atelier ou d'un département de son atelier doivent signer une entente comportant des conditions spéciales quant à la durée du travail, aux heures supplémentaires, aux jours fériés, aux congés payés annuels.

3° L'entente peut être modifiée du consentement des deux (2) parties signataires.

4° L'employeur doit déposer au Comité paritaire une copie de l'entente ou de toute modification qui y sera apportée, au moins sept (7) jours avant la date prévue pour son entrée en vigueur.

5° L'une des parties signataires peut annuler l'entente par un avis écrit donné à l'autre partie et au Comité paritaire au moins trente (30) jours avant la date de son effet.

6° Les conditions de l'entente prévue au présent paragraphe ont priorité sur les dispositions générales du décret concernant les conditions de travail de même nature.

7° Le Comité paritaire doit transmettre au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une copie de tout document que les parties intéressées doivent lui remettre à ce sujet.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46198-o

hours, in any shop or department of such a shop, provided that the following conditions are respected :

1. The employer shall obtain if necessary, the permission required by the act heretofore mentioned.

2. The employer and the accredited union representing the employees of his shop or of a department of his shop shall sign an agreement calling for special conditions as to the duration of work, overtime hours, holidays, annual paid vacations.

3. The agreement may be amended by consent of the two (2) signatory parties.

4. The employer must deposit with the Parity Committee a copy of the agreement or of an amendment which is made thereto, at least seven (7) days before the date provided for its coming into force.

5. One of the signatory parties may cancel the agreement by a written notice given to the other party and to the Parity Committee at least thirty (30) days before the date of its coming into force.

6. The conditions of the agreement provided for in the present subsection have priority over the general provisions of the decree concerning working conditions of the same nature.

7. The Parity Committee shall forward to the Minister of Labour and Manpower a copy of any document that the interested parties must remit to it on the said subject.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1441-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971).

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971), chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

LR-612

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1441-72

Québec, May 24, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971).

WHEREAS the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971) commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 1982 of June 1, 1971, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit comité paritaire, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret dont il est chargé d'assurer la surveillance et l'observance;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971) soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST (1971)

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971), chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante :

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, assujettis au décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel y produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultéWHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower :

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971) be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIPS (1971)

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971) entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1982 of June 1, 1971 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows :

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 1982 of June 1, 1971 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 1982 of June 1, 1971 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 1982 of June 1, 1971 and all further amendments, shall pay monthly

rieures, versent mensuellement au comité paritaire une somme équivalente à 0.40 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST (1971)

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972

Revenus:	
Cotisations patronales	$ 58,232.
Cotisations ouvrières	$ 58,232.
Cotisations artisanales	$ 22,672.
Pourcentage sur réclamations	$ 12,600.
Amendes	$ 1,350.
Frais d'examens	$ 2,664.
Locations	$ 600.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 1,500.
Total des revenus prévus	$157,850.
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$ 36,140.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 268.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 416.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 302.
Assurances collectives (part du comité)	$ 439.
Crédit maladie	$ 2,735.
Commission des Accidents du Travail	$ 72.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 3,300.
Frais judiciaires	$ 3,500.
Location d'équipement	$ 104.
Ententes de services	$ 478.
Téléphones et télégrammes	$ 1,035.
Frais postaux	$ 1,560.
Intérêts et frais de banque	$ 120.
Remboursement de dépenses autorisées	$ 50.
Congrès et délégations	$ 200.
Abonnement et publicité	$ 157.
Publication de décret et publicité	$ 770.
Assurance fidéjussion	$ 25.
Assurances générales	$ 93.
Vérificateur	$ 700.
Autres dépenses	$ 700.
Paies de séparation	$ 3,720.
Total dépenses, administration générale prévues	$ 56,884.

to the Parity Committee an amount equal to $0.40 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIPS (1971)

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st 1972

Revenue :	
Employers' dues	$ 58,232.
Employees' dues	$ 58,232.
Artisans' dues	$ 22,672.
Percentage on claims	$ 12,600.
Fines	$ 1,350.
Examination fees	$ 2,664.
Rentals	$ 600.
Interest on investment general accounting	$ 1,500.
Estimated total revenue	$157,850.
General administration expensive :	
Salaries, general administration	$ 36,140.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 268.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 416.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 302.
Group Insurance (Committee's share)	$ 439.
Sick leave credits	$ 2,735.
Workmen's Compensation Commission	$ 72.
Stationery and office equipment	$ 3,300.
Legal fees	$ 3,500.
Equipment rental	$ 104.
Contracts for services	$ 478.
Telephones and telegrams	$ 1,035.
Postages	$ 1,560.
Banking, interest and costs	$ 120.
Reimbursement of authorized expenses	$ 50.
Conference and delegation expenses	$ 200.
Subscription and advertising	$ 157.
Publication of decree and advertising	$ 770.
Fidelity bond	$ 25.
General Insurance	$ 93.
Auditor's fees	$ 700.
Other expenses	$ 700.
Severance pay	$ 3,720.
Estimated total, general administration expenses	$ 56,884.

Comptes dépenses administration inspection-vérification:		*Inspection-auditing administration expenses :*	
Salaires des inspecteurs	$ 54,340.	Inspectors' salaries	$ 54,340.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 603.	Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 603.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 617.	Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 617.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 429.	Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 429.
Assurances collectives (part du comité)	$ 760.	Group Insurance (Committee's share)	$ 760.
Crédit maladie	$ 2,432.	Sick leave credits	$ 2,432.
Commission des Accidents du Travail	$ 109.	Workmen's Compensation Commission	$ 109.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 600.	Stationery and office equipment	$ 600.
Remboursement de dépenses autorisées	$ 7,950.	Reimbursement of authorized expenses	$ 7,950.
Allocations automobiles	$ 10,500.	Automobile allowance	$ 10,500.
Gazoline	$ 4,200.	Gasoline	$ 4,200.
Autres dépenses	$ 1,000.	Other expenses	$ 1,000.
Paies de séparation	$ 5,025.	Severance pay	$ 5,025.
Total dépenses, administration inspecteurs	$ 88,565.	Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$ 88,565.
Comptes dépenses administration propriété:		*Expenses for administration of premises :*	
Loyer	$ 1,200.	Rent	$ 1,200.
Réparations générales	$ 250.	General repairs	$ 250.
Total dépenses, administration propriété prévues	$ 1,450.	Estimated total, expenses for administration of premises	$ 1,450.
Comptes dépenses membres du comité:		*Expenses, committee members :*	
Assemblées régulières jetons de présences	$ 600.	Regular meetings, attendanee fees	$ 600.
Assemblées régulières frais déplacements	$ 2,942.	Regular meetings, travelling expenses	$ 2,942.
Assemblées spéciales jetons de présences	$ 150.	Special meetings, attendance fees	$ 150.
Assemblées spéciales frais déplacements	$ 885.	Special meetings, travelling expenses	$ 885.
Total dépenses, membres du comité prévues	$ 4,577.	Estimated total expenses, committee members	$ 4,577.
Comptes divers:		*Miscellaneous expenses :*	
Fraix-d'examens de qualification du travail	$ 5,735.	Competency examination expenses	$ 5,735.
Total reporté des revenus prévus	$157,850.	Estimated total revenue carried forward	$157,850.
Dépenses:		*Expenditure :*	
Comptes de dépenses administration générale	$ 56,884.	General administration expenses	$ 56,884.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 88,565.	Inspection-auditing administration expenses	$ 88,565.
Comptes de dépenses administration propriété	$ 1,450.	Expenses for administration of premises	$ 1,450.
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 4,577.	Expenses, Committee members	$ 4,577.
Comptes divers	$ 5,735.	Miscellaneous expenses	$ 5,735.
Total des dépenses prévues	$157,211.	Estimated total expenses	$157,211.
Surplus prévu	$ 639.	Estimated surplus	$ 639.

46198-o

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1442-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 164 du 6 février 1962, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications),

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit Comité paritaire, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE
DE LA RÉGION DE QUÉBEC

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 164 du 6 février 1962, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante :

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 164 du 6 février 1962, y compris toutes modifi-

LR-616

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1442-72

Québec, May 24, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Automobile Parity Committee, Québec Region.

WHEREAS the Automobile Parity Committee, Québec Region, commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 164 of February 6, 1962, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower :

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Automobile Parity Committee, Québec Region, be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE,
QUÉBEC REGION

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Automobile Parity Committee, Québec Region, entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 164 of February 6, 1962 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I — *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows :

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 164 of February 6, 1962 and all further amend-

cations ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, assujettis au décret numéro 164 du 6 février 1962, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 164 du 6 février 1962, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à $0.50 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

Prévision budgétaires pour la période du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus:	
Cotisations patronales	$ 49,056.
Cotisations ouvrières	$ 49,056.
Cotisations artisanales	$ 25,200.
Pourcentage sur réclamations	$ 7,625.
Amendes	$ 100.
Frais d'examens	$ 525.
Locations	$ 300.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 2,030.
Total des revenus prévus	$133,892.
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$ 32,492.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 364.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 398.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 286.
Assurances collectives (part du comité)	$ 908.
Caisse de retraite (part du comité)	$ 1,150.

ments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 164 of February 6, 1962 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 164 of February 6, 1962 and all further amendments, shall pay monthly to the Parity Committee an amount equal to $0.50 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

AUTOMOBILE PARITY COMMITTEE, QUÉBEC REGION

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1972 to December 31, 1972

Revenue :	
Employers' dues	$ 49,056.
Employees' dues	$ 49,056.
Artisans' dues	$ 25,200.
Percentage on claims	$ 7,625.
Fines	$ 100.
Examination fees	$ 525.
Rentals	$ 300.
Interest on investments general accounting	$ 2,030.
Estimated total revenue	$133,892.
General administration expensive :	
Salaries, general administration	$ 32,492.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 364.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 398.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 286.
Group Insurance (Committee's share)	$ 908.
Retirement pension fund (Committee's share)	$ 1,150.

Commission des Accidents du Travail	$	64.
Papeterie et accessoires de bureau	$	3,900.
Frais judiciaires	$	2,750.
Location d'équipement	$	311.
Ententes de services	$	390.
Téléphones et télégrammes	$	1,452.
Frais postaux	$	2,340.
Remboursement de dépenses autorisées	$	250.
Abonnement et publicité	$	20.
Publication de décret et publicité	$	1,500.
Assurance fidéjussion	$	50.
Assurances générales	$	353.
Vérificateur	$	1,600.
Total dépenses, administration générale prévues	$	50,578.

Workmen's Compensation Commission	$	64.
Stationery and office equipment	$	3,900.
Legal fees	$	2,750.
Equipment rental	$	311.
Contracts for services	$	390.
Telephones and telegrams	$	1,452.
Postage	$	2,340.
Reimbursement of authorized expenses	$	250.
Subscription and advertising	$	20.
Publication of decree and advertising	$	1,500.
Fidelity bond	$	50.
General Insurance	$	353.
Auditor's fees	$	1,600.
Estimated total, general administration expenses	$	50,578.

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	$	35,828.
Assurance-chômage (part du comité)	$	390.
Régime Rentes du Québec (part du Comité)	$	345.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	338.
Assurances collectives (part du comité)	$	550.
Caisse de retraite (part du comité)	$	1,250.
Commission des Accidents du Travail	$	71.
Papeterie et accessoires de bureau	$	2,100.
Remboursement de dépenses autorisées	$	1,242.
Allocations automobiles	$	7,500.
Gazoline	$	5,500.
Total dépenses, administration inspecteurs	$	55,114.

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors'salaries	$	35,828.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	390.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	345.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	338.
Group Insurance (Committee's share)	$	550.
Retirement pension fund (Committee's share)	$	1,250.
Workmen's Compensation Commission	$	71.
Stationery and office equipment	$	2,100.
Reimbursement of authorized expenses	$	1,242.
Automobile allowance	$	7,500.
Gasoline	$	5,500.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	55,114.

Comptes dépenses administrations propriété:

Salaire de concierge	$	840.
Loyer	$	3,300.
Éclairage	$	240.
Entretien (matériel seulement)	$	150.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	4,530.

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary	$	840.
Rent	$	3,300.
Light	$	240.
Maintenance (equipment only)	$	150.
Estimated total, expenses for administration of premises	$	4,530.

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences	$	600.
Assemblées régulières frais déplacements	$	3,000.
Total dépenses, membres du comité prévues	$	3,600.

Expenses, committee members :

Regular meetings, attendance fees	$	600.
Regular meetings, travelling expenses	$	3,000.
Estimated total expenses, committee members	$	3,600.

Comptes divers:

Frais-examens de qualification du travail	$	12,000.

Miscellaneous expenses :

Competency examination expenses	$	12,000.

Immobilisations à même les revenus:		
Équipements de bureau		$ 1,200.
Total immobilisations à même les revenus prévus		$ 1,200.
Total reporté des revenus prévus		$133,892.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$ 50,578.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 55,114.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 4,530.	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 3,600.	
Comptes divers	$ 12,000.	
Total des dépenses prévues		$125,822.
Surplus prévu avant immobilisations		$ 8,070.
Moins:		
Immobilisations à même les revenus		$ 1,200.
Surplus prévu après immobilisations		$ 6,870.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil exécutif

Numéro 1443-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 255 du 5 mars 1953, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée:

ATTENDU QUE le comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications):

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au comité paritaire concerné, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Fixed assets paid out of revenue :		
Office equipment		$ 1,200.
Estimated total, fixed assets paid out of revenues		$ 1,200.
Estimated total revenue carried forward		$133,892.
Expenditure :		
General administration expenses	$ 50,578.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 55,114.	
Expenses for administration of premises	$ 4,530.	
Expenses, Committee members	$ 3,600.	
Miscellaneous expenses	$ 12,000.	
Estimated total expenses		$125,822.
Estimated surplus before capitalisation		$ 8,070.
Deduct :		
Fixed assets paid out of revenue		$ 1,200.
Estimated surplus after capitalisation		$ 6,870.

46198-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1443-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee.

WHEREAS the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 255 of March 5,1953, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-619

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SHERBROOKE

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 255 du 5 mars 1953, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante :

a) les employeurs professionnels régis par le décret numéro 255 du 5 mars 1953, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 255 du 5 mars 1953, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) les artisans régis par le décret numéro 255 du 5 mars 1953, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au comité paritaire une somme équivalente à $0.45 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SHERBROOKE

Prévision budgétaires pour la période du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus:

Cotisations patronales	$	2,605.
Cotisations ouvrières	$	2,605.

I.R-620

SHERBROOKE HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q. S. 1969, chapter 49), the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 255 of March 5, 1953 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 255 of March 5, 1953 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 255 of March 5, 1953 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 255 of March 5, 1953 and all further amendments, shall, pay monthly to the Parity Committee an amount equal to $0.45 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

SHERBROOKE HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1972 to December 31, 1972

Revenue:

Employers' dues	$	2,605.
Employees' dues	$	2,605.

Cotisations artisanales	$	8,875.	Artisans' dues	$	8,875.
Pourcentage sur réclamations	$	499.	Percentage on claims	$	499.
Amendes	$	1,150.	Fines	$	1,150.
Frais d'examens	$	2,495.	Examination fees	$	2,495.
Autres revenus:			Miscellaneous:		
Émission de carnets d'apprentissage	$	200.	Issue of Apprenticeship Booklets	$	200.
Total des revenus prévus	$	18,429.	Estimated total revenue:	$	18,429.

Comptes dépenses administration générale:			*General administration expensive:*		
Salaires administration générale	$	7,280.	Salaries, general administration	$	7,280.
Assurance-chômage (part du comité)	$	59.	Unemployment Insurance (Committee's share)	$	59.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	98.	Québec Pension Plan (Committee's share)	$	98.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	58.	Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	58.
Assurances collectives (part du comité)	$	52.	Group Insurance (Committee's share)	$	52.
Commission des Accidents du Travail	$	20.	Workmen's Compensation Commission	$	20.
Papeterie et accessoires de bureau	$	237.	Stationery and office equipment	$	237.
Frais judiciaires	$	485.	Legal fees	$	485.
Téléphones et télégrammes	$	252.	Telephones and telegrams	$	252.
Frais postaux	$	416.	Postage	$	416.
Intérêts et frais de banque	$	62.	Banking, interest and costs	$	62.
Congrès et délégations	$	200.	Conference and delegation expenses	$	200.
Abonnement et publicité	$	23.	Subscription and advertising	$	23.
Publication de décret et publicité	$	200.	Publication of decree and advertising	$	200.
Assurance fidéjussion	$	25.	Fidelity bond	$	25.
Assurances générales	$	43.	General Insurance	$	43.
Vérificateur	$	500.	Auditor's fees	$	500.
Total dépenses, administration générale prévues	$	10,010.	Estimated total, general administration expenses	$	10,010.

Comptes dépenses administration inspection-vérification:			*Inspection-Auditing administration expenses:*		
Salaires des inspecteurs	$	1,500.	Inspectors'salaries	$	1,500.
Assurance-chômage (part du comité)	$	8.	Unemployment Insurance (Committee's share)	$	8.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	23.	Québec Pension Plan (Committee's share)	$	23.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	10.	Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	10.
Papeterie et accessoires de bureau	$	50.	Stationery and office equipment	$	50.
Remboursement de dépenses autorisées	$	50.	Reimbursement of authorized expenses	$	50.
Allocations automobiles	$	175.	Automobile allowance	$	175.
Total dépenses administration inspecteurs	$	1,816.	Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	1,816.

Comptes dépenses administration propriété:			*Expenses for administration of premises:*		
Loyer	$	600.	Rent	$	600.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	600.	Estimated total, expenses for administration of premises	$	600.

Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières jetons de présences		$ 600.
Assemblées régulières frais déplacements		$ 1,834.
Total dépenses, membres du comité prévues		$ 2,434.
Comptes divers:		
Frais-examens de qualification du travail		$ 1,836.
Total reporté des revenus prévus		$ 18,429.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$ 10,010.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 1,816.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 600.	
Comptes de dépenses membres du comité	$ 2,434.	
Comptes divers	$ 1,836.	
Total des dépenses prévues		$ 16,696.
Surplus prévu		$ 1,733.

46198-o

Expenses, committee members:		
Regular meetings, attendance fees		$ 600.
Regular meetings, travelling expenses		$ 1,834.
Estimated total expenses, committee members		$ 2,434.
Miscellaneous expenses:		
Competency examination expenses		$ 1,836.
Estimated total revenue carried forward		$ 18,429.
Expenditure:		
General administration expenses	$ 10,010.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 1,816.	
Expenses for administration of premises	$ 600.	
Expenses, Committee members	$ 2,434.	
Miscellaneous expenses	$ 1,836.	
Estimated total expenses		$ 16,696.
Estimated surplus		$ 1,733.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1444-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la Commission de l'industrie de la construction.

ATTENDU QUE la Commission de l'industrie de la construction, chargée d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE la Commission s'est conformée à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à ladite Commission de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret précité;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE le règlement numéro 1, relatif au prélèvement de la Commission de l'industrie de la construction, soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

1 R-622

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1444-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Construction Industry Commission.

WHEREAS the Construction Industry Commission entrusted to ensure the supervision and observance of Decree number 4599 of December 16, 1970, respecting the Construction Industry in the Province of Québec, and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto:

WHEREAS the Commission has complied with the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45, S.Q. 1968 and amendments);

WHEREAS there is reason to allow the said Commission to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Construction Industry Commission be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968 et modifications), la Commission de l'industrie de la construction, chargée d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

1- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juin et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement à la Commission, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paye hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit;

c) les artisans assujettis au décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement à la Commission, une somme équivalente à ½% du salaire le plus élevé fixé au décret pour le travail qu'il exécute.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er avril au 31 décembre 1972.

CONSTRUCTION INDUSTRY COMMISSION OF QUÉBEC

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45, S.Q. 1968 and amendments), the Construction Industry Commission, entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 4599 of December 16, 1970, respecting the Construction Industry in the Province of Québec, and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone of from the employee alone.

1- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from June 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 4599 of December 16, 1970, respecting the Construction Industry in the province of Québec, and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 4599 of December 16, 1970, respecting the Construction Industry in the Province of Québec, and all further amendments, shall, every month, remit to the Commission all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(*c*) All artisans governed by Decree No. 4599 of December 16, 1970, respecting the Construction Industry in the Province of Québec, and all further amendments, shall, pay monthly to the Commission an amount equal to ½% of the highest wage fixed by the decree for the work they perform.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from April 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

LA COMMISSION DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

État des revenus et des dépenses pour la période du 1er avril au 31 décembre 1972

Revenus	
Cotisations	$4,725,000.
Pénalité	180,000.
Revenus de Cour	47,925.
Intérêts sur placements à long terme	125,502.
Intérêts sur placements à court terme	1,677,260.
Remboursement de frais d'opération	315,000.
Loyer	5,625.
Revenus prévus	$7,076,312.
Dépenses	
Salaires	$3,808,334.
Temps supplémentaire	272,437.
Primes d'équipes	24,186.
Boni de vacances	50,175.
Honoraires	71,685.
Surnuméraire	44,370.
Frais de déplacement et relations extérieures	550,673.
Bénéfices marginaux	592,752.
Location de voitures	524,322.
Location d'équipement	308,866.
Télex	15,415.
Frais d'expédition	6,165.
Bell Boy	324.
Papeterie et fournitures de bureau	49,594.
Photocopies	20,438.
Fournitures générales	60,323.
Polycopie	9,211.
Formules et imprimés	89,600.
Livres et revues	3,418.
Dépenses générales	712.
Publicité	22,000.
Associations professionnelles	2,070.
Frais de consultation généraux	27,000.
Séminars et congrès	9,003.
Recrutement du personnel	2,500.
Service de gardiens	15,428.
Bourses d'études	7,700.
Frais de vérification	15,000.
Intérêts et frais de banque	13,405.
Frais de poste	115,820.
Frais de loi	41,049.
Téléphone	72,045.
Électricité	16,794.
Chauffage	8,235.
Taxes	61,983.
Assurances	2,970.
Loyer (Régions)	17,082.
Dépenses de la cafétéria	2,940.

1 R-624

THE CONSTRUCTION INDUSTRY COMMISSION

Statement of expenses and revenues for the period extending from April 1st to December 31, 1972

Revenues	
Dues	$4,725,000.
Penalty	180,000.
Court revenues	47,925.
Interest on long-term investments	125,502.
Interest on short-term investments	1,677,260.
Reimbursement of operating costs	315,000.
Rent	5,625.
Estimated revenues	$7,076,312.
Expenses	
Salaries	$3,808,334.
Overtime	272,437.
Shift differential	24,186.
Vacation bonus	50,175.
Fees	71,685.
Supernumerary	44,370.
Travelling costs and public relations	550,673.
Marginal benefits	592,752.
Car rental	524,322.
Equipment rental	308,866.
Telex	15,415.
Shipping costs	6,165.
Bell boy	324.
Stationery and office supplies	49,594.
Photocopies	20,438.
General supplies	60,323.
Polycopy	9,211.
Forms and printing	86,600.
Books and magazines	3,418.
General expenses	712.
Publicity	22,000.
Professional associations	2,070.
General consulting fees	27,000.
Seminars and conferences	9,003.
Hiring of personnel	2,500.
Guardian services	15,428.
Study bursaries	7,700.
Auditing fees	15,000.
Bank interest and costs	13,405.
Postal costs	115,820.
Legal fees	41,049.
Telephone	72,045.
Electricity	16,794.
Heating	8,235.
Taxes	61,983.
Insurance	2,970.
Rent (regions)	17,082.
Cafeteria expenses	2,940.

Entretien et réparations:	
Régulier	46,157.
Modifications — Aux édifices	75,000.
Amortissements	80,910.
Mise en place des Comités et sous-comités régionaux	135,000.
Mise en place du Service, Arrêté en conseil 2711	36,118.
Dépenses prévues	$7,329,209.
Déficit prévu	$ 252,897.

46198-o

Upkeep and repairs:	
Regular	46,157.
Renovations — to buildings	75,000.
Depreciation	80,910.
Implementing of committees and subcommittees	135,000.
Implementing of service, Order in Council 2711	36,118.
Estimated expenses	$7,329,209.
Estimated deficit	$ 252,897.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1445-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 385 du 14 février 1969, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée:

ATTENDU QUE le Comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au Comité paritaire concerné de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec, soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS RÉGION DE QUÉBEC

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1445-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the "Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec".

WHEREAS the "Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec" commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 385 of February 14, 1969, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (*i*) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended):

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the "Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec" be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

"COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE QUÉBEC"

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964,

(Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 385 du 14 février 1969, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel que du salarié.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels régis par le décret numéro 385 du 14 février 1969, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) les employeurs professionnels régis par le décret numéro 385 du 14 février 1969, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus:	
Cotisations patronales	$23,521.
Cotisations ouvrières	$23,521.
Pourcentage sur réclamations	$ 1,000.
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 900.
Total des revenus prévus	$48,942.
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	18,000.
Assurance-chômage (part du comité)	83.

chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the "Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec" entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 385 of February 14, 1969 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 385 of February 14, 1969 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees, remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 385 of February 14, 1969 and all further amendments, shall every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

"COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE QUÉBEC".

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st 1972 to December 31, 1972

Revenue:	
Employers' dues	$ 23,521.
Employes' dues	$ 23,521.
Percentage on claims	$ 1,000.
Interest on investments general accounting	$ 900.
Estimated total revenue:	$ 48,942.
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$ 18,000.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 83.

Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	95.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	52.
Commission des Accidents du Travail	$	36.
Papeterie et accessoires de bureau	$	100.
Location d'équipement	$	60.
Ententes de services	$	34.
Téléphones et télégrammes	$	425.
Frais postaux	$	312.
Abonnement et publicité	$	20.
Publication de décret et publicité	$	578.
Assurance fidéjussion	$	25.
Vérificateur	$	400.
Total dépenses, administration générale prévues		$20,220.
Comptes dépenses administration inspection-vérification:		
Salaires des inspecteurs		$10,140.
Assurance-chômage (part du comité)	$	85.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	86.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	72.
Assurances collectives (part du comité)	$	165.
Crédit maladie	$	2,025.
Commission des Accidents du Travail	$	20.
Papeterie et accessoires de bureau	$	50.
Allocations automobiles	$	2,340.
Autres dépenses	$	400.
Paies de séparation	$	5,850.
Total dépenses, administration inspecteurs		$21,233.
Comptes dépenses administration propriété:		
Réparations générales	$	100.
Total dépenses, administration propriété prévues	$	100.
Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières jetons de présences	$	240.
Assemblées régulières frais déplacements	$	720.
Assemblées spéciales jetons de présences	$	60.
Assemblées spéciales frais déplacements	$	180.
Total dépenses, membres du comité prévues	$	1,200.
Comptes divers:		
Frais-examens de qualification du travail	$	120.
Immobilisations à même les revenus:		
Équipements de bureau	$	302.
Total immobilisations, à même les revenus prévues	$	302.

Québec Pension Plan (Committee's share)	$	95.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	52.
Workmen's Compensation Commission	$	36.
Stationery and office equipment	$	100.
Equipement rental	$	60.
Contracts for services	$	34.
Telephones and telegrams	$	425.
Postage	$	312.
Subscription and advertising	$	20.
Publication of decree and advertising	$	578.
Fidelity bond	$	25.
Auditor's fees	$	400.
Estimated total, general administration expenses		$ 20,220.
Inspection-auditing administration expenses:		
Inspectors' salaries		$ 10,140.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	85.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	86.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	72.
Group Insurance (Committee's share)	$	165.
Sick leave credits	$	2,025.
Workmen's Compensation Commission	$	20.
Stationery and office equipement	$	50.
Automobile allowance	$	2,340.
Other expenses	$	400.
Severance pay	$	5,850.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses		$ 21,233.
Expenses for administration of premises:		
General repairs	$	100.
Estimated total expenses for administration of premises	$	100.
Expenses, committee members:		
Regular meetings, attendance fees	$	240.
Regular meetings, travelling expenses	$	720.
Special meetings, attendance fees	$	60.
Special meetings, travelling expenses	$	180.
Estimated total expenses, committee members	$	1,200.
Miscellaneous expenses:		
Competency examination expenses	$	120.
Fixed assets paid out of revenue:		
Office equipment	$	302.
Estimated total, fixed assets paid out of revenues	$	302.

Total reporté des revenus prévus		$48,942.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$20,220.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$21,233.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 100.	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 1,200.	
Comptes divers	$ 120.	
Total des dépenses prévues		$42,873.
Surplus prévu, avant immobilisations		$ 6,069.
Moins:		
Immobilisations à même les revenus		$ 302.
Surplus prévu, après immobilisations		$ 5,767.

46198-o

Estimated total revenue carried forward		$ 48,942.
Expenditure:		
General administration expenses	$ 20,220.	
Inspection-auditing administration expenses	$ 21,233.	
Expenses for administration of premises	$ 100.	
Expenses, on committee members	$ 1,200.	
Miscellaneous expenses	$ 120.	
Estimated total expenses		$ 42,873.
Estimated surplus, before capitalisation		$ 6,069.
Deduct:		
Fixed assets paid out of revenue		$ 302.
Estimated surplus, after capitalisation		$ 5,767.

46198-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1446-72

Québec, le 24 mai 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec.

ATTENDU QUE la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit Comité paritaire s'est conformé à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit Comité paritaire de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret dont il est chargé d'assurer la surveillance et l'observance;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1446-72

Québec, May 24, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Commission For The Dress Industry of the Province of Québec.

WHEREAS the Joint Commission For The Dress Industry of The Province of Québec commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 3519 of September 24, 1940, including all subsequent amendments petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection *(i)* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Commission For The Dress Industry of The Province of Québec be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

I.R-628

COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément à l'article 20, paragraphe *i*) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, chargée d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, y compris toutes modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel que du salarié.

I- *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent heddomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe *a*) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier 1972 au 31 décembre 1972

Revenus:

Cotisations patronales	$333,465.
Cotisations ouvrières	$333,844.
Pourcentage sur réclamations	$ 35,125.
Amendes	$ 1,027.

JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (*i*) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Joint Commission For The Dress Industry of The Province of Québec entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 3519 of September 24, 1940 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- *Levy*

The levy is exigible for the period extending from July 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) All professional employers governed by Decree No. 3519 of September 24, 1940 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) All professional employers governed by Decree No. 3519 of September 24, 1940 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (*a*) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses). Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

THE JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1st 1972 to December 31, 1972

Revenue:

Employers' dues	$333,465.
Employees' dues	$333,844.
Percentage on claims	$ 35,125.
Fines	$ 1,027.

Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 6,615.
Total des revenus prévus	$710,076.
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$237,531.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 2,706.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 3,004.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 1,900.
Assurances collectives (part du comité)	$ 7,763.
Caisse de retraite (part du comité)	$ 9,897.
Commission des Accidents du Travail	$ 422.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 24,000.
Frais judiciaires	$ 18,000.
Location d'équipement	$ 25,700.
Ententes de services	$ 6,125.
Téléphones et télégrammes	$ 4,963.
Frais postaux	$ 4,500.
Intérêts et frais de banque	$ 200.
Abonnement et publicité	$ 200.
Publication de décret et publicité	$ 200.
Assurances générales	$ 648.
Vérificateur	$ 3,000.
Paies de séparation	$ 10,469.
Total dépenses, administration générale prévues	$361,228.
Comptes dépenses administration inspection-vérification:	
Salaires des inspecteurs	$183,335.
Assurance-chômage (part du comité)	$ 1,803.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 1,902.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 1,466.
Assurances collectives (part du comité)	$ 5,370.
Caisse de retraite (part du comité)	$ 6,684.
Commission des Accidents du Travail	$ 279.
Papeterie et accessoires de bureau	$ 4,000.
Remboursement de dépenses autorisées	$ 24,170.
Allocations automobiles	$ 3,042.
Autres dépenses	$ 3,560.
Total dépenses, administration inspecteurs	$235,611.
Comptes dépenses administration propriété:	
Loyer	$ 28,229.
Éclairage	$ 5,148.
Entretien (matériel seulement)	$ 1,000.

Interest on investments general accounting	$ 6,615.
Estimated total revenue:	$710,076.
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$237,531.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 2,706.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 3,004.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 1,900.
Group Insurance (Committee's share)	$ 7,763.
Retirement pension fund (Committee's share)	$ 9,897.
Workmen's Compensation Commission	$ 422.
Stationery and office equipment	$ 24,000.
Legal fees	$ 18,000.
Equipment rental	$ 25,700.
Contracts for services	$ 6,125.
Telephones and telegrams	$ 4,963.
Postage	$ 4,500.
Banking, interest and costs	$ 200.
Subscription and advertising	$ 200.
Publication of decree and advertising	$ 200.
General Insurance	$ 648.
Auditor's fees	$ 3,000.
Severance pay	$ 10,469.
Estimated total, general administration expenses	$361,228.
Inspection-auditing administration expenses:	
Inspectors' salaries	$183,335.
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 1,803.
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 1,902.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 1,466.
Group Insurance (Committee's share)	$ 5,370.
Retirement pension fund (Committee's share)	$ 6,684.
Workmen's Compensation Commission	$ 279.
Stationery and office equipment	$ 4,000.
Reimbursement of authorized expenses	$ 24,170.
Automobile allowance	$ 3,042.
Other expenses	$ 3,560.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$235,611.
Expenses for administration of premises:	
Rent	$ 28,229.
Light	$ 5,148.
Maintenance (equipment only)	$ 1,000.

Réparations générales		$ 1,000.
Autres dépenses		$ 2,320.
Total dépenses, administration propriété prévues		$ 37,697.
Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières jetons de présences		$ 480.
Jetons de présence, sous-comité de: Comité juridique		$ 60.
Jetons de présence, sous-comité de: Comité conjoint du Personnel et Finance		$ 90.
Jetons de présence, sous-comité de: Comité de réclamations		$ 120.
Autres dépenses		$ 400.
Total dépenses, membres du comité prévues		$ 1,150.
Total reporté des revenus prévus		$710,076.
Dépenses:		
Comptes de dépenses administration générale	$361,228.	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$235,611.	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 37,697.	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 1,150.	
Total des dépenses prévues		$635,686.
Surplus prévu		$ 74,390.

46198-o

General repairs		$ 1,000.
Other expenses		$ 2,320.
Estimated total, expenses for administration of premises		$ 37,697.
Expenses, committee members:		
Regular meetings, attendance fees		$ 480.
Attendance fees, sub-committee of: Legal Committee		$ 60.
Attendance fees, sub-committee of: Joint Personnel and Finance Committee		$ 90.
Attendance fees, sub-committee of: Claims Committee		$ 120.
Other expenses		$ 400.
Estimated total expenses, committee members		$ 1,150.
Estimated total revenue carried forward		$710,076.
Expenditure:		
General administration expenses	$361,228.	
Inspection-auditing administration expenses	$235,611.	
Expenses for administration of premises	$ 37,697.	
Expenses, Committee members	$ 1,150.	
Estimated total expenses		$635,686.
Estimated surplus		$ 74,390.

46198-o

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Avis de modification

Matériaux de construction (blocs de béton) province de Québec

Le Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des Matériaux de Construction dans la province de Québec, section IV (blocs de béton) rendue obligatoire par le décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et modifications, lui ont présenté

Department (s) Labour and Manpower

Notice of amendment

Building materials (concrete or cement blocks) Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, Chapter 143), the Minister of Labour and Manpower, the Honourable Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the Collective Labour Agreement respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec, section IV (concrete or cement blocks) rendered obligatory by Decree No. 2203 of December 6, 1960 and amendments, have petitioned him to submit to the

une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° Remplacer l'article 1. *a*) (Champ d'application industriel) par le suivant:

1 *a*) *Champ d'application industriel:* La présente section s'applique à tout travail de fabrication de blocs de béton, de briques de béton, de douves de silo en béton, de tuyaux de béton, de pierre artificielle et de pierre moulée, de dalles de béton et d'ornements en béton pour parterre et spécialités connexes.

2° Remplacer l'article 1. *b*) (Champ d'application territorial) par le suivant:

1. *b*) *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial de la présente section comprend toute la province de Québec et est divisé en deux zones de la façon suivante:

Zone I: L'Île de Montréal et un rayon de 40 milles de ses limites ainsi que les cités de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Granby et Hull et un rayon de 40 milles de leurs limites.

Zone II: Tout le territoire non compris dans la Zone I.

3° Remplacer l'article II, (taux minimaux de salaires) par le suivant:

II. *Taux minimaux de salaires:* Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Catégories		*Taux de salaires*	
Zone I	*Publication du décret*	*1er jan. 1973*	*1er juil. 1973*
1. Chauffeur de camion	$ 2.55	$ 2.80	$ 3.00
2. Tous autres métiers et emplois	$ 2.45	$ 2.70	$ 2.90
3. Gardien (par semaine)	$99.00	$112.00	$118.00

Zone II

Les taux minimaux de salaires dans la Zone II sont les taux de la Zone I réduits de $0.10 l'heure; le salaire du gardien demeure le même que dans la Zone I.

4° Remplacer l'article III, (durée du travail) par le suivant:

III. *Durée du travail:* Jusqu'au 31 décembre 1972, la durée normale du travail est de dix (10) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine et elle peut être répartie sur cinq (5) jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

À partir du 1er janvier 1973, la durée normale du travail est de neuf heures et demie (9½) par jour et de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine et elle peut être répartie sur cinq (5) jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Il est convenu ici que seront considérées comme effectuées dans la semaine normale de travail les heures d'une équipe de nuit régulière ne se terminant pas plus tard que 6.00 a.m. le samedi.

Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision certain amendements to the said decree:

1. Article 1 (*a*) (Industrial jurisdiction) shall be replaced by the following:

1 (*a*) *Industrial Jurisdiction:* The present section governs all operations in the fabrication of cement or concrete blocks, concrete bricks, silo staves in concrete, concrete pipes, artificial stone and moulded stone, concrete slabs and concrete ornaments for gardens and related specialities.

2. Article 1 (*b*) (Territorial jurisdiction) shall be replaced by the following:

1. (*b*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present section includes all the Province of Québec and is divided into two zones in the following manner:

Zone I: The Island of Montréal and a radius of 40 miles from its limits, and the cities of Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Granby and Hull, and a radius of 40 miles from their limits.

Zone II: All the territory not included in Zone I.

3. Article II, (rates of wages) shall be replaced by the following:

II. *Rates of wages:* wage rates shall be the following:

Categories		*Wage rates*	
Zone I	*Publication of the Decree*	*Jan. 1 1973*	*July 1 1973*
1. Truck driver	$ 2.55	$ 2.80	$ 3.00
2. All other trades and jobs	$ 2.45	$ 2.70	$ 2.90
3. Watchmen (per week)	$99.00	$112.00	$118.00

Zone II

Wage rates in Zone II shall be the rates of Zone I reduced by $0.10 per hour; the wage of the watchman remains the same as that for Zone I.

4. Article III (Duration of Labour) shall be replaced by the following:

III. *Duration of Labour:* Until December 31, 1972, the standard duration of labour is ten (10) hours per day and fifty (50) hours per week and may be scheduled over five (5) days, from Monday to Friday inclusively.

From January 1, 1973, the standard duration of labour is nine and one half (9½) hours per day and forty-seven and one half (47½) hours per week, and may be scheduled over five (5) days, from Monday to Friday inclusively.

It is agreed here, that the hours of a standard night shift not ending later than 6:00 a.m. on Saturday are considered as having been worked in the standard work week.

Prime de nuit: Il y a une prime de $0.15 l'heure pour les salariés d'une deuxième équipe de production, mais la prime de nuit n'est pas ajoutée au taux de salaire pour le calcul du temps supplémentaire, s'il y a lieu.

Période de repas: Tout salarié a droit à une période de repas sans indemnité d'au moins une demi-heure (½) et cette période est fixée à l'heure convenable la plus près possible de la demie (½) de l'équipe.

Gardien: Les heures régulières hebdomadaires du travail du gardien sont de soixante heures par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.

5° Remplacer l'article IV (heures supplémentaires) par le suivant:

IV. *Heures supplémentaires:* Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire celui qui est exécuté en plus des heures normales de la journée ou de la semaine de travail, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 50%. Si le taux effectivement payé est plus élevé que celui qui est établi par le présent décret, le travail supplémentaire doit être payé au taux effectif majoré de 50%.

Tout travail exécuté le dimanche, le premier jour de l'An, le 24 juin, le 1er juillet, le jour de la Fête du Travail et le jour de Noël doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 100%. Si le taux horaire payé est plus élevé que celui qui est établi par le présent décret, le travail exécuté ces jours-là doit être payé au taux effectif majoré de 100%.

L'observance du jour férié chômé de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) ou de celui de la Confédération (1er juillet) ou des deux peut être, d'un commun accord entre l'employeur et ses salariés, soit anticipée au vendredi qui précède immédiatement chaque fête, soit reportée au lundi qui suit immédiatement chaque fête lorsque ces jours fériés tombent un mardi, un mercredi ou un jeudi, pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire à cet effet dans les quinze (15) jours qui précèdent ces jours fériés.

Pour fins de rémunération du travail supplémentaire du gardien, le taux horaire du gardien, qui doit s'appliquer est le taux du salaire minimum majoré de 100%.

6° Remplacer l'article V par le suivant:

Article V: Jours fériés payés: Tous les employés qui ont complété une période de trois (3) mois d'emploi continu dans la même entreprise, ont droit à cinq (5) jours fériés payés, soit: le jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le Jour de Noël.

À moins qu'un employé n'ait quitté son emploi volontairement ou qu'il ait été congédié pour des raisons justes ou qu'à la suite d'une mise à pied qu'il ait refusé de retourner au travail après que la compagnie l'eut avisé de le faire, les trois (3) mois d'emploi continu dans la même entreprise s'appliqueront même s'ils ont été complétés l'année précédente.

Night shift differential: There is a differential of $0.15 per hour for employees on a second production shift, but the night shift differential is not added to the wage rate for purposes of calculating overtime, if such is the case.

Meal period: Every employee has the right to a meal period without pay of at least one half (½) hour, and this period is fixed at a suitable hour as near as possible to half the shift.

Watchman: The standard weekly hours of work for the watchman are sixty (60) hours per week, from Sunday to Saturday inclusively.

5. Article IV (Overtime hours) shall be replaced by the following:

IV. *Overtime hours:* All overtime work, that is, that which is done in addition to the standard daily working hours or standard weekly working hours, shall be remunerated at time and one half the paid rate.

All work done on Sunday, New Year's Day, June 24th, July 1st, Labour Day, and Christmas Day shall be remunerated at double time. If the hourly rate is higher than that which is established by the present decree, the work done on the said days shall be paid at double time the paid rate.

The observance of the paid holiday, St. John the Baptist Day (June 24th), or Canada Day (July 1st), or of the two, may, upon agreement between the employer and his employees, be celebrated on the Friday preceding the holiday or carried over to the Monday immediately following the holiday when one of these holidays fall on a Tuesday, Wednesday or Thursday, provided the employer advises the Parity Committee to this effect fifteen (15) days preceding the holiday.

For purposes of remunerating the overtime work of the watchman, the hourly rate of the watchman which shall apply is the minimum wage rate at double time.

6. Article V shall be replaced by the following:

Article V: Paid holidays: All the employees who have completed a period of three (3) months' continuous service in the same enterprise are entitled to five (5) paid holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, and Christmas Day.

Unless an employee has voluntarily quit his employment or he was laid off with just cause or that he refused to return to work following a lay-off after being advised by the company to report in, the three (3) months continuous employment in the same enterprise applies even if they were completed the previous year.

Pour chacun des jours fériés payés stipulés dans le présent article, tout salarié reçoit une indemnité égale à un cinquième (⅕) de la durée hebdomadaire de travail normal en vigueur dans l'entreprise concernée.

Pour recevoir l'indemnité prévue au présent article, l'employé doit avoir travaillé le dernier jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant immédiatement le jour férié, à moins d'absences justifiées par accident ou maladie, absences prévues au décret ou absences autorisées par l'employeur.

7° Remplacer l'article VI (vacances payées) par le suivant:

Article VI: Vacances payées: Tout salarié régi par la présente section qui justifie d'un an de service continu chez le même employeur, a droit à un congé payé de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Aux fins du présent article, la durée du service continu comprend les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congé, les grèves, les absences autorisées et les absences pour accident de travail.

La période de référence est une période de douze (12) mois consécutifs commençant soit le jour d'entrée en fonction d'un salarié dans une entreprise, soit tout autre jour fixé par convention, contrat ou usage qui accorde à un employé des conditions non moins favorables que celles prescrites au présent article.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir accompli un an de service, il a droit à une indemnité compensatrice de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date à laquelle il a acquis le droit aux vacances précédentes selon le cas.

Tout salarié qui justifie de dix (10) ans et plus de service continu chez un même employeur a droit à une indemnité égale à cinq pour cent (5%) de ses gains pendant la période de référence.

Tout salarié qui justifie de quinze (15) ans et plus de service continu chez un même employeur a droit à un congé payé de trois (3) semaines, dont une facultative après entente avec l'employeur. L'indemnité afférente audit congé est égale à six pour cent (6%) de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

8° Remplacer l'article VII par le suivant:

Article VII: Affectation temporaire: Tout employé qui doit travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de sa classification habituelle, doit recevoir le taux de sa classification.

9° Remplacer l'article VIII par le suivant:

Article VIII: Congé de deuil: Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé d'une durée maximale de deux (2) jours ouvrables entre le jour du décès et celui des funérailles

For each of the paid holidays stipulated in the present article, all employees shall receive an indemnity equal to one fifth (⅕) of the duration of the standard work week in force in the enterprise concerned.

In order to receive the indemnity provided for in the present article, the employee shall have worked the last working day preceding and the working day following the holiday, unless his absence is justified due to accident or illness, such absence provided for in the decree or authorized by the employer.

7. Article VI (Paid vacations) shall be replaced by the following:

Article VI: Paid vacations: All employees governed by the present section who have one year of continuous service with the same employer, are entitled to two (2) weeks' paid vacation. The indemnity for the said vacation is equal to four percent (4%) of the total remuneration of the employee during the qualifying period.

For the purposes of the present article, the length of continuous service includes sick days, closing days, vacation periods, strikes, authorized absences and absences due to work accidents.

The qualifying period is 12 consecutive months, starting the day a worker begins work in an enterprise, or any other day established by agreement, contract or other means which give an employee conditions not less favourable than those prescribed in the present article.

If an employee quits his employment or is dismissed before completing one year of service, he is entitled to compensating holiday pay equal to four percent (4%) of the salary earned from the date he was hired or from the date on which he became entitled to the aforesaid vacation, as the case may be.

Any employee who has ten (10) years or more of continuous service for the same employer is entitled to an indemnity equal to five percent (5%) of his wages earned during the qualifying period.

Any employee who has fifteen (15) years or more of continuous service for the same employer is entitled to three (3) weeks' paid vacation, which is optional upon agreement with the employer. The indemnity owing for the said vacation is equal to six percent (6%) of the total wage of the employee earned during the qualifying period.

8. Article VII shall be replaced by the following:

Article VII: Temporary assignment: Any employee who must work temporarily in a classification for which the wage rate is inferior to his usual classification, shall receive the rate for his classification.

9. Article VIII shall be replaced by the following:

Article VIII: Sympathy leave: If a death occurs in the family of an employee, the employer shall grant a paid leave to a maximum of two working days between the day of death and the funeral day inclusively. The word

inclusivement. Le mot « famille » désigne: le père, la mère, le frère, la soeur, l'épouse et l'enfant du salarié.

10° Ajouter l'article IX suivant:

Article IX: Durée: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1973 et les parties conviennent d'ouvrir les négociations à compter du 1er septembre précédant la date d'expiration de la présente section.

11° Remplacer les articles 6° et 7° des classes intitulées « Dispositions spéciales applicables à toutes les sections » par les suivants:

« 6° *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

« 7° *Ordonnance numéro 4:* Lorsque la rémunération hebdomadaire du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est ou devient inférieure à la rémunération à laquelle il aurait droit si elle était calculée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, l'employeur doit verser au salarié la rémunération calculée selon les dispositions de ladite ordonnance.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT C.R.I.

46198-o

"family" means: The father, mother, brother, sister, spouse and child of the employee.

10. The following article IX shall be added:

Article IX: Duration: The present section remains in force until December 31, 1973, and the parties ought to open negotiations from September 1st preceding the expiry date of the present section.

11. Article 6 and 7 of the clauses entitled "Special provisions applying to all sections" shall be replaced by the following:

"6. *Ordinance No. 3:* When the conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, the most advantageous conditions of the said ordinance apply.

"7. *Ordinance No. 4:* When the weekly wage of an employee prescribed according to the provisions of the present decree is or becomes inferior to the remuneration to which he would be entitled if it were calculated according to the provisions of Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the employer shall grant the employee the remuneration calculated according to the provisions of the said ordinance.

RÉAL MIREAULT C.I.R.,
Deputy Minister.

46198-o

Industrie et Commerce

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de Pointe Orient — Pont de la rivière Blanche.

N-4.5 région s'étendant du Quai de l'Anse Noire — Ancien Chemin à Richard Fortin.

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

46203-o
Québec, le 16 mai 1972.

Industry and Commerce

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.2 The area extending from Orient Point – Blanche River Bridge

N-4.5 the area extending from Anse Noire Wharf — Former Richard Fortin Road

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 38, paragraph 2 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

46203
Québec, May 16, 1972.

I.R-635

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-4

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

Québec, le 12 mai 1972

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Ordonnance d'exception
à une période de fermeture
de la pêche du homard

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-4.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (2) de l'article 7 du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 11 paragraphe *a*) de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1972 de manière que cette période finisse le 21 mai 1972.

46203-o

Lobster Fishery Regulation

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-4

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulation made by Order in Council P.C. 1963-745, of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 12, 1972.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Lobster
Fishing Variation
Order

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-4.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (2) of section 7 of the Lobster Fishing Regulation and mentioned in section 11, subsection (*a*) of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972, so that they end on May 21, 1972.

46203

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-5

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

Québec, le 12 mai 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Ordonnance d'exception
à une période de fermeture
de la pêche du homard

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-5.

I.R-636

Lobster Fishery Regulation

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-5

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulation made by Order in Council P.C. 1963-745, of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 12, 1972.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Lobster
Fishing Variation
Order

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-5.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (2) de l'article 11 de l'annexe A dudit règlement est par la présente modifié pour l'année 1972 de manière que cette période finisse à cinq heures du matin, heure locale le 20 mai 1972.

46203-0

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-6

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

Québec, le 17 mai 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Ordonnance d'exception
à une période de fermeture
de la pêche du homard

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-6.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (1) de l'article 3 du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 11, paragraphe *a*) de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1972, de manière que cette période finisse le 24 mai 1972.

46203-o

Règlement de pêche au homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-7

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

Québec, le 17 mai 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (2) of section 7 of the Lobster Fishing Regulation and mentioned in section 11, of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972, so that they end at five o'clock, a.m., Local Time, on May 20, 1972.

46203

Lobster Fishery Regulation

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-6

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulation made by Order in Council P.C. 1963-745, of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 17, 1972.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Lobster
Fishing Variation
Order

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-6.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (1) of section 3 of the Lobster Fishing Regulation and mentioned in section 11, subsection (*a*) of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972, so that they end on May 24, 1972.

46203

Lobster Fishery Regulation

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-7

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulation made by Order in Council P.C. 1963-745, of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, May 17, 1972.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

LR-637

Ordonnance d'exception à une période de fermeture de la pêche du homard

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-7.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe (1) de l'article 7, du Règlement de pêche du homard est mentionné à l'article 11 de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifié pour l'année 1972 de manière que cette période finisse à cinq heures du matin, heure locale le 24 mai 1972.

46203-o

Lobster Fishing Variation Order

1. This Order may be cited as the Lobster Fishing Variation Order 1972-7.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection (1) of section 7 of the Lobster Fishing Regulation and mentioned in section 11 of Schedule A of the said Regulation, are hereby varied for 1972, so that they end at five o'clock, a.m., Local Time, on May 24, 1972.

46203

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

RÈGLEMENT DE QUOTAS DE MISE EN MARCHÉ

Prenez avis que lors de son assemblée du 17 mai 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement de quotas de mise en marché ci-après, adopté par la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec le 28 avril 1972, remplaçant son règlement en vigueur jusqu'après la présente publication.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Règlement de quotas de mise en marché

Généralités

Art. 1 « Producteur » désigne toute personne visée par le plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec.

« Fédération » désigne la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec.

« Plan » désigne le Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec.

« Fabrique » désigne une fabrique au sens de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

« Contingent » désigne le contingent de subsides émis par la Commission canadienne du Lait.

LR-638

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan

QUOTE MARKETING BY-LAW

Notice is given that the Québec Agricultural Marketing Board, at its meeting of May 17, 1972, approved the quota marketing by-law appended hereto, adopted by the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec* on April 28, 1972, replacing its by-law in force up to the date of this publication.

Québec Agricultural
Marketing Board
By: (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

Quota marketing by-law

General

Art. 1 "Producer" designates any person covered by the Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan.

"Federation" designates the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec.*

"Plan" designates the Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan.

"Factory" designates a factory in the sense of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

"Quota basis" designates the quota basis subsidies issued by the Canadian Dairy Commission.

« Quota » désigne le quota de mise en marché attribué par la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec.

« Commission » désigne la Commission canadienne du lait.

« Année » désigne la période comprise entre le 1er avril d'une année et le 31 mars de l'année suivante inclusivement.

Art. 2 Tout producteur doit détenir un quota en vertu du présent règlement.

Art. 3 Il est interdit à un producteur de mettre en marché du lait sans détenir un quota.

Art. 4 Il est interdit à un producteur de mettre en marché du lait à moins de payer les frais de mise en marché établis dans le présent règlement.

Art. 5 Un producteur qui détient un quota ne peut mettre en marché que du lait produit par son troupeau.

Art. 6 Le quota d'un producteur qui n'expédie pas de lait pendant une année complète fait partie de la réserve constituée en vertu des articles 36 et 37.

Art. 7 Les quotas établis en vertu du présent règlement entrent en vigueur le 1er avril de chaque année. La Fédération doit informer les intéressés au plus tard le 15 juin.

Art. 8 La Fédération peut réajuster les quotas établis en vertu de ce règlement selon le « Plan Global Provisoire de Commercialisation du Lait », et selon les dispositions des articles 11 et 37.

Art. 9 En aucun cas, les dispositions du présent règlement ne doivent affecter le contingent émis par la Commission. Dans le cas où le quota résultant de son application est inférieur au contingent, le quota de ce producteur est le même que le contingent.

Art. 10 Toute décision prise par la Fédération aux termes du présent règlement peut être revisée par la Régie des marchés agricoles du Québec, à la demande de tout producteur ou groupe de producteurs intéressés.

Art. 11 La Fédération est autorisée à abroger, modifier ou amender le présent règlement en tout temps. Les amendements doivent entrer en vigueur à la date qui est prévue et après approbation par la Régie des marchés agricoles du Québec.

Détermination des quotas

Art. 12 Le quota d'un producteur est le nombre de livres de lait ou de crème exprimé en livres de matière grasse qu'il a mis en marché entre le 1er avril 1969 et le 31 mars 1970. Si cette production est inférieure à son contingent, le quota du producteur est égal au contingent émis par la Commission.

Art. 13 Dans le cas où un producteur a débuté sa mise en marché pendant l'année 1969-70, son quota est ajusté en fonction de la moyenne nationale de production, établie par la Commission pour la même année.

Art. 14 Dans le cas où un producteur qui a débuté sa mise en marché pendant l'année 1969-70 s'est vu attri-

"Quota" designates the marketing quota attributed by the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec*.

"Commission" designates the Canadian Dairy Commission.

"Year" designates the period included between the 1st of April of one year and March 31st of the following year inclusive.

Art. 2 Any producer must hold a quota under this by-law.

Art. 3 A producer is forbidden to market milk without holding a quota.

Art. 4 A producer is forbidden to market milk unless he pays the marketing costs established in this by-law.

Art. 5 A producer who holds a quota may only market milk produced by his herd.

Art. 6 The quota of a producer who does not ship milk for a whole year forms part of the reserve constituted under articles 36 and 37.

Art. 7 The quotas established under this by-law come into effect on April 1st of each year. The Federation must inform the interested parties on June 15th at the latest.

Art. 8 The Federation may readjust the quotas established under this by-law according to the "Interim Comprehensive Milk Commercialization Plan", and according to the provisions of articles 11 and 37.

Art. 9 The provisions of this by-law must never affect the quota basis issued by the Commission. In a case where the quota resulting from its application is less than the quota basis, this producer's quota is the same as the quota basis.

Art. 10 Every decision taken by the Federation under the terms of this by-law may be revised by the Québec Agricultural Marketing Board, upon the request of any producer or group of interested producers.

Art. 11 The Federation is authorized to repeal, modify or amend this by-law at any time. The amendments must come into effect on the date provided for and following approval by the Québec Agricultural Marketing Board.

Determination of quotas

Art. 12 The producer's quota is the number of pounds of milk or cream expressed in pounds of fat that he has marketed between the 1st of April, 1969 and the 31st of March, 1970. If this production is less than its quota basis, the producer's quota is equal to the quota basis issued by the Commission.

Art. 13 In a case where a producer began his marketing during 1969-70, his quota is adjusted in proportion to the average national production established by the Commission for the same year.

Art. 14 In a case where a producer who has begun his marketing during 1969-70 has been attributed the whole

buer tout le contingent d'éligibilité au subside du cédant et continue d'utiliser l'équipement de production du cédant, le quota de mise en marché de ce producteur est calculé comme si le cédant continuait à produire du lait.

Art. 15 *a*) Le producteur qui remplit 75% de son quota de l'année en cours a droit, pour l'année suivante au même quota.

b) S'il cède une partie de son quota et demeure en production, il doit pour conserver son quota de l'année suivante, remplir au moins 75% du plus bas, soit: du quota de l'année en cours, ou du quota de l'année suivante.

Art. 16 S'il n'atteint pas 75% de son quota pour l'année en cours ou 75% de 15 *b*), le quota de l'année suivante est diminué de la différence entre 75% et la quantité livrée.

Art. 17 *a*) Si la production du troupeau est affectée par suite d'une catastrophe, d'une force majeure, d'une épizootie ou d'une cause qui échappe à son contrôle, un producteur peut demander à la Fédération de conserver son quota en suspens pendant une période maximum de 12 mois, laquelle période peut être renouvelée après justification de la part du producteur et consentement de la Fédération et de la Commission.

b) La Fédération conserve le droit de diminuer, de suspendre ou de retirer les quotas, dans les cas où les règlements ne sont pas respectés.

Transferts de quota

Art. 18 Le quota d'un producteur peut être cédé, pourvu que les exigences établies par la Fédération en vertu du présent règlement soient respectées.

Art. 19 Le quota d'un producteur qui ne possède pas de contingent peut être cédé au complet seulement, à un ou plusieurs producteurs détenteurs de quota, conformément aux dispositions du présent règlement. Ce producteur ne peut donc céder une partie de son quota et demeurer en production.

Art. 20 Le quota d'un producteur qui possède un contingent peut être cédé à un ou plusieurs producteurs détenteurs de quota, conformément aux dispositions du présent règlement. Un minimum de 420 livres de matière grasse doit être cédé à chaque fois.

Art. 21 Tout transfert de quota doit être approuvé par la Fédération, avant d'entrer en vigueur.

Art. 22 La demande de transfert de quota doit être faite à la Fédération par le ou les acquéreurs, sur une formule qui leur est fournie par celle-ci sur demande.

Art. 23 Le cédant et l'acquéreur du quota doivent remplir la formule; celle-ci comporte une attestation par le cédant qu'il cesse de mettre en marché du lait, s'il y a lieu.

Art. 24 Nonobstant l'article 9 et à l'exception du cas prévu à l'article 29, l'acquéreur d'un quota ne peut, dans les 12 mois qui suivent, transférer partiellement ou totalement son quota.

quota basis eligible for the assignor's subsidy and continues to use the latter's production equipment, this producer's marketing quota is calculated as if the assignor continued to produce milk.

Art. 15 (*a*) The producer who fills 75% of his quota for the current year has a right to the same quota for the following year.

(*b*) If he transfers part of his quota and remains in production, he must, to keep his quota for the following year, fill at least 75% of the lowest, namely: the quota of the current year, of the quota of the following year.

Art. 16 If he does not reach 75% of his quota for the current year or 75% of 15 (*b*), the quota of the following year is decreased by the difference between 75% and the quantity delivered.

Art. 17 (*a*) If the herd's production is affected by a disaster, an act of God, an epizooty or circumstances beyond his control, a producer may ask the Federation to keep his quota in abeyance during a maximum period of 12 months, the said period renewable following justification on the producer's part and the consent of the Federation and Commission.

(*b*) The Federation keeps the right to decrease, suspend or withhold quotas, in the cases where the by-laws are not respected.

Transfers of quotas

Art. 18 The producer's quota may be transferred, provided that the requirements established by the Federation under this by-law are met.

Art. 19 The quota of a producer who does not own a quota basis may be granted in whole only, to one or several producers, holders of a quota, in conformity with the provisions of this by-law. This producer cannot therefore transfer a part of his quota and remain in production.

Art. 20 The quota of a producer who owns a quota basis may be transferred to one or several producers, holders of a quota, in conformity with the provisions of this by-law. A minimum of 420 pounds of fat must be transferred each time.

Art. 21 Any transfer of quota must be approved by the Federation, before becoming effective.

Art. 22 The request for a transfer of quotas must be made to the Federation by the acquirer or acquirers, on a form provided by the Federation upon request.

Art. 23 The assignor and acquirer of the quota must fill the form; the latter includes the assignor's attestation that he is ceasing to market milk, if need be.

Art. 24 Notwithstanding article 9 and with the exception of the case mentioned in article 29, the acquirer of a quota cannot, within the 12 months which follow, transfer his quota, in whole or in part.

Seule une raison de force majeure, qui doit être soumise à la Fédération et acceptée par elle, peut restreindre cette période de 12 mois.

Art. 25 La Fédération doit se prononcer sur une demande de transfert dans les 30 jours qui suivent la réception de cette demande. Le transfert est effectif le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel la Fédération s'est prononcée.

Art. 26 La quantité de quota disponible à l'acquéreur, pour l'année laitière, une fois la demande acceptée, est la somme des quantités allouées pour les mois qui suivent la date effective du transfert, en utilisant les pourcentages mensuels suivants: avril, mai, juin, juillet, août et septembre, 10%. Octobre, novembre, décembre, janvier, février, 6%, et mars 10%.

Art. 27 Si l'acquéreur n'est pas détenteur d'un quota au moment de la demande de transfert, il doit acquérir un quota d'au moins 3,500 livres de matière grasse, s'il s'agit d'un producteur de lait, et de 1,750 livres de matière grasse, s'il s'agit d'un producteur de crème.

Art. 28 Toute personne peut demander plus d'un transfert de quota, dont le total doit équivaloir aux quantités minima établies à l'article 27. Toutefois, ces demandes doivent être faites à la Fédération dans les 12 mois de la date de la première demande. Le requérant devient éligible au transfert, à la date où la dernière demande a été reçue par la Fédération.

Art. 29 Nonobstant les dispositions de l'article 27, un producteur peut transférer son quota au complet même s'il est inférieur à 3,500 livres de matière grasse à un membre immédiat de sa famille (fils, fille, gendre, bru, frère, soeur, beau-frère, belle-soeur) qui n'est pas détenteur de quota.

Art. 30 À l'exception de la partie de quota qui excède le contingent, tout transfert de quota doit être accompagné d'une quantité égale de contingent.

Art. 31 Le producteur qui demeure en production doit conserver un minimum de 3,500 livres de matière grasse de quota s'il est producteur de lait, et de 1,750 livres de matière grasse s'il est producteur de crème.

Art. 32 Tout quota de moins de 420 livres de matière grasse ne peut être transféré.

Art. 33 Le producteur qui détient un quota inférieur à 28,000 livres de matière grasse peut obtenir un transfert jusqu'à concurrence de cette quantité; le quota maximum que peut obtenir un producteur qui met lui-même en marché une partie de sa production, (vendeur de lait « cru ») est la différence entre 28,000 livres de matière grasse et le nombre de livres de lait exprimé en matière grasse qu'il met actuellement en marché; l'excédent fait partie de la réserve prévue à l'article 36.

Art. 34 Un producteur qui détient déjà un quota de 28,000 livres et plus de matière grasse, ne peut obtenir aucun transfert.

Only circumstances beyond his control, which must be made known to the Federation and accepted by it, may shorten this period of 12 months.

Art. 25 The Federation must take a decision on the request for a transfer within the 30 days following receipt of this reguest. This transfer is effective on the first day of the month following the month in which the Federation announced its decision.

Art. 26 The quantity of the quota available for the acquirer, for the dairy year, once the request is granted, is the sum of the quantities allotted for the months which follow the effective date of transfer, by using the following monthly percentages: April, May, June, July, August and September, 10%. October, November, December, January, February, 6% and March 10%.

Art. 27 If the acquirer does not hold a quota at the time of the request for transfer, he must acquire a quota of a least 3,500 pounds of fat, in the case of a milk producer, and 1,750 pounds of fat in the case of a cream producer.

Art. 28 Any person may ask for more than one quota transfer, the total of which must equal the minimium established in article 27. However, these requests must be made to the Federation within 12 months of the date of the first request. The applicant becomes eligible for transfer, the total of which must equal the minimum ed by the Federation.

Art. 29 Notwithstanding the provisions of article 27, a producer may transfer his entire quota, even if it is less than 3,500 pounds of fat, to an immediate member of his family (son, daughter, son-in-law, daughter-in-law, brother, sister, brother-in-law, sister-in-law) who does not hold a quota.

Art. 30 With the exception of the part of the quota which exceeds the quota basis, every transfer of quota must be accompanied by an equal quantity of quota basis.

Art. 31 The producer who remains in production must keep a minimum of 3,500 pounds of quota fat if he is a milk producer, and 1,750 pounds of fat if he is a cream producer.

Art. 32 Any quota of less than 420 pounds of fat cannot be transferred.

Art. 33 The producer who holds a quota of less than 28,000 pounds of fat may obtain a transfer not exceeding this quantity: the maximum quota which a producer who markets a part of his production himself may obtain, (raw milk dealer) is the difference between 28,000 pounds of fat and the number of pounds of milk expressed in fat which he now markets; the excess is part of the reserve provided for in article 36.

Art. 34 A producer who already holds a quota of 28,000 pounds and more of fat cannot obtain a transfer.

Art. 35 La Fédération accepte le transfert de quota à toute personne visée par le plan conjoint des producteurs de lait du Québec. Le volume maximum ainsi transféré est de 50 millions de livres de quota de lait annuellement pendant une période de 24 mois, à compter du 1er avril 1971.

La Fédération accepte également le transfert de quotas détenus par des personnes visées par le plan conjoint des producteurs de lait du Québec à tout producteur.

Ces transactions doivent être faites conformément aux dispositions du présent règlement.

Réserve

Art. 36 Les quotas ou parties de quotas non transférés par suite de l'application des articles 6, 16, 17 *b*), 32 et 34 constituent une réserve.

Art. 37 Lorsqu'il s'agit de distribuer la réserve, la Fédération doit d'abord calculer la quantité totale de livres de matière grasse à distribuer.

Elle établit le nombre de producteurs qui ont droit à la redistribution en éliminant ceux qui sont visés par les articles 32 et 34.

Pour établir le nombre de livres de matière grasse à attribuer à chaque producteur, elle doit établir le pourcentage que représente le total de la réserve distribuée, par rapport à la quantité totale des quotas de mise en marché détenus par les producteurs ayant droit à la distribution.

Une fois le pourcentage établi selon le paragraphe précédent, elle multiplie le quota de mise en marché détenu par chaque producteur à la date de la distribution par le pourcentage établi en vertu de l'article précédent.

Lors de la distribution, la Fédération doit tenir compte également des dispositions de l'article 33 et, dans ce cas, la différence qui aurait pu être attribuée à ce producteur, s'accroît aux autres.

Frais de mise en marché

Art. 38 Afin de défrayer le coût de la mise en marché, une retenue est effectuée sur tout le lait et la crème mis en marché par le producteur.

Art. 39 Ces sommes sont recueillies par la Fédération et remises par elle à la Commission selon les modalités convenues entre elles.

Art. 40 Pour le lait produit à l'intérieur du quota, le producteur doit payer 2.85¢ la livre de matière grasse.

Art. 41 Pour le lait et la crème produits en excédent du quota, le producteur doit payer:

a) pour le lait, 58.57¢ la livre de matière grasse;

b) pour la crème, 30¢ la livre de matière grasse.

46204-o

28 avril 1972.

Art. 35 The Federation accepts the transfer of quota of any person covered by the Québec Milk Producers' Joint Plan. The maximum volume thus transferred is of 50 million pounds of the annual milk quota over a period of 24 months, upon, from and after April 1, 1971.

The Federation also accepts the transfer of quotas held by persons covered by the Québec Milk Producers' Joint Plan to all producers.

These transactions must be made in conformity with the provision of this by-law.

Reserve

Art. 36 The quotas or parts of quotas not transferred as a result of the application of articles 6, 16, 17 (*b*), 32 and 34 constitute a reserve.

Art. 37 When distributing the reserve, the Federation must first calculate the total quantity of pounds of fat to be distributed.

It determines the number of producers who have a right to the redistribution by eliminating those covered by articles 32 and 34.

In order to establish the number of pounds of fat to attribute to each producer, it must establish the percentage which represents the whole of the reserve distributed, in relation to the total quantity of marketing quotas held by producers eligible for the distribution.

Once the percentage is determined according to the foregoing paragraph, it multiplies the marketing quota held by each producer on the date of distribution by the percentage determined under the foregoing article.

At the time of distribution, the Federation must also take into account the provisions of article 33 and, in this case, the difference which could have been attributed to this producer, is added to the others.

Marketing costs

Art. 38 In order to pay marketing costs, a deduction is made on all milk and cream marketed by the producer.

Art. 39 These sums are received by the Federation and remitted by the latter to the Commission, according to the terms and conditions agreed upon between themselves.

Art. 40 For milk produced within the quota, the producer must pay $2.85 per pound of fat.

Art. 41 For milk and cream produced in excess of the quota, the producer must pay:

(*a*) for milk, 58.57¢ per pound of fat;

(*b*) for cream, 30¢ per pound of fat.

46204

April 28, 1972.

Avis divers

Collège des pharmaciens de la province de Québec

Le Conseil des gouverneurs en vertu des pouvoirs à lui conférés par l'article 5, paragraphe 14, chapitre 255, Statuts refondus 1964, déclare et dit:

Règlement concernant la tenue d'un dossier-patient.

I. Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit tenir un dossier pour chacun de ses patients.

Les renseignements suivants sont considérés comme obligatoires:

A. PATIENT
- Nom et prénom
- Adresse
- Date de naissance
- Sexe

B. MÉDICAMENT
- Date de l'ordonnance
- No. de l'ordonnance
- Dénomination commune et/ou commerciale
- Concentration
- Quantité
- Posologie
- Date de renouvellement
- Date et raison du refus d'exécuter une ordonnance

C. MÉDECIN
- Nom

D. PHARMACIEN
- Nom (signature ou paraphe)

II. Constitue un acte dérogatoire à l'honneur et à l'exercice de la profession le fait pour un pharmacien d'omettre de tenir un dossier-patient; constitue de la même façon un acte dérogatoire le fait de ne point tenir à jour un dossier-patient et le fait d'omettre l'inscription d'un ou plusieurs de ces renseignements obligatoires.

Prenez avis qu'à l'expiration des 30 jours suivant la présente publication, le présent règlement sera soumis pour approbation, au lieutenant-gouverneur en conseil, et ce, conformément au dernier alinéa de l'Article 5 de la Loi sur la Pharmacie, (1964) S.R.Q. chap. 255.

Montréal, le 17 mai 1972.

Copie conforme certifiée par:

ANDRÉ DESAUTELS, L. PHARM.,
Secrétaire-registraire,
Collège des pharmaciens de la province de Québec.

46208-o

Collège des pharmaciens de la province de Québec

Miscellaneous Notice

College of Pharmacists of the Province of Québec

The Council of Governors pursuant to the powers conferred upon it by section 5, paragraph 14, chapter 255, Revised Statutes, 1964, declares and states:

By-law concerning the holding of a patient's record.

I. Any pharmacist, in the exercise of his profession, must hold a record for each of his patients.

The following information is considered obligatory:

A. PATIENT
- Name and surname
- Address
- Date of birth
- Sex

B. MEDICATION
- Date of the prescription
- No. of the prescription
- Generic and/or commercial name
- Strength
- Quantity
- Dose
- Renewal date
- Date and reason of refusal to fill a prescription

C. PHYSICIAN
- Name

D. PHARMACIST
- Name (signature or initials)

II. It is a derogatory act to the honour of exercising the profession to omit keeping a patient's record: it is also a derogatory act the fact of not keeping such records up to date and/or omitting any of the compulsory information requested.

Take notice that at the expiry of 30 days following the present publication, the present by-law will be submitted for approval, to the Lieutenant-Governor in Council, and such, in conformity with the last paragraph of section 5 of the Pharmacy Act, (1964), R.S.Q. chapter 255.

Montreal, May 17, 1972

Certified true copy by:

ANDRÉ DESAUTELS, L. PHARM.,
Secretary-registrar,
College of Pharmacists of the Province of Québec.

46208-o

College of Pharmacists of the Province of Québec

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH-DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 207 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre 19 des lois de 1971), les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur entreront en vigueur à toute date qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au jour de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, la date d'entrée en vigueur de tous les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur, à l'exception de l'article 82.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1241-72, en date du 10 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, conformément à l'article 207 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre 19 des lois de 1971), que soit fixée au jour de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, la date d'entrée en vigueur de tous les articles de ladite loi qui ne sont pas encore en vigueur, à l'exception de l'article 82.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présente lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne, la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libre: 500
Folio: 214

46209-o

I.R-644

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS under section 207 of the Liquor Permit Control Commission Act (Chapter 19 of the Statutes of 1971), the sections of the said Act which are not yet in force will come into force on any date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of all the sections of the said Act which are not yet in force, with the exception of section 82.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1241-72, dated May 10, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, in conformity with section 207 of the Liquor permit Control Commission Act (Chapter 19 of the Statutes of 1971), that the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* be fixed as the date of the coming into force of all the sections of the said Act which are not yet in force, with the exception of section 82.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 214

46209

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de l'Assurance-Maladie (chapitre 37 des lois de 1970) a été sanctionnée le 17 juillet 1970 et est entrée en vigueur le même jour, sous réserve des articles 90 et 91 de ladite loi;

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971) a été sanctionnée le 18 juin 1971;

ATTENDU QUE cette loi, à l'exception des articles 1 à 3 et 9 à 17, est entrée en vigueur le jour de sa sanction;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de ladite loi, la Loi de l'Assurance-Maladie est modifiée en insérant, après son article, l'article 3*a*;

ATTENDU QU'en vertu de cet article 3*a* ajouté à la Loi de l'Assurance-Maladie, le Ministre des Affaires Sociales dresse la liste des médicaments dont la Régie assume le coût en vertu de l'article 3 de cette même dite Loi de l'Assurance-Maladie;

ATTENDU QUE cette liste de médicaments doit être dressée et qu'en conséquence il y a lieu que l'entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971) soit fixée au 23 mai 1972;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1235-72, en date du 10 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 23 mai 1972 la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi modifiant la Loi de l'Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (chapitre 47 des lois de 1971).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Health Insurance Act (Chapter 37 of the Statutes of 1970) was assented to on July 17, 1970 and came into force on the same day, subject to sections 90 and 91 of the said Act;

WHEREAS the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971) was assented to on June 18, 1971;

WHEREAS this Act, with the exception of sections 1 to 3 and 9 to 17, came into force on the date on which it was assented to;

WHEREAS under section 3 of the said Act, the Health Insurance Act is amended by inserting, after its section 3, section 3*a*;

WHEREAS under the said section 3*a* added to the Health Insurance Act, the Minister of Social Affairs shall prepare a list of the medicaments of which the Board assumes the cost under section 3 of the said Health Insurance Act;

WHEREAS the list of medicaments must be prepared and consequently it is expedient that the coming into force of section 3 of the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971) be fixed on May 23, 1972;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1235-72, dated May 10, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that May 23, 1972, be fixed as the date of the coming into force of section 3 of the Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (Chapter 47 of the Statutes of 1971).

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto afixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 213

46209-o

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 213

46209

INDEX No 22

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL *ORDERS IN COUNCIL*

867 — Terres et forêts, (S.R.Q. 1964, ch. 92) réduction de droits de coupe en faveur de St-Raymond Paper Limited pour son usine de Chute-Panet, district électoral de Portneuf 4521

867 — St-Raymond Paper Limited, réduction de droits de coupe pour son usine de Chute-Panet, district électoral de Portneuf 4521

867 — Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92) reduction in stumpage dues granted St-Raymond Paper Limited in respect of its Chute-Panet mill in the electoral district of Portneuf 4521

867 — St-Raymond Paper Limited, reduction in stumpage dues for its Chute-Panet mill in the electoral district of Portneuf 4521

1149 — Appareils sous pression (S.R.Q. 1964, ch. 156) honoraires relatifs à l'inspection des appareils sous pression et aux épreuves de soudure haute pression, ainsi que la qualification des soudeurs et des procédures en soudure 4522

1149 — Pressure Vessels Act (R.S.Q. 1964, ch. 156) fees for the inspection of pressure vessels and welding tests relative to high pressure, as well as the qualification of welders and welding procedures 4522

1149 — Honoraires relatifs à l'inspection des appareils sous pression et aux épreuves de soudure haute pression ainsi que la qualification des soudeurs et des procédures en soudure 4522

1149 — Fees for the inspection of pressure vessels and welding tests relative to high pressure, as well as the qualification of welders and welding procedures 4522

1234 — Monuments historiques du Québec (Commission des) classement de la maison (Jack) sise au numéro 8 de l'avenue Savard, à Ville de Vanier 4525

1234 — Historic Monuments Commission (Québec) classification of the house (Jack's) situated at number 8 Savard Avenue in Ville de Vanier 4525

1249 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) transport et l'enregistrement du chevreuil de l'orignal, du caribou et de l'ours américain (noir) 4526

1249 — Wild-life Conservation Act (R.S.Q. 1969, ch. 58) transportation and registering of deer, moose, caribou and the American black bear 4526

1249 — Transport et enregistrement du cheveuil, de l'orignal, du caribou et de l'ours américain (noir) 4526

1249 — Transportation and registering of deer, moose, caribou and the American black bear 4526

1250 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) réserve de chasse d'Ixworth 4527

1250 — Réserve de chasse et de pêche d'Ixworth 4527

1250 — Fish and Game Reserve of Ixworth 4527

1250 — Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1971, ch. 60) Fish and Game Reserve of Ixworth 4527

1251 — Réserve de chasse de Princeville (*annulée*) 4528

1251 — Princeville Hunting Reserve (*cancelled*) 4528

1251 — Sanctuaire de chasse de Drummondville (*annulé*) 4528

1251 — Drummondville Hunting Sanctuary (*cancelled*) 4528

1251 — Sanctuaire de Beaurivage (*annulé*) 4528

1251 — Beaurivage Sanctuary (*cancelled*) 4528

1251 — Sanctuaire de chasse de Hull (*annulé*) 4528

1251 — Hull Hunting Sanctuary (*cancelled*) 4528

1251 — Sanctuaire de Radnor (*annulé*) 4528

1251 — Radnor Sanctuary (*cancelled*) 4528

1251 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) *Réserve de chasse de Princeville, Sanctuaire de chasse de Drummondville, sanctuaire de Beaurivage, sanctuaire de chasse de Hull* et *sanctuaire de Radnor* (*annulés*) 4528

1251 — Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) the *Princeville Hunting Reserve, the Drummondville Hunting Sanctuary*, the *Beaurivage Sanctuary*, the *Hull Hunting Sanctuary* and the *Radnor Sanctuary* are cancelled 4528

1287 — Terres et Forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92) utilisation de la main-d'oeuvre étudiante pour l'amélioration et l'aménagement des forêts affermées du Québec 4529

1287 — Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92) employment of student labour for the improvement and planning of forest holding in Québec 4529

1287 — Main-d'oeuvre étudiante pour l'amélioration et l'aménagement des forêts affermées du Québec (*utilisation*) 4529

ARRÊTÉS EN CONSEIL (*suite*) **ORDERS IN COUNCIL** (*continued*)

1287 — Student labour (*employment*) for the improvement and planning of forest holdings in Québec... 4529
1293 — Code canadien de l'électricité (*adoption d'amendements à la neuvième (9e) édition*)..... 4530
1293 — Électriciens et des installations électriques (S.R.Q. 1964, ch. 152) adoption d'amendements à la neuvième (9e) édition du Code canadien de l'électricité..... 4530
1293 — Canadian Electrical Code (*Adoption of amendments to the ninth (9th) edition*)..... 4530
1293 — Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q. 1964, ch. 152) adoption of amendments to the ninth (9th) edition of the Canadian Electrical Code..... 4530
1297 — Développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34) ordonnance No 1 du Conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James..... 4532
1297 — Baie James, munic. (ordonnance No 1 du Conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal)..... 4532
1297 — James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34) Order No. 1 of the Board of Directors substituting for the municipal council of the Municipality of Baie James..... 4532
1297 — Baie James, Munic. (Order No. 1 of the Board of Directors substituting for the municipal council) 4532
1439 — Commission du salaire minimum (*Erratum*)..... 4533
1439 — Minimum Wage Commission (*Erratum*)..... 4533
1440 — Imprimerie, région de Montréal (*modification au décret*)..... 4533
1440 — Printing, Montreal region (*Amendment to the decree*)..... 4533
1441 — Automobile, Cantons de l'Est (1971) (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*)..... 4534
1441 — Automobile, Eastern Townships (1971) (*Approval of Regulation No. 1, respecting to levy*)..... 4534
1442 — Automobile, région de Québec (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*)..... 4538
1442 — Automobile, Québec Region (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*)..... 4538
1443 — Coiffeurs de Sherbrooke (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*)..... 4541
1443 — Hairdressers, Sherbrooke (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*)..... 4541
1444 — Commission de l'industrie de la construction (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*) 4544
1444 — Construction Industry Commission (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*)..... 4544
1445 — Entretien d'édifices publics, région de Québec (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*)..... 4547
1445 — Maintenance of Public Buildings, Québec Region (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*) 4547
1446 — Robe, Province (*Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement*)..... 4550
1446 — Dress, Province (*Approval of Regulation No. 1 respecting the levy*)..... 4550

AVIS DIVERS ***MISCELLANEOUS NOTICE***

Collège des pharmaciens de la province de Québec (*Tenu d'un dossier-patient*)..... 4565
College of Pharmacists of the Province of Québec (*Holding of a petient's record*)..... 4565

MINISTÈRES ***DEPARTMENTS***

Industrie et commerce ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coquillages..... 4557
Lobster Fishing (*Variation order No. 1972-4*).. 4558
Lobster Fishing (*Variation order No. 1972-5*).. 4558
Lobster Fishing (*Variation order No. 1972-6*).. 4559
Lobster Fishing (*Variation order No. 1972-7*).. 4559
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-4*) 4558
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-5*) 4558
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-6*) 4559
Pêche au homard (*Décret d'exception No 1972-7*) 4559
Shell fishing notice..... 4557

Travail et de la Main-d'oeuvre ***Labour and Manpower***

Building Materials (concrete or cement blocks) Province (*Amend.*)..... 4553
Matériaux de construction (blocs de béton) Province (*Mod.*)..... 4553

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

Assurance-Maladie et la Loi de la Régie de l'Assurance-Maladie (L.Q. 1971, ch. 47) entrée en vigueur de l'article 3 de la Loi (*Liste des médicaments dont la Régie assume le coût*)..... 4567
Commission de contrôle des permis d'alcool (L.Q. 1971, ch. 19) mise en vigueur de tous les articles de la Loi qui ne sont pas encore en vigueur à l'exception de l'article 82..... 4566
Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act (S.Q. 1971, ch. 47) coming into force of section 3 of the Act (*List of the medicaments of which the Board assumes the cost*)..... 4567
Liquor Permit Control Commission Act (S.Q. 1971, ch. 19) coming into force of all sections of the Act which are not yet in force with the exception of section 82..... 4566

Régie des marchés agricoles de Québec ***Québec Agricultural Marketing Board***

Producteurs de lait industriel du Québec (*Règl. de quotas de mise en marché*)..... 4560
Industrial Milk Producers (Québec) (*Quota Marketing By-law*)..... 4560

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 4521

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES 4440

AVIS DIVERS 4458–4565

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 4439

CHANGEMENT DE NOM 4441

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 4445
- Dissoutes 4413
- Divers 4453
- Lettres patentes 4340–4466
- Lettres patentes supplémentaires 4409
- Sièges sociaux 4458

CIES ÉTRANGÈRES 4444

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 4468

LIQUIDATION DES COMPAGNIES 4470

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 4470
- Industrie et Commerce 4557
- Terres et forêts 4467
- Travail et main-d'oeuvre 4553

PROCLAMATIONS 4566

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC 4450

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC 4560

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES 4471

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES 4470

SOUMISSIONS 4474

SYNDICATS PROFESSIONNELS 4492

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS 4493

VENTES PAR SHÉRIFS 4493

VENTES POUR TAXES 4416

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 4468

CHANGE OF NAME ACT 4441

COMPANIES ACT:
- Applications for surrender of charter 4445
- Dissolved 4413
- Head offices 4458
- Letters patent 4340–4466
- Miscellaneous 4453
- Supplementary letters patent 4409

COMPANIES INFORMATIONS ACT 4471

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS 4470

COOPERATIVE ASSOCIATIONS 4440

DEPARTMENTS:
- Industry and Commerce 4557
- Labour and Manpower 4553
- Lands and Forests 4467
- Municipal Affairs 4470

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 4444

MISCELLANEOUS NOTICES 4458–4565

ORDERS IN COUNCIL 4521

PROCLAMATIONS 4566

PROFESSIONAL SYNDICATES 4492

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD 4560

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD 4450

SALES BY SHERIFFS 4493

SALES FOR TAXES 4416

SALE FOR UNCLAIMED BAGGAGE 4493

SAVINGS AND CREDIT UNION 4439

TENDERS 4474

WINDING-UP ACT 4470

PRINTED IN CANADA

PRINTED IN CANADA

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

LOIS du Québec

1971

STATUTES

OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

$20

Chapitres séparés des Statuts

Chacun des chapitres concernant les lois publiques des plus récents Statuts (statuts refondus 1964 et statuts annuels subséquents) peut être acheté séparément en tiré à part. Le prix en est déterminé par le nombre de pages, comme on le précise ci-dessous.

Separate chapters of Statutes

Reprints of all public acts appearing in the 1964 Revised or subsequent annual Statutes can be ordered separately. Prices, based on length, are given below.

4, 8, 12 p.	**$ 0.35**
16, 20 p.	**$ 0.50**
24, 28, 32, 36 p.	**$ 0.75**
40 à 64 p.	**$ 1.00**
68 à 96 p.	**$ 1.25**
100 à 132 p.	**$ 1.50**
136 à 172 p.	**$ 1.75**
180 à 200 p.	**$ 2.00**
224 à 272 p.	**$ 2.25**

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest